



Afghanistan : les débats de l'après-guerre

● Quels étaient les buts de la guerre, quel rôle pour les humanitaires ? ● « Le Monde » donne la parole à des intellectuels et à des ONG ● Conférence à Berlin sur l'avenir de l'Afghanistan, sous l'égide de l'ONU ● Le reportage de notre envoyée spéciale en territoire taliban



BRUNO BOUDJELAL/AVU

REPORTAGE

Une petite ville en Algérie

L'ÉCRIVAIN François Maspero a passé le mois d'août dans une petite ville de la côte algéroise. Il a vécu la vie quotidienne d'une famille amie. Il raconte « deux ou trois choses » qu'il a vues de l'Algérie : la confusion et la corruption ordinaire d'un pays où, après tant de massacres, nul ne sait plus où trouver des responsables, l'absence de travail, la démission des services publics.

Lire pages 14 et 15

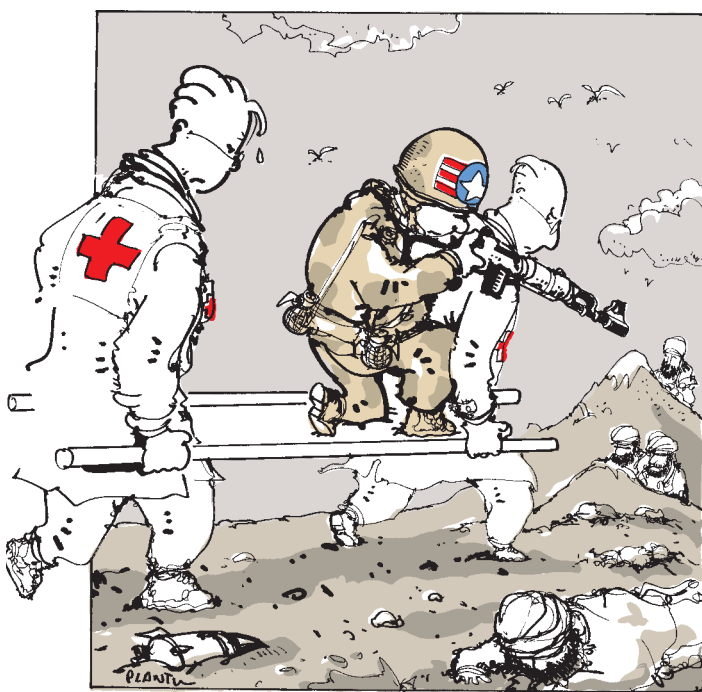
► www.lemonde.fr/algerie

SOMMAIRE

● **Guerre éclair, doute persistant** : Dans un cahier spécial de huit pages, *Le Monde* donne la parole à un spécialiste du droit d'ingérence, Mario Bettati, et à deux personnalités de l'humanitaire, Rony Brauman et Sylvie Brunel. Ils disent leur gêne ou leur inquiétude devant le rôle que les États-Unis font jouer aux ONG. Des intellectuels français, Robert Redeker, Jean Clair, Daniel Bensaid et Willy Pelletier, Edgar Morin, ravivent les controverses sur le sens de la guerre. Le linguiste américain Noam Chomsky dénonce l'amnésie d'une Amérique qui ne retient rien de son passé.

Notre cahier spécial

● **Le conflit en Afghanistan** : Une conférence entre les principales factions afghanes se réunira à partir du lundi 26 novembre à Berlin, sous l'égide de l'ONU. Elle sera chargée de lancer le processus de



formation d'un gouvernement pluriethnique. Les islamistes étrangers de Kunduz encerclés risquent d'être massacrés. Kaboul retrouve le goût des petites libertés, mais une manifestation de femmes a été interdite. Notre envoyée spéciale en territoire taliban, Françoise Chipaux, a rencontré des populations déplacées qui redoutent l'Alliance du Nord.

p. 2 et 3

● **La coalition et l'humanitaire** : Le Pentagone compte sur l'Alliance du Nord pour achever la conquête des villes afghanes. Les États-Unis envisagent d'envoyer des renforts de forces spéciales ou de marines. Vingt-deux pays se penchent sur la reconstruction du pays. Washington s'engage dans une aide sur le long terme. L'hiver s'installe et la route humanitaire par le nord reste aléatoire. L'opinion américaine reproche à la presse son manque de patriotisme.

p. 4, 5 et 36

► www.lemonde.fr/dossier-special



POINTS DE VUE

Cahier spécial

Intellectuels critiques, personnalités engagées dans l'humanitaire, ils sont neuf à revenir, pour *Le Monde*, sur ce qui ne va pas de soi dans les « explications » des attentats terroristes du 11 septembre ou dans les justifications alléguées de leurs suites guerrières. Au cœur du débat : l'hyperpuissance américaine, fragilisée mais toujours « impériale ». Notre cahier spécial

M. Chevènement au procès Bonnet

L'ANCIEN MINISTRE de l'intérieur Jean-Pierre Chevènement et deux conseillers de Lionel Jospin, Alain Christnacht et Clotilde Valter, seront interrogés en qualité de témoins au procès de l'affaire des paillotes corses incendiées. Mardi 20 novembre, le tribunal d'Ajaccio a ordonné leur comparution - fixée au 30 novembre -, apparue indispensable après les mises en cause de l'entourage du premier ministre par l'ancien préfet Bernard Bonnet. M. Chevènement avait indiqué au tribunal qu'il était « à la disposition de la justice » mais suggéré qu'il n'était pas « le seul ancien ministre à pouvoir témoigner ».

Lire page 8

► www.lemonde.fr/corse

Les nuits divines de Lionel Jospin avec les Pères de l'Eglise

ON LE SAVAIT « protestant athée ». Le premier ministre se décrit désormais, dans un entretien à *La Croix*, mardi 20 novembre, comme un « laïque (...) sensible au fait religieux ». Une conversion ? Non. Lionel Jospin est simplement ennuyé que, à l'approche de l'élection présidentielle, la France catholique le voie en agnostique militant et en antireligieux obtus, tandis que Jacques Chirac va à la messe et que sa femme, Bernadette, raconte sa foi dans *Conversation*, son livre à succès.

L'alerte est venue au printemps, à la lecture du livre d'entretiens d'Alain Juppé avec Serge July, *Entre quatre z'yeux* (Grasset). Alain Juppé relevait chez le premier ministre « quelques relents de sectarisme anticlérical ou antireligieux », par exemple lorsqu'il « s'oppose à ce qu'il soit fait mention de notre héritage "religieux" » dans la Charte européenne des droits fondamentaux proclamée le 7 décembre 2000, au sommet de Nice. Quelques semaines plus tard, M. Jospin répondait à l'ancien premier ministre. « Je suis surpris que vous soyez si mal renseigné sur les circonstances exactes de cet épisode des négociations. La référence à l'inspiration religieuse de l'Union (...) soule-

vait pour la France des difficultés d'ordre constitutionnel et mettait en cause le caractère universel des valeurs et des droits » du texte. M. Jospin précisait que « le contenu des deux entretiens téléphoniques », le sien et celui de M. Chirac, avec Roman Herzog, président de la convention chargée d'élaborer le texte, « a été identique ».

« J'ai pris bonne note de ces précisions et j'ai été très sensible au fait que vous ayez voulu me les donner vous-même », avait répondu Alain Juppé. Mais voilà que, le 20 juillet, un billet publié en « une » du *Figaro* impute à Lionel Jospin la responsabilité d'une opposition de la France « à ce que la face libre de la monnaie euro-vaticane comporte un motif religieux ». Nouvelle indignation de l'intéressé, qui réfute, dans le courrier des lecteurs du *Figaro*, cette « allégation ». « Ni mon gouvernement ni moi-même n'avons pris position sur les faces nationales des pièces en euro », écrit le premier ministre. Puis, en décembre 2000, *Témoignage chrétien*, hebdomadaire proche de la gauche, publie un appel de soixante-dix personnalités, dont Jacques Delors, Paul Ricœur et des évêques, en faveur d'une ouverture de l'Europe aux « apports spirituels et humanistes des religions ».

Il était donc temps de calmer tout le monde dans *La Croix*. « Je suis laïque, mais je suis en même temps sensible au fait religieux », explique le premier ministre, rappelant que ses « deux parents étaient, lorsqu'il était enfant, profondément croyants, l'un et l'autre », et que « cela a marqué leur vie », comme la sienne. Il explique aussi « la parenté entre les valeurs judéo-chrétiennes et la morale laïque ».

Le premier ministre détaille son souci du « compromis », qu'il préfère au « conflit » lors du débat sur l'école privée, en 1981, puis, en 1988, lorsqu'il veille à ce que la réforme des rythmes scolaires n'affecte pas le catéchisme. Pour ceux qui douteraient encore, Lionel Jospin confie que sa femme, Sylviane Agacinski, travaille sur « le masculin et le féminin chez les Pères de l'Eglise ». Le futur candidat « croise donc tous les soirs les vies de Tertullien, de Clément d'Alexandrie ou de saint Augustin ». Et rêve de patristique, c'est-à-dire de la doctrine des Pères de l'Eglise. Nuits divines.

Ariane Chemin



ROSINE MAZIN

VOYAGES

Souvenirs de l'île Bourbon

Deux mille cinq cents kilomètres carrés de pitons, futaies, cascades et lagons... la Réunion ne manque pas d'atouts touristiques. Elle redécouvre désormais son passé colonial, du temps où elle s'appelait encore île Bourbon, ses grosses villas blanches et ses « cases créoles » exiguës ou spacieuses, où s'élabore l'art de vivre propre à ce département ultramarin.

p. 28-29

Benetton conquérant



LUCIANO BENETTON

LE PATRON du groupe italien d'habillement explique, dans un entretien au *Monde*, pourquoi et comment il veut reconquérir un marché français trop longtemps négligé. L'ainé des Benetton justifie aussi les diversifications menées par sa famille hors du textile.

Lire page 20

Afrique CFA 1 000 F CFA, Algérie, 35 DA, Allemagne, 3 DM (1,53 €), Antilles-Guyane, 10 F (1,52 €), Autriche, 25 ATS (1,82 €), Belgique, 49 FB (1,21 €), Canada, 2,50 \$ CAN, Danemark, 15 KRØ, Espagne, 250 PTA (1,50 €), Grande-Bretagne, 1 £, Grèce, 500 DR (1,47 €), Irlande, 1,40 £ (1,78 €), Italie, 3000 L (1,55 €), Luxembourg, 46 FL (1,14 €), Maroc, 10 DH, Norvège, 14 KRØ, Pays-Bas, 3,30 FL (1,50 €), Portugal cont., 300 ESC (1,50 €), Réunion, 10 F (1,52 €), Suède, 16 KRØ, Suisse, 2,40 FS, Tunisie, 1,5 DT, USA (NY), 2 \$, USA (others), 2,50 \$.

M 0147 - 1122 - 7,90 F - 1,20 €



Reverso Duoface

JAEGER-LECOULTRE

DUBAIL

21, Place Vendôme
Paris 1^{er}
Tél. 01 42 61 11 17
66, rue François 1^{er}
Paris 8^e
Tél. 01 53 57 42 00

Aura le plaisir de vous remettre gracieusement le Livre de la Manufacture Jaeger-LeCoultre.

L'Allemagne, grande puissance réticente

À UN MOMENT, la semaine dernière, Gerhard Schröder s'est senti dans le rôle de Jacques Chirac en 1997, avant que le président de la République ne dissolve l'Assemblée nationale. Gerhard Schröder a caressé l'idée d'élections législatives anticipées, sans attendre l'échéance d'octobre 2002 et une dégradation redoutée de la situation économique, pour prendre aussi de vitesse une opposition en pleine confusion. Il lui aurait suffi de laisser quelques députés de la coalition SPD-Verts voter selon leur conscience et contre la question de confiance qu'il avait posée au Bundestag. Finalement, il a renoncé et s'est battu pour arracher une majorité qu'il a obtenue avec une petite marge de deux voix. Comme il avait lié la question de confiance à une résolution sur l'engagement de la Bundeswehr en Afghanistan, il en allait de la « fiabilité » de l'Allemagne vis-à-vis de ses alliés. « Fiabilité » et « crédibilité », deux mots qui reviennent régulièrement dans les débats de politique étrangère depuis la création, en 1949, de la République fédérale.

Drôle d'engagement pourtant. Il n'est pas question que des soldats allemands aillent rejoindre

les Français ou les Britanniques pour « sécuriser » des aéroports ou la distribution de l'aide humanitaire. Si des unités allemandes sont envoyées en Asie centrale, ce seront des unités sanitaires ou logistiques. Dès les attentats du 11 septembre, le chancelier avait affirmé sa « solidarité sans réserve » avec les États-Unis et, quelques semaines plus tard, il s'était déclaré prêt à mettre 3 900 soldats à la disposition de la coalition afin d'aller au-devant d'une requête de Washington... qui n'avait rien demandé.

L'enjeu n'est pas militaire, mais symbolique, donc politique. Gerhard Schröder appartient à cette génération née après la deuxième guerre mondiale qui ne connaît pas les inhibitions de ses aînés. Cette génération veut une Allemagne émancipée, souveraine, en un mot « normale », qui, comme tous les autres grands pays du monde, sache défendre ses intérêts - d'une manière « éclairée », avait dit Gerhard Schröder en arrivant au pouvoir en 1998.

Daniel Vernet

Lire la suite page 16



MCCULLIN/CONTACT

PHOTOGRAPHIE

Don McCullin en noir

La Maison européenne de la photographie, à Paris, consacre une rétrospective à Don McCullin, reporter sur tous les champs de bataille du monde, de Chypre et d'Irlande du Nord au Cambodge et à l'Ouganda. « Je veux être le photographe de guerre le plus dur, le plus cru, le plus violent qui soit », affirme-t-il.

p. 34

International.....	6	Carnet.....	26
France.....	8	Aujourd'hui.....	27
Société.....	11	Météorologie-Jeux.....	31
Régions.....	13	Culture.....	33
Horizons.....	14	Guide culturel.....	35
Entreprises.....	20	Kiosque.....	36
Communication.....	22	Abonnements.....	36
Tableau de bord.....	23	Radio-Télévision.....	37

GUERRE La conférence d'entente nationale sous l'égide des Nations unies en vue de rechercher les bases d'un futur gouvernement en Afghanistan devrait s'ouvrir lundi 26

novembre à Berlin. Les diverses factions afghanes formant l'Alliance du Nord et l'ancien roi Zahir Chah ont donné leur accord de participation à la réunion. ● UN CONSEIL PROVISOI-

RE dirigé par « une personne reconnue comme symbole d'unité nationale » y sera élu pour former une administration de transition pour deux ans selon un plan de l'ONU en cinq

phases. ● A KUNDUZ, la reddition en cours de négociations des talibans butte sur le sort des combattants islamistes étrangers, que les Etats-Unis refusent de voir partir de

la poche de résistance. ● LA CAPTURE d'Oussama Ben Laden et des chefs d'Al-Qaida reste la priorité de Washington avec une prime à la clé de 25 millions de dollars.

La conférence sur l'Afghanistan tentera d'imposer un régime transitoire

Les Nations unies sont parvenues à arracher l'accord de l'Alliance du Nord pour sa participation à la réunion qui doit rassembler, lundi 26 novembre, à Berlin, diverses factions afghanes pour élaborer un régime post-talibans. Les pourparlers se veulent « aussi représentatifs que possible » de la diversité ethnique du pays

LES PRINCIPALES factions afghanes ont donné leur accord à une conférence d'entente nationale qui devrait se dérouler à partir du 26 novembre, à Berlin, sous l'égide de l'ONU. Elle aura pour principal objectif la recherche d'une formule pour constituer un gouvernement multiethnique destiné à mettre un terme à vingt-trois ans de violences et d'instabilité dans ce pays. Les Tadjiks, Ouzbeks et Hazaras, qui forment l'Alliance du Nord, ainsi que des représentants de l'ancien roi Zahir Chah, ont déjà donné leur accord. Selon un plan de l'ONU en cinq phases, la conférence doit d'abord élire un conseil provisoire dirigé par « une personne reconnue comme un symbole d'unité nationale ». Ce conseil devra ensuite proposer une administration de transition, d'une durée de deux ans au maximum.

● **Les talibans résistent.** La situation est toujours bloquée à Kandahar et dans l'enclave de Kun-

duz où les talibans restent maîtres du terrain. Les bombardements américains se poursuivent et le Pentagone s'est dit prêt à une pause à Kunduz. Les combattants étrangers, considérés comme le fer de lance de la milice islamique, apparaissent comme la raison majeure du blocage de la situation. Les Etats-Unis se refusent à laisser partir ces combattants qu'ils considèrent comme des terroristes et les chefs talibans ont refusé de passer un accord avec l'Alliance du Nord qui ne garantirait pas la sécurité de ces combattants étrangers. Lakhdar Brahimi, représentant spécial pour l'Afghanistan, a indiqué que les Nations unies n'étaient absolument pas en mesure d'encadrer une reddition des forces talibanes à Kunduz.

● **Le sourire retrouvé des Kaboulis.** Une semaine après la chute du régime des talibans, Kaboul retrouve les couleurs de la vie. La télévision fonctionne à nou-

veau, un cinéma a rouvert ses portes et la musique emplit les rues d'une capitale à la liberté retrouvée. Certes, il y a encore beaucoup de zones d'ombre, notamment en ce qui concerne les femmes qui n'ont pas encore retrouvé véritablement leur place dans la société.

Les militaires ont interdit un rassemblement féministe (*lire page 3*).

● **La reconstruction du pays.** La communauté internationale a également marqué son intention de participer à la reconstruction économique du pays en entamant, à Washington, mardi 20 novem-

bre, une première rencontre sur les besoins de l'Afghanistan. « Nous avons l'énorme obligation de ne pas abandonner [le peuple afghan] comme nous l'avons fait dans le passé », a affirmé le secrétaire d'Etat américain Colin Powell en ouvrant cette conférence. Des représentants de 22 pays et d'organisations multilatérales y participent.

● **Les hésitations britanniques.** Après l'envoi d'une centaine d'hommes à l'aéroport de Bagram, les Britanniques ne prévoient pas l'envoi de nouvelles troupes en Afghanistan tant que la situation ne sera pas clarifiée. Londres et Washington ont démenti qu'il y ait eu un désaccord, comme l'affirmait la presse britannique, sur l'expédition de soldats supplémentaires. Le Pentagone a annoncé disposer d'environ 2 300 Marines américains en cas de besoin pour intervenir en Afghanistan mais il a été démenti que ces renforts seraient

utilisés pour la traque d'Oussama Ben Laden. Pour obtenir des informations sur l'endroit où il se cache, les forces américaines ont largement diffusé une offre de récompense de 25 millions de dollars (*lire page 4*).

● **L'aide humanitaire.** Les Américains veulent montrer que leur engagement humanitaire est sérieux et durable. L'aide promise de 310 millions de dollars est modeste puisque la Croix-Rouge américaine va reverser 543 millions de dollars aux victimes du World Trade Center. Reste pour le moment à faire parvenir cette aide notamment dans le nord du pays qui semble être dans une situation critique. Pratiquement deux semaines après la chute de Mazar-e-Charif, il n'y a qu'une dizaine de travailleurs humanitaires dans cette ville. En revanche, la frontière avec l'Iran a été rouverte et Téhéran a de nouveau une ambassade à Kaboul (*lire page 5*).

Les nouveaux maîtres de Kaboul veulent faire valoir leur prééminence

LES REPRÉSENTANTS des diverses factions afghanes autres que les talibans devraient se réunir, à partir du lundi 26 novembre, à Berlin pour engager, sous l'égide de l'ONU, des pourparlers sur l'avenir du pays et les institutions susceptibles de le faire émerger de vingt-trois années de guerre. Pour arriver à ce rendez-vous, les représentants de l'ONU, Lakhdar Brahimi d'abord puis son adjoint Francesc Vendrell, ont dû déployer d'énormes efforts de persuasion. L'annonce de la réunion de Berlin a été faite lundi à Kaboul par M. Vendrell, qui venait d'obtenir l'arraché l'accord de l'Alliance du Nord pour y participer.

L'Alliance (ou Front uni), qui a repris aux talibans le contrôle de plus de la moitié du territoire afghan dont Kaboul, avait en effet résisté pendant plusieurs jours à l'idée que des pourparlers puissent se tenir ailleurs que dans la capitale afghane, où elle est de fait installée depuis le 13 novembre. C'était pour les nouveaux maîtres de Kaboul une façon de signifier qu'ils entendaient aborder en position de force toute négociation sur un partage du pouvoir, et qu'ils n'étaient pas disposés à renoncer à ce qu'ils considéraient comme leur prééminence.

« Le fait qu'ils soient prêts à se rendre à l'étranger est un signal de flexibilité », a déclaré, lundi, le Catalan Francesc Vendrell, sans pour autant afficher un excès d'optimisme pour la suite. « Cette réunion, a-t-il poursuivi, sera aussi représentative que possible ». Toutes les ethnies afghanes devraient y être représentées. Le ministre des affai-

res étrangères de l'Alliance du Nord, le Dr Abdullah Abdullah, qui participait à la conférence de presse au côté de M. Vendrell, a indiqué que la délégation de l'Alliance du Nord à Berlin serait elle-même « représentative de toutes les composantes de l'Alliance », laquelle rassemble des minorités tadjike, ouzbeke et hazara.

Pour les Pachtounes, ethnies la plus nombreuse en Afghanistan, M. Vendrell a promis « une repré-

« Le fait qu'ils soient prêts à se rendre à l'étranger est un signal de flexibilité »

Francesc Vendrell, envoyé spécial de l'ONU

sentation équitable » à Berlin, en soulignant que cette équité n'était pas incompatible avec le fait que le mouvement taliban - « en passe de s'effondrer » - n'ait pas été convié. L'ex-roi d'Afghanistan Mohammed Zahir Chah enverra une délégation de huit personnes. Francesc Vendrell a indiqué que participeraient également les membres des deux groupes qui ont tenté par le passé de dégager les bases d'un règlement de paix pour l'Afghanistan : l'un est connu sous le nom de « processus de Chypre » parce qu'il est basé dans ce pays, l'autre est « l'Assemblée pour la paix et l'union nationale en Afghanistan », dirigée

par le monarchiste Pir Sayed Ahmad Gailani, qui siège à Peshawar, au Pakistan. La représentation pachtoune paraît ainsi devoir être essentiellement composée d'Afghans en exil. Le représentant de l'ONU a convenu que ce n'était peut-être pas parfait, « mais c'est la première étape, a-t-il dit, pas l'étape finale ».

L'objectif final est la mise en place d'un gouvernement démocratique et d'institutions représentatives de toutes les composantes de la société afghane, moyennant des phases transitoires qui devront être acceptées par tous. Cet objectif paraît assez lointain. Il n'y a néanmoins pas d'autre méthode, aux yeux des Occidentaux, pour avancer y compris sur le volet humanitaire et sur celui de leur engagement militaire en Afghanistan. Aussi s'est-on félicité lundi, à Paris comme à Washington, de ce premier pas qu'est le rendez-vous de Berlin. Le secrétaire d'Etat Colin Powell a déclaré que « non seulement les Etats-Unis mais l'ensemble de la communauté internationale se sentiront l'énorme devoir de ne pas tourner le dos et abandonner le peuple afghan comme ce fut le cas par le passé », mais qu'ils ont besoin pour aider à la reconstruction d'une autorité de transition conduisant à un gouvernement représentatif.

La confusion qui règne depuis quelques jours à propos du déploiement de soldats français et britanniques en Afghanistan ne peut guère se régler non plus sans le début d'un accord politique interafghan. Indépendamment de l'opération anti-Ben Laden et antitalibans menée essentiellement par les Amé-

ricains, les Occidentaux se sont dits prêts à intervenir militairement en Afghanistan dans deux autres buts : l'accompagnement des secours humanitaires et, dans un deuxième temps, la sécurisation du pays. Les soldats envoyés à titre « humanitaire » devaient en fait être les précurseurs d'autres soldats appartenant à une force de maintien de la paix, les zones de déploiement des premiers préfigurant les « secteurs » de cette future force multinationale.

Les Britanniques sont allés un peu trop vite en besogne en choisissant le secteur de Kaboul et en annonçant qu'ils étaient prêts à y faire venir 2000 hommes, sans doute pour apparaître dans un second temps comme le pays leader d'une future force de paix. On n'en est pas du tout là et la Grande-Bretagne doit réfreiner ses ambitions. L'Alliance du Nord qui tient Kaboul n'était pas du tout désireuse de voir ainsi se déployer une force étrangère à laquelle elle aurait eu des comptes à rendre. Les Français, bien qu'ils aient été plus modestes en choisissant la zone de Mazar-e-Charif, constatent eux aussi que l'accord des pouvoirs locaux n'est pas acquis d'avance, loin de là, même pour une mission humanitaire.

A ce stade, personne n'envisage une future opération multinationale de sécurisation de l'Afghanistan qui devrait se déployer en milieu hostile, sans l'accord de tous les intéressés, qui ne s'appuierait pas sur un règlement politique négocié.

Claire Tréan

Les islamistes étrangers de Kunduz risquent de se faire massacrer

LES MILLIERS de combattants islamistes étrangers encerclés avec les talibans dans leur bastion de Kunduz, assiégé par les troupes de l'Alliance du Nord, risquent de subir un carnage. Le sort réservé à ces fidèles d'Oussama Ben Laden, venus d'Arabie saoudite, d'Ouzbékistan, du Pakistan ou de Tchétchénie, semble en effet exclu des négociations de reddition engagées, mardi 20 novembre aux environs de la ville, entre les commandants talibans et ceux de l'Alliance du Nord. Du côté de ces derniers, le général Mohammed Daoud a souligné que les mercenaires étrangers, alliés des talibans, ne sont pas représentés dans les pourparlers. « Si les Nations unies ou certains pays sont prêts à recevoir ces milices étrangères, nous leur permettrons de quitter le pays », a-t-il ajouté, mardi à Taloqan (Est de Kunduz), en notant que « ceux qui ont commis des crimes seront présentés à la justice ».

ECHO AMÉRICAIN

Un bain de sang est d'autant plus redouté pour ces éventuels prisonniers étrangers proches d'Al-Qaida qu'ils auraient tiré, selon des témoignages de réfugiés de Kunduz et de responsables de l'Alliance du Nord, sur des talibans afghans de la ville qui voulaient se rendre à leurs assésseurs. Comme d'autres dirigeants de l'Alliance du Nord avant lui, le commandant Mohammed Atta a redit mardi qu'il n'y aurait pas de pitié pour les islamistes étrangers : « Nous ne pouvons pas garantir la sécurité des combattants étrangers

car ils ont engendré une calamité humanitaire en Afghanistan », a-t-il averti, dans la ville de Mazar-e-Charif (Ouest de Kunduz).

Comme en écho à ces propos alarmistes, le secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, a déclaré, mardi au Pentagone, qu'il serait « extrêmement malheureux » que les combattants étrangers d'Al-Qaida à Kunduz « soient laissés libres et autorisés à rejoindre un autre pays et à provoquer le même genre d'actes terroristes », rapporte notre correspondant à Washington, Patrick Jarreau. La veille, M. Rumsfeld avait déjà mis en garde l'Alliance du Nord contre de tels arrangements : « Les Etats-Unis ne sont pas enclins à négocier des redditions. Et nous ne sommes pas non plus en mesure, vu le peu de forces que nous avons sur le terrain, d'accepter des prisonniers. »

Egalement inquiétantes sont apparues les déclarations émanant de l'ONU, dont le représentant spécial pour l'Afghanistan, Lakhdar Brahimi, a confirmé mardi avoir été approché la veille par « des commandants talibans qui voulaient se rendre sans condition mais voulaient la faire auprès des Nations unies ». S'exprimant en marge d'une réunion avec le Conseil de sécurité à New York, M. Brahimi a déploré : « Il est évident que les Nations unies ne peuvent pas, n'ont pas les moyens, ne sont pas présentes sur le terrain et sont malheureusement dans l'incapacité d'accéder à leur demande. » - (AFP, AP, Reuters.)

En zone talibane, des réfugiés racontent les bombardements

SPIN BOLDAK (province de Kandahar) de notre envoyée spéciale
Fazel Mohammed a encore les yeux rougis et l'air hébété. Servi-

REPORTAGE
« L'Alliance du Nord ne nous apportera jamais la paix »

teur au bureau des douanes de Kandahar, il a, dans une nuit de cauchemar, il y a cinq jours, perdu à la fois sa femme, ses trois enfants et ses beaux-parents.

« Deux bombes sont tombées sur la maison de mon beau-père à 11 heures du soir », raconte-t-il, dans le camp de réfugiés Mohammed Bin Rachid al-Maktoum, à la sortie de Spin Boldak, sur la route de Kandahar. Fazel Mohammed, la trentaine, avait envoyé sa famille chez son beau-père, pen-

sant les protéger et, dit-il, « c'est quand je suis venu le matin que j'ai découvert tout le monde sous les décombres ». Juste arrivé dans le camp, Fazel Mohammed ne veut plus savoir ce qui se passe et ne pense qu'à se faire attribuer une tente pour abriter sa vieille mère malade.

Abdul Shakur, lui aussi, a fui les bombardements de Kandahar. « Il n'y a pas de paix à Kandahar », dit-il. Toute la nuit, tout le jour, ils bombardent. Le jour où je suis parti, cela a duré pendant vingt heures », affirme cet homme d'une soixantaine d'années, réfugié sous une tente avec ses deux femmes, dont la veuve de son frère, et ses neuf enfants.

Abdul Shakur, qui vendait des colifichets sur une charrette dans la rue, vivait en face de la maison du chef suprême des talibans, le mollah Mohammed Omar, à Loya Wala. « Par crainte, nous dormions dehors », raconte-t-il ; mais, dans la nuit, des bombes sont tombées et

des éclats ont atteint deux de mes enfants. » Rashid, deux ans et Saqi-na, trois ans, sont morts. « Tous les petits pleuraient... Je ne savais plus quoi faire ; j'ai décidé de partir, poursuit Abdul Shakur. Beaucoup de gens sont enterrés sous les décombres de leur maison. » Malgré la proximité, Abdul Shakur n'a jamais vu le mollah Omar et ne sait pas si quelqu'un habitait la maison ces derniers jours.

EXODE VISIBLE

L'intensité des bombardements de Kandahar, chaque réfugié, interrogé en toute liberté, la confirme. « Je pense que ce n'est plus ma tête, que c'est celle de quelqu'un d'autre », affirme Kamela, échouée ici avec son mari en chaise roulante depuis un bombardement de l'ex-armée rouge au temps du djihad. « Je n'ai pas dormi depuis des nuits. Les bombardements américains et britanniques détruisent tout. »

Ces réfugiés de Kandahar ne par-

lent pas politique. Visiblement choqués par ce qu'ils ont vécu, ils ne veulent plus qu'une chose : la fin de leur malheur.

Les réfugiés de la guerre continuent d'arriver. La prise de Mazar-e-Charif par l'Alliance du Nord, coalition des minorités ethniques tadjike, ouzbeke et hazara, a provoqué un visible exode des Pachtounes des régions nord.

Saïdo, un fermier, a quitté Mazar-e-Charif peu avant sa chute, en compagnie de trente et une autres familles. « Nous sommes venus par Bamiyan et Kaboul. Alors, les talibans étaient là, et nous n'avons pas eu de problèmes », raconte-t-il. Pourquoi a-t-il quitté Mazar-e-Charif ? « Parce que je suis pachtoune. Juste à cause de ma langue, les hommes de Dostom m'auraient tué », dit-il.

Marchand de bestiaux, Abdul Waheed, quarante ans, est venu avec soixante-dix autres familles pachtoune de Shebergan, un bourg au sud-ouest de Mazar-e-Charif.

Cartier

CHERCHE CARTIER

Cartier souhaite acquérir bijoux, montres et autres objets de sa création, antérieurs à 1965.

Nos spécialistes vous recevront sur rendez-vous en toute confidentialité. Veuillez contacter :
Thierry Bousquet - Tél : 01 49 26 35 08
Bernhard Berger - Tél : 01 49 26 17 29
Cartier - 11 rue de la Paix - 75002 Paris



Broche "Palmier" en platine, rubis et diamants. Cartier Paris, 1957.



EMMANUEL DUNAND/AFP

■ **KABOUL.** Pour la première fois depuis plus de cinq ans, quelque deux cents femmes se sont promenées en groupe dans Kaboul sans leurs burqas. Mais elles n'ont pu défilé jusqu'au bâtiment de l'ONU, le pouvoir leur ayant imposé de différer leur manifestation d'une semaine. Les militantes de la Coalition des femmes d'Afghanistan réclament le droit de retourner travailler, voire d'intégrer le futur Conseil de l'unité afghane.

Cinéma, musique, télévision : Kaboul retrouve le goût des (petites) libertés

KABOUL

de notre envoyé spécial

Kaboul a retrouvé le goût de l'image et du son, une semaine après la chute des talibans. La musi-

REPORTAGE

« Le temps des ténèbres est fini ; nous allons maintenant apprécier la vie ! »

que se répand de gargotes en échoppes, la télévision offre trois heures de programmes chaque soir, et le cinéma Bakhtiar a rouvert ses portes, provoquant une émeute populaire.

« Cinq ans ! Il y a cinq ans que j'attendais ce moment ! dit Asef en sortant un vieux téléviseur et un magnétoscope du placard où ils étaient cachés. Sous les talibans, nous ne pouvions regarder que d'anciennes vidéos, et presque sans le son, au cas où un voisin entendrait. Un cauchemar ! Un ennui... »

Si les Kabouliens ont renoué avec la liberté d'allumer le téléviseur, la liberté d'obtenir une information juste sera pour plus tard. « Peu importe ! » tranche Asef. Le chef des programmes télévisés, Shamsuddin Hamid, apparaît à l'écran, caché derrière ses éternelles lunettes noires. « Chers téléspectateurs, félicitations. Nous avons vaincu ! TV Kaboul est de retour, le temps des ténèbres est fini, nous allons maintenant apprécier la vie ! Merci à vous, chers téléspectateurs, d'être de retour après cinq années sous les talibans, et merci au Front uni d'avoir libéré Kaboul ! »

Après que Mariam Shakebar, une jeune femme portant un foulard fleuri, a informé les « chers téléspectateurs » du menu de la soirée et qu'un mollah a lu des versets du Coran, la chronique « Vie de la cité » fait sourire en coin les Kabouliens. Ce télé-trottoir est évidemment à la gloire des moudjahidins entrés

le 13 novembre dans la capitale afghane.

Question : « Que pensez-vous des talibans ? » Réponse : « Oh, ils sont terribles ! Des serveurs de l'ennemi, des marionnettes du Pakistan ! » Question : « Comment jugez-vous la situation ? » Réponse : « Oh, nous sommes très reconnaissants, car nous sommes libres. Nous avons désormais un véritable Etat islamique. Nous sommes très heureux. » Puis vient la question « critique » : « Il y a des rumeurs sur des problèmes de sécurité à Kaboul. Est-ce vrai ? » Réponse : « Oh non, pas du tout. Tout va bien. Allah nous a sauvés des Pakistanais et des Arabes ! »

Le reportage se conclut par la

dix-sept salles fermées sur ordre des talibans, le cinéma Bakhtiar a été le premier à convier les Kabouliens à une projection. Là aussi, le patriotisme moudjahidin est de mise. Une foule d'impaticiens s'est presque battue pour voir ou revoir *Ouroudj* (L'Ascension), un classique des films de guerre afghans qui évoque le djihad contre l'armée soviétique.

DÉFILÉ INTERDIT

Le vent de libération qui souffle sur la capitale afghane a parfois ses limites. Ainsi, alors que la radio avait annoncé le jour même de l'arrivée des moudjahidins à Kaboul que les femmes retrouveraient leur

festation d'une semaine. Les militantes, déçues, racontent qu'elles ne réclament que le droit de retourner travailler, une mesure annoncée par le Front uni (Alliance du Nord), mais pas encore appliquée. Soria Parlika, chef de file des manifestantes, est plus exigeante : « Nous souhaitons intégrer le futur Conseil de l'unité afghane. Sinon, qui entendra notre voix ? Je vous en prie, puisque nous ne pouvons pas aller voir les gens des Nations unies, dites-leur de venir ici ! »

Interpellé sur le rôle politique des femmes en Afghanistan, Francesco Vendrell, l'envoyé spécial de l'ONU, a paru ennuyé par la question. Non, il n'a pas vu de femmes afghanes. Non, aucune femme n'a été conviée à la réunion des chefs de guerre à Berlin pour évoquer l'avenir du pays. Non, il ne verra pas de femmes afghanes, puisqu'il quitte Kaboul « demain matin », au terme d'une visite de quatre jours.

A deux pas de la maison de Soria Parlika, des adolescents bavardent sur un banc public. Ils ne boivent pas le thé ni ne fument, pour cause de ramadan. Ils regardent les femmes qui se dispersent. « Ce serait important que les femmes aient la parole en Afghanistan, pense Naser, un étudiant en médecine. Je crois que tout ira bien, très vite. J'ai confiance en ceux qui ont chassé les talibans. »

Naser parle de « révolution » à Kaboul ; il confie ses espoirs en l'avenir. Un soldat approche : « Ne parle pas aux étrangers ! » Naser est décontancé : « Pourquoi ? » Le moudjahidin fronce les sourcils : « Parce que c'est interdit ! » Naser murmure en souriant : « Bon, il y aura peut-être encore quelques problèmes, mais je me sens libre quand même. Lui, c'est juste un idiot. » Et il ajoute, l'air soucieux : « L'unique souci, c'est qu'il y a beaucoup d'idioties comme ce soldat en Afghanistan. »

Rémy Ourdan

de Kandahar et les exactions contre les Pachtounes à Mazar-e-Charif

« Nous savions que les talibans étaient faibles à Mazar-e-Charif ; alors, quand l'Alliance du Nord s'est rapprochée, nous avons décidé de partir. Quand ils voient un Pachtoune, quel qu'il soit, ils disent que c'est un taliban, et ils le tuent », affirme-t-il.

« TOUS DES TUEURS »

Visiblement, le seigneur de Mazar-e-Charif, le général ouzbek Rachid Dostom, n'a pas laissé de bons souvenirs chez ces Pachtounes. « Sous les talibans, nous vivions tous en paix - Pachtounes, Ouzbeks, Tadjiks, Hazaras -, mais quand Dostom est venu ils ont commencé à se battre contre les Pachtounes », explique Amanullah, autre marchand de bétail de Shebergan, qui a tout abandonné à l'annonce de la chute de Mazar-e-Charif. « Même avec des garanties, si Rabbani ou Dostom sont au pouvoir, je ne retournerai pas à Mazar-e-Charif », explique Abdul Waheed.

« L'Alliance du Nord ne nous apportera jamais la paix », affirme Amanullah, qui avoue : « Nous sommes tous des tueurs des uns et des autres. Si un Tadjik arrive au pouvoir, les Pachtounes n'accepteront pas. Si c'est un Pachtoune, les Tadjiks refuseront. Avec les talibans, on vivait en paix. »

Un camp « pour les victimes de la guerre américaine »

Le camp de réfugiés de l' « organisation charitable Mohammed Bin Rachid al-Maktoum » - du nom de la famille régnante de l'émirat de Dubaï - a été ouvert au début des frappes américaines, le 7 octobre, selon le mollah Najibullah, responsable taliban du ministère des affaires étrangères. Il abrite plusieurs dizaines de milliers de personnes. « Le Commandeur des croyants, le mollah Omar, a demandé aux Nations unies de venir dans ce camp, mais ils ne viennent pas », souligne le mollah Najibullah.

Ce camp de réfugiés est l'un des trois qui ont été installés à Spin Boldak, à environ 10 kilomètres de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan. Celui du Al-Rasheed Trust, organisation pakistanaise de Karachi mise, après les attentats du 11 septembre contre New York et Washington, sur la liste des organisations terroristes par les Etats-Unis, affiche la couleur : « Pour les victimes de la guerre américaine : nouveau camp. »

question « innocente » : « Quel pays a interféré dans les affaires de l'Afghanistan ? » Réponse d'une jeune femme vêtue d'une burqa bleue, un doigt accusateur émergeant du voile intégral : « Le Pakistan ! Le Pakistan et d'autres pays ! Ceux-là doivent prendre garde maintenant ! » Place sur l'écran à la musique : des chants de guerre des moudjahidins !

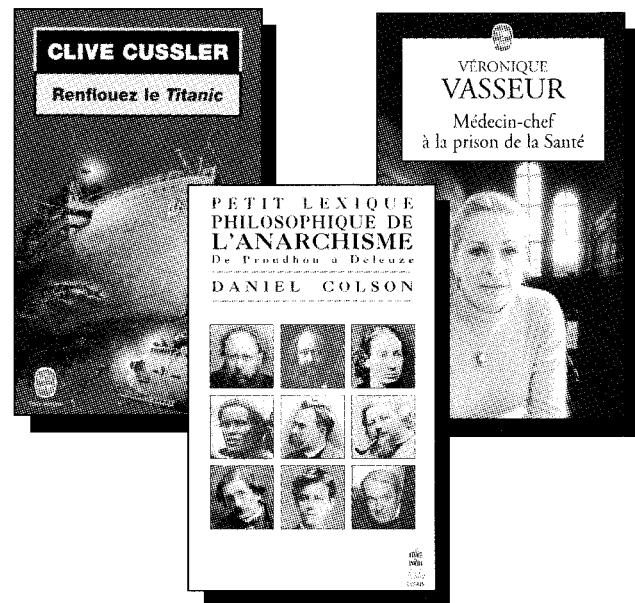
La télévision n'est pas la seule à effectuer un retour fracassant. Des

place dans la société, les militaires ont interdit mardi un rassemblement « féministe ». Les deux cents dames se contentaient pourtant d'apparaître sans leurs burqas et de vouloir défilé jusqu'au bâtiment de l'ONU afin de faire entendre leur voix au-delà des frontières de l'Afghanistan.

Pour d'obscures « raisons de sécurité », le pouvoir a prié les effrontées de la Coalition des femmes d'Afghanistan de différer leur mani-

Le LIVRE de POCHE

Novembre 2001



LA POCOTHÈQUE

LA ROCHEFOUCAULD *Maximes, Mémoires,*

œuvres diverses

Dictionnaire des lettres françaises - le XVI^e siècle

Atlas de la physique atomique et nucléaire

LITTÉRATURE

Max GALLO *Les Patriotes T.1 L'Ombre et la Nuit*

Veronique VASSEUR *Médecin chef à la prison de la santé*

Pascal SEVRAN *La Vie sans lui*

Madeleine CHAPSAL *Trous de mémoire*

Henri TROYAT *Namouna ou la chaleur animale*

Henri VINCENOT *Rempart de la Miséricorde*

Suzanne FINNAMORE *Mariée ou pendue !*

Jocelyne GODARD *Les Thébaines T.4 :*

L'Ombre du Prince

Jacqueline DE ROMILLY *La Grèce antique*

contre la violence

Mireille SORGUE *L'Amant*

Anne TYLER *Et la vie va presque droite*

T.C. BOYLE *Riven Rock*

Daphné DU MAURIER *Mad*

Alain PEYREFITTE *C'était de Gaulle T.3*

Georges SIMENON *Le Passager clandestin*

Pierre-Jean REMY *La Nuit de Ferrare*

André BRINCOURT *Vive les mouches !*

François DE CLOSETS et Bruno LUSSATO

L'Imposture informatique

Gérard MILLER *Après la colère*

Paule Salomon *La Femme Solaire*

THRILLERS / POLICIERS

Clive CUSSLER *Renfoulez le Titanic !*

Serge BRUSSOLO *Le Manoir des sortilèges*

Richard NORTH PATTERSON *Jugement sans appel*

Peter JAMES *Vérité*

Deborah CROMBIE *Ce mort que nul ne pleure*

(inédit)

Ian FLEMING *On ne vit que deux fois*

Michel GRISOLIA *Les Jardins du tigre*

BIBLIO ROMANS

Shusaku ENDO *Scandale*

BIBLIO ESSAIS

Daniel COLSON *Petit lexique philosophique de l'anarchisme* (inédit)

CLASSIQUES

CHATEAUBRIAND *Mémoires d'outre-tombe*

1^{re} et 2^e partie (2 vol.)

Édition de Jean-Claude Berchet

Traité de poétique et de rhétorique de la Renaissance

OUVRAGES DE RÉFÉRENCE

Jean-Charles MORETTI *Théâtre et société dans la Grèce antique* (inédit)

Lexique des termes littéraires

SCIENCE-FICTION

Neal STEPHENSON *Cryptonomicon T.1 :*

Le Code Enigma

Françoise Chipaux

Le Pentagone compte sur l'Alliance du Nord pour conquérir les dernières villes

A Washington, la priorité reste la traque d'Oussama Ben Laden. Dans cet objectif, le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld a laissé entendre qu'un renfort important des forces spéciales ou des marines était envisagé, essentiellement pour des missions de surveillance et de renseignement

WASHINGTON

de notre correspondant

Confuse sur le terrain et sur le plan diplomatique, l'étape actuelle de la guerre menée en Afghanistan contre l'organisation terroriste de Oussama Ben Laden et contre ses alliés talibans ne paraît pas très claire, politiquement, à Washington. Personne ne semblait avoir, mardi 20 novembre, dans la capitale américaine, une idée arrêtée de la manière dont il serait possible de conjuguer la poursuite de l'entreprise de destruction du réseau Ben Laden, la mise en place d'un gouvernement viable et la prise en charge de l'aide humanitaire et même d'un début de reconstruction.

Une chose était affirmée avec force, la priorité donnée à la recherche et à la capture de Ben Laden. La chute du régime taliban et l'encerclement d'une partie des troupes d'Al-Qaida à Kunduz, au nord du pays, privent le chef terroriste de ses protections et font donc de lui et de son état-major la cible logique des actions menées à présent par les forces américaines. Le Pentagone a une deuxième raison de se concentrer sur cet objectif, c'est la crainte que celui qui est considéré comme l'organisateur des attaques du 11 septembre sur New York et Washington ne parvienne à s'échap-

per. Le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld, est revenu à plusieurs reprises sur ce point, laissant entendre que la recherche du millionnaire ex-saoudien pourrait nécessiter un renfort important d'éléments des forces spéciales ou de marines. De source officielle,

Les Américains admettent qu'ils ne peuvent compter sur les anti-talibans pour chasser le chef d'Al-Qaida dans les montagnes

mardi soir, le chiffre de plusieurs centaines d'hommes était évoqué.

Le ministère de la défense démentait que ces troupes soient appelées à pourchasser Ben Laden dans les montagnes où il est supposé se cacher et dans les « grottes et tunnels », hérités de la guerre contre les Soviétiques, qui pourraient lui servir longtemps d'abri. Il s'agirait seulement de missions de sur-

veillance et de renseignement. Cependant, le Pentagone a aussi donné, mardi, des informations sur l'entraînement suivi par des unités d'infanterie dans le Vermont, au nord-est des Etats-Unis, pour se préparer à affronter l'hiver afghan. Certes, ces unités peuvent être appelées à remplir des missions de maintien de la paix dans des conditions climatiques difficiles, mais le plus probable est quand même qu'elles se préparent dans l'hypothèse où elles devraient affronter une guérilla ou bien mener des opérations de recherche et de confinement durant l'hiver.

Au reste, la tactique choisie par Washington pour en finir avec Ben Laden suppose l'intervention de troupes. En offrant une récompense de 25 millions de dollars à qui leur permettra de le localiser et de s'emparer de lui, les dirigeants américains admettent qu'ils ne peuvent compter sur les forces afghanes anti-talibans pour se lancer à la poursuite d'Al-Qaida dans les montagnes. Alors que les trois quarts du territoire afghan échappent désormais aux islamistes, selon l'évaluation du contre-amiral John Stufflebeem au cours de la conférence de presse quotidienne du Pentagone, l'Alliance du Nord a assez à faire pour contrôler les vil-

les dont elle s'est emparée, sans parler des routes, et pour maîtriser, si elle le peut, ses rivalités internes. M. Rumsfeld redoute même que pour assurer ses positions, le Front uni ne soit prêt à échanger la reddition des places fortes talibanes con-

cession avec le Pakistan au cas où les dirigeants talibans et ceux d'Al-Qaida traverseraient la frontière afin de se cacher dans ce pays.

De l'Alliance du Nord, le secrétaire à la défense attend donc qu'elle achève la conquête des villes afgha-

te de ne pas entrer dans Kaboul, M. Rumsfeld avait déclaré, le lendemain, en substance, qu'elle ferait ce qu'elle voudrait et qu'il fallait seulement espérer que prenant le contrôle de la capitale, elle le ferait sans commettre d'exactions.

Dans le partage des tâches qui est en vigueur depuis deux mois, c'est au secrétaire d'Etat, Colin Powell, qu'il revient de plaider pour un accord politique, permettant la formation d'un « gouvernement à base large ». Recevant, mardi, son homologue allemand, Joschka Fischer, ministre des affaires étrangères, et annonçant la réunion de Berlin, M. Powell a souligné la nécessité d'un « partenaire afghan » pour l'aide humanitaire et pour la reconstruction. Le secrétaire d'Etat a réaffirmé sa conviction qu'une « autorité intérimaire » – sous-entendu : extérieure – est nécessaire avant que puisse se constituer un gouvernement afghan représentatif des différentes ethnies. Le Pentagone, attentif à son entente avec l'Alliance du Nord, paraît disposé à comprendre l'hostilité de celle-ci à l'arrivée de forces étrangères limitant le pouvoir qu'elle vient de gagner de haute lutte.

Patrick Jarreau

22 000 pistes, mais aucune sérieuse

Le Bureau de la sécurité diplomatique américain a enregistré plus de 22 000 pistes en réponse à un appel lancé au public pour aider à la capture d'Oussama Ben Laden, a déclaré mardi 20 novembre le porte-parole du département d'Etat, Richard Boucher. « La plupart des informations nous sont venues par courrier électronique ou par téléphone », a-t-il précisé. Aucune de ces pistes ne s'est révélée concluante. « Nous n'avons pas encore identifiée une information particulière qui ait produit un résultat particulier », a-t-il dit.

Le Pentagone a aussi indiqué, mardi, que les militaires américains diffusaient « depuis quelques jours » en Afghanistan une offre de récompense de 25 millions de dollars pour la capture de Ben Laden et d'autres dirigeants du réseau Al-Qaida. Le secrétaire d'Etat, Colin Powell, a précisé pour sa part qu'« il autorisait » une telle récompense. Le mois dernier, le Congrès l'avait autorisé à porter de 5 à 25 millions de dollars la prime pour la capture de ben Laden. – (AFP.)

tre la vie sauve et la liberté de leurs défenseurs. Il a exclu catégoriquement l'idée que la bataille de Kandahar se termine par la fuite du mollah Omar, chef des talibans. « Nous ne le laisserons pas quitter Kandahar », a-t-il prévenu, ajoutant qu'il y aurait une sérieuse dis-

nes et qu'elle continue à affaiblir Al-Qaida et ses alliés talibans. A ce prix, M. Rumsfeld paraît disposé à se désintéresser du problème politique posé par la suprématie acquise par le Front uni. Déjà, lorsque George Bush, le 10 novembre, avait demandé à la coalition nordis-

Plus de vingt nations représentées au commandement central

Le commandement central, installé sur la base aérienne MacDill, à Tampa, en Floride, est l'un des neuf commandements unifiés – c'est-à-dire réunissant les différentes composantes des forces armées – du système de défense américain.

En activité depuis 1983, il couvre vingt-cinq pays, allant de la corne de l'Afrique au Proche-Orient, au Moyen-Orient et jusqu'à l'Asie centrale. Il emploie neuf cents personnes placées, depuis juillet 2000, sous la direction du général des marines, Tommy Franks.

● Une vingtaine de pays représentés. Les forces armées des pays alliés des Etats-Unis au sein de la coalition contre le terrorisme sont représentées à Tampa. Selon le département des affaires publiques du commandement central, le nombre des pays présents approche la vingtaine.

L'officier interrogé par *Le Monde*, mardi 20 novembre, refuse de donner un chiffre précis, de même que la liste de ces pays. « Certains d'entre eux n'ont aucune réserve contre le fait que leur présence ici soit mentionnée, mais d'autres préfèrent que cela ne se sache pas », explique-t-il. L'ensemble de ces représentants sont réunis régulièrement pour être informés des opérations qui se préparent, et pour pouvoir proposer une éventuelle participation.

● Des missions permanentes. A côté de cette structure formelle fonctionnent des groupes de travail de formats différents. Certains alliés des Etats-Unis sont d'ailleurs représentés auprès du commandement central de façon permanente depuis la guerre du Golfe. C'est le cas de la Grande-Bretagne ; c'est aussi celui de la France, qui avait un officier

de liaison à Tampa depuis 1991. Cette représentation a été augmentée et rehaussée après le déclenchement des frappes aériennes en Afghanistan, le 7 octobre. La mission française, dirigée aujourd'hui par un général de corps d'armée, comprend une dizaine de personnes. La mission britannique en a compté jusqu'à quatre-vingts.

● Le commandement central est chargé des opérations militaires, du renseignement et de l'action humanitaire. Sont donc représentées aussi, auprès de lui, l'Usaid (Agence des Etats-Unis pour le développement international), les agences des Nations unies et les organisations non gouvernementales intervenant dans l'aide alimentaire ou médicale et dans l'assistance aux réfugiés. Un centre de coordination, associant ces acteurs et les pays alliés concernés, fonctionne, à Tampa, en liaison avec une structure proche du terrain, au Pakistan, à Islamabad.

Le Royaume-Uni ne prévoit pas l'envoi de nouvelles troupes dans la région

« NOUS N'ALLONS PAS mettre des forces en place sans l'accord des Etats-Unis et une entente claire sur ce que nos troupes feront dans le cadre de la coalition militaire », a déclaré, mardi 20 novembre, le chef de la diplomatie britannique, Jack Straw, à la commission des affaires étrangères du Parlement. Il a reconnu que la situation en Afghanistan « ne cesse de changer ». « Nous devons donc continuer à étudier le type de forces qui pourrait convenir et à déterminer qui doit les envoyer », a ajouté le ministre, pour qui la question se pose « de savoir si des forces de l'extérieur [au pays] pourraient s'adapter en Afghanistan » en même temps que le lancement d'une administration civile.

La Grande-Bretagne et les Etats-Unis avaient auparavant démenti tout désaccord ou tout retard sur le déploiement éventuel de quelque 4 000 à 6 000 militaires britanniques supplémentaires, donné pour imminent après l'arrivée d'une centaine de forces spéciales à l'aérodrome de Bagram. Deux quotidiens londoniens, le *Times* et l'*Independent*, ont affirmé mardi, en citant des sources britanniques diplomatiques et proches du ministère de la

défense, que le déploiement des troupes était reporté en raison de désaccords entre Londres et Washington sur le rôle de ces troupes.

UNE SITUATION « DANGEREUSE »

Interrogé sur les réticences de l'Alliance du Nord face au déploiement de troupes françaises à Mazar-e-Charif, toujours bloquées en Ouzbékistan depuis le début de la semaine, et de renforts britanniques à Bagram, M. Straw a affirmé : « Le monde les [les dirigeants de l'Alliance du Nord] regarde. Le monde les écoutera ».

Pour sa part, le ministre britannique de la défense, Geoff Hoon, a estimé que la situation en Afghanistan « paraît vraiment dangereuse », notamment pour ce qui est de la sécurité des commandos du Special Boat Service (SBS), relevant du Royal Marines, à Bagram. « S'ils ont terminé leur travail, a indiqué M. Hoon, nous les rapatrierons. Nous ne les laisserons pas là-bas pour le principe. S'ils disent qu'ils ont amassé suffisamment d'informations, ils partiront et, ensuite, nous verrons alors qui ira finalement ». – (AFP.)

Vingt-deux pays se penchent sur la reconstruction de l'Afghanistan

QU'ON NE DISE PAS que les Etats-Unis sont tentés de laisser tomber l'Afghanistan dès les affaires militaires terminées : alors que le conflit est loin d'être fini et que les chefs islamistes d'Al-Qaida sont loin d'être arrêtés, le département d'Etat américain a accueilli mardi 20 novembre à Washington une conférence de vingt-deux pays destinée à préparer la reconstruction du pays.

Convoquée en urgence, à l'initiative des Etats-Unis et du Japon, elle a réuni les représentants des ministères des finances ou du développement de Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Arabie saoudite, entre autres pays donateurs, ainsi que des fonctionnaires des Nations unies et de la Banque mondiale – organisations qui seront chargées de la gestion des aides promises.

Le directeur du Programme des Nations unies pour le développement (UNDP), Mark Malloch Brown, n'a pas caché qu'il s'agissait de profiter de ce que l'attention planétaire est portée sur l'Afghanistan pour « engranger des engagements » qui porteront leurs fruits pendant plusieurs années. Les organismes d'aide voudraient éviter le scénario désormais classique dans les drames ou conflits médiatisés, où l'engouement humanitaire initial fait place à des périodes de désintérêt complet.

En ouvrant la réunion, Colin Powell, le secrétaire d'Etat américain, a rappelé les mots du président George W. Bush, selon lequel

la communauté internationale, et « pas seulement les Etats-Unis », ont « l'énorme obligation » de « ne pas laisser tomber l'Afghanistan » et de ne pas « s'en détourner comme cela a été le cas dans le passé », une sorte d'autocritique pour le comportement américain de désengagement après le retrait soviétique de 1989.

« Une vaste majorité des Afghans se réveille chaque matin affamés et transis de froid. Une génération entière d'Afghans n'ont jamais connu la paix, ni le sentiment d'avoir l'estomac plein, ni une éducation digne de ce nom, et ils ne se savent pas ce que c'est que la liberté », a ajouté M. Powell. Dans la foulée de la campagne actuelle de Washington en faveur des Afghanes, M. Powell a invité les donateurs à veiller à ce que les femmes jouent « un rôle de premier plan » dans la distribution de l'aide ou son organisation.

Les donateurs ont prévu de préparer un plan d'action concret et de se revoir en janvier au Japon. Certains participants ont estimé à 1 milliard de dollars par an le coût de la reconstruction nécessaire dans ce pays de 25 millions d'habitants où l'espoir de vie est de quarante ans : une opération bien plus considérable que celles qui ont eu lieu au Kosovo ou au Timor-Oriental, territoires moins peuplés ou dévastés. Selon la Banque mondiale, le seul déminage de l'Afghanistan coûterait quelque 500 millions de dollars soit le budget entier de l'opération timoraïse.

NOUVEAU PROGRAMME

Costa
CROISIERES

AU DEPART DE NICE/SAVONE

ILES ET TERRES DU SOLEIL
Canaries, Madère, Espagne, Maroc

Croisières de 10 et 11 jours
A bord du Costa Victoria un des plus beaux
et des plus modernes navires de la flotte Costa Croisières.

A partir de 1200 €/pers.
(7 871 Fr.)



Départ du 17 décembre 2001, du 7, 18 et 29 janvier 2002
- 50% de réduction pour la 2^{ème} personne*
- Enfants moins de 18 ans gratuits**
(sauf taxes de 105 €/enfant)

Départs les 17 décembre et 27 décembre 2001
(croisière exceptionnelle du jour de l'an)
7, 18, et 29 janvier – 9 et 20 février
3, 14 et 25 mars – 4 avril 2002

PLACES LIMITEES. RENDEZ-VOUS AU PLUS VITE DANS VOTRE AGENCE DE VOYAGES
*Sur la base d'une occupation double de la cabine, hors suites et mini-suites. Non cumulable avec une autre réduction. Valable uniquement sur les dates des 17/12/01, 7-18 et 29/01/02. ** Partageant la cabine des parents ou grands-parents.



IAN BAUER/AP

■ **NUREMBERG.** Devant les délégués du Parti social-démocrate allemand réunis en congrès, le premier ministre britannique Tony Blair a apporté mardi tout son soutien au chancelier Gerhard Schröder, dont le visage apparaissait en arrière-plan sur un écran vidéo géant.

Tony Blair et Gerhard Schröder au diapason devant le congrès du SPD

NUREMBERG

de notre envoyé spécial

Pour Gerhard Schröder, la cravate était rouge. Pour Tony Blair, elle était bleue. Mais tous deux, dans l'enceinte de la foire de Nuremberg où le Parti social-démocrate allemand (SPD) tient congrès, avaient le même costume sombre et, surtout, le même langage. Tony Blair, invité de marque d'un congrès taillé sur mesure pour faire connaître que Gerhard Schröder est le chef incontesté de son parti, a vite compris en quoi il pouvait être utile. En quelque vingt-cinq minutes de discours, il n'a manqué aucune occasion de rendre hommage à son « ami Gerhard », dont il a vanté le « courage » et « l'intégrité ».

Tony Blair sait y faire. Vigoureusement applaudi par les militants pour chacune de ses bonnes paroles à l'égard de leur président, le premier Britannique, en réalité, s'est tressé ses propres couronnes, louant sa prévoyance, ses convictions, son modernisme en même temps que sa fidélité aux valeurs éternelles de la social-démocratie qui, seules, peuvent faire de la Grande-Bretagne « un pays prospère, fier de son identité nationale mais aussi un partenaire authentique en Europe ».

Le premier ministre a apporté son soutien à la politique du chancelier en Afghanistan. « Gerhard et moi, a notamment assuré Tony Blair à la tribune, comprenons que nous devons rester au coude à coude pour combattre le terrorisme. »

Cette journée a été consacrée essentiellement à la situation internationale et à l'Europe. Alors que le Parti travailliste avait envoyé le premier de ses ministres, les socialistes français s'étaient en revanche faits discrets. Le secrétaire international du PS, l'ancien ministre Henri Nallet, malade, avait fait faux bond.

Au Bundestag, quelques jours plus tôt, le chancelier Schröder avait rassemblé sa majorité en lui

imposant l'épreuve de la motion de confiance ; à Nuremberg, le président Schröder a repris le contrôle de ses troupes en appelant au patriotisme de parti. La résolution de politique étrangère que les représentants de la gauche du SPD voulaient présenter au vote des délégués, et qui mettait en cause l'intervention allemande en Afghanistan, a été promptement retirée de la discussion, Gerhard Schröder ayant fait valoir qu'il avait besoin d'unité et d'une « grosse majorité » au sein du congrès pour pouvoir gouverner.

RÉSOLUTION SUR L'EUROPE

La résolution sur la politique extérieure et de sécurité adoptée par les délégués assure que le SPD soutient la décision du gouvernement d'envoyer des soldats allemands en Afghanistan. « Les décisions gouvernementales, poursuit la résolution, sont utiles à la nécessaire coopération internationale pour combattre le terrorisme international et assurer plus de sécurité dans le monde. » Le texte précise cependant que ces initiatives doivent être accompagnées d'une vigoureuse politique de développement et d'une implication plus grande des Nations unies dans le règlement des conflits.

Le congrès, qui prépare les élections de l'automne 2002, a également adopté la fameuse résolution sur l'Europe qui avait suscité tant de débats, notamment en France, lors de sa publication en avril par la direction du SPD sous la présidence de Gerhard Schröder. Modifiée pour tenir compte de la nouvelle situation politique et économique, cette résolution reprend en revanche les propositions controversées sur la renationalisation de la politique agricole commune et l'adoption du système fédéral allemand comme modèle pour l'Union européenne.

Georges Marion

Alors que l'hiver s'installe, la route humanitaire par le nord reste aléatoire

TERMEZ (Ouzbékistan)

de notre envoyé spécial

« Il neige à Mazar-e-Charif, mais les couvertures sont encore ici, à Termez. » La brutale offensive de l'hiver, mardi 20 novembre, a ravivé l'amertume de Jérôme Combès, chef de mission d'Action contre la faim (ACF), l'une des organisations non gouvernementales bloquées à la frontière ouzbèke. Il vient de prendre connaissance du rapport d'évaluation effectué deux jours plus tôt par ses collègues de Save the Children et de Médecins sans frontières-Belgique. Un homme de 35 ans est mort de faim à Sar-e-Pol, au sud-ouest de Mazar-e-Charif.

Ce cas, même s'il s'avérait unique, en dit long sur la santé très détériorée des populations du nord de l'Afghanistan. « Nous sommes terriblement inquiets, insiste Gilles Gonzalès, le porte-parole d'ACF. Généralement, ce sont les enfants qui souffrent de malnutrition. »

Plus de dix jours après la chute de Mazar-e-Charif, les personnels humanitaires internationaux présents dans la ville se comptent sur les doigts des deux mains. Deux membres de Solidarités sont arrivés, mardi 20 novembre, depuis le Turkménistan, par une piste désormais « enneigée et très boueuse ». La veille, une équipe d'Acted avait emprunté une route, encore très risquée, depuis le Tadjikistan. Certains pourraient venir d'Iran, bien que le trajet ne soit pas sécurisé. De l'Ouzbékistan, pourtant à une soixantaine de kilomètres par une route droite et goudronnée, encore rien ni personne.

Les Etats-Unis ont annoncé 5 millions de dollars d'aide à destination des provinces septentrionales de l'Afghanistan. Mais, pour l'humanitaire, la route du nord reste aléatoire, en particulier à cause de la réticence du gouvernement ouzbek à

ouvrir sa frontière. A moyen terme, Termez devrait devenir la tête de pont humanitaire espérée, tout le monde en est convaincu. Mais pour les dizaines de milliers de familles afghanes qui croupissent dans des camps de fortune, l'avenir se compte en jours. Pour les plus fragiles, en heures.

« Avant le 11 septembre, il y avait déjà urgence dans le nord de l'Afghanistan », rappelle Cédric Petit, chef de mission de l'ONG française Solidarités. L'aide prévue à l'époque pouvait à peine répondre aux

Pour les dizaines de milliers de familles afghanes qui croupissent dans des camps de fortune, l'avenir se compte en jours

besoins. La situation n'a pu qu'empirer depuis. » Lundi 19 novembre, au cours d'une réunion de travail, le ministre des situations d'urgence, Ravchan Khaidarov, a douché les derniers espoirs d'une ouverture rapide par un ferme rappel des règles du jeu ouzbek. « Le franchissement de la frontière par des personnels internationaux, qu'ils soient des Nations unies ou des ONG, n'est pas à l'ordre du jour, commente Cédric Petit. De plus, seules les ONG enregistrées en Ouzbékistan pourront faire passer du matériel sur les barges. »

Problème : la plupart des ONG qui travaillent habituellement en Afghanistan n'ont pas d'accréditation ouzbèke, et pour l'obtenir, le délai est de deux à six mois.

Certains ont déjà décidé de faire

passer leurs marchandises stockées à Termez sous couvert des rares ONG accréditées. Mais le retour en Afghanistan de leurs personnels expatriés demeure un casse-tête. Beaucoup sont repartis à Tachkent pour tenter d'obtenir un visa turkmène (une rareté !) ou tadjik, voire iranien. Cela prendra des jours, des semaines peut-être. La présence de ces experts étrangers est pourtant indispensable pour remettre en ordre de marche leurs équipes locales et procéder enfin à la distribution de l'aide.

En désespoir de cause, certaines ONG en appellent à CNN : « Si l'on montrait des images chocs des camps de déplacés, peut-être que le gouvernement ouzbek prendrait conscience du problème. » D'autres comptent sur l'appui des forces armées internationales pour faciliter l'acheminement en personnels et en matériels. Des avions gros porteurs pourraient ainsi se poser directement à Mazar-e-Charif lorsque les soldats français auront réparé et sécurisé l'aéroport. Mais travailler ensuite sous protection militaire divise les humanitaires. Les Américains y seraient assez favorables. Les Européens, et surtout les Français, très réservés.

Pour Solidarités, présente en Afghanistan depuis vingt ans, ce serait contre-productif : « Ceux qui croient pouvoir reproduire ici un schéma de type Kosovo font un lourd contresens, la situation est autrement plus complexe, avertit Cédric Petit. Travailler avec des militaires, ce serait nous assimiler à une faction armée. » La seule méthode, selon lui, c'est la discussion « avec les commandants, grands et petits, et avec les shuras, les assemblées traditionnelles des villages et des vallées ». Et pour seule arme, la patience.

Jean-Jacques Bozonnet

Les Etats-Unis s'engagent dans une aide sur le long terme

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Dès le premier jour des bombardements, les Américains larguaient au-dessus de l'Afghanistan des dizaines de milliers de rations alimentaires. On devait surtout en retenir qu'elles contenaient du beurre de cacahuètes. Cette action de propagande, critiquée par des responsables d'ONG dans la région, confortait ceux qui voyaient alors dans l'aide humanitaire un sous-produit très médiatisé des opérations militaires. Les critiques ont redoublé quand il est apparu que ces petits containers jaunes étaient de la même couleur que les explosifs dispersés par les bombes à fragmentation utilisées par l'armée américaine – mais pas dans les mêmes zones, a précisé le Pentagone.

Les largages se sont poursuivis. Au total, un million et demi de repas « sûrs, végétariens, culturellement non sensibles, qui contiennent tout ce qu'il faut, sauf si vous avez besoin de goût », a expliqué récemment un porte-parole de la défense. Ces rations seraient très appréciées par les Afghans. Les enfants découperaient même l'emballage pour s'en faire des pochettes pour leurs livres de classe. Quant à la couleur, il est toujours question d'en changer (on passera au bleu), mais pas avant que toutes les rations jaunes aient été utilisées.

Il s'agit maintenant de faire tout autre chose. Les Américains veulent montrer que leur engagement humanitaire est sérieux et durable. Le côté « propagande » n'a certes pas disparu : un récent point de presse du Pentagone sur l'aide humanitaire a été largement consacré à dénoncer « la litanie des péchés » commis par les talibans. Mais le désir d'aider les Afghans à se relever de leur misère semble réel.

Ouvrant, mardi 21 novembre à Washington, une conférence consacrée à la reconstruction de leur pays, le secrétaire d'Etat Colin Powell a parlé de « l'énorme obligation, pas seulement pour les Etats-Unis, mais pour toute la communauté internationale, de ne pas laisser le peuple afghan dans le besoin, de ne pas [se] détourner comme cela a été fait dans le passé ».

L'aide promise à ce jour par le président Bush est

relativement modeste : 310 millions de dollars, alors que la seule Croix-Rouge américaine va reverser 543 millions de dollars de dons aux familles des victimes du World Trade Center. Mais les Américains soulignent que depuis vingt ans ils sont de loin les plus grands pourvoyeurs d'aide à l'Afghanistan.

Leur préoccupation majeure est désormais de permettre l'acheminement de la nourriture vers les régions les plus sinistrées, celles du Nord, souvent proches des frontières turkmène, ouzbèke et tadjike, explique Andrew Natsios, administrateur d'US AID. Ces frontières demeurent fermées ou difficilement franchissables. M. Natsios a bon espoir que les « bureaucraties locales » finiront par obéir aux consignes données par « les responsables au plus haut niveau » qu'il a rencontrés au cours d'une récente tournée en Asie centrale.

LE GRAIN A ÉTÉ MANGÉ

Le chef de l'US AID estime tout de même que « plusieurs semaines » pourraient s'écouler avant que l'Ouzbékistan n'accepte d'ouvrir le « Pont de l'Amitié » par où 40 % de l'aide pourrait être acheminée. Par contre, aucun problème ne se pose avec l'Iran. 65 000 tonnes de nourriture venue des Etats-Unis ont ainsi été débarquées dans un port iranien pour être acheminées par train vers le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan.

Selon US AID, la famine menace le nord de l'Afghanistan, des gens meurent, le grain nécessaire aux semences a été mangé. Toute l'aide est distribuée par l'intermédiaire d'ONG, occidentales mais aussi locales, avec lesquelles, a affirmé M. Natsios, les Américains ont une excellente coopération. Même la Croix-Rouge, dont quatre entrepôts ont été bombardés à Kaboul ? « Il y avait des véhicules talibans à proximité immédiate », répond l'administrateur de l'US AID, sans reconnaître explicitement qu'il s'agissait d'une opération délicate. « Et puis la Croix-Rouge ne devrait pas trop se plaindre, 20 % de son budget provient des Etats-Unis. »

Jan Krauze

DÉPÊCHES

■ **SOLDATS FRANÇAIS.** Les négociations se poursuivaient toujours, mercredi 21 novembre, avec les dirigeants de l'Alliance du Nord de la région de Mazar-e-Charif (nord de l'Afghanistan), pour le déploiement du contingent français, indiquait l'état-major des armées à Paris. Les 58 Français arrivés il y a trois jours à Khanabad, près de Karchi, attendent dans cette base militaire ouzbèke les résultats de la « concertation » avec les dirigeants de l'Alliance du Nord.

■ **ANTHRAX.** Une nonagénaire, habitant le Connecticut, dans le nord-est des Etats-Unis, pourrait avoir été contaminée par la maladie du charbon, a indiqué, mardi 20 novembre, John Rowland, gouverneur de cet Etat. Il a précisé qu'elle avait été hospitalisée en présentant des symptômes ressemblant à la forme respiratoire de la maladie du charbon et que des examens étaient en cours.

■ **Des bacilles de la maladie du charbon ont été découverts**, en faible quantité, dans les bureaux de deux sénateurs américains, dont le démocrate Ted Kennedy. « Il s'agit de cas isolés », a indiqué le porte-parole de la police chargée de la sécurité du Congrès, Dan Nichols, à la suite de tests effectués le week-end dernier. Elles ont été découvertes dans un immeuble, le Russell, où se trouvent les bureaux des sénateurs, qui est adjacent au Capitole, le siège du Congrès américain. La bactérie a également été découverte dans les bureaux du sénateur démocrate du Connecticut (nord-est) Christopher Dodd.

■ **PUBLICITÉ.** George W. Bush a accepté de participer à un spot télévisé parrainé par l'industrie du tourisme aux Etats-Unis, pour inciter ses concitoyens à surmonter leurs peurs, à voyager et à visiter leur pays. A la veille du long week-end de « Thanksgiving », le spot alterne des images du président invitant les Américains à prendre l'avion et à profiter en famille des sites touristiques de l'Amérique, avec des encouragements de restaurateurs, d'hôteliers, d'hôtesse de l'air. « On atteint la grandeur lorsque le caractère américain surmonte les défis américains... et nous y arriverons », souligne cette publicité.

■ **VOYAGES.** Les milieux d'affaires ont réduit leurs budgets voyages à la suite des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis, selon une étude rendue publique mardi 20 novembre par l'Association internationale du transport aérien (IATA). 36 % des hommes d'affaires interrogés après le 11 septembre ont indiqué qu'ils comptaient réduire leurs budgets consacrés aux voyages. Seulement 10 % avaient encore l'intention de les accroître. Cependant, le millier de responsables de sociétés d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie interrogés dans cette enquête se sont montrés optimistes sur une reprise rapide, une large majorité pariant pour un retour à la normale d'ici un an.

■ **RUSSIE.** Le président Vladimir Poutine a réaffirmé, mardi 20 novembre, que la Russie était prête et capable de monter, si nécessaire, des opérations de sauvetage et de secours de soldats américains au Tadjikistan et en Afghanistan. La Russie ferait appel, dans ce cas, à ses « relations spéciales » avec l'Alliance du Nord. Le président a cependant insisté sur le fait que la Russie n'avait aucune intention d'envoyer des troupes en Afghanistan.

La concierge est dans l'escalier.

Elle apprend à descendre la rampe à califourchon.

Vittel. La vitalité au quotidien.

califourchon.

Israël et l'Autorité palestinienne placés devant de douloureuses contradictions

La colonisation des territoires palestiniens occupés, l'un des credos du premier ministre Ariel Sharon, n'est plus marginale. Elle s'est même institutionnalisée alors que la lutte contre les factions extrémistes palestiniennes devient pour Yasser Arafat non plus une affaire de volonté, mais de capacité

Israël et l'Autorité palestinienne vont devoir résoudre de douloureuses contradictions s'ils souscrivent aux exigences du cessez-le-feu et de la désescalade définies lundi 19 novembre par le secrétaire d'Etat américain, Colin Powell. La fin de la colonisation des territoires de Cisjordanie et de Gaza, qui s'est quasi institutionnalisée depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre Ariel Sharon, est la principale diffi-

culté côté israélien. La lutte contre l'extrémisme et le « terrorisme » demandée au président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat met à l'épreuve la capacité à la conduire de ce dernier. Anthony Zinni, l'un

des deux envoyés spéciaux des Etats-Unis dans la région, est un ancien militaire rompu aux affaires proche-orientales dont le sens de la négociation et du compromis est largement reconnu. Par ailleurs, Amnesty International a déploré, mardi 20 novembre, devant le Comité de l'ONU contre la torture à Genève, le recours par Israël à des méthodes d'interrogatoire et des pratiques contraires à la Convention sur la torture.

International a déploré, mardi 20 novembre, devant le Comité de l'ONU contre la torture à Genève, le recours par Israël à des méthodes d'interrogatoire et des pratiques contraires à la Convention sur la torture.

International a déploré, mardi 20 novembre, devant le Comité de l'ONU contre la torture à Genève, le recours par Israël à des méthodes d'interrogatoire et des pratiques contraires à la Convention sur la torture.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le secrétaire d'Etat américain Colin Powell s'est adressé lundi 19 novembre aux Israéliens et aux Palestiniens en demandant à chacun de prendre des décisions difficiles. Il a invité les premiers à mettre un frein à la colonisation des territoires occupés et aux seconds de fournir un effort encore plus important pour lutter contre les violences émanant de leur camp.

Cette double exhortation place les deux parties en face de douloureuses contradictions. En dépit des apparences, elle n'est cependant pas tout à fait égale. La colonisation des territoires palestiniens occupés cons-

titue l'un des credos politiques du premier ministre, Ariel Sharon qui, à peine élu le 6 février, avait assuré publiquement qu'il n'entendait pas démanteler une seule colonie existante, pas même dans la bande de Gaza. Les réserves émises par le gouvernement israélien, lors de la publication des recommandations de la commission internationale présidée par l'ancien sénateur américain, George Mitchell, concernaient d'ailleurs l'invitation au gel des colonies et les représentants des colons ont été les seuls, mardi, à critiquer vivement le discours de M. Powell.

La colonisation, autrefois marginale, pèse aujourd'hui son poids. Elle s'est institutionnalisée. Deux

des ministres de l'équipe de M. Sharon vivent dans des colonies. La création de nouvelles implantations, en octobre, a été célébrée en présence d'autres membres du gouvernement. Comme l'a fait remarquer M. Powell dans son discours, la colonisation est pourtant d'autant plus cruciale que son développement pèse et pèsera sur la physionomie d'un éventuel accord. Les faits accomplis sur le terrain ne seront pas neutres au moment du tracé des frontières. Pour autant, il n'est pas demandé aux Israéliens de remettre en cause une partie existante de ce réseau, qui s'est d'ailleurs développé pratiquement sans aucune entrave pendant les années d'Os-

lo, mais seulement de geler en l'état la carte des colonies, sans que l'on sache si les programmes de développement en cours seraient ou non visés, ou si ce gel ne toucherait que de nouvelles tranches.

La demande américaine adressée à Yasser Arafat place ce dernier dans une situation autrement plus délicate. Principalement parce que M. Powell n'a pas évoqué en regard les mesures prises unilatéralement par les Israéliens, depuis maintenant plus d'un an : les assassinats extra-judiciaires et les incursions en zone autonome palestinienne, pourtant dénoncés régulièrement par l'administration américaine. Au nom de la lutte contre le terrorisme, ces mesures, très populaires en Israël, sont en passe d'acquiescer une certaine légitimité. Il y a six mois, la première incursion dans une zone autonome palestinienne, à Gaza, s'était conclue par un retrait piteux de l'armée israélienne, après une condamnation très ferme de M. Powell. Les incursions qui ont fait suite à l'assassinat du ministre israélien du tourisme démissionnaire, Rehavam Zeevi, le 17 octobre, se sont étendues sur plusieurs semaines, sans que l'administration américaine ne soit en mesure d'y mettre un terme.

Ces actions unilatérales, dont l'efficacité sur le long terme reste discutée, remettent en outre en cause l'autorité de M. Arafat. Certes, les Israéliens ne se privent pas de souligner que l'Autorité palestinienne

joue souvent un double jeu assez trouble, en annonçant des arrestations non suivies d'effets. Mais de plus en plus, la lutte contre des factions extrémistes devient, côté palestinien, non plus une affaire de volonté, mais de capacité. A Jénine, une ville autonome toujours partiellement réoccupée par les troupes israéliennes depuis le 17 octobre, l'arrestation du responsable du Djihad islamique, le 14 novembre, par

zèle. Ce membre éminent de l'Autorité palestinienne, mécontent de la conduite des opérations et opposé à des arrestations de plus en plus délicates à mener, a même présenté sa démission, que M. Arafat a choisi pour l'instant d'ignorer.

Dans l'entourage du chef de l'Autorité palestinienne, on estime qu'à moins de réelles perspectives politiques, la lutte contre les radicaux ne pourra pas être menée efficacement. Les interrogations portent désormais sur l'exigence des sept jours de « calme total », pratiquement impossible à obtenir sur le terrain dans le contexte actuel, à laquelle s'accroche M. Sharon et que M. Powell n'a pas mentionnée ; sur la volonté des Etats-Unis de se comporter sur le terrain comme un juge de paix, en donnant leurs propres appréciations ; sur la possibilité d'imposer une reprise du dialogue en dépit d'incidents jugés sporadiques.

A la lumière des dernières déclarations américaines, M. Sharon s'estime en bien meilleure posture que M. Arafat. Le premier ministre israélien doit effectuer début décembre une visite aux Etats-Unis, au cours de laquelle il rencontrera le président George W. Bush qui lui, n'a pas consenti à croiser le chef de l'Autorité palestinienne dans les couloirs des Nations unies, au début du mois.

Gilles Paris

► www.lemonde.fr/israel-palestiniens

PROFIL

ANTHONY ZINNI, UN NÉGOCIATEUR RECONNU

Lorsqu'il avait pris sa retraite il y a plus d'un an, Anthony Zinni avait exprimé le souhait de rester « actif ». Nommé lundi 19 novembre émissaire des Etats-Unis au Proche-Orient, l'ancien général des marines ne devrait pas être déçu. Fils d'un émigré italien, Anthony Zinni a effectué toute sa carrière dans l'armée. Sorti sous-lieutenant de l'école militaire de Villanova, en 1965, il sert tout d'abord au Vietnam, où il est blessé et évacué. Il est versé ensuite dans le corps des marines, où il gravit méthodiquement les échelons.

Malgré des allures de militaire solidement charpenté qui ne s'en laisse pas compter, le soldat n'est cependant pas un simple chien de guerre. A la fin des années 1980, ses missions

dans l'ancienne Union soviétique, puis dans le Kurdistan irakien, et enfin en Somalie lui permettent de faire éclore un véritable talent politique et de découvrir l'importance croissante des questions humanitaires.

Après la guerre du Golfe, que conduit Colin Powell en tant que chef d'état-major, il s'investit intensément dans les affaires proche-orientales, apprend l'arabe et multiplie les voyages et les contacts, en prévision de sa nomination comme commandant en chef des troupes américaines dans cette zone stratégique pour les Etats-Unis. Pendant ces années, il supervise les bombardements réguliers de l'Irak par l'aviation américaine et britannique. Pour autant, il n'hésite pas à faire savoir, contre la doctrine officielle, que l'opposition en exil, portée à bout de bras par Washington, n'a ni poids politique ni perspectives. Anthony Zinni a par ailleurs largement contribué à asseoir l'autorité politique de l'actuel chef d'Etat pakistanais, le général Pervez Moucharraf.

Tiré de l'atmosphère studieuse d'un « think-tank » américain par son camarade Colin Powell, Anthony Zinni arrive en Israël et dans les territoires palestiniens avec un mandat mal défini et avec une marge de manœuvre encore difficilement appréciable. Sa personnalité ne le prédestine sans doute pas à un rôle de simple superviseur pour les questions sécuritaires, attaché au maintien d'un statu quo.

Attendu comme le messie par les Palestiniens, qui se désespèrent de l'absence sur le terrain d'une véritable volonté américaine, il pourrait par ailleurs jouer de son passé et de sa barrette de décorations, pour imposer à un autre général en retraite, le premier ministre israélien Ariel Sharon, un sens reconnu du compromis et de la négociation. Son âge et son statut lui permettent d'avoir les mains libres. A condition, cependant, que telles soient bien les intentions de Washington.

G. P.

Israël continue de pratiquer la torture, déplore Amnesty International

L'ORGANISATION de défense des droits de l'homme Amnesty International a accusé mardi 20 novembre les forces de l'ordre israéliennes de recourir de plus en plus fréquemment à la torture, lors d'interrogatoires de Palestiniens arrêtés en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Dans un exposé devant le Comité des Nations unies contre la torture à Genève, Amnesty International a affirmé que malgré une décision de la Haute Cour de justice remontant à 1999 et qui interdit les méthodes d'interrogatoire relevant de la torture, il existe de fortes preuves que les enquêteurs israéliens ont à nouveau recours à de telles méthodes, dont la privation de sommeil pour des détenus souvent maintenus dans des positions douloureuses ou encore de longues stations accroupies.

Un bref compte rendu de cet exposé a été rendu public par Amnesty, au moment où le comité des Nations unies, composé de dix experts indépendants, commençait à étudier le cas d'Israël lors de sa réunion semestrielle à Genève. Le délégué israélien, Yaakov Lévy, a réfuté les accusations d'Amnesty, soulignant que, bien que partagé entre le souci de respecter les droits de l'homme et celui de protéger ses concitoyens contre le terrorisme, Israël s'interdisait la torture. M. Lévy a reconnu que, dans certains cas limités, l'usage de la force avait pu causer des désagréments ou des insomnies, mais affirmé que la torture n'était pas pratiquée, même lorsqu'elle pourrait empêcher un attentat sanglant.

MÉTHODES D'INTERROGATOIRE

Amnesty « déplore » le refus par les autorités israéliennes de reconnaître que ces méthodes d'interrogatoire sont « illégales en vertu de l'article 1 de la Convention contre la torture », déni qui, selon elle, a contribué à encourager de telles pratiques, en particulier au cours de l'année passée, c'est-à-dire pratiquement depuis le début de la nouvelle Intifada palestinienne. Des détenus ont fréquemment été maintenus au secret pendant des périodes de plus de vingt jours, n'ayant accès ni à leurs avocats ni à leurs familles, ajoute Amnesty, rappelant que le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture avait déjà qualifié une telle pratique de « traitement cruel, inhumain et dégradant ».

Déploreant une autre pratique, celle de la détention administrative sans accusation ni procès, Amnesty souli-

gne que la démolition d'habitations palestiniennes constitue également « un traitement cruel, inhumain et dégradant en vertu de l'article 16 de la Convention contre la torture » et rappelle que la Cour européenne des droits de l'homme a elle aussi condamné la Turquie pour de telles pratiques qualifiées d'« inhumaines » et contraires à l'Article 3 de la convention européenne des droits humains.

Or, souligne Amnesty, « plus de cinq cents maisons ont été détruites dans les territoires occupés en l'espace d'un an, jetant à la rue un minimum

de 2 000 Palestiniens dont une grande majorité d'enfants. Rien ne justifie ces centaines de tragédies humaines », s'indigne l'organisation, qui dénonce également d'autres formes de « punition collective », infligées aux Palestiniens par les autorités israéliennes, dont « le bouclage de villes, de villages et de zones entières, déniaient ainsi la liberté de mouvement aux Palestiniens, de même que les couvre-feux prolongés », contraires à l'article 16 de la Convention sur la torture.

Mouna Naïm (avec Reuters)

SANTÉ PUBLIQUE



L'AGENCE FRANÇAISE DE
SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS
organise
deux colloques scientifiques

OGM ET ALIMENTATION : PEUT-ON ÉVALUER DES BÉNÉFICES POUR LA SANTÉ ?

17 et 18 décembre 2001

Renseignements et inscriptions :
Tel. : 01 44 91 58 70

SEL ET SANTÉ

11 et 12 Janvier 2002

Renseignements et inscriptions :
Tel. : 01 49 23 80 23

En présence de MM. Jean Glavany,
Bernard Kouchner et François Patriat

Programmes et listes des intervenants sur :
www.afssa.fr

• MÉDIAMÉTRIE 75000 / SEPT - OCT 2001 VS SEPT - OCT 2000 / L-V ET 6-J 5H-24H J-C 15 ANS ET +

RECORD HISTORIQUE

NOUVEAU RECORD HISTORIQUE SUR LA PÉRIODE :
EN 1 AN NRJ GAGNE 233 000 AUDITEURS* !
AUJOURD'HUI, VOUS ÊTES 5 876 000 AUDITEURS* À ÉCOUTER NRJ CHAQUE JOUR !

NOUVEAU RECORD HISTORIQUE :
NRJ EST LA RADIO N°1 LE WEEK-END DEVANT TOUTES LES RADIOS* !

Design graphique: MARÇO

DE RENAUDINE MARCHONNI

Gibraltar : vers un accord entre Madrid et Londres en 2002

BARCELONE. Les ministres des affaires étrangères britannique et espagnol, Jack Straw et Josep Piqué, qui se sont rencontrés, mardi 20 novembre à Barcelone, pour décider de l'avenir de Gibraltar (la colonie britannique située dans le sud de l'Espagne et que Madrid revendique depuis trois cent ans), ont annoncé dans un communiqué qu'ils étaient décidés à « conclure un accord global d'ici à l'été 2002, couvrant toutes les questions importantes y compris celles de la coopération et celle de la souveraineté ».

Aucune rencontre de ce type n'avait eu lieu depuis 1998. Toutefois, au-delà de cette volonté nouvelle et réelle de parvenir à un règlement, les divergences subsistent, notamment sur le rôle que Gibraltar - qui n'était pas représenté à Barcelone - pourra jouer dans le processus de décision : les Britanniques ne veulent rien faire, sans un référendum à Gibraltar ; les Espagnols estiment que Gibraltar ne doit pas disposer de droit de veto. - (Corresp.)

M. Steiner, conseiller de M. Schröder, est contraint à la démission

BERLIN. Accusé par la presse d'avoir eu un comportement inadmissible avec des subordonnés lors de la récente tournée de Gerhard Schröder en Asie et en Russie, Michael Steiner, le conseiller de la chancellerie pour la politique extérieure, a remis sa démission mardi 20 novembre. Spécialiste des Balkans et francophone, il était l'un des architectes de la nouvelle aspiration allemande à jouer un rôle plus affirmé sur la scène internationale. Ses rapports avec ses interlocuteurs français étaient souvent difficiles. « Il confond les négociations européennes avec des tractations avec Milosevic », disaient ses détracteurs.

Le 2 novembre, le chancelier Schröder avait fait escale à Moscou pour s'entretenir avec le président Vladimir Poutine. Resté sur le tarmac, Michael Steiner, qui plaide la fatigue, a reconnu avoir pris à partie trois soldats allemands qui, trop lentement à son goût, refaisaient le plein de l'avion. L'affaire s'était étalée, lundi, dans le quotidien populaire Bild. - (Corresp.)

L'ancien président argentin,

Carlos Menem, est remis en liberté

BUENOS AIRES. L'ancien président Carlos Menem (1989-1999), détenu depuis près de six mois pour sa participation présumée dans une affaire de ventes d'armes illégales à la Croatie et à l'Equateur, a été remis en liberté, mardi 20 novembre. La Cour suprême de justice a rejeté l'accusation d'« association illicite » qui avait été retenue contre l'ancien chef de l'Etat. Les neuf juges ont rendu leur verdict par six voix contre trois. Cinq d'entre eux avaient été nommés sous l'ancienne administration péroniste et le président du tribunal suprême, Julio Nazareno, a toujours été considéré comme un proche de M. Menem. La Cour a durement critiqué l'instruction menée par le procureur Carlos Stornelli, accusé d'avoir « voulu satisfaire l'opinion publique » largement défavorable à la remise en liberté de M. Menem.

L'affaire de contrebande d'armes entre 1991 et 1995 porte sur la livraison de 6 500 tonnes d'armements à la Croatie, engagée dans la guerre des Balkans, et de 75 tonnes à l'Equateur. - (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ **ESPAGNE : une bombe cachée derrière une pancarte annonçant « Policiers assassins, ETA tue-les ! »**, a explosé, mardi soir 20 novembre, dans un parc du centre de Bilbao au moment où des policiers tentaient de l'enlever. Deux d'entre eux ont été blessés et hospitalisés, mais sont hors de danger. En revanche l'explosion très puissante a fait de nombreux dégâts matériels. Le dernier attentat meurtrier de l'ETA contre la police basque remonte au 14 juillet, dans un village près de Saint-Sébastien, où le policier Mikel Uribe, chargé d'une unité d'inspection, avait été tué par balles en sortant de voiture. - (Corresp.)

■ **ALGÉRIE : le dernier bilan de l'explosion d'une bombe mardi matin** 20 novembre à la gare routière Tafourah d'Alger était, dans la soirée, de vingt-neuf blessés, dont quatre ont dû être gardés en observation à l'hôpital, a indiqué la télévision d'Etat algérienne. La bombe « artisanale », placée dans un cartable, avait été déposée au milieu de la foule, près d'un arrêt fréquenté par des étudiants. Elle a explosé à 8 h 45 (7 h 45 GMT). - (AFP.)

■ **TUNISIE : le procès de l'homme d'affaires Kamel Eltaief**, devait reprendre mercredi 21 novembre à Tunis. Incarcéré le 5 novembre, cet ancien allié du président Ben Ali a été remis en liberté provisoire vendredi soir. Il est poursuivi pour « outrage à un agent dans l'exercice de ses fonctions » mais son arrestation est intervenue après qu'il eut accordé une interview au Monde, le mois dernier, dans laquelle il accusait le pouvoir tunisien de corruption, d'étouffement croissant des libertés, et dénonçait une action d'intimidation à son encontre.

■ **MADAGASCAR : des scellés ont été posés**, lundi 19 novembre, sur l'ensemble des usines agro-alimentaires appartenant à Marc Ravalamana, maire d'Antananarivo et candidat à l'élection présidentielle du 16 décembre. L'Etat lui reproche des « impayés fiscaux ». Le principal challenger du président Didier Ratsiraka, lequel refuse le déploiement d'observateurs étrangers au prochain scrutin, dénonce « une machination politique ». - (AFP.)

■ **MALAISIE : le sultan Salahuddin Abdul Aziz Chah, roi de Malaisie, est mort**, mercredi 21 novembre à Kuala Lumpur, à l'âge de soixante-quinze ans, a déclaré sa famille. Le souverain avait été couronné onzième roi de Malaisie, un pays dont l'indépendance remonte à 1957, le 23 septembre 1999. Il laisse dix fils et quatre filles nés de quatre mariages. Il avait épousé en 1990 celle qui devait devenir la reine, Siti Aishah, âgée de vingt-neuf ans. Le nouveau roi devrait être le sultan Mizan Zainal Abidin de Terengganu, âgé de trente-neuf ans. - (AFP.)

Six maires ont été enlevés en Colombie

BOGOTA. Les Autodéfenses unies de Colombie (AUC), milices anti-guérilla, ont reconnu lundi 19 novembre avoir pris en otage six maires du département d'Antioquia, dans la région de Medellín au nord de la capitale. Les six hommes faisaient partie d'un groupe de vingt-trois élus qui avaient décidé en octobre 2000 de rencontrer les chefs locaux des mouvements armés, et notamment ceux de l'Armée de libération nationale (ELN, la deuxième guérilla du pays). Ces contacts, qui avaient pour objectif de réduire les niveaux de violence et l'impact du conflit armé pour la population civile, avaient débouché sur un début d'accord avec l'ELN.

Le communiqué des AUC, diffusé sur Internet, précise que « les maires ont été enlevés alors qu'ils s'apprétaient à tenir une de ces étranges réunions de négociation ». Jusqu'à présent le gouvernement s'est opposé à la tenue de dialogues de paix régionaux, en rappelant que « seul le président de la République a compétence en la matière ». - (Corresp.)

Nette victoire des partis de centre droit aux élections législatives au Danemark

Au pouvoir depuis neuf ans, les sociaux-démocrates essuient un revers cinglant

Au Danemark, un Rasmussen chasse l'autre... La victoire d'Anders Fogh Rasmussen, chef de file du Parti libéral, aux élections législatives du mar-

di 20 novembre, sonne le glas de la coalition de centre-gauche en place depuis neuf ans et dirigée par son homonyme, le social-démocrate

Poul Nyrup Rasmussen. Le Parti du peuple danois (extrême droite) de Pia Kjaersgaard disposera de vingt-deux sièges au Parlement.

STOCKHOLM
de notre correspondant
en Europe du Nord

Premier ministre depuis janvier 1993, le social-démocrate Poul Nyrup Rasmussen avait convoqué des élections anticipées au motif que le vote du budget 2002 serait hypothéqué par une longue campagne électorale dans un contexte de tassement de l'activité économique et sur fond de guerre en Afghanistan. Les dernières projections du gouvernement, révisées à la baisse, fixent la croissance pour 2001 à 1,2 % et à 1,7 % en 2002.

Au pouvoir depuis neuf ans, M. Rasmussen pensait être reconduit dans ses fonctions mais il a perdu son pari : avec 55,3 % des suffrages, le bloc dit « bourgeois » (libéraux, conservateurs, centristes et extrême droite) obtient 98 sièges sur les 179 du Folketinget, le Parlement de Copenhague. Les libéraux, désormais première force politique du pays, décrochent 56 sièges (+ 14). De son côté, la gauche (sociaux-démocrates, radicaux de gauche et extrême gauche) disposera de 77 sièges, dont 52 pour les sociaux-démocrates, qui ne recueillent que 29,1 % des voix, soit 6,8 % de moins qu'en 1998. Hormis le fait que les sociaux-démocrates ne sont plus la première formation du pays, pour la première fois depuis 1920, ce scrutin révèle une progression spectaculaire de la droite populiste : le Parti du peuple danois (DFP), emmené par Pia Kjaersgaard, a décroché 22 sièges (+ 9).

THÈSES XÉNOPHOBES

Le futur premier ministre, Anders Fogh Rasmussen, a certes exclu d'offrir un portefeuille au DFP, mais il pourra difficilement se passer du soutien de ce dernier à la Chambre, et son maintien au gouvernement dépendra en fait de l'appui d'un groupe parlementaire qui dénonce « l'invasion des immigrants », désignés comme les fossoyeurs « de l'identité danoise ». De nombreux observateurs s'interrogeaient, mardi soir, sur les racines du mal. Les étrangers ne représentent que 4,9 % des 5,3 millions d'habitants du royaume et la communauté musulmane, principale cible de la campagne, autour de

3 %, bien moins que dans d'autres pays européens.

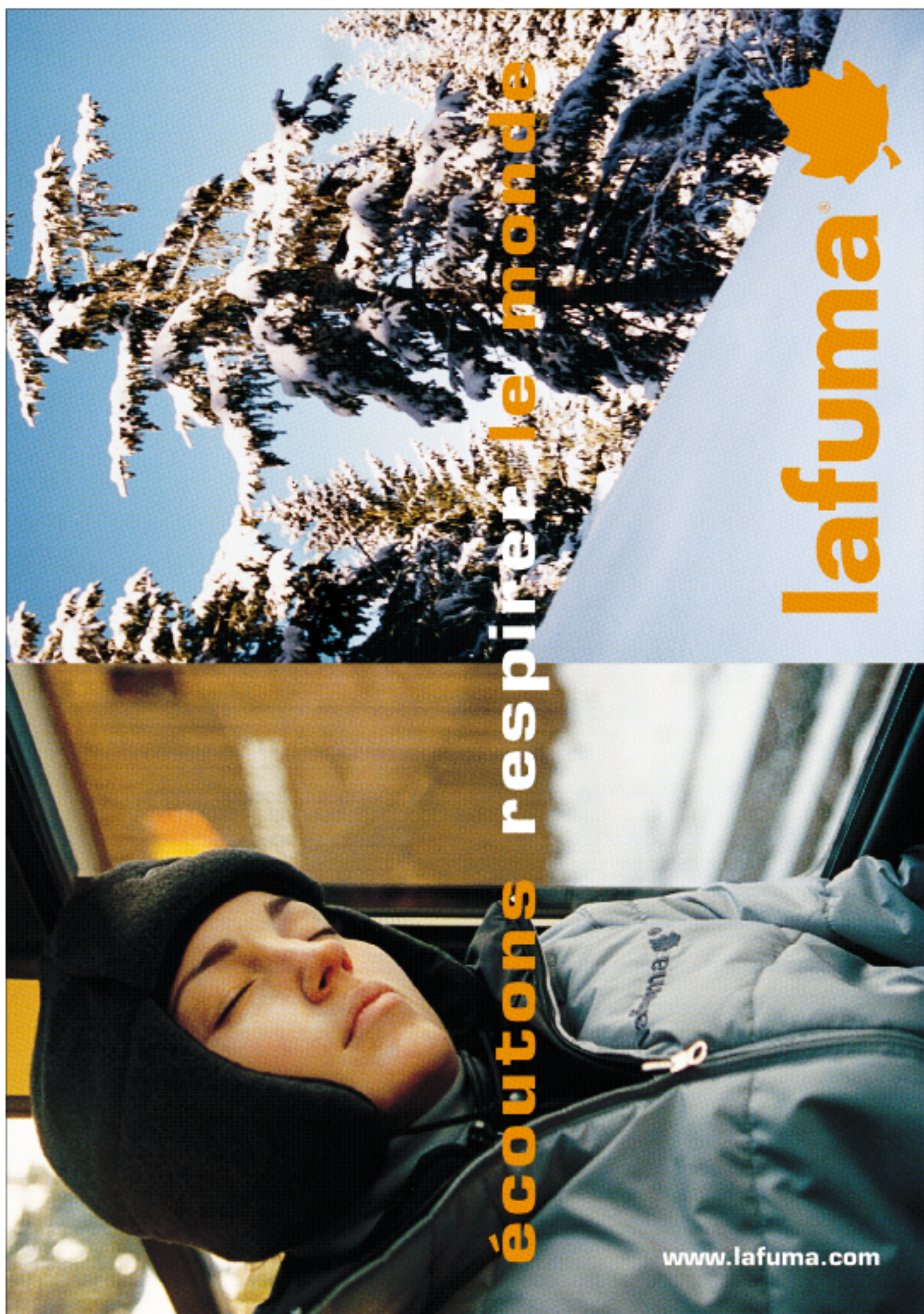
La relative bonne tenue des indicateurs économiques, le haut niveau des prestations sociales, les efforts financiers consentis en matière d'intégration ont jusqu'ici écarté les phénomènes de violence et de « ghettoïsation » observés ailleurs en Europe, en France ou en Grande-Bretagne. Le problème est, reconnaît-on - tant à droite qu'à gauche - que les Danois et les étrangers ne se rencontrent jamais vraiment, et vivent dans l'indifférence mutuelle en communautés séparées.

En concédant « une part de vérité » aux thèses de l'extrême droite, les partis traditionnels les ont « institutionnalisées », estiment les mêmes observateurs, au même titre que les impôts, l'éducation ou la santé. Anders Fogh Rasmussen dénonce lui-même « les voyous étrangers qui ne respectent pas les valeurs et principes du pays » et propose de n'octroyer d'aides sociales qu'aux étrangers (non européens) ayant passé plus de sept ans sur le territoire danois. A la veille du scru-

tin, le chef de file libéral a modéré son propos devant la presse étrangère. « Les Danois ne sont pas xénophobes, a-t-il dit. Mais pour que les étrangers bien intégrés puissent mieux vivre et pour que les Danois se sentent en sécurité en présence des étrangers, nous devons réduire l'afflux de nouveaux immigrants. C'est l'avenir de l'Etat-providence qui inquiète les Danois, pas les étrangers. »

Dans les pays voisins, les commentaires sont rudes. En Suède, le quotidien *Sydsvenska Dagbladet* mettait en garde contre un scénario à l'autrichienne et écrivait dans son édition de lundi : « A l'issue d'une campagne électorale détestable, l'image du Danemark comme un pays tolérant et hospitalier est à jamais ternie. » Naser Khader, premier Danois d'origine étrangère élu député, sur la liste des radicaux, estime au contraire que son élection montre « que le Danemark n'est pas si hostile aux étrangers. On peut réussir son intégration si l'on saisit les opportunités ».

Boris Lévy



CORSE Mardi 20 novembre, Jean-Pierre Chevènement et deux conseillers du premier ministre, Alain Christnacht et Clotilde Valter, ont été convoqués par le tribunal d' Ajaccio

dans le cadre du procès des paillotes. ● **LE TRIBUNAL** devrait les entendre, le 30 novembre, en qualité de témoin, pour évoquer les liens hiérarchiques unissant Bernard Bonnet,

le cabinet du premier ministre et le ministère de l'intérieur. ● **LE PRÉFET** a, depuis sa sortie de prison, le 2 juillet 1999, plusieurs fois mis en cause l'entourage du premier minist-

tre. Il laisse entendre que Matignon se serait servi de l'affaire des paillotes pour changer de cap en Corse. ● **DANS UNE LETTRE** adressée au tribunal, le 13 novembre, M. Chevè-

ment avait annoncé qu'il se tenait « à la disposition de la justice », mais suggéré qu'il n'était « pas le seul ministre ou ancien ministre à pouvoir témoigner ».

M. Chevènement et des conseillers de M. Jospin témoins au procès des paillotes

L'ancien ministre de l'intérieur sera interrogé le 30 novembre devant le tribunal d' Ajaccio, ainsi qu' Alain Christnacht et Clotilde Valter, chargés du dossier corse à Matignon. Au premier jour de l'audience, lundi, le préfet Bernard Bonnet avait mis en cause le cabinet du premier ministre

AJACCIO

de notre envoyé spécial

Si Bernard Bonnet cherchait à faire de son procès un événement politique, c'est chose presque faite. A la



PROCÈS

demande du président du tribunal d' Ajaccio, Dominique Ferrière, deux conseillers du premier ministre – Alain Christnacht et Clotilde Valter, chargés du dossier Corse à Matignon depuis 1997 – ainsi que Jean-Pierre Chevènement, qui était ministre de l'intérieur au moment de l'affaire des paillotes, sont conviés à rallier l'île de Beauté le vendredi 30 novembre, pour être interrogés en qualité de témoins. A cette date, le tribunal devrait évoquer les liens hiérarchiques qui unissaient l'ancien préfet de Corse au cabinet du premier ministre et au ministère de l'intérieur.

Ces comparutions, décidées mardi 20 novembre, apparaissent quasi inévitables après que l'ancien préfet, reprenant d'anciennes attaques déjà formulées dans ses livres, eut publiquement mis en cause

M. Christnacht, conseiller du premier ministre pour les affaires intérieures, au premier jour de l'audience (Le Monde du 21 novembre). Accusant M. Christnacht d'avoir « financé le Rainbow Warrior » – c'est-à-dire le sabotage du navire de Greenpeace, coulé par des agents secrets français, en Nouvelle-Zélande, en juillet 1985 –, M. Bonnet avait lancé : « C'est lui qui gère les services secrets à Matignon », laissant ainsi planer le doute sur la nature de l'affaire des paillotes. Le dossier d'instruction a cependant circonscrit la prévention, après deux ans d'enquête, à l'action stricte personnelle, qualifiée de « dérive », de l'ancien préfet : « Un homme qui se voulait tout-puissant et infailible », selon l'accusation.

« Eu égard à l'évolution du système de défense [de M. Bonnet], je m'associe aux demandes de comparution qui ont été faites », a indiqué le procureur Patrick Mathé, qui n'estimait cependant pas nécessaire le témoignage d'Olivier Schrameck, directeur du cabinet de Lionel Jospin, également réclamé par la défense du préfet – et déjà entendu au cours de l'instruction. Les avocats de la partie civile, pour leur part, ont, eux aussi, réclamé la présence

des conseillers de Matignon, « pour faire la vérité sur la chaîne des responsabilités ».

Enfin sortie des multiples demandes de renvoi du procès et autres questions de procédure, l'audience s'est donc longuement attachée à

ministres ou membres de cabinet, à l'époque des faits, était requise par les différentes parties.

La plupart des intéressés avaient déjà fait savoir par écrit qu'ils n'entendaient pas déférer à la convocation des parties, sauf si le tribunal

Le tribunal veut le rapport disciplinaire des gendarmes

Le président du tribunal correctionnel d' Ajaccio, Dominique Ferrière, a indiqué avoir demandé – en vain – au ministre de la défense, Alain Richard, dans une lettre datée du 27 septembre, l'avis du conseil d'enquête de la gendarmerie, qui avait été chargé d'examiner les responsabilités, au plan disciplinaire, des gendarmes impliqués dans l'affaire des paillotes. « Je n'ai pas eu de réponse. Je sais que ce courrier a été reçu », a déclaré M. Ferrière, qui semblait déterminé, mardi, à obtenir ce document.

Évoquant un contact téléphonique, le juge a indiqué que l'avis avait été transmis à la présidence de la République. L'élusé devait être interrogé pour savoir s'il pouvait être communiqué au tribunal. « S'il faut écrire au président de la République, je le ferai », a indiqué M. Ferrière. « L'avis du conseil d'enquête est non motivé, mais les comptes rendus sont actés », a-t-il précisé.

réglé la question de la comparution de la cinquantaine de témoins cités tant par le procureur de la République que par la défense et les parties civiles. Outre celle de plusieurs militaires de gendarmerie de haut rang, la présence d'anciens

en décidait expressément autrement. C'était ainsi le cas du premier ministre, Lionel Jospin, du ministre de la défense, Alain Richard, du ministre de l'agriculture, Jean Glavany – qui présidait en 1998 la commission d'enquête parlementaire

sur la Corse –, de l'ancienne garde des sceaux, Elisabeth Guigou, du ministre chargé des relations avec le Parlement, Jean-Jack Queyranne, qui ont tous adressé la même lettre-type, a indiqué le président du tribunal. Et de Jean-Pierre Chevènement, candidat à l'élection présidentielle, finalement seul ancien membre du gouvernement invité à se déplacer.

Présentant le calendrier des débats, le président Ferrière a ensuite rassuré Bernard Bonnet, souvent trépanant sur son fauteuil et désireux de prendre une parole qui ne lui est pas donnée. Le magistrat a indiqué au préfet qu'il aurait tout loisir de s'exprimer lundi 26 novembre, devant être confronté à ses accusateurs directs, son ancien directeur de cabinet, Gérard Pardini, et le colonel Henri Mazères, qui commandait la légion de gendarmerie en Corse, et indirects, les cinq gendarmes du groupement de pelotons de sécurité (GPS) qui ont avoué leur participation – « sur ordre du préfet » disent-ils – à l'incendie volontaire de la paillote « Chez Francis », illégalement installée sur une plage près d' Ajaccio.

Entrant dans le vif du sujet, le tribunal a ensuite abordé la personna-

lité des prévenus, à commencer par celle du colonel Mazères. Ce fils de gendarme, « né en gendarmerie » selon lui, titulaire d'un diplôme d'ingénieur des télécoms, collectionnait les dithyrambes. Sa hiérarchie, avant l'affaire, louait ses « gigantesques qualités », son « sens de l'intérêt supérieur », son « dynamisme sans faille ». Le parcours de l'« officier brillant » devait mener tout droit, de l'avis de ses supérieurs, au grade de général.

« Un chef exigeant et perfectionniste », a estimé le préfet Didier Culti, ancien directeur général de la police nationale, qui fit sa connaissance en Seine-et-Marne. « Un chef rigoureux et humain, a témoigné le général de corps d'armée Jean-Claude Gilot. Un homme de réflexion et d'action. Pas une tête brûlée. » Qui mit pourtant le feu lui-même, de son propre aveu, à une paillote, le 7 mars 1999, et actionna le commando de cinq gendarmes qui en détruisit une autre, six semaines plus tard. Une question a été posée : « Que veut dire rigoureux pour un officier de gendarmerie ? » Réponse du général : « Il reçoit des directives, les exécute et rend compte. »

Jean-Michel Dumay

Une stratégie élaborée pour impliquer les collaborateurs du premier ministre

LE PRÉFET Bernard Bonnet ne s'est pas toujours donné autant de mal pour impliquer l'entourage du premier ministre. Au contraire. Il serait « indécent de prétendre faire une affaire d'Etat » de l'histoire des paillotes, avait-il écrit, le 7 mai 1999, du fond de la prison de la Santé, dans ce qui constituait sa première déclaration publique. « Elle [l'affaire] ne concerne ni de près ni de loin le gouvernement de la République. Les hommes d'Etat de tous bords l'ont bien mesuré, si les politiciens n'ont pas su résister à la médiocrité de s'en emparer. » Le procureur d' Ajaccio avait confirmé, deux jours plus tard, qu'« en l'état actuel des investigations, aucun élément ne permettait de remonter plus haut que le niveau local ».

C'est en sortant de prison, le 2 juillet 1999, que Bernard Bonnet a attaqué pour la première fois le gouvernement, et d'abord Elisabeth Guigou, alors ministre de la justice, qu'il accusait d'avoir « bafoué avec (...) impudence la présomption d'innocence ». Il est monté d'un cran en conseillant ensuite au juge d'instruction, dans un courrier daté du 5 juillet, d'interroger Alain Christnacht, conseiller du premier ministre pour les affaires intérieures, et sa collaboratrice à Matignon, Clotilde Valter, pour prouver que lui-

même n'avait aucune responsabilité personnelle dans l'incendie des paillotes.

Officiellement, le préfet Bonnet demandait uniquement la saisie des cahiers de M^{me} Valter, qui notait scrupuleusement tout ce qui se disait dans les réunions. Mais il suggérait du même coup que les conseillers du premier ministre étaient parfaitement et intégralement informés de ce qu'il faisait en Corse, et que sa chute pourrait être lourde de conséquences pour Matignon.

Convoquée le 9 juillet 1999, Clotilde Valter indiquait alors au juge d'instruction qu'elle ignorait tout de l'affaire des paillotes, en déplorant le caractère « évasif » des informations fournies par le préfet après l'incendie des restaurants. Alain Christnacht, entendu à son tour le 15 juillet, jugeait, lui, « hautement improbable » que le colonel Mazères ait décidé tout seul d'incendier les paillotes.

« VOLONTÉ DE NUIRE »

Puis Bernard Bonnet, qui avait demandé en vain à être confronté aux deux conseillers de Matignon, déclarait qu'Alain Christnacht lui avait demandé de « couvrir » Gérard Pardini, son incendiaire directeur de cabinet. Matignon répondit, par un bref communiqué, que « les imputations de M. Bonnet relèvent de l'affabulation et d'une volonté de nuire ».

A l'automne 1999, le préfet Bonnet, dans son premier livre, *Préfet en Corse* (éd. Michel Lafont) a popularisé cette nouvelle version : Alain Christnacht, familier des services de renseignement, lui aurait demandé de préserver Gérard Pardini, ancien de la DGSE, et Matignon se serait servi de l'affaire des paillotes pour changer de cap en Corse. Pour en avoir le cœur net, le juge d'instruction entendit Olivier Schrameck, directeur du cabinet du premier ministre, le 20 octobre 1999, puis son homologue au ministère de la défense, puis des membres du cabinet de Jean-Pierre Chevènement...

Rien n'a permis, pour les magistrats, d'étayer la thèse du préfet. Qui persistait pourtant, dans son second livre : « Oui, l'affaire des paillotes est un coup tordu. Où le cabinet de Lionel Jospin et une partie de la haute hiérarchie de la gendarmerie nationale sont impliqués (...). Oui, cette affaire, construite de toutes pièces, sert les intérêts du système politico-mafieux corse et ceux du gouvernement. »

Franck Johannès

Deux ans et demi d'affrontements au sein du gouvernement

MATIGNON contre l'Intérieur, l'Intérieur contre l'Intérieur... De la nomination du préfet Bernard Bonnet en Corse, le 11 février 1998, jusqu'à la démission de Jean-Pierre Chevènement, le 29 août 2000, les frictions entre le cabinet du Premier ministre et celui du Ministère de l'Intérieur ont été si vives qu'elles ont projeté sur le devant de la scène des hommes qui, d'ordinaire, sous la Ve République, restent dans l'ombre. La Corse en est responsable. Elle tient aussi, sans doute sans doute, une particularité propre au gouvernement pluriel de Lionel Jospin et à la personnalité du président du Mouvement des citoyens : alors que Matignon avait réussi à imposer au ministère de l'environnement, chez Dominique Voynet puis Yves Cochet, ou encore chez les ministres communistes, des directeurs de cabinet proches ou venus du PS, Jean-Pierre Chevènement a constitué seul son équipe.

Il s'était entouré d'hommes dévoués qui partageaient sa vision de la République ou, à tout le moins, sa conception classique de la haute fonction publique, et sur lesquels Matignon, et notamment Olivier Schrameck, le directeur du cabinet du Premier ministre, pestait d'avoir avisé si peu de prise.

Les premiers incidents surviennent avec l'accident opératoire de M. Chevènement, qui, le 2 septembre 1998, le plonge dans le coma et l'écarte jusqu'au mois de janvier 1999. Jean-Jack Queyranne assure l'intérim, sans jamais occuper le bureau du ministre. Jean-Marc Sauvè, le secrétaire général du gouvernement, souhaite « démissionner » l'ancien cabinet au *Journal officiel*, pour en nommer un nouveau. Charles Barbeau, le directeur du cabinet, s'y oppose : « Je suis directeur du cabinet de M. Chevènement, je ne suis pas celui de M. Queyranne ».

Dès cette période, M. Barbeau, archétype du haut fonctionnaire soucieux de s'effacer derrière son ministre, s'inquiète de « court-circuits » menaçants. Le cabinet de M. Jospin prend,

selon lui, des initiatives trop importantes. L'attitude de Philippe Barret, officieux « M. Corse », qui, en liaison avec Matignon, et notamment Clotilde Valter, conseiller de M. Jospin pour la police, plus disponible que son supérieur, Alain Christnacht, conseiller pour les affaires intérieures, le préoccupe. Ce dernier s'entretient « une fois par jour », selon le rapport de la Commission parlementaire du Sénat – avec le préfet Bonnet. Lors des réunions de cabinet, M. Barret apporte son soutien total à M. Bonnet, même lorsqu'il tient des propos hautement politiques, comme le soir des élections territoriales du 14 mars 1999, lorsqu'il conteste la poussée des nationalistes en expliquant que 84 % des Corses ont voté contre l'indépendance, appuyé par un communiqué du ministère de l'Intérieur.

M. Bonnet rencontre alors régulièrement Olivier Schrameck, en compagnie de M. Christnacht. « En moyenne tous les deux mois », explique M. Schrameck dans son livre, *Matignon rive gauche* (Seuil). « Au cabinet du ministre de l'Intérieur, le conseiller privilégié du préfet Bonnet était Philippe Barret », qui s'entretient avec lui « presque quotidiennement, une vingtaine de fois », lit-on dans le rapport de la Commission d'enquête du Sénat. M. Barret est destinataire de copies des notes de synthèse adressées par M. Bonnet – à la demande de Matignon – au procureur de Paris, Jean-Pierre Dintilhac. Il est aussi en contact étroit avec Ms Valter. Pas plus que les autres conseillers de l'intérieur ou de Matignon, ces deux confidents de M. Bonnet ne relaient les alertes lancées de toute part, par des membres du corps préfectoral corse ou des hauts fonctionnaires – en passant par Emile Zuccarelli, ministre de la fonction publique et ex- maire de Bastia, qui s'en ouvre à M. Schrameck. Personne, ni à Matignon, ni à l'Intérieur, ne réagit.

Après la mise en examen de M. Bonnet, le 5 mai 1999, une vive explication à lieu au minis-

tère de l'Intérieur. « C'est lui ou moi », dit M. Barbeau à M. Chevènement, en évoquant le cas de Philippe Barret. Le ministre choisit et M. Barret quitte la place Beauvau fin juillet. M. Barbeau, lui, fait valoir un peu plus tard ses droits à la retraite.

Les tensions recommencent moins d'un an plus tard. Le 6 septembre 1999, à Ajaccio, devant l'Assemblée territoriale, M. Jospin rend encore « hommage » au préfet Bonnet et au « courage dont il a fait preuve en acceptant la succession du préfet assassiné ». Mais il critique « la pratique », le « ton », le « style » du préfet. Les mots tournent dans la tête de M. Bonnet, qui ne les oublierait jamais et décide de poursuivre de sa vindicte, non le premier ministre, mais son cabinet. Le 6 février 1999, Lionel Jospin reçoit les élus de l'Assemblée de Corse dont les nationalistes à Matignon, pour un dialogue « sans tabou » et sans préalable. M. Chevènement a été mis devant le fait accompli.

Lorsque, le 2 avril 2000, M. Jospin offre aux élus corses de lui faire des « propositions », en se réunissant tous les lundis à Paris autour de Jean-Pierre Lacroix, nouveau préfet de Corse, Jean-Paul Proust, nouveau directeur du cabinet de M. Chevènement, et M. Christnacht, il croit tenir les affaires en main. Dans une note remise au premier ministre et annotée de sa main, le 8 juin, le ministre livre ses propositions pour la Corse « dans l'extrême limite de là où il peut aller ». C'est trop pour les élus, songent MM. Christnacht et Lacroix, qui rédigent leurs contre-propositions, soutenues par M. Schrameck. Jean-Paul Proust ne prend pas toute la mesure de ce qui se prépare. Son ministre découvre qu'on « transfère les pouvoirs législatifs » à l'Assemblée de Corse. Après la démission de M. Chevènement, il héritera d'un joli poste : la préfecture de police de Paris.

Ariane Chemin

L'ancien ministre de l'intérieur déplore être « le seul ministre » convoqué

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT, ancien ministre de l'intérieur et candidat à l'élection présidentielle a immédiatement réagi à sa convocation par le tribunal correctionnel d' Ajaccio. Son audition aura lieu le 30 novembre, lorsque sera évoqué le fonctionnement de la chaîne de commandement au sein de la pré-

fecture de Corse, au moment de l'incendie des paillotes, au printemps 1999. Les deux conseillers chargés de la Corse à Matignon, Clotilde Valter et Alain Christnacht, doivent être entendus le même jour.

Dans sa défense, le préfet Bonnet n'a jamais attaqué M. Chevènement mais a semblé chercher à préserver la neutralité bienveillante de l'ancien ministre de l'intérieur à son égard. Il a en revanche mis en cause les conseillers de Matignon, particulièrement M. Christnacht, en dénarrant les « barbouzeries

supérieures » en cours, à l'époque, selon lui, dans l'entourage de M. Jospin.

Pour sa part, M. Chevènement s'est fait discret. Dans une déclaration lapidaire à l'AFP, mardi soir, il a indiqué n'avoir « rien à retrancher aux dépositions faites en 1999 devant les deux commissions d'enquête parlementaire du Sénat et de l'Assemblée nationale ». Le 22 juin 1999, interrogé par le président (PS) de l'Assemblée nationale, Raymond Forni, sur l'éventuelle « dérive » du préfet, il avait déclaré que ce dernier « n'a pas avoué avoir donné cet ordre imbécile de brûler la paillote ». Il avait enchaîné : « C'était un homme courageux (...) un homme incontestablement travailleur qui s'était voué à sa tâche d'instauration de l'Etat de droit. » « Je ne sais pas comment il a pu se laisser emporter, peut-être par son élan » avait, enfin, ajouté

M. Chevènement. Puis, évoquant le « contexte », le « poids de la violence » et « la peur qui imprègne l'île » : « Peut-être qu'après 16 mois de fonction, la perception se brouille, c'est possible. Je peux l'expliquer de cette manière. »

M. Chevènement, qui avait refusé de répondre à une citation des avocats du préfet Bonnet, a encore fait observer qu'il avait, lui-même, par lettre datée du 13 novembre adressée au président du tribunal d' Ajaccio, informé « qu'il se tenait à la disposition de la justice pour contribuer, autant que possible, à la manifestation de la vérité ». Mais il a aussi fait valoir qu'il n'était pas « le seul ministre ou ancien ministre à pouvoir témoigner ». Le tribunal n'a, en effet, pas sollicité les quatre ministres, Alain Richard, Elisabeth Guigou, Jean Glavany et Jean-Jack Queyranne, qui, comme le directeur de cabinet de M. Jospin, Oli-

vier Schrameck, avaient tous été cités à comparaître par les avocats de M. Bonnet. Leur ligne de conduite, fixée par Matignon, était de ne répondre qu'à une convocation du tribunal.

L'absence de citation de M. Queyranne, ministre de l'intérieur par intérim entre septembre 1998 et janvier 1999 – soit dans la période précédant immédiatement l'incendie des paillotes – fait grimacer l'entourage de M. Chevènement. « On a au moins appris une chose aujourd'hui, ironisait-on, mardi soir, dans l'entourage du candidat à la présidentielle. Jean-Jack Queyranne n'a jamais été ministre de l'intérieur. » M. Forni a, lui, fustigé les « égarements » du préfet Bonnet et estimé que son cas « relevait davantage de la psychiatrie que de la justice ».

Christine Garin

MÉDAILLE D'OR 2000
CONCOURS NF AMEUBLEMENT
DETAILLANT - GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

RECOMMANDÉ PAR PARIS PAS CHER

MATELAS • SOMMIERS
Vente par téléphone possible
fixes ou relevables - toutes dimensions.
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI
SIMMONS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...
Garantie 5 et 10 ans

Canapés - Salons - Clic-Clac...
CUIRS - TISSUS - ALCANTARA
Steiner - Coulon - Diva - Burnas - Divier etc...
5500 m2 d'exposition
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

MOBECO
♦ 239 à 247, rue de Belleville
Paris 19ème - M° Télégraphe
♦ 50, avenue d'Italie
Paris 13ème - M° Place d'Italie
01.42.08.71.00 - 7 i / 7

M. Chirac exalte l'« espace privilégié de la nation » pour contrer le succès de M. Chevènement à droite

Le président, favorable à l'Europe et à la décentralisation, hésite à venir sur le terrain souverainiste

En ouvrant, mardi 20 novembre, le 84^e congrès de l'Association des maires de France, Jacques Chirac a fait un vibrant plaidoyer pour la nation,

« espace historique, politique, spirituel ». En revanche, le chef de l'Etat a renoncé à prononcer, comme il en avait d'abord l'intention, un dis-

cours sur la décentralisation. Ce changement de pied répond à l'inquiétude provoquée à droite par la percée de M. Chevènement.

IL Y A encore quelques semaines, Jacques Chirac envisageait de tenir un de ces grands discours en faveur de la décentralisation qu'il déclina depuis 1998 : droit à l'expérimentation, intercommunalité, responsabilité des maires. Un œil sur ces sondages qui signalent tous l'évidente percée de Jean-Pierre Chevènement l'a convaincu de revoir ses projets. Invité, mardi 20 novembre, à ouvrir le 84^e congrès de l'Association des maires de France (AMF), le président de la République a donc truffé son plaidoyer de ces mots-clés qui paraissent avoir tant de succès : la « Nation », la « République », la « cohésion nationale ».

Revenant tout d'abord sur les attentats du 11 septembre, le chef de l'Etat a souligné combien, « dans les années à venir, la mission fondamentale de ceux qui croient en la démocratie et qui portent son étendard va être de défendre nos valeurs, de conforter leur exemplarité, de les faire vivre ». Or, estime-t-il, ces principes essentiels « doivent d'abord retrouver tout leur sens et toute leur force dans l'espace privilégié de la nation ». Usant à six reprises des termes de « cohésion » et « cohésion nationale » et prononçant sept fois le mot de « nation », M. Chirac a notamment expliqué qu'« entre le

champ de la mondialisation ou de la construction européenne et l'appartenance de chacun à telle communauté, qu'il s'agisse d'un terroir, d'une religion ou d'une origine, il y a en effet un espace historique, politique, spirituel : celui de l'Etat et de la nation, l'horizon de la France ».

Le programme du chef de l'Etat sera publié au début de 2002

Ce sont les éditions Odile Jacob qui ont raflé la mise. « Réputée pour verser des à-valoir deux fois supérieurs à ses concurrents », assure le site Internet de l'Expansion, qui a publié l'information, mardi 20 novembre, la maison d'édition vient de signer un contrat avec Jacques Chirac pour la publication de son programme de campagne, qui paraîtra au début 2002. En 1995, M. Chirac avait publié *La France pour tous*, (éditions NIL), qui était devenu l'un des best-sellers de la campagne. Les éditions Odile Jacob ont, pour leur part, publié Jacques Delors, en 1992, et François Mitterrand, en 1994.

« C'est au sein de la nation que doivent se renforcer notre cohésion et l'union de notre peuple », a-t-il ajouté, rejetant tout « particularisme », « féodalité » et autre « communautarisme ».

« CEINTS DE VOTRE ÉCHARPE »

S'adressant tout particulièrement aux 6 500 maires présents au congrès de l'AMF, M. Chirac s'est aussi pris à exalter quelques symboles de la patrie et de la République. « Ceints de votre écharpe tricolore, a lancé le chef de l'Etat, quand retentit notre hymne national, quand vous célébrez le souvenir des Français morts pour la patrie, quand vous présidez les cérémonies du 14-Juillet, quand vous avez la joie de marier nos concitoyens et chaque fois que vous devez prendre des décisions pour la sécurité et la tranquillité publiques, vous dites la souveraineté et l'unité du peuple français, de manière concrète, réelle, vivante et symbolique. » Jean-Pierre Chevènement aurait-il prononcé un discours plus vibrant ?

Depuis quelques semaines, en tout cas, plusieurs conseillers de M. Chirac l'engagent à ne pas laisser l'ancien ministre de l'intérieur venir labourer les terres de la droite. Déjà, plusieurs barons du RPR

ont pris les devants. Nicolas Sarkozy plaide pour faire monter au créneau l'ancien anti-Maastrichien Philippe Séguin. Les sénateurs RPR ont convaincu l'Elysée de la nécessité de mener un baroud d'honneur contre le processus de Matignon sur la Corse. Les bureaux politiques du RPR ont été ces derniers mois le lieu d'intenses débats sur la sécurité. Mais le président, qui s'enorgueillit d'avoir fait progresser la construction européenne et voudrait faire de la décentralisation la grande ambition d'un éventuel second mandat, rechigne à venir sur le terrain souverainiste et jacobin qui fait une partie du succès de M. Chevènement.

Les sondeurs qui travaillent pour l'Elysée ont pourtant noté à l'intention du président que « pour l'instant, il n'y a pas d'enthousiasme pour le duel attendu Chirac-Jospin ». Etudes qualitatives en main, ils ont montré au président combien la personnalité épique du fondateur du MDC et les mots qu'il emploie séduisent même un électeur UDF pourtant réputé à l'opposé de l'ancien ministre. C'est sur ce champ symbolique que M. Chirac a, mardi, tenté de pénétrer.

Raphaëlle Bacqué

Les députés socialistes réclament à leur tour une modification de la « loi Guigou »

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a décidé de reprendre en main la loi sur la présomption d'innocence. Face aux critiques des policiers, qui accusent la loi de désarmer les forces de l'ordre au profit des délinquants, les députés socialistes vont engager une évaluation de l'application du texte, entré en vigueur le 1^{er} janvier. Déjà annoncée aux syndicats de policiers, lundi 19 novembre, par le ministre de l'intérieur, Daniel Vaillant, le principe de cette évaluation a été définitivement arrêté, mardi 20 novembre, en concertation avec Lionel Jospin. D'essence parlementaire, les modalités de cette évaluation n'étaient pas encore fixées, mercredi 21 novembre au matin. Elle pourrait être conduite par une mission d'information créée par l'Assemblée ou bien être confiée par le premier ministre au président de la commission des lois, Bernard Roman (PS, Nord).

Les critiques récurrentes des policiers ont donc eu raison des réticences de la majorité à remettre la loi en chantier. A l'origine consensuelle, la loi sur la présomption d'innocence a peu à peu cristallisé tous les mécontentements. Le texte, dit « loi Guigou », a réformé en profondeur de larges aspects de la procédure pénale : il a modifié les conditions des gardes à vue, enlevé au juge d'instruction le pouvoir de placer les mis en examen en détention provisoire et créé un appel des déci-

sions des cours d'assises. Effets recherchés de la loi, le nombre de garde à vue a baissé de 9 % par rapport à 2000, tandis que le nombre de placement en détention provisoire a chuté de 23 %.

Depuis son entrée en vigueur, la loi est pourtant l'objet de vives critiques des policiers, qui l'ont qualifiée de « loi pour les voyous ». Leurs syndicats l'ont ainsi accusée – à tort – d'être à l'origine de la remise en liberté du truand Jean-Claude Bonnal, en décembre 2000, lequel est soupçonné d'être l'auteur du meurtre de plusieurs policiers. Dans la foulée, l'opposition avait réclamé, le 22 octobre, l'abrogation de la loi, bien qu'elle en ait approuvé le principe lors de son élaboration, en 2000.

CORRECTION DES « DYSFONCTIONNEMENTS »

Moins d'un mois après, et alors que les discussions entre les syndicats de policiers et le gouvernement piétinent, la majorité a décidé de lâcher du lest. Raymond Forni, président de l'Assemblée nationale, Vincent Peillon, porte-parole du Parti socialiste et Jean-Marc Ayrault, président du groupe PS à l'Assemblée nationale, se sont ainsi succédé, mardi 20 novembre, pour demander un « bilan » de l'application de la loi, préalable à une correction de ses « dysfonctionnements ». Malgré de premières réticences, l'ancienne ministre de la justice, Elisabeth Guigou, s'est elle aussi ralliée à

une telle évaluation, en expliquant que « si on peut simplifier par exemple des procédures administratives, qui sont peut-être inutilement compliquées, alors pourquoi pas ». L'entourage de l'actuelle garde des sceaux, Marylise Lebranchu, affirme que la ministre « n'est pas opposée au principe d'une évaluation parlementaire qui concernera ainsi les secteurs de la police, de la justice et de la gendarmerie ».

Les parlementaires se défendent de vouloir remettre en cause le principe de la loi. « Il ne s'agit pas de refondre la loi, mais de regarder à partir de faits concrets ce qui peut poser problème », explique ainsi Jean-Marc Ayrault. « Il y a des dysfonctionnements, liés à des lourdeurs de la procédure, qui peuvent décourager les policiers et les magistrats, et qui peuvent être interprétés abusivement par les délinquants. » Les parlementaires pensent notamment au droit au silence, désormais rappelé systématiquement aux personnes mises en garde à vue, ou bien à l'enregistrement audiovisuel des gardes à vue des majeurs, dont l'entrée en vigueur est prévue pour juin 2002. L'évaluation devrait prendre quelques semaines afin que des modifications puissent être décidées avant les élections présidentielle et législatives.

Cécile Prieur

101 députés veulent relancer la réforme des tribunaux de commerce

Les rapporteurs des projets de loi devaient rencontrer, mercredi, le directeur du cabinet de Lionel Jospin

UN CANDIDAT à l'élection présidentielle, Noël Mamère (Verts), et cinq anciens ministres, dont Dominique Strauss-Kahn : au total, 101 députés soutiennent la pétition d'Arnaud Montebourg (PS, Saône-et-Loire) visant à réinscrire à l'ordre du jour du Parlement les trois projets de loi sur la réforme des tribunaux de commerce (*Le Monde* du 26 octobre), adoptés en première lecture, à l'Assemblée nationale, le 28 mars.

Mercredi 21 novembre, vers 18 heures, les trois rapporteurs socialistes de ces textes, François Colcombet (Allier), Jean Codognès (Pyrénées-Orientales) et M. Montebourg devaient rencontrer le directeur de cabinet de Lionel Jospin, Oli-

vier Schrameck. « *Le rendez-vous ne préjuge de rien* », dit-on à Matignon, même si le député appartient depuis peu au groupe de parlementaires chargés de riposter à la droite (*Le Monde* du 15 novembre). Mais, à six mois de la présidentielle, M. Montebourg veut croire que son slogan « Cent députés, c'est 10 millions d'électeurs » – puisqu'un député représente en moyenne 108 000 habitants – va faire mouche.

Les socialistes représentent les trois quarts des signataires (78 PS et 2 apparentés). Une quinzaine d'entre eux, comme Jean-Pierre Blazy (Val-d'Oise), Monique Collange (Tarn) ou René Mangin (Meurthe-et-Moselle), avaient soutenu, au

printemps, la proposition de résolution visant à poursuivre Jacques Chirac devant la Haute Cour de justice. Autour de ce premier cercle, Christian Bataille (Nord), la vice-présidente de l'Assemblée, Christine Lazerges (Hérault), le questeur Serge Janquin (Pas-de-Calais), le chef de file de la gauche socialiste, Julien Dray (Essonne), ou encore les anciens ministres Laurent Cathala (Val-de-Marne), Louis Mexandeau (Calvados), Kofi Yamgnane (Finistère) ont rallié la cause d'une réforme de la justice consulaire.

A cette liste, s'ajoutent neuf radicaux de gauche, dont Alain Tourret (Calvados), six communistes, comme Maxime Gremetz (Somme), cinq chevènementistes, dont Georges Sarre (Paris), et deux Verts : Marie-Hélène Aubert (Eure-et-Loir) et M. Mamère. Sans souscrire à la « pétition de la gauche », Christian Martin (UDF, Maine-et-Loire) a adressé une lettre à la garde des sceaux pour lui demander d'inscrire à l'ordre du jour, « au minimum », la réforme « très attendue » du statut des administrateurs judiciaires.

DISPARUE DE L'ORDRE DU JOUR

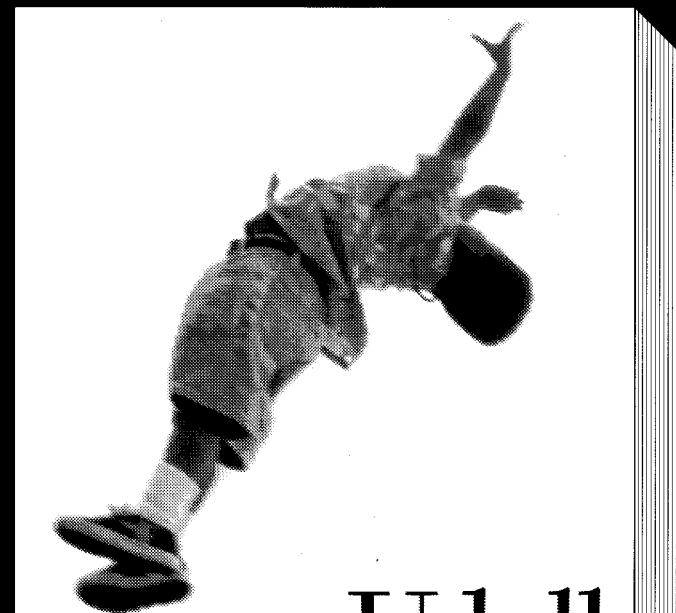
Les deux autres projets de loi prévoient, pour l'un, l'introduction de magistrats professionnels dans les tribunaux de commerce (échevinage) et, pour l'autre, le recrutement de conseillers de cour d'appel. En juillet 1998, la commission d'enquête parlementaire publiait un rapport

dénonçant différents types de corruption dans la justice consulaire. A l'époque, « DSK », ministre de l'économie, et Elisabeth Guigou ministre de la justice, saluaient le « travail considérable » des députés et annonçaient « un projet de réforme ambitieux ». Ce texte finit par être adopté en conseil des ministres, en juillet 2000. Son examen à l'Assemblée fut reporté au lendemain des municipales de mars 2001. Depuis son adoption en première lecture, plus rien : en octobre, la réforme avait disparu de l'ordre du jour du Parlement.

Ses partisans continuent de mener campagne : dans une « lettre ouverte » au premier ministre, l'explicite Antoine Gaudino, auteur de *La Mafia des tribunaux de commerce* (Albin Michel, 1998) écrit : « La droite ne réalisera jamais cette réforme (...). Renoncer, c'est être lâche ou complice. » La Confédération nationale des entreprises à taille humaine, qui assiste les petits commerçants en difficulté, a déjà rencontré des candidats à la présidentielle : Jean-Pierre Chevènement (MDC), Alain Madelin (DL) et Noël Mamère. Tous se disent « très convaincus », mais ajoutent que ce n'est pas un dossier « grand public ». En clair, qui rapporte peu de voix. « Tu peux faire état de mon soutien si tu trouves cela utile », a écrit DSK à M. Montebourg. Il en aura sans doute besoin.

Clarisse Fabre

UN NOUVEAU CLASSIQUE DE LA LITTÉRATURE AMÉRICAINE



Brady Udall Le destin miraculeux d'Edgar Mint

roman

Albin Michel

«Un premier roman miraculeux.»

TÉLÉRAMA

«Brady Udall est une révélation comme les décennies littéraires en comptent peu.

Le John Irving des années 2000.»

LA VIE

«Il y a du Dickens dans les pages de cet éclatant premier roman gorgé d'humour et de tendresse, qui se dévore littéralement.»

LIVRES HEBDO

«Quelle imagination !
Quel sens de la narration !
Quel bonheur de lecture !
545 pages de pur plaisir.
Lisez Brady Udall !»

LE FIGARO

ALBIN MICHEL

D'après vous,
quel est le rapport entre
un rouge à lèvres
& une arme à feu ?



Le Conseil d'orientation des retraites pousse à engager des réformes de grande ampleur

L'organisme mis en place par Lionel Jospin remettra son rapport au premier ministre le 6 décembre

Le Conseil d'orientation des retraites (COR) met la dernière main au rapport qu'il rendra à Lionel Jospin le 6 décembre. Les pistes de réforme qu'il

énumère seront au cœur de la campagne présidentielle à venir. Le COR propose notamment l'alignement de la durée de cotisation des fonc-

tionnaires sur celle du privé. Il suggère de réserver les départs anticipés « au vu de l'état de santé de l'assuré » et non en fonction du métier.

LA MISSION du Conseil d'orientation des retraites (COR), installé par Lionel Jospin en mai 2000, arrive à son terme ; du moins, celle qui consiste, pour ce Conseil composé de syndicalistes, d'experts et de parlementaires, à « éclairer » le gouvernement, à travers un nouveau rapport, sur la réforme des retraites. Une dernière réunion devait avoir lieu mercredi 21 novembre avant la remise du document au premier ministre, prévue le 6 décembre, à l'issue d'une ultime séance en présence de la ministre de l'emploi et de la solidarité, Elisabeth Guigou. A partir de là, la « première réforme de la prochaine législature », selon l'expression de M^{me} Guigou, entrera de plain-pied dans la campagne pour l'élection présidentielle. « En tout cas, nous, on y veillera », souligne Jean-Marie Toulisse, secrétaire confédéral de la CFDT.

REDÉPLOIEMENT DES RESSOURCES

Après onze séances plénières, les travaux du COR se sont en effet accélérés, et pas moins de sept rencontres, consacrées à la rédaction du rapport, se sont succédé depuis le 4 septembre. Dans la version, encore provisoire, qui devait être examinée mercredi, le COR, présidé par Yannick Moreau, énumère déjà des pistes de réforme, sur la base de constats sévères. Ainsi, les besoins de financement, dans l'« hypothèse de retour au plein-emploi en 2010 » dessinée par M. Jospin, avec un taux de chômage de 4,5 %, sont estimés entre 4 et 6,5 points de PIB. Les variables d'ajustement examinées, telles que la croissance, le taux de fécondité, l'immigration, la productivi-

té, ne changent pas sensiblement les choses pour le COR. Pas même la remontée de l'âge moyen de cessation d'activité, qui se situe, en France, à 58 ans, du fait de l'utilisation importante des préretraites.

En décalant d'un an l'âge moyen de liquidation des pensions, le rapport entre actifs et retraités reste défavorable. « Le décalage nécessaire à l'équilibre (...) serait de six ans dans une hypothèse de la législation actuelle » et de « neuf ans »

Le gouvernement veut alléger les mécanismes de sanctions des médecins libéraux

A la veille de la reprise de la discussion en deuxième lecture à l'Assemblée nationale, mercredi 21 novembre, du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2002, le gouvernement a déposé un amendement qui vise à réformer le système de régulation des soins. Selon cette proposition, un accord-cadre serait conclu avec les praticiens libéraux, puis un second accord porterait sur les engagements collectifs et individuels. Des contrats individuels, dans lesquels les médecins s'engageraient sur de bonnes pratiques, seraient assortis d'un bonus sous forme de rémunération forfaitaire. Les sanctions en cas de dépassement des objectifs de dépenses (« lettres-clés flottantes ») ne seraient maintenues que « pour les professions qui ne concluent pas de convention » avec la Caisse nationale d'assurance-maladie.

d'ici à 2040... Le redéploiement des ressources – les excédents de l'assurance-chômage, de la branche famille ou le prolongement, au-delà de 2014, de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS) – a également été envisagé. La hausse des cotisations, elle, paraît exclue. A législation inchangée d'ici à 2040, il faudrait augmenter, pour les seuls salariés du privé, les cotisations de 4 points en 2020 et de 9,2 points en 2040, ce qui porterait à près de

30 % le taux de cotisation en 2020 et à 34,9 % vingt ans plus tard ! Le rapport « estime qu'un recours plus ou moins grand à [un] ensemble de mesures (...) sera nécessaire et qu'il est important que l'opinion le comprenne aussi rapidement que possible ».

ALIGNEMENT PUBLIC-PRIVÉ

Progressivement, le COR en vient donc aux solutions plus lourdes. L'alignement de la durée de

pour les salariés ayant déjà acquis 40 ans de cotisations, chère à la CFDT, ne semble guère enchanter le COR, du fait de son coût « élevé ». « Un droit au départ précoce ne saurait constituer la seule réponse donnée aux travailleurs soumis à de fortes contraintes ». D'ailleurs, s'agissant de ceux qui bénéficient de régimes spéciaux, le COR affiche sa préférence pour un départ à la retraite anticipée « au vu de l'état de santé de l'assuré ». En soulignant l'inégalité de traitement, peu compatible avec le droit européen, entre infirmières du public et du privé, le conseil plaide « pour une approche dans laquelle on tient davantage compte du poste effectivement occupé que du secteur d'activité ou du métier ».

Face à ces contraintes, le COR pose le problème de la dégradation du taux de remplacement (le ratio de la pension par rapport au revenu d'activité). Selon ses calculs, ce taux, estimé aujourd'hui à 78 %, tous régimes confondus, passerait à 64 % en 2040... Pour le maintenir, il faudrait un financement supplémentaire équivalant à 15 points de cotisations. Il est donc proposé de mieux prendre en compte les situations individuelles et, notamment, les périodes de chômage ou de formation. Enfin, le COR s'engage en faveur d'une revalorisation des retraites.

Pour Jean-Christophe Le Dui-gou, responsable de ce dossier à la CGT, rejoint par Jean-Louis Deroussen (CFTC), le COR n'est « en rien un lieu de négociations ». C'est avec le gouvernement qu'elles doivent s'engager.

Isabelle Mandraud

Le gouvernement entrevoit une sortie de conflit pour les intermittents du spectacle

Une proposition de loi sera débattue le 12 décembre

LA MINISTRE de la culture et de la communication, Catherine Tasca, est sur tous les fronts sociaux : elle se heurte depuis le 8 octobre à des grèves sporadiques des personnels de la culture réclamant une renégociation des modalités d'application des 35 heures ; elle doit aussi faire face à la fronde des intermittents du spectacle. De ce côté, elle devrait cependant trouver une issue positive – provisoirement du moins.

L'Assemblée nationale doit examiner, le 12 décembre, une proposition de loi sur le régime spécifique d'assurance-chômage des professionnels du spectacle. Déposée le 19 novembre par le groupe socialiste, elle prévoit de « proroger, à titre conservatoire, le régime actuel » dont ils bénéficient. Les députés communistes ont à leur tour déposé, mardi 20, une proposition de loi pour la « pérennisation » du régime des intermittents. Ceux-ci se trouvent en effet dans une situation de vide juridique : même s'ils continuent de percevoir leurs allocations de chômage, les annexes VIII et X de l'ancienne convention Unedic les protégeant n'ont plus d'existence légale puisqu'elles n'ont pas été reconduites par le patronat et les syndicats dans la nouvelle convention entrée en vigueur le 1^{er} juillet.

Redoutant que le Medef ne profite de cette occasion pour remettre en question leur statut, les intermittents se sont mobilisés, ces dernières semaines, pour alerter le gouvernement. En vain jusqu'au 15 novembre, quand ils ont manifesté, à Paris et en province, à l'appel de la CGT-spectacle, largement majoritaire dans la profession. Ce jour-là, une

délégation a été reçue à Matignon et les conseillers de Lionel Jospin lui ont assuré, selon la CGT, que « le principe d'une mesure législative permettant de combler le vide juridique était acquis ». Quatre jours plus tard, le groupe PS déposait sa proposition de loi et, le soir même, dans un communiqué commun, Elisabeth Guigou et M^{me} Tasca souhaitaient son examen rapide.

La CGT-spectacle « se félicite de l'arbitrage du premier ministre » et juge qu'il a pris « une mesure courageuse ». « Pour nous, cette initiative est une avancée très importante, relève son secrétaire général, Jean Voirin. D'autant que c'est une première dans l'histoire de l'assurance-chômage ». L'Unedic est, en effet, un régime conventionnel créé et géré par les partenaires sociaux dans lequel l'Etat intervient assez peu. Le groupe socialiste a appelé le patronat et les représentants des intermittents du spectacle à ouvrir des négociations « afin d'assurer la pérennité de ce régime spécifique ».

L'ouverture de telles discussions est loin d'être acquise. La Fédération des entreprises du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma (Fesac), qui regroupe l'essentiel des employeurs du secteur, a bien négocié et signé, en juin 2000, avec la CGT, la CFDT et la CGC, un accord sur une proposition de réforme. Mais le Medef s'est refusé à la prendre comme base de discussion, estimant qu'elle ne ferait qu'aggraver le déficit du régime des intermittents. Denis Kessler, le vice-président de l'organisation patronale, en juge déjà le coût « totalement exorbitant ».

Laetitia Van Eeckhout

Les dépenses de consommation ont reculé de 0,4 % en octobre

LES DÉPENSES de consommation en produits manufacturés ont baissé de 0,4 % en octobre, après avoir reculé de 0,1 % en septembre, selon les chiffres publiés par l'Insee mercredi 21 novembre. En un an, elles ont progressé de 3 %. Les achats de biens durables (automobiles, équipement du logement...) sont les seuls à avoir augmenté en octobre (+1,7 %) mais ils avaient reculé en août et en septembre. Tous les autres postes de dépenses, au premier rang desquelles les achats de textile-cuir (- 3,3 %), reculent.

Pierre Poujade apporte son soutien à la candidature de M. Chevènement

PIERRE POUJADE a décidé de se « ranger » derrière le député et maire de Belfort. Jean-Pierre Chevènement « pourrait être digne de la fonction présidentielle », a déclaré, dans *Libération* du 20 novembre, le président fondateur de l'Union de défense des commerçants et artisans, ajoutant : « Il n'est ni pourri ni utopiste. » M. Chevènement voit dans ce soutien « un signe des astres », rappelant en plaisantant que M. Poujade « soutient toujours les candidats qui vont être élus ».

L'ancien ministre gaulliste de gauche Jean Charbonnel, maire de Brive-la-Gaillarde (Corrèze) de 1962 à 1995, a également annoncé, lundi 19 novembre, sur France 3 Limoges, qu'il avait l'intention « d'aider, dans la mesure de [ses] moyens » M. Chevènement, qui, dit-il, « se situe dans le droit fil de ce qu'a été le gaullisme ».

M. Jospin entendu par le juge chargé de l'affaire Destrade

LIONEL JOSPIN a été interrogé, lundi 19 novembre, à son domicile parisien, par le juge d'instruction Thierry Pons. Le premier ministre a été entendu en qualité de témoin dans l'affaire des malversations attribuées à l'ancien député socialiste Jean-Pierre Destrade et du financement occulte du PS par les groupes de grande distribution entre 1988 et 1992. L'Hôtel Matignon, qui a annoncé cette audition mardi, s'est refusé à dévoiler le contenu de cette audition. Par ailleurs, Pierre Moscovici, ministre délégué aux affaires européennes, a été entendu, mardi 20 novembre, en tant qu'ancien trésorier du PS.

DÉPÊCHES

■ **JUSTICE** : les avocats d'une association de défense des contribuables de Haute-Garonne ont cité, mardi 20 novembre, Lionel Jospin à comparaître comme témoin, le 13 décembre, devant le tribunal correctionnel de Toulouse, dans le cadre d'une affaire dans laquelle pèsent des soupçons d'emplois fictifs. « Le premier ministre sera représenté à l'audience du tribunal qui statuera sur cette citation », a indiqué l'Hôtel Matignon. L'association avait déjà déposé une plainte au printemps, mais le parquet de Toulouse n'y avait pas donné suite (*Le Monde* du 25 avril).

■ **BUDGET** : les députés ont adopté en première lecture, mardi 20 novembre, l'ensemble du projet de budget 2002, par 297 voix contre 245 et 9 abstentions. A l'exception du MDC, qui s'est abstenu, toutes les composantes de la gauche, dont le PCF, ont appelé à voter pour. Le déficit budgétaire s'établit à 30,438 milliards d'euros (199,66 milliards de francs) à l'issue de la première lecture de ce dernier budget de la législature, qui est aussi le premier en euros.



France Inter **24h** en région
Provence-Alpes-Côte d'Azur

Vendredi 23 novembre, l'Hôtel de Région vous ouvre ses portes venez écouter les émissions en direct.
Hôtel de Région - 27, place Jules-Guesde - 13002 Marseille
Renseignements et inscriptions : 04 91 57 52 90 ou www.cr-paca.fr
(dans la limite des places disponibles).

France inter
www.franceinter.com

Provence-Alpes-Côte d'Azur, notre région



Cet été, les pluies n'avaient pas encore dévasté Alger. Au contraire, c'était la sécheresse ; mais, déjà, les maisons mal finies, l'absence d'Etat, la corruption ordinaire et la confusion d'un pays où, après tant de massacres, nul ne sait plus où trouver des responsables. L'écrivain François Maspero a passé le mois d'août au sein d'une famille amie, dans une petite ville de la côte algéroise. Après le 11 septembre, il les a rappelés. Il raconte pour « Le Monde », « son » Algérie

Deux ou trois choses que j'ai vues de l'Algérie

MON hôtesse se lève au chant du muezzin, passé 4 heures du matin, quand toute la maisonnée dort encore. Elle prépare la pâte, allume le four en tôle de la cour et fait cuire une centaine de pains ronds. Tout au long de la matinée, on viendra frapper à la porte de fer menant à la rue pour en prendre livraison dans les sacs en plastique noir, les seuls en usage dans les magasins algériens. Les pains sont destinés aux fast-foods d'Oued-Baïra.

Mériem a soixante et un ans. Elle est la sœur aînée de mon ami Bachir, qui m'a invité à passer le mois d'août en famille. Il fallait, pour cela, que règne entre nous la confiance d'une forte amitié. Recevoir un étranger inconnu, un Français ? Quand Bachir a posé la question à sa sœur, elle a répondu avec cette fermeté douce que lui est sa nature profonde : « *Je sais que tu ne m'amènerais pas n'importe qui.* » Je sais, moi, ce que représente pour Bachir le geste de m'inviter chez lui, chez ses proches et dans son peuple. Bachir enseigne en France. Il a quitté l'Algérie il y a dix ans, après avoir vécu la trahison de tant d'espoirs et de luttes contre la toute-puissance du FLN, parti unique, et des militaires, suivi des années de terreur aveugle où nombre de ses meilleurs camarades ont été assassinés. Bachir sait, lui, ce qu'est pour moi l'Algérie. Je l'ai connue adolescent, avant l'indépendance, quand rien ne pouvait me laisser deviner qu'elle marquerait ma vie.

J'ai connu, durant la guerre coloniale, des Algériens en France : nous les appelions frères. Ils voulaient effectivement une Algérie fraternelle, celle de la Charte de la Soummam, élaborée en 1956 par les chefs historiques, aujourd'hui presque tous disparus : socialiste et laïque, laissant leur place à toutes les composantes de la société vivant sur sa terre. Je n'ai pas été de ceux à qui le départ des Algériens français, des Algériens juifs, n'a inspiré qu'indifférence. Plus tard, j'ai continué de connaître l'Algérie par des êtres de culture et de conscience. Taos Amrouche et sa mère Fadma, chantes de la mémoire de leur peuple, Mostefa Lacheraf et Mohammed Sahli, historiens exigeants, Mouloud Mammeri, érudit discret et militant, Kateb Yacine, porteur du nif (l'honneur) berbère au point de s'en laisser mourir. Bachir sait aussi qu'il m'arrive parfois d'écrire dans un journal, sans être pour autant journaliste, sans autre obligation que celle qui me pousse à parler des gens et des lieux que j'ai aimés.

Bachir et Mériem appartiennent à une famille de neuf enfants. Mériem elle-même en a huit. Frère et belle-sœur, sœurs et beaux-frères, enfants, petits-enfants, cousins et cousines, neveux et nièces, l'été, plus que jamais, la maison déborde. Elle

se trouve au centre d'Oued-Baïra (par respect pour la vie privée de ceux qui m'ont accueilli, j'ai changé le nom de la ville, qui pourrait être n'importe laquelle de celles qui se succèdent sur la côte algéroise, de Tipaza à Boumerdès), qui, avec ses quarante mille habitants, face à la mer et tournant le dos à la plaine de la Mitidja, garde des vestiges de ce qui fut une petite agglomération de colons et une station balnéaire accueillante. En août, en contrebas d'une pente abrupte recouverte de déchets déversés au fil des ans, on ne voit plus le sable de la plage tant sont serrés les parasols et les corps des amateurs de bains de soleil. Cris et rires se mêlent à la cacophonie des musiques. Tard la nuit, des enfants y jouent encore.

Le bruit ne cesse jamais à Oued-Baïra, sur fond de grondement de camions et de voitures qui forment une file continue dans la rue principale. Musique dans les cafés, musique partout. Plusieurs fois par jour, la sono d'une voiture annonce le passage d'un cortège nuptial fleuri, scandé de cris joyeux, d'appels d'avertisseurs et de youyous. Il y a affluence sur les trottoirs ombragés de ficus, devant les marchands de fringues, de fruits ou de poisson, dans les boutiques de « taxiphones » et le cyber-café. Des brochettes rôtissent, des jeunes gens veillent sur un étal de

comme en signe de bienvenue.

La maison de Mériem est vétuste. Un couloir, deux pièces, dont l'une sert de salle commune ; l'autre m'a été attribuée d'autorité, parce que rien n'est assez beau pour recevoir l'invité que toute la famille appelle ammou, diminutif affectueux d'oncle paternel. Cette maison est coincée entre d'autres, qui cimentent sa cour où s'enchevêtrent figuier, rosiers odorants, cactus, géraniums, dahlias, jasmin, basilic, menthe, et deux bananiers dont les fruits fondent dans la bouche avec un goût sauvage. Jadis, la cour était plus grande. Mais une partie est occupée par la nouvelle maison en construction.

Commencée il y a dix ans, déjà deux étages s'élevaient. Il y en aura un troisième. Plusieurs enfants de Mériem s'y installeront en famille. Pour le moment, les briques n'ont pas été crépies, mais les fenêtres du rez-de-chaussée sont posées, ce qui permet d'y dormir à plusieurs sur des matelas à même le ciment. Qui sait quand elle sera terminée ? Les deux fils présents y travaillent. Sans emploi, ils ont le temps. Encore faut-il avoir l'argent pour acheter les matériaux : sac de ciment après sac de ciment, et tout à l'avenant. Et aussi les trouver : ce n'est possible qu'au marché parallèle. Ou par relations, parce qu'en Algérie on n'a rien sans relations.

Partout, la jeunesse du pays semble s'être fixé rendez-vous dans la rue pour y bavarder au soleil. Ce n'est pas par goût du farniente. Il n'y a pas de travail pour la jeunesse du pays

cartouches de cigarettes de contrebande. Des barbus en djellaba conversent à deux pas de la boutique de « Vins & Spiritueux ». Sous les palmiers filiformes du square poussiéreux, des hommes jouent à la pétanque. Des femmes vêtues de robes légères passent en compagnie d'autres qui portent le hidjeb. Près de la place des Martyrs, les minibus attendent les voyageurs, et leurs contrôleurs crient la destination. Partout, la jeunesse du pays semble s'être fixé rendez-vous dans la rue pour y bavarder au soleil. Ce n'est pas par goût du farniente. Il n'y a pas de travail pour la jeunesse du pays.

Je ne vois jamais d'étranger dans les rues d'Oued-Baïra. D'ailleurs, quand je vais à Alger, je n'en vois pas davantage. Au début, je m'étonnais de ne jamais attirer le regard. Je sais maintenant que ce n'est que de la discrétion. Car je ne crois pas, quoi que prétendent certains amis, que l'on puisse me prendre pour quelqu'un du cru, même si à plusieurs reprises on m'a traité respectueusement de hadj. D'ailleurs on me parle en français. Au marché, lorsque le marchand de figues qui se penchait sur ses paniers m'a entendu dire quelques mots à Bachir, il s'est relevé et m'a offert un fruit,

dans la plaine, l'Algérie peut apparaître comme un grand chantier. Signe de prospérité ?

Pourtant, il y a le chômage qui atteint quelque 30 % de la population active, les salaires dérisoires, la grande pauvreté... Certes, il y a aussi les petits boulots parallèles, le trabendo – le trafic de tout ce qui ne se trouve pas sur le marché officiel –, toutes les combines pour obtenir quelques dinars. Mais ce n'est pas cela, la prospérité. C'est juste la survie. Pour ceux du moins qui n'ont pas, par leur statut social ou une proximité plus ou moins grande du pouvoir, la possibilité de vivre dans les beaux quartiers qui dominent Alger, voire au Club des Pins, zone refuge des dignitaires où il faut montrer patte blanche. Tout se passe comme si, dans la grande tourmente, celle des assassinations aveugles comme celle du naufrage des services publics élémentaires, les familles algériennes n'avaient plus, pour garder leurs repères, que le repli sur ce rêve qui les soude : une maison à elles, construite brique à brique et sou à sou, même si c'est pour dans dix, vingt ans.

AVEC des portes solides que ne pourront franchir des tueurs anonymes. Un intérieur d'une propreté parfaite, même chez les plus humbles. Une cour ou un balcon avec quelques plantes amoureusement soignées pour conjurer ce monde extérieur où la pollution empêche, les jours de chaleur, d'apercevoir les montagnes, tandis que les ordures qui volent dans la poussière empêchent de voir la terre. Et l'antenne parabolique ; terminée ou pas, chaque maison en porte une : c'est la grande évasion par le ciel.

Pendant mon séjour, il y a eu un grand événement : on a raccordé l'arrivée d'eau dans la future cuisine. Mais je ne l'ai pas vue couler avant mon départ. L'eau arrive tous les deux ou trois jours, et de préférence aux petites heures de la nuit. Jusqu'à maintenant, c'était au robinet de la cour. Et comme le débit est faible, il faut plusieurs heures pour remplir, seau après seau, les tonnes en plastique bleu. Souvent, elle tarde, la réserve s'épuise. Les plus fortunés ont installé des systèmes de stockage. Mais, en général, la vie des Algériens est scandée jour et nuit par une épuisante manipulation de seaux.

Quand Mériem est venue habiter ici, elle avait déjà deux enfants. Son père était cultivateur, à Reghaïa. Tout le voisinage était alors occupé par d'autres branches de la famille. Puis il y a eu l'extension de la zone industrielle – c'était encore l'Algérie française et c'est à Reghaïa que furent installées les usines Berliet, fleuron du Plan de Constantine – et, en 1959, le père a été exproprié. Il est allé vivre à El Harrach, plus près d'Alger, d'où il allait travailler comme menuisier au Gué de Constantine. Bachir a la nostalgie de l'El Harrach de son enfance. Dans les années 1950, c'était encore la campagne, vignes et champs d'orangers, les gens se rappelaient du temps où

l'on se baignait dans la rivière. Mais, avec l'implantation d'industries, pour beaucoup aujourd'hui sinistrées, la réputation de puanteur de la rivière est devenue hark : il était jeune et impatient, il voulait en découdre avec les Français, mais on a tardé à l'envoyer au maquis ; les Français l'ont pris, ils l'ont retourné. Il a été exécuté.

Le mari de Mériem, Menouar, qui est mort et dont la photo voisine avec des souvenirs de La Mecque, était lui aussi cultivateur, à la sortie d'Oued-Baïra. Pendant la guerre, il a fait de la prison, il a été torturé, mais il n'a jamais reçu le statut de moudjahid. Ce titre d'ancien combattant donne des droits, tant à ceux qui le détiennent qu'à leur descendance. Il y avait quelque 80 000 moudjahidins reconnus en 1962. Il y en a 400 000 aujourd'hui. Bon moyen pour les pouvoirs successifs de se ménager une clientèle. A l'indépendance, on a attribué à Mériem et Menouar une maison spacieuse, un « *bien vacant* ». Ils en ont été vite délogés par un responsable du nouvel Etat pour être recasés dans les deux pièces de l'actuelle demeure où ils ont élevé leurs huit enfants. Expropriés de riches colons ou luxueuses villas nouvelles sont ainsi, aujourd'hui, les résidences des dignitaires du régime. Menouar a travaillé dans une entreprise nationale. Tout était nationalisé, les effectifs des entreprises pléthoriques ; et puis l'Etat, qui aurait dû être providence, est devenu l'Etat faillite, chasse gardée et foire d'empoigne. Aujourd'hui, les seules ressources de Mériem viennent de la vente de ses pains et de la location des deux garages aménagés côté rue dans la construction inachevée. Des marchands de fringues en ont fait des boutiques.

L'espoir de la famille, c'est peut-être l'aîné, Hamid, qui a quarante-trois ans et travaille pour l'heure à Londres. Il y a retrouvé des émigrés d'Oued-Baïra. Autrefois, il était employé comme ses frères dans l'entreprise communale de menuiserie et faisait partie de l'équipe de football locale. En 1980, quand le président Chadli a introduit l'ouverture du marché, les entreprises communales ont été liquidées. Elles étaient déficitaires. Pour ceux qui les dirigeaient, « *elles ne servaient qu'à se servir* ». Il y a une chanson populaire qu'affectionne Mériem : une mère rêve du beau mariage que fera son fils quand il reviendra au pays. Dans la nouvelle maison, il y aura un appartement pour Ahmed.

Été 2001. Dans le quartier de Bab el-Oued, à Alger, des jeunes vendent au marché noir des vêtements achetés à l'étranger (à gauche). Beni-Messous (à droite), dans la banlieue de la capitale : « Partout règne l'inachevé. Murs de briques ébauchés, promesse d'étages futurs, mais quand ? »



Une exposition moralement désinvolte

par Hector Obalk

UNE exposition du Louvre, « La peinture comme crime », donne à voir des dessins et gravures d'artistes « classiques » – Goya, Redon, Blake... – mêlés à des vidéos et des photos d'actions orgiaques ou masochistes d'artistes « contemporains ».

La thèse semble être que le corps – bâillonné par le carcan de la pose grecque et opprimé par la rigidité de la norme classique qui culmine avec les Lumières – peut désormais crier, délirer, exorciser ses pulsions et exprimer sa part maudite. A l'entrée et à la fin de l'exposition sont projetées des images du camp d'Auschwitz. De loin, c'est passionnant ; de près, c'est assez scandaleux. Approchons-nous.

L'exposition s'ouvre sur la sculpture exceptionnelle d'un artiste néo-classique, Carstens, qui figure une Parque antique dont la bouche est ouverte. Le commissaire interprète la chose comme un cri, ce qui n'est pas sot, et inclut l'œuvre dans son exposition, au motif que c'est là un premier signe de « libération » ou de « subversion » contre la « norme classique », et plus généralement contre « l'ère de la rationalité triomphante qui nous a menés à Auschwitz ».

Dans cette vaste entreprise qui consiste à faire croire que l'art élevé demeure incompréhensible – et que l'art contemporain véritable est « trash » –, Auschwitz sert à méduser le bourgeois

Soit. Mais de ce premier cri libérateur, on passe à toutes sortes de déchirements réels ou imaginaires du corps, jusqu'aux séances d'automutilation des actionnistes autrichiens. « Actionnisme » veut dire action, performance, spectacle extrême : une fille nue suffoque en se faisant asperger de sang de veau, Günther Brus se taillade les cuisines à la lame de rasoir, un autre dégoûte un liquide brunâtre sur les oreilles d'un homme bâillonné, etc.

C'est là qu'apparaît toute l'absurdité philosophique de cette démonstration. Quel bénéfice y a-t-il exactement à « libérer » le corps du « contrôle rationnel de nos sociétés policées et répressives », si cette progressive « libération » du corps débouche en réalité sur l'imagerie sans fin de la violence, de l'humiliation, de l'automutilation et de toutes les tortures réelles ou simulées que l'exposition multiplie jusqu'à la dernière salle ? On ne peut qu'en conclure qu'on vivait mieux « sous le carcan de la norme ». Bref, la démonstration est absurde – et évidemment perverse. S'il suffisait de pratiquer l'actionnisme pour lutter contre le fascisme, ça se saurait – et les clubs sado-maso devraient être décorés comme premiers foyers de résistance au nazisme...

La référence à Auschwitz : je n'ai pas l'intention de discuter ici la thèse philosophique, intellectuellement si faible, selon laquelle l'extermination nazie serait la conséquence de la Raison triomphante des Lumières (les progrès de la médecine en sont également la conséquence).

Le commissaire Régis Michel est pleinement dans son droit s'il veut dénoncer la Raison comme l'ennemie commune de toutes les œuvres exposées, de Goya à Günther Brus. Mais que tout lui soit bon pour accréditer cette thèse esthétique, au point de mettre en écho dans la même salle le destin de juifs en pyjama de 1943 avec la violence chiquée et narcissique d'artistes marginaux de 1965 inci-

te à se demander s'il n'a pas, lui aussi, perdu la raison...

Puisqu'il faut être clair : je suis juif, oui, mais je ne considère pas qu'Auschwitz est « ma » chose. Je répugne, comme tout le monde, au chantage à l'accusation d'antisémitisme qui se pratique trop souvent dès qu'un intellectuel tente la moindre comparaison entre Auschwitz et autre chose. Et je ne pense pas non plus que la singularité de la Shoah la rende ineffable, immontrable, impensable, incomparable, et interdite à tout discours, bien au contraire. Tout le monde peut parler d'Auschwitz, ou choisir Auschwitz comme thème d'œuvre (même si ça m'est généralement antipathique), mais de là à faire d'Auschwitz une œuvre d'art, non.

On me répondra que les vidéos d'Auschwitz sont documentaires, ni plus ni moins. Mais les photos et vidéos des actionnistes sont également documentaires, et ces artistes ont toujours insisté sur le fait qu'ils ne sont pas photographes, encore moins cinéastes, et que seule compte l'action vécue dans leur chair. Quant à leurs actions, ils ne cessent d'en renier ou d'en minimiser le statut artistique, selon le credo bien connu : « Ce n'est pas de la peinture figurative ou abstraite, c'est de la violence vraie », ce n'est plus de l'art à consommer, c'est du réel à vivre, etc.

Dans ce contexte, ces images de camps sont bien des documents sur Auschwitz, au même titre que les vidéos d'Otto Muehl sont des documents sur ses performances... Et ces performances, rappelons-le, oscillent entre « je te vomis dessus », « je t'asperge de sang et de farine » et « je te ligote avec des fils électriques sans électricité ». Qu'il y ait de la perversité à offrir le spectacle, assez émoustillant, d'une femme bandante qui s'offre volontairement, seins et visage nus, à des giclures ininterrompues de sang animal qui la font gémir, c'est certain – mais il n'y a rien d'immoral là-dedans. Là où ça ne va plus, c'est que le spectateur-amateur de ce genre d'images soit pris en otage par une même incitation à la perversion contemplative face aux visages goyesques, projetés sur de grands panneaux similaires, de prisonniers en pyjama rayé qui tremblent derrière leurs barbelés... Voilà le genre de confusions auxquelles on aboutit quand, *borderline* jusqu'à la complaisance, on veut prôner la « radicalité » artistique, « élargir l'horizon de l'esthétique » et faire « exploser la frontière qui sépare l'art et le réel ».

Régis Michel me rétorquerait sans doute que le signe de réunion entre Auschwitz et Actionnisme n'est pas à lire dans le sens « Auschwitz, quelle Action ! » mais dans l'autre : « L'actionnisme, quel miroir de l'horreur des camps ! Un pâle miroir, certes, mais tellement plus authentique que n'importe quelle peinture bourgeoise. » Dans ce cas, j'en déduis qu'Auschwitz sert de caution morale – de sérieux et de gravité – à ces pantomimes collectives de bite au cirage pratiquées par des Autrichiens hystériques, et je suis encore contre. Je sais parfaitement que les « hystériques » en question « ont fait de la prison, eux, pour essayer d'exister ! » Mais ce ne sont pas exactement quelques jours de prison pour atteinte à la pudeur que les déportés d'Auschwitz ont vécus...

Dans cette vaste entreprise qui consiste à faire croire que l'art élevé demeure incompréhensible – et que l'art contemporain véritable est *trash* –, Auschwitz sert à méduser le bourgeois qui, vu la gravité du contexte, préfère réserver son jugement. Le rapprochement entre Auschwitz et Actionnisme est ici tout bonnement publicitaire – et la comparaison demeure scandaleuse, quel que soit le sens dans lequel on veut la lire.

Bref, l'exposition n'est ni antisémite, ni ignoble, ni idiote – elle est seulement éhontément désinvolte.

Hector Obalk est critique d'art à « Rive droite rive gauche », sur Paris-Première, et au journal Elle.

Les « antiféuj » par Patrick Klugman

DIMANCHE 28 octobre, dans le 13^e arrondissement de Marseille, on a brûlé une école juive. Dans la cour de récréation, on a creusé des trous, dans lesquels on a caché des clous, pour que les enfants s'y blessent en jouant. Sur les murs, on a inscrit trois mots : « Mort aux juifs. » Qu'on pu éprouver ces enfants quand, le lundi matin, ils ont découvert qu'on voulait les tuer ? Sans doute une impression comparable à celle que ressentit Albert Cohen, un matin de 1905, à Marseille précisément : « *Mort aux juifs*. Ainsi disait la bonne inscription devant laquelle je savais que ma vie était perdue. Le savoir à dix ans, c'est trop tôt. Toujours juif, jamais aimé. Mon héritaire errance avait commencé. »

Nous avons été quelques républicains à attendre un moment le sursaut de l'indignation nationale contre des criminels qui, si cette fois ils n'avaient pas réussi à tuer, étaient parvenus à susciter la honte et la peur dans des cœurs d'enfants. On nous a répondu qu'il valait mieux nous taire, qu'il fallait éviter de conférer une importance collective à des actes individuels, qu'il convenait de ne pas offrir des exemples faciles à des banlieues jalouses et inquiètes.

Le 10 octobre 2000, à Trappes, une synagogue a été détruite. Le 23 décembre 2000, dans le 4^e arrondissement de Paris, le jardin d'enfants d'une école juive a été saccagé. Le 24 février 2001, à Sarcelles, une

explosion a dévasté l'école Tifferet-Israël. Le 5 mai, à Créteil, plusieurs centaines d'objets du culte juif ont été volés à des particuliers, avant d'être brûlés. Le 6 août, un incendie a ravagé la synagogue de Clichy-sous-Bois. Le 11 septembre, un petit garçon a été roué de coups à la sortie d'une école juive d'Aubervilliers, et une petite fille a été volontairement renversée par une voiture à la sortie d'une école juive de Sarcelles. Le 15 septembre, pendant l'office du vendredi soir, les synagogues de Clichy-sur-Seine, de Massy, de Garges-lès-Gonesse et de Villepinte ont été attaquées.

Cette liste est longue, propre à lasser l'attention d'un lecteur pressé. Elle aurait pu être beaucoup plus longue. Mais elle aurait pu aussi être tellement plus courte. A qui la faute ? La France n'est pas un pays antisémite. La République est un refuge pour ceux qui souffrent à cause de ce qu'ils croient. Alors pourquoi, en France, est-il de plus en plus périlleux de se dire juif ? Pourquoi, dans certaines de nos banlieues, la pratique de la religion juive entraîne-t-elle aujourd'hui des dangers qui conduisent certains à désespérer, soit du judaïsme, soit de la République ?

Nous ne combattons pas la haine antisémite. Nous savons qu'elle vient de trop loin, qu'elle est insensible aux discours les plus cohérents comme aux images les plus atroces, et que toujours elle trouvera les moyens de se justifier. Notre adver-

saire, c'est l'indifférence. Ce qui effraie les juifs de France, c'est le silence et la désinvolture de leurs compatriotes, c'est l'absence de résistance de leur pays contre un poison dont on le croyait guéri.

L'antisémitisme français a beaucoup changé depuis dix ans. La haine des juifs est très perceptible dans les jeunes générations, elle atteint indifféremment écoles, collèges, lycées, universités, elle se répand surtout dans les banlieues des grandes villes. Bien souvent, pour parler des juifs, les antisémites d'aujourd'hui préfèrent le verlan : ils disent les feuj. Ils sont « antiféuj ». « *J'aime pas les feuj* » est une phrase que tous les juifs français de moins de vingt-cinq ans ont entendue. C'est la forme d'expression d'un antisémitisme inconscient de lui-même, qui se nourrit de l'ennui, de l'oisiveté, de la méfiance et de l'aigreur.

Les « antiféuj » se prétendent menacés par les juifs. Il n'est pas nécessaire de répondre qu'aujourd'hui, en France, les juifs sont des victimes, que 80 % des actes racistes commis sur notre territoire ces douze derniers mois étaient dirigés contre des juifs. Les « antiféuj » se moquent des arguments. A leurs yeux, l'ennemi, c'est le juif, parce qu'il est trop assimilé à une société française dont ils se sentent exclus, ou parce qu'il est trop attaché à un pays lointain qu'ils détestent. Les juifs de France sont constamment amenés à se justifier, à dire qu'ils ne sont pas des électeurs de Sharon,

mais qu'ils aiment Israël, qui est leur revanche sur une longue histoire malheureuse. Ils sont sans cesse contraints de s'expliquer sur leur attachement à un pays démocratique, plus petit que la Bretagne, où pour la première fois depuis deux mille ans on peut parler hébreu sans se faire massacrer.

Il n'est pas normal qu'on doive se justifier d'être ce qu'on est pour n'être pas écarté de la communauté nationale. Nous nous sentons seuls devant cet antisémitisme nouveau, né de l'ignorance d'une jeunesse mal informée, à laquelle les plus avertis accordent une attention trop complaisante. A la brutalité des actes et à la violence des mots, nous ne répondons ni par la haine ni par la peur. Mais nous ne nous laisserons pas réduire à l'état d'une minorité humiliée par l'indifférence hypocrite du plus grand nombre.

L'antisémitisme n'est pas une opinion comme les autres : c'est une opinion qui tue. Nous voudrions qu'enfin les consciences s'éveillent, nous en avons assez de voir les agresseurs présentés comme des victimes. Nous attendons de la République qu'elle soit digne de l'amour que nous lui portons. Qu'elle montre à ses juifs qu'ils sont des citoyens, et à ses « antiféuj » qu'ils sont des délinquants.

Patrick Klugman est président de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF).

Nous maintenons le cap

Nous desservons quotidiennement Washington DC, Chicago et San Francisco au départ de Charles de Gaulle.

Avec, bien entendu, des correspondances vers plus de 200 villes sur le continent nord-américain.

Nous continuons à investir pour vous offrir plus de confort et d'espace à bord de nos avions.

Pour découvrir nos promotions, renseignez-vous auprès de votre agence de voyages, visitez notre site web ou appelez United.

Plus que jamais, nous nous engageons à fournir à nos passagers le meilleur service possible.

UNITED
AIRLINES
A STAR ALLIANCE MEMBER

www.united.fr

INDUSTRIE Luciano Benetton inaugure à Paris, jeudi 22 novembre, deux mégastores, sur les Champs-Élysées et à l'Opéra. ● LE PATRON du groupe Benetton, dans

un entretien au *Monde*, dévoile les nouvelles ambitions de la marque en France, marché trop longtemps « négligé », reconnaît-il. ● L'INDUSTRIEL de Trévisie revient aussi sur la

stratégie de diversification menée depuis maintenant six ans par sa famille, sous la houlette de son frère cadet Gilberto. ● DES AUTOROUTES à la restauration, en passant

par les aéroports et les gares, les nouvelles activités pèsent désormais beaucoup plus lourd dans l'empire que son métier d'origine, le textile-habillement. ● EN ITALIE, les

services publics, en cours de dérégulation, sont convoités par des groupes industriels traditionnels, qui y cherchent de nouvelles rentes de situation.

Luciano Benetton part à la reconquête du marché français

Dans un entretien au « Monde », le patron du groupe d'habillement italien explique comment il espère accroître ses ventes de 30 % par an en France, grâce à ses nouveaux magasins géants. L'aîné des Benetton revient aussi sur les très lucratives diversifications menées par sa famille depuis six ans

« La famille Benetton a beaucoup diversifié ses investissements et son patrimoine ces dernières années, de la gestion d'autoroutes aux télécommunications en passant par la restauration. Jusqu'où comptez-vous aller ?

– Il s'agissait au départ d'opportunités d'investissements, que nous avons saisies. Nous sommes actionnaires minoritaires dans certains secteurs, comme les télécommunications, les gares ou la gestion d'autoroutes. Dans d'autres domaines, comme la restauration (Autogrill), nous sommes majoritaires, donc gestionnaires. L'expérience, depuis six ans, est amplement positive. S'il se présente d'autres opportunités, nous les regarderons.

– En France, par exemple, avec la privatisation prochaine des autoroutes du Sud, qui semble intéresser Autostrade ?

– En Italie et ailleurs. En France, pourquoi pas ?

– Le capitalisme italien, dit-on, est en mutation. L'omnipotence de la banque Mediobanca est en train de s'effondrer, comme en témoigne l'affaire Montedison. Mais, au final, ce sont toujours les mêmes familles, les Agnelli (Fiat), Pirelli ou vous-mêmes qui semblent tirer les marrons du feu.

– Le capitalisme italien n'est certes pas au niveau du français ou de l'allemand. Il est plus traditionnel, plus familial. C'est un capitalisme à petite échelle, qui repose essentiellement sur des entreprises de taille moyenne. Il est plus petit, mais il est aussi très actif. Quant à Mediobanca, je ne pense pas que l'affaire soit finie.

– Vous êtes l'aîné des Benetton, considéré comme le chef de famille. Aujourd'hui, votre frère cadet Gilberto, à la tête d'Edizione Holding, qui mène les diversifications hors textile, pèse plus lourd que vous, qui supervisez

les métiers traditionnels du groupe. Est-ce l'amorce d'une rivalité ?

– Pas du tout ! Ce sont deux secteurs qui sont très différents. Il était prévu dès le départ que mon frère Gilberto mènerait les diversifications. Je suis à plein temps sur le textile et la mode : ça tombe bien, c'est un domaine qui m'intéresse davantage !

– Le Groupe Benetton proprement dit, spécialisé dans l'habillement et les équipements sportifs, a-t-il revu à la baisse ses projets d'investissements depuis le 11 septembre ?

– Non. Nous estimons au contraire qu'en cette période il faut redoubler d'énergie. Avant le 11 septembre, la conjoncture était déjà en ralentissement. Aujourd'hui, on constate une aggravation, particulièrement dans les activités liées aux voyages et au luxe. Mais je pense que de nombreuses personnes ne voyagent plus actuellement à cause du danger, plutôt que pour des raisons économiques. C'est temporaire. Si le conflit en Afghanistan et celui du Proche-Orient montrent des signes de résolution, l'activité peut repartir. Je suis plutôt optimiste pour 2002.

– Vous ouvrez deux mégastores à Paris, ce jeudi, et vous comptez vous doter de 300 de ces magasins géants dans le monde d'ici 2004. Pourquoi ce changement de format ?

– Paris est une vitrine mondiale pour la mode. Nous avons un peu négligé la France ces dernières

années. C'est un marché important pour nous, peut-être le plus important après l'Italie. D'ici à 2004, toutes les grandes villes françaises auront leur « vitrine » Benetton. Notre objectif est d'accroître de 30 % par an nos ventes en France au cours des prochaines années. Nous avons entrepris de fermer les magasins trop petits. Mais, au niveau mondial, nous ne descendrons pas en dessous de 5 000 magasins [contre 6 000 actuellement], car nous tenons à garder la capillarité de la distribution, sa proximité avec les clients.

– Votre dernière campagne publicitaire sur les volontaires de l'ONU a été qualifiée de « pitoyable » par Nicole Péry, la secrétaire d'Etat française aux droits de la femme. Oliviero Toscani parti, le goût de la provocation demeurera-t-il la marque de fabrique de Benetton ?

– Je ne comprends pas pourquoi vous parlez de provocation. La ministre française est la seule à avoir mal réagi. Nous avons reçu du monde entier beaucoup de lettres de gens enthousiastes. Les volontaires de l'ONU, c'est une cause positive.

– La marque Benetton va disparaître des circuits de formule 1 en 2002, après la cession de votre écurie à Renault. Avez-vous regret ?

– Non. Pour gagner, aujourd'hui, il faut des budgets énormes et des technologies de pointe. Lorsqu'on n'est pas du secteur de l'automobile, on ne peut plus sui-

vre. Renault a tout ce qu'il faut pour redevenir un grand nom de la formule 1.

– Alors que la Chine vient d'être admise à l'OMC, pourrez-vous tenir longtemps votre promesse de rester producteur en Europe ?

– Nous n'avons jamais essayé de

« Il est fondamental pour [l'Italie] que [son] gouvernement, quel qu'il soit, et sa majorité donnent l'impression d'être stables pour au moins cinq ans »

nous battre sur le plan des prix. Cela dit, l'Europe dispose de vraies ressources en matière de coûts de fabrication. Nous produisons en Espagne et au Portugal, qui connaissent parfaitement notre métier et ont toutes les infrastructures nécessaires. Et nous transférons une partie de nos productions dans de nouveaux pays très compétitifs, comme la Croatie ou la Hongrie.

– Silvio Berlusconi est-il, selon vous, le bon président du conseil pour l'Italie ?

– Le point faible de l'Italie a toujours été d'avoir des gouvernements éphémères. Il est fondamental pour ce pays que le gouvernement, quel qu'il soit, et sa majorité donnent l'impression d'être stables pour au moins cinq ans.

« Beaucoup de gens se sont exprimés sur la personnalité et le programme de M. Berlusconi. La Confindustria [le patronat italien] le soutient, le gouverneur de la banque d'Italie aussi. Son programme a été largement débattu. Il est maintenant essentiel de lui laisser le temps de mettre en œuvre sa politique.

– Vous avez 66 ans. Songez-vous à votre succession ?

– C'est encore tôt, non ? Bien sûr, je pense qu'une société doit évoluer, préparer l'avenir. Nous devons préparer des managers chevronnés pour mener le groupe Benetton. On verra le moment venu. Nous sommes encore quatre de ma génération aux commandes [Luciano, Giuliana, 64 ans, Gilberto, 60 ans, Carlo, 57 ans]. Ce serait compliqué d'ajouter encore d'autres Benetton dans l'organigramme. Quand une société est cotée en Bourse, la succession ne peut pas être simplement une affaire de famille.

– C'est une façon de dire aux jeunes Benetton qu'ils doivent encore attendre ?

– Oui. »

Propos recueillis par Pascal Galinier

Un nouvel empire à deux têtes

● **Edizione Holding** : la holding financière de la famille Benetton, dirigée par Gilberto, s'est lancée dans la gestion de gares (Grandi Stazioni), d'autoroutes (Autostrade), d'aéroports (Sagat), de restaurants (Autogrill), soit un chiffre d'affaires de 7 milliards d'euros.

● **Le groupe Benetton** : partie de la production de pulls de laine en 1965, l'entreprise de Ponzano

Veneto, présidée par Luciano (66 ans), s'est étendue à l'ensemble de l'habillement, avec les marques-enseignes United Colors of Benetton, Sisley, Playlife, mais aussi vers le sport et la glisse, en rachetant notamment Nordica (chaussures de ski), Prince (raquettes de tennis) ou Rollerblade (patins en ligne). Le Benetton Group réalise 2 milliards d'euros de chiffre d'affaires.

NOVEMBRE 2001

CAHIERS DU CINEMA

CAHIER CRITIQUE
L'Emploi du temps
le roman vrai de Laurent Cantet

ENTRETIEN
La peur selon John Carpenter

DAVID LYNCH
du côté des femmes

ÉVÉNEMENT Mulholland Drive et Millennium Mambo

M 1293 - 502 - 35,00 F - 5,34 €

**NUMÉRO DE NOVEMBRE
EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX**

Les industriels italiens convoitent la rente des services publics

MILAN
correspondance

Energie, télécommunications et autres services collectifs – ou « utilités » –, en phase de libéralisation dans toute l'Europe, font l'objet, en Italie, d'une véritable ruée de la part des entreprises industrielles traditionnelles. Au-delà du glissement classique de l'industrie vers les services, deux grandes opérations ont transformé en profondeur, cette année, le capitalisme italien. Fiat, allié à EDF, a pris le contrôle de Montedison, holding du premier groupe d'énergie privé du pays. Pirelli, connu pour ses pneus et ses câbles, a racheté en cascade Olivetti et l'ex-monopole Telecom Italia. « Pirelli entre dans un secteur anticyclique, qui produit du cash et n'est pas touché par les événements extraordinaires », a expliqué Marco Tronchetti Provera, le patron du nouvel ensemble.

Le mouvement avait eu ses précurseurs : la famille Benetton, partenaire de Pirelli dans l'opération Olivetti/Telecom Italia, a entamé il y a plusieurs années une diversification, qui l'a notamment amenée à contrôler le premier réseau d'autoroutes du pays, Autostrade, et le groupe de restauration rapide Autogrill. Edizione Holding, la holding de la famille de Trévisie, est présente dans Grandi Stazioni, la société qui regroupe les treize plus grandes gares italiennes, dans l'aéroport de Turin et dans les sociétés municipales de services collectifs de Trieste et de Parme. De son côté, Carlo De Benedetti, une fois conclue son épopée à la tête d'Olivetti, a investi, aux côtés de ses activités traditionnelles (notamment le groupe de presse L'Espresso-La Repubblica), dans Internet et, voici deux ans, dans l'énergie. Sa société Energia, à laquelle participe l'autrichien Verbund, a réalisé sur les neuf premiers mois de cette année un chiffre d'affaires de 196 millions d'euros et dégagé déjà des bénéfices.

Les entreprises italiennes – du groupe de télévision de Silvio Berlusconi, Mediaset, à l'électricien Enel, en passant par le pétrolier Eni – ont été encore plus nombreuses à investir dans les télécommunications. « Nombre d'entre elles se sont rendu compte qu'elles pouvaient ouvrir leurs réseaux internes

déjà existants, et se diversifier vers un secteur où les marges sont très élevées », analyse Edward Burman, du cabinet de consultants Ambrosetti. Comme le remarque Alessandro Penati, professeur de finance des entreprises à l'université catholique de Milan et éditeur économique du quotidien *Il Corriere della Sera*, « dans les cinq dernières années, les marges nettes de la grande industrie ont été de 5 % en moyenne... contre 20 % pour les services publics ».

LES POLITIQUES APPLAUDISSENT

Pippo Ranci, président de l'Autorité de surveillance de l'énergie électrique et du gaz, ne voit a priori pas d'un mauvais œil l'entrée dans le secteur de groupes non spécialistes : « Le phénomène est positif en soi, puisqu'il fait augmenter le nombre des protagonistes dans un mar-

lesquels nos entreprises sont en perte de compétitivité. Dans les services collectifs, encore protégés, la dynamique des revenus dépend encore beaucoup de l'intervention de l'autorité de régulation », note le professeur Penati. En clair : les Fiat, Pirelli, Benetton cherchent à reconstituer dans les services publics les rentes de situation qu'ils ont perdues sur leur métier d'origine, ouvert à la concurrence internationale.

Une démarche qui n'est pas dépourvue de risques. D'abord, il n'est pas dit que ces entreprises réussiront dans des secteurs dont elles ignorent tout. Ensuite, quel sort attend les activités industrielles des groupes concernés ? Fiat répète qu'il n'entend pas sortir du secteur automobile, mais les observateurs ne manquent pas de rappeler que General Motors, qui détient 20 % de Fiat Auto, a une option

L'autorité de régulation critique EDF

« Il faut que les pouvoirs politiques voient l'intérêt des consommateurs et de la compétitivité industrielle, qu'ils ne soient pas liés aux intérêts des grands groupes. » Pippo Ranci, président de l'Autorité italienne de surveillance de l'énergie électrique et du gaz, interrogé par *Le Monde*, ne mâche pas ses mots sur la façon dont « les anciens monopoles nationaux se constituent en oligopole, comme le montrent les expériences anglaise et espagnole ». M. Ranci vise évidemment EDF, entré dans Montedison en alliance avec Fiat : « EDF a une telle capacité compétitive qu'il ne devrait pas craindre la concurrence ! EDF peut avoir un rôle positif à jouer en Europe s'il accepte la concurrence. S'il veut garder ses rentes de position, ce sera négatif pour tout le monde. » Et de lancer un avertissement aux politiques : « Il n'y a pas de voie intermédiaire, le marché européen de l'énergie se créera ou ne se créera pas. L'Europe est aujourd'hui placée devant une alternative : un choix de développement ou un choix de déclin. »

ché qui était en grande partie monopolistique. A condition qu'il ne s'établisse pas une entente plus ou moins tacite entre quelques grands pour fermer le marché ou empêcher la croissance des plus petits », a-t-il déclaré au *Monde*.

L'irruption de grands noms du capitalisme italien dans des secteurs jugés stratégiques a été applaudie par les milieux politiques : Fiat a neutralisé EDF, Pirelli vaut mieux que Deutsche Telekom, a-t-on entendu. Cependant, certains commentateurs s'inquiètent : « Le textile, l'automobile, la chimie, les pneus sont des secteurs ouverts à la concurrence internationale, sur

pour racheter les 80 % restants. Pirelli, qui n'entend pas consolider Olivetti dans ses comptes, veut garder la plus grande partie de ses activités traditionnelles, mais le chiffre d'affaires total du groupe (moins de 7,5 milliards d'euros en 2000) ne pèse pas lourd face aux 29 milliards d'euros de Telecom Italia. Et si trois des quatre frères Benetton continuent à consacrer leurs énergies à Benetton Group, la branche d'habillement et de sport, celle-ci ne pèse plus que 2 milliards d'euros, contre plus de 7 milliards pour Edizione Holding.

Marie-Noëlle Terrisse

La Commission des opérations de Bourse n'a jamais traqué autant de délits d'initiés

Les règles d'accès aux « data rooms » en question

À L'OCCASION des « Entretiens annuels » de la Commission des opérations de Bourse (COB), Gérard Rameix, le directeur général, a affirmé, mardi 20 novembre, que cette institution traitait actuellement « plus d'affaires d'initiés qu'elle n'en avait traité en quinze ans ». « J'ai actuellement sur mon bureau six gros dossiers concernant des affaires d'initiés très importantes », a-t-il précisé, lors de la table ronde intitulée : « Protéger, c'est aussi surveiller, contrôler et sanctionner ».

Le sursaut de la COB dans les affaires d'initiés ne s'accompagne pas pour autant d'une plus grande publicité sur ses enquêtes. « Je ne vous dirai rien de plus sur ces dossiers, que la presse s'est parfois chargée de divulguer lorsqu'ils sont passés dans des phases ultérieures de la procédure. Je peux donner des indications quantitatives, mais nous nous tiendrons à notre doctrine de discrétion, plus importante que dans d'autres maisons. » Une pierre dans le jardin de la justice, représentée par le procureur auprès du tribunal de grande instance de Paris, Jean-Pierre Dintilhac, et une allusion à la publication par *Le Monde* du rapport réalisé par la Brigade financière des délits d'initiés présumés lors de la fusion Carrefour-Promodès

(*Le Monde* du 4 juillet 2001). La COB a lancé, mardi, une consultation de la place de Paris sur un projet de recommandation « relative à la transmission d'informations privilégiées à l'occasion de la mise en place de procédures de salles d'informations (data rooms) ».

INFORMATIONS PRIVILÉGIÉES

Lors de fusions, d'acquisitions ou de cessions de blocs d'actions, de telles salles d'informations sont ouvertes aux professionnels travaillant sur le dossier, qui s'engagent à ne pas utiliser ou divulguer les informations qu'ils peuvent consulter et prendre en note. Des secrets et des informations « sensibles » sur les comptes prévisionnels sont notamment disponibles. La COB souhaite clarifier les règles d'ouverture de telles « data rooms » et renforcer les devoirs des participants pour éviter les « délits d'initiés ».

Par ailleurs, Michel Prada, président de la COB, a regretté que le calendrier parlementaire n'ait pas permis de mener à bien la réforme des autorités de marchés, qui devait entraîner la fusion de la COB et du Conseil des marchés financiers (CMF).

Adrien de Tricornot

Le groupe André devient Vivarte et renoue avec les bénéfices

Les nouveaux actionnaires veulent ouvrir une centaine de magasins de chaussures et vêtements

Le groupe de chaussures et vêtements André a annoncé au terme de son exercice 2000-2001 (clos le 31 août) un bénéfice net de 47,9 millions

d'euros, contre une perte de 31,2 millions l'année précédente. André récolte ainsi les premiers fruits d'une vaste restructuration lancée au prin-

temps 2000, après la prise de pouvoir des fonds d'investissement anglo-saxons de Nathaniel Rothschild et Guy Wyser-Pratte.

Le GROUPE André veut tourner le dos à une partie de son passé. Créé en 1896, le groupe spécialisé dans la distribution de chaussures et de vêtements a annoncé, mercredi 21 novembre, son changement de nom pour devenir Vivarte. Plus qu'un lifting, cette modification se veut emblématique de changements profonds. « C'est une société qui a vécu tellement d'aleas, de soubresauts, tout un passé qu'il était temps de mettre de côté », explique Georges Plassat, le nouveau président du directoire.

La prise de pouvoir, en avril 2000, des deux fonds d'investissement anglo-saxons appartenant à Nathaniel Rothschild et Guy Wyser-Pratte avait marqué la première étape des bouleversements (*Le Monde* du 7 avril 2000). Les nouveaux actionnaires ont mis à la tête de l'entreprise l'ancien patron de Casino, qui a trois ans devant lui pour faire repartir André du bon pied.

La nouvelle stratégie porte ses premiers fruits. Le groupe affiche un bénéfice de 47,9 millions d'euros sur l'exercice clos en août, contre une perte de 31,2 millions d'euros en 1999-2000. Plus significative, la hausse de 23,7 % du résultat d'exploitation, qui progresse plus vite que l'activité. Du coup, la marge

d'exploitation représente désormais 5 % du chiffre d'affaires (« son meilleur niveau depuis les dernières années », précise le groupe), même si l'objectif de 9,5 % (à fin 2003) reste éloigné.

Le changement de cap est profond, mais le groupe est resté pour le moment dans son ancienne configuration. La totalité des enseignes (André, Orcade, Minelli, San Marina, La Halle aux Chaussures, Besson, dans la chaussure. Creeks, Kookai, Caroll, Liberto, La Halle aux vêtements dans le prêt-à-porter) ont été conservées, même si une petite centaine de magasins André sont sortis du groupe. Cette enseigne restait un foyer de pertes important (22 millions d'euros pour les deux dernières années).

« INVERSER LA LOGIQUE »

« Notre priorité est de retrouver des marges de manœuvre financières pour relancer le groupe », insiste M. Plassat, qui s'est lancé dans un vaste plan de réduction des coûts. Informatique, logistique, achat, tout a été passé en revue. Le nombre de fournisseurs a diminué de 40 %. Le but : gagner en réactivité. Pour une bonne part, l'image vieillissante des enseignes du groupe provenait du manque de flexibilité des achats.

Certaines ne proposaient que deux collections par an contre une toutes les six semaines pour Zara ou H & M. « Nous étions dans une situation dans laquelle il fallait écouler ce que les usines fabriquaient ce qui entraînait des stocks énormes et coûteux, indique M. Plassat. On a essayé d'inverser la logique en produisant par rapport à la demande. » Les deux usines du groupe qui produisent essentiellement pour la Halle aux Chaussures perdent encore de l'argent. « Notre objectif est que les usines contribuent aux résultats du groupe. Dès 2002 elles seront à l'équilibre », promet le patron de Vivarte.

Au-delà des coûts, le nouveau management rajoute profondément les enseignes. L'acquisition en février 2000 de San Marina avait permis de dynamiser l'activité du pôle centre-ville mais les problèmes structurels restaient. « André s'est beaucoup diversifié ces dernières années en se développant dans le discount et la périphérie des villes, constate M. Plassat. Le groupe avait fini par perdre son savoir-faire. » Aussi s'est-il attaché à redéfinir le concept de ses enseignes de centre-ville. Par exemple, André, avec un positionnement bas de gamme, n'arrivait plus à se différencier suffisamment de l'offre discount de périphérie. Par

ailleurs les magasins souffraient d'une grande hétérogénéité, avec des surfaces très disparates et des aménagements peu uniformes. Un plan de rénovation est en cours. Sur les 140 magasins André, 48 ont été rénovés.

Parallèlement, le groupe a fait le ménage dans ses gammes. « Avec des loyers en centre-ville entre 2000 et 3000 francs le mètre carré, nous avions mieux à faire que de vendre des tongs à 30 francs », résume M. Plassat. L'offre a été réduite et l'accent mis sur la création. « André doit rajouter, aller chercher la clientèle de centre-ville, se redéfinir comme une enseigne à la fois populaire, sympathique et coloré. »

Assis sur ces nouvelles bases, le groupe cherche maintenant à repartir de l'avant. « Une centaine de magasins seront ouverts sur l'année fiscale 2001-2002 », annonce Georges Plassat. Reste que les prémices du renouveau d'André laissent de marbre les marchés financiers. Depuis l'entrée la prise de pouvoir des fonds anglo-saxons, le titre a perdu près de 40 %, même si à l'annonce du redressement des comptes, l'action prenait un peu plus de 4 %, mercredi matin.

Stéphane Lauer

L'erreur d'un « trader » fait plonger les marchés boursiers européens

QUELLE n'a pas été la surprise des courtiers sur les marchés financiers de voir les principaux indices boursiers européens chuter fortement sans raison apparente, mardi 20 novembre, peu après l'ouverture de la séance. Une chute d'autant plus surprenante qu'elle a été corrigée quelques minutes plus tard : l'indice DAX des valeurs allemandes a perdu jusqu'à 3,2 % et, à Paris, le CAC 40 est passé en quelques minutes de 4 686,62 points à l'ouverture à 4 574,31 points, son plus bas du jour, avant de revenir à 4 660 points.

Tout provient d'un opérateur de marché qui a commis une erreur en rentrant ses ordres dans le système de négociation, inscrivant le chiffre du volume de sa transaction à la place de leur prix. Les marchés financiers s'ajustant très rapidement entre eux, cette faute de manipulation, commise initialement sur le contrat à terme sur l'indice des actions allemandes DAX, et sur le contrat sur Eurostoxx 50 (l'indice des 50 principales capitalisations européennes), a fait chuter les indices correspondant à ces produits dérivés et d'autres places financières, comme Paris et Londres.

Cette erreur a conduit la banque où officie le « trader », et dont le nom n'a pas été rendu public, à contacter Eurex, la structure qui gère

les marchés à terme allemands. Ce dernier a pris la décision d'effacer complètement quelques minutes du marché, en annulant une partie des transactions qui avaient été réalisées mardi entre 9 h 21 et 9 h 25.

ORDRES ANNULÉS

Toutes les opérations ont été invalidées par Eurex en dessous du seuil de 5 083,5 points pour le contrat DAX arrivant à échéance en décembre 2001, et en dessous de 5 121 pour celui s'achevant en mars 2002. Sur l'Eurostoxx 50, aucune opération ne sera comptabilisée pour trois contrats, celui de décembre 2001, mars 2002 et juin 2002 à partir d'un certain seuil. « Ils nous ont demandé d'annuler des ordres. C'est une procédure classique dans ce cas », explique-t-on chez Eurex. Seuls les niveaux de prix aberrants ont été annulés. Par exemple, ceux passés entre 5 188 et 5 083,5 points sur le contrat DAX de décembre ne l'ont pas été ; la perte sera supportée par la banque où officie le « trader ». La rumeur fait état d'une perte de 1 milliard d'euros.

En théorie, ces erreurs humaines sont limitées par la présence de garde-fous, qui bloquent le passage d'un ordre aberrant. Mais ils n'ont apparemment pas fonctionné.

Gaëlle Macke et Cécile Prudhomme

L'enquête sur le courtier en énergie américain Enron pourrait révéler un scandale financier

NEW YORK

de notre correspondant

Le sauvetage d'Enron, le premier courtier américain en énergie, par son concurrent Dynegy, n'est pas acquis. Les comptes du groupe se révèlent chaque jour plus désastreux et les analystes se demandent si Dynegy ne sera pas contraint de renoncer à une opération de 25 milliards de dollars.

Lundi 19 novembre, dans un document comptable remis à la SEC (Securities and Exchange Commission), l'organisme de régulation de la Bourse américaine, Enron a annoncé une augmentation de ses pertes au troisième trimestre, à 664 millions de dollars. Plus grave, la société déclare qu'elle doit rembourser 690 millions de dollars au plus tard le 27 novembre. L'action Enron, la plus échangée mardi à Wall Street, a perdu près de 23 %.

Le « système Enron » consistant à financer une expansion mondiale très rapide dans l'électricité, le gaz, les télécommunications et l'eau en multipliant les alliances et les joint-ventures implose. Les autorités boursières et les actionnaires s'interrogent sur l'utilisation de ces partenariats pour dissimuler, hors du périmètre comptable de l'entreprise, des dettes et des pertes sur des investissements et des contrats de fourniture d'énergie.

Enron dispose aujourd'hui d'environ 1,75 milliard de dollars de trésorerie mais doit faire face aux déficits à venir et à des rembourse-

ments évalués au moins à 9,15 milliards d'ici à décembre 2002. Le groupe est engagé au côté de Dynegy dans des négociations de la dernière chance avec les agences de notation. Si ces dernières abaissent à nouveau la note de risque attribuée aux titres émis par Enron, ces derniers entrent dans la catégorie des « junk bonds » (obligations spéculatives) et le remboursement de 3,4 milliards de dollars devient immédiatement exigible.

PROCHE DU PRÉSIDENT

La SEC a ouvert une enquête. Des actionnaires ont engagé des poursuites après l'annonce au début du mois par Enron d'une surévaluation de 600 millions de dollars de ses bénéfices depuis cinq ans. Par ailleurs, certaines opérations à l'origine des pertes récentes semblent douteuses. La SEC s'intéresse de près à l'acquisition par Enron, pour 35 millions de dollars, d'une société dirigée par plusieurs cadres importants, dont l'ancien directeur financier, Andrew Fastow, qui a démissionné le 24 octobre. Cette opération pourrait être la dernière d'une série de transactions qui auraient permis au groupe de sortir de son bilan des centaines de millions de dollars de dettes. Des procédures ont aussi été engagées contre Arthur Andersen, le cabinet qui contrôle et certifie les comptes d'Enron. Le représentant démocrate John Dingell, membre de la commission parlementaire de

l'énergie et du commerce, a demandé l'ouverture immédiate d'une enquête.

Chevron-Texaco, le groupe pétrolier qui détient 27 % de Dynegy (et potentiellement 36 %, après avoir acquis pour 1,5 million de dollars d'obligations convertibles afin de soutenir la reprise d'Enron), commence à s'inquiéter. « Enron doit donner plusieurs assurances pour mener à bien le rapprochement », a souligné Dave O'Reilly, le directeur général de Chevron-Texaco.

L'affaire pourrait aussi gêner la Maison Blanche. Le siège d'Enron se trouve à Houston, et la société a toujours été très liée aux milieux pétroliers texans et à la famille

Bush. Elle a été un des plus importants donateurs de la campagne de George W. Bush. Ken Lay, directeur général de la société, est un proche du président. Il lui aurait apporté à titre personnel 1 million de dollars ces dernières années pour financer sa carrière politique. M. Lay était un des experts économiques de George W. Bush quand celui-ci était gouverneur du Texas et a été l'un de ses conseillers les plus écoutés lors de la campagne présidentielle. Dynegy est aussi un groupe de Houston, mais la solidarité texane pourrait avoir des limites.

Eric Leser

La Poste envisage de fermer sa filiale de colis DPD France

L'ENTREPRISE publique poursuit la rationalisation de sa branche colis, qui représente, en France, un chiffre d'affaires de 10 milliards de francs (1,52 milliard d'euros). Après avoir fermé Dilipack, La Poste envisage de mettre fin aux activités de DPD France, son autre filiale de colis rapide interentreprises, acquise en 2000 et rattachée à la holding Geopost. L'éventualité d'un dépôt de bilan de cette société de droit privé de 300 salariés a été présentée, mardi 20 novembre, aux directeurs délégués du groupe, assortie d'engagements pour reclasser le personnel au sein de Chronopost et Tat Express. Gilles Moutel, président de Chronopost et membre du comité exécutif de Geopost, a confirmé au *Monde* que « la question de la fermeture de DPD France se pose, plusieurs pistes restant toutefois à l'étude ». DPD France est la structure française d'un groupe de franchisés allemand, DPD, chèrement acquis par La Poste en 2000 et présent dans 18 pays européens.

PRINTEMPS

> INVENTEZ-VOUS

Prononcez Noël > et tous vos souhaits se réalisent au Printemps*

-15%*

SUR TOUT LE MAGASIN EN RÉGLANT AVEC LA CARTE PRINTEMPS**
LES 22, 23 ET 24 NOVEMBRE

* SAUF ARTICLES POINTS ROUGES, LIBRAIRIE, ALIMENTATION ET SERVICES CLIENTÈRE BLANCHE, VOYAGES... J. MIN CUMULABLE AVEC D'AUTRES ESCOMPTES. ** LE COMPTE CARTE PRINTEMPS EST UN CRÉDIT D'UN AN RENOUVELABLE CONSENTI SANS RÉSERVE D'ACCEPTATION PAR FINAREF S.A. - CAPITAL 89546701 F 6, RUE ÉMILE-MORÉAU 54 100 ROUBAIX - 505 207 706 RCS ROUBAIX. TISS ANNEEL, FONCTION DU SOLDE 50 : JOURNÉE 1 524 € (996,78 F), 19,56 € SOIT 1,63 € PAR MOIS, AU-DELA DE 1 524 €, 16,98 € SOIT 1,45 € PAR MOIS. MENSUALITÉ MINIMUM : 25 € (115,99 F) SI VOUS DEVEZ JUSQU'À 500 € (527,99 F), INTÉRÊTS COMPOSÉS (CONDICTIONS EN VIGUEUR AU 01/11/2001). LE CÔTÉ TOTAL DU CRÉDIT DÉPEND DE SON UTILISATION. IL VARIE SELON LE MONTANT ET LA DURÉE DU DÉCOUVERT EFFECTIF DE VOTRE COMPTE CARTE PRINTEMPS.

DANS TOUS LES MAGASINS PRINTEMPS

M. Cavada veut faire de Radio France la référence du service public

Réélu à la présidence de la Maison ronde, mardi 20 novembre, par le Conseil supérieur de l'audiovisuel, le journaliste, qui a présenté un bilan positif, veut poursuivre la modernisation et la décentralisation des antennes

JEAN-MARIE CAVADA et Radio France vieilliront ensemble et, chemin faisant, le président poursuivra la modernisation de la maison ronde qu'il mène avec énergie depuis 1998. Le journaliste qui était seul candidat auditionné à sa succession a été réélu, mardi 20 novembre, par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) avec huit voix pour et une abstention. Au terme de la loi, il devra quitter Radio France le 24 février 2005, jour de ses soixante-cinq ans mais, avec ce septennat annoncé, il peut déjà se féliciter de jouir du mandat le plus long jamais accordé à un président de Radio France.

L'homme est heureux de continuer l'aventure. Au terme de sa gestion, il peut en effet afficher un bilan globalement positif. Journaliste au caractère bien trempé, fort d'une expérience de commandement pendant vingt-cinq ans à France 3, La Marche du Siècle ou Radio France Outre-Mer (RFO), il a orchestré la mutation de Radio France qui perd peu à peu ses oripeaux de maison vieillissante, fermée sur elle-même ou enkystée dans un malaise récurrent : « *Nous avons voulu apporter de l'oxygène, c'est fait* », dit-il. Il s'est montré fidèle à son credo : « *La mission est exceptionnelle mais l'entreprise est normale.* »

« DIRECTION HOMOGENE »

Les quatre antennes France Info, France-Inter, France Culture et France Musiques sont désormais dirigées par des directions autonomes et maîtresses de leur antenne : Pascal Delannoy, Jean-Luc Hesse, Laure Adler et Pierre Bouteiller. Le réseau régional a été harmonisé : il est aujourd'hui composé du réseau Bleu des radios locales, des FIP et

du Mouv', station lancée à Toulouse et destinée aux jeunes adultes, qui avait bien failli disparaître. Reprise en main par Marc Garcia, fondateur d'Europe 2, elle est désormais diffusée dans dix villes. Cette harmonisation est passée par la suppression de quatre locales FIP à Lille, Lyon, Marseille et Nantes – une initiative très sévèrement critiquée à la fois par les syndicats, des professionnels de l'édition musicale et par bon nombre d'audi-

ent qui s'enorgueillit également d'avoir « *donné de l'espoir aux équipes de la maison* » et « *formé une équipe de direction homogène* ».

L'homme et son équipe sont au milieu du gué. Pour M. Cavada, c'est l'occasion de poser Radio France comme la référence du service public. La numérisation est en cours, elle reste le grand chantier de la maison. Dix locales seront équipées avant la fin de l'année ; la mise en réseau est annoncée, com-

musique aura pour mission de rajeunir les publics venant aux concerts du Philharmonique ou du National, en élargissant le répertoire et proposant notamment des représentations gratuites en fin de semaine : « *Quand il n'y aura plus que des nonagénaires dans les salles, il sera trop tard* », dit le PDG.

France Musiques – qui a vu son audience augmenter en 2001 – va ajouter quatre heures supplémentaires de concerts hebdomadaires et « *continuer à s'intéresser au pluralisme des musiques* », déclare Pierre Bouteiller. France-Culture devrait développer « *le côté universitaire populaire, en particulier en régions, où nous pourrions continuer le dialogue avec notre public et nos auditeurs* », dit Laure Adler.

DES FONDS POUR LA NUMERISATION

M. Cavada a pu évoluer dans un climat social considéré comme calme malgré la longue grève de l'audiovisuel public en novembre 1999 lors des négociations sur les 35 heures ou celle de juin 2001 à Radio France sur les rémunérations : « *En deux ans et demi, nous avons signé 36 accords avec les partenaires, soit plus d'un par mois, pour mettre à jour les dossiers, les évolutions de carrière* ». Il n'a pu éviter certains écueils, comme les débats sur la réforme des cadres qui attend son issue ou l'affaire des chroniqueurs de France Info qui protestaient contre leurs conditions de travail. La direction restera surveillée à la loupe par les syndicats en particulier sur le dossier de la numérisation qui devrait entraîner un immense redéploiement des métiers : « *Nous n'engageons rien sans avoir négocié auparavant* », promet M. Cavada. Si la CGT condamne violemment la ges-

Prime aux présidents sortants à RFO et RFI

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) a reconduit, mardi 20 novembre, André-Michel Besse à la tête de Réseau France Outre-Mer (RFO). Le président sortant a été élu au premier tour, à cinq voix contre quatre pour le directeur d'antenne de France Bleu, Michel Meyer. M. Besse a mis en avant, dans son bilan, l'attention qu'il a portée au rétablissement de l'équilibre budgétaire de RFO. Il entend diriger son nouveau mandat autour de la création d'une radio d'outre-mer en Ile-de-France en 2002, annoncée par Lionel Jospin lundi, et le développement des télévisions régionales du groupe autour d'une chaîne par satellite, RFOsat, et le lancement du numérique terrestre outre-mer.

Le gouvernement a aussi ouvert la voie à la reconduction de Jean-Paul Cluzel au poste de PDG de Radio France Internationale (RFI), en annonçant qu'il renouvelait son mandat de représentant de l'Etat au conseil d'administration du groupe. Le CSA doit désigner le PDG de RFI parmi les sept représentants de l'Etat à ce conseil.

teurs – et par le développement du multimédia.

La métamorphose a été récompensée par les chiffres de Médiamétrie du 15 novembre : Radio France est forte de 29,7 % de parts de marché d'audience, France Info étant devenue la deuxième radio de France avec 13,2 % : « *Nous avons réussi à combiner une complémentarité des marques et montré que le service public avait un savoir-faire. Les événements du 11 septembre nous ont aidés mais ils ont été les mêmes pour toutes les radios* », explique le prési-

me l'intranet qui devrait relier les personnels de France et du monde grâce à 4 000 « *boîtes aux lettres* ».

Outre la numérisation, M. Cavada souhaite également décentraliser Radio France en accordant aux régions « *des pouvoirs qui seraient mieux gérés grâce à la proximité* ». Les 42 locales devraient être mises sous la tutelle de cinq ou six grandes circonscriptions.

Autre réforme : France-Inter. Le bruit court que les locaux ne devraient pas être les seuls à être remis à neuf. La direction de la

DÉPÊCHES

■ **TÉLÉVISION** : la première chaîne de télévision locale hertzienne privée en pays basque devait commencer ses émissions jeudi 22 novembre. « *Tvpi* » compte toucher les 250 000 habitants de la côte basque et du sud des Landes. Ses promoteurs sont trois industriels locaux qui prévoient un budget annuel de 5 millions de francs. « *Tvpi* » est déjà diffusée sur Internet depuis juillet 2000. Elle offrira une heure de programmes nouveaux chaque jour et sera financée exclusivement par la publicité, éventuellement celle de la grande distribution puisque son émetteur est situé en Espagne. – (Corresp.)

■ **PRESSE** : la directrice de Paris-Match, Anne-Marie Couderc, a été condamnée, mardi, par le tribunal correctionnel de Paris à 6 098 euros (40 000 francs) d'amende pour avoir publié le 12 avril une photo clandestine d'Alfred Sirven dans la cour de la prison de la Santé. Le tribunal a jugé que, selon le nouvel article 35 ter de la loi de 1881 relative à la liberté de la presse, inséré par la loi du 15 juin 2000, une telle photographie était interdite.

■ **La participation du groupe Amaury est montée de 14 % à 35 %** dans la holding de contrôle de la République du Centre, la Soparep, à la faveur d'une augmentation de capital, a indiqué mardi la direction du quotidien. L'éditeur du Parisien et de l'Equipe détient désormais la minorité de blocage de ce titre, que possédait auparavant la Nouvelle République du Centre-Ouest (NRCO), dont la part baisse à 29 %.

■ **Une nouvelle Association nationale des travailleurs des métiers de la presse**, regroupant 2 600 employés militants CGT de Sud-Ouest, Nice-Matin, L'Indépendant, Midi Libre, des sociétés agences et diffusion (SAD) de Nice et Bordeaux, des correcteurs, des rotativistes et de Paris Diffusion Presse devrait voir le jour lors d'une assemblée générale, le 12 décembre

Au siège du groupe, l'ère de l'ouverture succède à celle du repli sur soi

DES RONDEURS et des flèches. Partout, dans sa rotondité, la Maison de Radio France est ponctuée d'une impressionnante signalétique qui est chargée de

REPORTAGE

« Radio France est une grande maison, pas une grande famille », y souffle-t-on

guider le visiteur jusqu'à son hôte sans encombre. Cette débauche de panneaux, raconte-t-on, aurait été consentie à la suite du cuisant accueil qui avait été réservé à Jean Maheu en 1989. Le nouveau président de Radio France s'était perdu pendant qu'un inconnu était accueilli par erreur à sa place par l'équipe du journal de la mi-journée.

L'endroit est truffé de rumeurs de malheureux perdus dans des couloirs, dont on entend les pas mais que l'on ne voit pas venir : les courbes, bien sûr. Dans une histoire poétique – *La Cathédrale des ondes*, éditions Plume, 1993 –, Félicie Dubois narre ces anecdotes savoureuses – ces travailleurs clandestins : celui qui voulait impressionner sa fiancée ; ces journalistes improvisés : ce coursier venu attendre un ami et envoyé à sa place réaliser un entretien... L'eau sur laquelle la maison est bâtie donne encore lieu à des océans d'histoires parfois ensorcelées que des collaborateurs s'amuse à se raconter au fil des années.

Inaugurée le 14 décembre 1963 par le général de Gaulle, la Maison de Radio France fut imaginée ronde par son architecte, Henry Bernard, qui voulait en faire un lieu « *ami des sons et ennemi du bruit* » et qui entendait ainsi éviter toute réverbération. Ainsi, après les vastes halls sonores du rez-de-chaussée, où le public se presse le jour pour assister aux émissions ou le soir pour les concerts de l'Orchestre national de France ou de Radio France, les studios – dont le mythique 104 – sont nichés côté cour pour être protégés de la rue. La tour qui surplombe le cercle est

dévolue aux archives. Elle recèle deux radios qui ne sont pas les siennes : RMC Moyen-Orient et Radio France Internationale (RFI). Cette dernière, qui n'appartient plus au groupe depuis 1982, est locataire.

Longtemps, tournée en rond, la Maison de Radio France s'est confortablement repliée sur elle-même. L'un de ses présidents a même qualifié le quotidien de vie intra-utérine. A l'intérieur, c'est vrai, le visiteur est happé par cette ambiance feutrée. Les sons sont ailleurs et les gens qui passent préoccupés.

LES CLOISONS TOMBENT

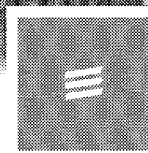
Les choses ont changé. Depuis quelques années, les fenêtres sont ouvertes. La maison regarde la Seine, Paris et le monde. La fameuse allée des Cyprès qui accueillait au neuvième étage les collaborateurs mis au « placard » a disparu. Avec l'arrivée de Jean-Marie Cavada, les cloisons ont commencé à tomber. Le jeu de dominos commencé à France Info devrait se poursuivre à France Inter, accompagnant les changements de la radio, sur sa grille comme dans ses couloirs.

« *Radio France est une grande maison, pas une grande famille* », souffle-t-on pourtant. La concurrence est rude, le service public sait aussi être cruel. Il y a beaucoup d'egos, comme partout dans la presse, avec ce sentiment d'exister sur le fil du rasoir ; en attendant d'être, ici, remplacé par celui ou celle qui aura une meilleure voix. Il y a les stars que l'on connaît, qui sont affichées sur de vastes posters dans les couloirs de France Inter, et les autres, plus émuovantes, comme ces voix qui disent la météo marine. Elles ont leurs admirateurs : ces navigateurs souvent reconnaissables à leur caban, qui débarquent au studio de France Inter lors du Salon nautique. Ils viennent remercier ces voix du bout du monde qui leur ont tenu compagnie tous les jours, pendant une demi-heure, en cabotage ou plus loin dans les 50^e Rugisants, parfois six mois durant.

B. M.



Il est parfois préférable que le chemin soit balisé



SCET

Le conseiller du secteur public local

Décideurs locaux, vous menez aujourd'hui de nombreux projets. Mais plus ceux-ci sont nombreux et complexes, plus les risques se multiplient. Parce que la SCET dispose d'une expérience incomparable sur les problématiques locales, elle vous aide à éviter les pièges et vous propose des voies nouvelles pour mener à bien vos initiatives.

Que vous soyez responsable de collectivité locale ou de société d'économie mixte, que vous ayez besoin d'un conseil global ou de consultants pour des missions ponctuelles, la SCET est le partenaire qui peut vous apporter des réponses à la mesure de vos enjeux locaux. Pour toute information : 01.49.10.07.81 ou www.scet.fr

GRUPPE CAISSE DES DÉPÔTS

Congrès des Maires de France Hall 3 - Allée G - Stand 69

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIES

● LEVI STRAUSS : le fabricant américain de jeans a obtenu gain de cause, mardi

20 novembre, auprès de la Cour de justice des communautés européennes contre le groupe britannique de supermarchés Tesco. La cour a fait droit au groupe américain d'interdire les exportations dans l'Union européenne de jeans à prix réduits en provenance de pays tiers.

● UNILEVER : le groupe anglo-néerlandais en pleine restructuration a annoncé, mardi, la cession de sa filiale DiverseyLever, spécialisée dans les services de nettoyage industriels et professionnels à l'américain Johnson Wax Professionnal pour 1,6 milliard de dollars.

● MAN : le constructeur allemand de poids lourds, qui a enregistré entre janvier et septembre une chute de son bénéfice imposable (68 millions d'euros contre 515 millions un an auparavant) a annoncé la suppression de 6 000 emplois d'ici la fin de 2002, soit 2 000 de plus que prévu.

● NOVARTIS : le groupe pharmaceutique suisse a reçu le feu vert des autorités japonaises pour commercialiser un nouveau médicament, le Glivec. Après les Etats-Unis et l'Union européenne, il s'agit de la troisième grande autorisation de mise sur le marché pour ce produit.

● LTV : le quatrième sidérurgiste américain a demandé, mardi, au tribunal des faillites, l'autorisation de liquider ses actifs. Placé sous chapitre 11 depuis un an, le groupe n'a plus assez de liquidités pour continuer son activité. 7 500 emplois sont menacés et 52 000 retraités pourraient perdre leur retraite.

SERVICES

● BERTELSMANN : le troisième groupe mondial de communication a demandé, mardi, à l'Office allemand des cartels que « le marché du câble en Allemagne reste ouvert » et que « tous les acteurs continuent de bénéficier d'un accès égal au câble ». Bertelsmann s'inquiète de la montée en puissance de l'américain Liberty Media. Après le rachat, en août, de six des neuf réseaux câblés détenus par Deutsche Telekom, Liberty Media

vient d'acquiescer la chaîne TeleColombus et tente de reprendre la part de Rupert Murdoch dans KirchPayTV, filiale de Kirch.

● SODEXHO ALLIANCE : Pierre Bellon, PDG du groupe de restauration collective, a annoncé, mardi, qu'il avait décidé de « prendre du recul » et donner « une responsabilité accrue » à son directeur général Albert George à qui il a cédé la direction opérationnelle de l'ensemble du groupe depuis le 1^{er} novembre.

● ONE.TEL : la filiale française de l'opérateur téléphonique australien, en redressement judiciaire depuis juin, a été rachetée par le groupe Iliad mardi. Racheté depuis 1999 en France, One.Tel revendique 450 000 clients et emploie 120 salariés, qui vont être repris par Iliad.

● KPN : l'opérateur téléphonique néerlandais va lancer une augmentation de capital de 5 milliards d'euros. La vente de cette nouvelle tranche d'actions sera garantie par le gouvernement néerlandais et un groupe de banques. Le prix de vente est fixé à 4,05 euros, soit une décote de 33 % par rapport au cours actuel de l'action.

FINANCES

● CONSORS : le deuxième courtier en ligne européen sera revendu par le consortium bancaire qui vient de racheter sa maison mère, SchmidtBank, a indiqué son patron, Karl Matthaeus Schmidt, au quotidien allemand Die Welt de mercredi 21 novembre. Ce consortium comprend Deutsche Bank, HypoVereinsbank, Dresdner Bank, Commerzbank et Bayerische Landesbank.

● CDR : nommé, mardi, en remplacement de Raymond Lévy à la tête du conseil de surveillance du Consortium de réalisation, chargé de céder les actifs compromis du Crédit lyonnais, Jean-Pierre Aubert a indiqué que « solder les dossiers de contentieux et de créances » constituait « un beau challenge ».

RÉSULTATS

● AIR LIB : le déficit de la compagnie aérienne (ex AOM-Air Liberté) devrait approcher les 600 millions de francs fin 2001, contre 460 millions de francs initialement prévus, a-t-on appris de source syndicale à l'issue d'un Comité d'entreprise (CE), mardi.

VALEUR DU JOUR

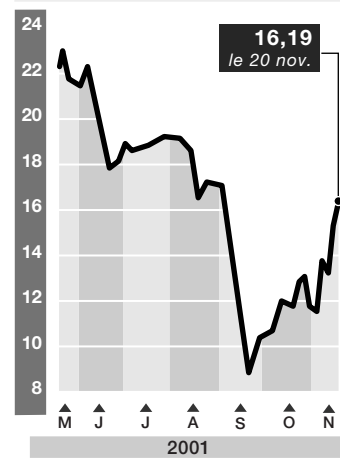
Lufthansa va licencier pour la première fois depuis dix ans

L'ACTION de la compagnie aérienne nationale allemande a ouvert en baisse mercredi 21 novembre à la Bourse de Francfort. Dans les premières transactions, le titre Lufthansa perdait 0,62 %, à 16,05 euros. La veille, l'action avait cédé un peu de terrain, terminant la séance à 16,19 euros, en léger repli de 0,31 %. L'annonce, quelques heures plus tôt, d'importants licenciements, pouvant aller jusqu'à 4 000, n'a eu aucune incidence sur les transactions. C'est la première fois depuis la crise qui a frappé le transport aérien au début des années 1990 que Lufthansa, qui emploie 85 000 salariés, annonce de telles mesures.

Ces licenciements ne sont pas une surprise : depuis plusieurs semaines, direction et syndicats de la compagnie aérienne sont à la recherche d'un consensus sur la réduction des coûts. Faute d'un accord, Juergen Weber, président du directoire, avait menacé de procéder à des licenciements secs à partir du 15 novembre. Une dernière réunion s'est tenue à la veille du week-end, au cours de laquelle les syndicats ont proposé un plan de plus de 84 millions d'euros de réduction des coûts. Mais, selon les organisations syndicales, la direction a refusé en échange de donner des engagements satisfaisants sur le maintien de l'emploi. Les principaux secteurs concernés par ces réductions d'emplois

Action Lufthansa

en euros à Francfort



devraient être le service du transport de passagers au sol ainsi que la filiale de restauration, LSG Sky Chef.

Lufthansa a aussi annoncé un recul de 13,3 % du nombre de passagers transportés en octobre et un taux d'occupation des sièges de 65,4 %, en raison de l'impact des attentats du 11 septembre aux Etats-Unis. En dépit de ces statistiques, les analystes sont plutôt optimistes : Crédit suisse First Boston estime que la compagnie allemande est l'une des mieux placées face à ses homologues européennes et reste une valeur attractive si on la juge sur son potentiel en matière de création de valeur pour l'actionnaire. Dans l'immédiat, la compagnie a reconnu perdre quotidiennement quelque 10 millions d'euros.

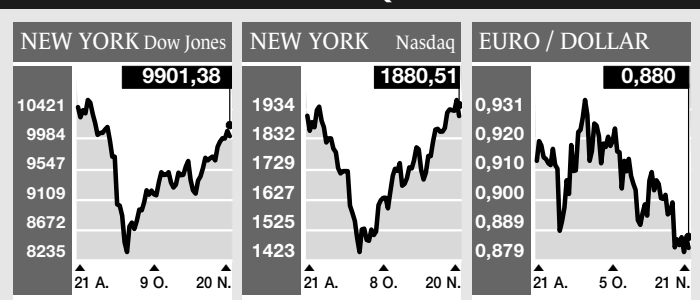
François Bostnavaron

EUROPE



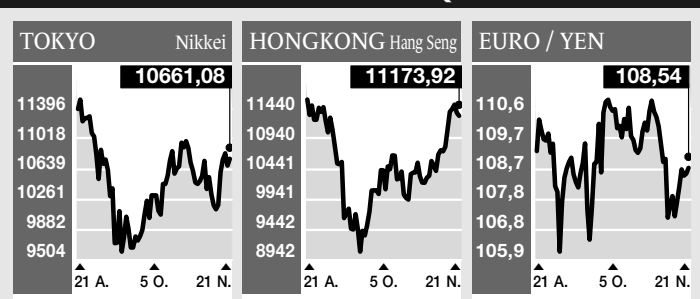
Europe 9h57	Indices sélection	cours 20/11	Var. % 20/11	Var. % 31/12
EUROPE	EURO STOXX 50	3741,37	-0,16	-21,60
EUROPE	STOXX 50	3670,10	-0,11	-19,46
EUROPE	EURO STOXX 324	309,86	-0,22	-20,91
EUROPE	STOXX 653	295,67	-0,19	-17,82
PARIS	CAC 40	4566,83	-0,58	-22,94
PARIS	MIDCAC	....	....	....
PARIS	SBF 120	3132,82	-0,64	-22,12
PARIS	SBF 250	....	....	....
PARIS	SECOND MARCHÉ	....	....	....
AMSTERDAM	AEX	499,59	-0,43	-21,65
BRUXELLES	BEL 20	2689,72	-0,06	....
FRANCFORT	DAX 30	5076,44	-0,39	....
LONDRES	FTSE 100	5282,50	-0,31	-15,11
MADRID	STOCK EXCHANGE	8484,10	-0,66	-6,87
MILAN	MIBTEL 30	32569	0,43	-25,50
ZURICH	SPI	6473,60	-0,12	....

AMÉRIQUES



Amérique 9h57	Indices sélection	cours 20/11	Var. % 19/11	Var. % 31/12
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9901,38	-0,75	....
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1142,66	-0,73	-13,45
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	1880,51	-2,79	-23,88
TORONTO	TSE INDEX	7381,21	-0,56	-17,38
SAO PAULO	BOVESPA	12638,13	....	-17,18
MEXICO	BOLSA	321,21	-0,24	1,65
BUENOS AIRES	MERVAL	204,87	-6,08	-50,84
SANTIAGO	IPSA GENERAL	112,71	-1,22	17,41
CARACAS	CAPITAL GENERAL	6305,51	-0,77	-7,61

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 9h57	Indices sélection	cours 20/11	Var. % 20/11	Var. % 31/12
TOKYO	NIKKEI 225	10661,08	0,81	-22,67
HONGKONG	HANG SENG	11173,92	-0,46	-25,98
SINGAPOUR	STRAITS TIMES	1461,58	1,02	-24,15
SÉOUL	COMPOSITE INDEX	76,55	-0,12	20,84
SYDNEY	ALL ORDINARIES	3272,50	-0,48	3,73
BANGKOK	SET	18,99	2,65	1,93
BOMBAY	SENSITIVE INDEX	3246,70	0,47	-18,26
WELLINGTON	NZSE-40	2024,06	-0,90	6,44

SUR LES MARCHÉS

PARIS

LA BOURSE de Paris a ouvert en baisse de 0,97 % mercredi, l'indice CAC 40 des valeurs vedettes de la place parisienne s'établissant à 4 548,92 points. Il avait terminé mardi sur un repli de 1,44 % à 4 593,52 points.

FRANCFORT

LA BOURSE de Francfort a ouvert en légère baisse mercredi, l'indice DAX des principales valeurs cotées sur le marché allemand cédant 0,09 %, à 5 091,49 points, dans les premiers échanges, contre 5 096,18 points la veille.

LONDRES

LES MARCHÉS d'actions anglais ont ouvert en baisse mercredi, l'indice Footsie des cent principales valeurs reculant de 16,8 points (-0,32 %), à 5 281,9 points, contre 5 298,70 points la veille.

TOKYO

L'INDICE Nikkei a fini, mercredi 21 novembre, sur un gain de 0,81 %, à 10 661,08 points, entraîné à la hausse par le secteur bancaire. Les investisseurs, qui espèrent que les banques japonaises adopteront une approche plus réaliste pour régler leurs problèmes de créances douteuses, ont été rassurés en apprenant qu'Asahi Bank était la première à avouer que son résultat pour l'exercice avril 2001-mars 2002 serait probablement déficitaire, en partie parce qu'elle a accéléré ses efforts pour résorber de telles créances.

NEW YORK

LES MARCHÉS américains étaient en recul, mardi 20 novembre, en raison de prises de bénéfices. Le Dow Jones a cédé 0,75 %, à 9 901,38 points et l'indice composite du Nasdaq, riche en valeurs de technologies, a fléchi de 2,79 %, à 1 880,51 points. Le Standard & Poor's 500, plus représentatif de la tendance générale, a fini en baisse de 0,73 %, à 1 142,66 points. Une résistance importante au niveau psychologique de 10 000 points pour le Dow Jones et de 2 000 points pour le Nasdaq freine le progression, selon les investisseurs.

TAUX

LES RENDEMENTS des emprunts d'Etat européens étaient stables, mercredi matin 21 novembre, peu affectés par le repli des marchés américains. Les taux se tendaient légèrement. Celui de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) français à dix ans s'inscrivait à 4,71 %, tandis que celui du Bund, son homologue allemand, s'établissait à 4,568 %.

MONNAIES

LA DEVISE européenne baissait légèrement face au dollar, mercredi matin, sur le marché des changes, et cotait 0,8812 dollar. L'euro évoluait dans des marges étroites, avant la publication de l'indice Ifo sur le climat des affaires en Allemagne, qui permettra de mesurer l'état de santé de la première économie de la zone euro. Le dollar se tenait bien face à la devise japonaise et s'échangeait à 123,26 yens.

ÉCONOMIE

Un déficit commercial américain en trompe l'œil

LES ATTENTATS du 11 septembre ont entraîné une forte réduction du déficit commercial américain en septembre, mais cette amélioration, très exceptionnelle, ne signifie rien de bon pour l'économie américaine en récession. Le déficit de la balance commerciale des biens et services a chuté de 31 % en septembre pour tomber à 18,7 milliards de dollars (21,25 milliards d'euros), contre 27,1 milliards de dollars en août (et 29,2 milliards de dollars en juillet), a annoncé, mardi 20 novembre, le département du commerce. La baisse du déficit commercial en septembre est la plus forte depuis 1992, date depuis laquelle le département publie ces statistiques sous leur forme actuelle. Il s'agit aussi du déficit le plus faible depuis mars 1999.

La réduction du déficit s'explique, sur le papier, par le recul nettement plus important des importations (-14 %) que des exportations (-8,5 %). Ce repli est également dû aux milliards de dollars des compagnies d'assurances étrangères reçus par les entreprises américaines pour les dédommager des attentats du 11 septembre. Ces chiffres vont conduire à réviser en nette baisse l'activité économique au troisième trimestre.

■ L'indice composite des principaux indicateurs économiques aux Etats-Unis, censé préfigurer l'évolution de la conjoncture dans les six à neuf prochains mois, a progressé de 0,3 % en octobre par rapport à septembre, après deux mois consécutifs de baisse, a annoncé, mardi, la Conférence Board, un institut privé de conjoncture.

■ OCDE : pour la première fois depuis vingt ans, la croissance des pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) devrait être légèrement négative au second semestre de cette année (-0,3 %), victime du choc consécutif aux attentats du 11 septembre. La croissance dans la zone OCDE devrait ensuite rester très faible au premier semestre 2002, selon le rapport semestriel sur les perspectives économiques mondiales publié mardi.

■ ZONE EURO : les pays de la zone euro devraient enregistrer une croissance limitée du PIB total, en augmentation de 1,6 % cette année et de 1,4 % en 2002. Il doit cependant rebondir, à 3,0 %, en 2003, selon les prévisions de

l'OCDE mardi. Au deuxième semestre de cette année, le PIB européen devrait progresser de 0,4 % seulement, puis de 1,4 % au premier semestre de l'année prochaine, avant de nettement remonter, à 2,7 % au second semestre 2002 et 3,1 % au premier semestre 2003.

■ FRANCE : la consommation des ménages français en produits manufacturés (25 % des dépenses de consommation) a reculé de 0,4 % au mois d'octobre, en données corrigées des variations saisonnières, après une baisse de 0,1 % en septembre (chiffre révisé), selon les données communiquées par l'INSEE, mercredi. Cette consommation a progressé de 3 % en octobre 2001 par rapport à octobre 2000, selon l'INSEE.

■ La croissance française atteindra 2 % en 2001 et 1,6 % en 2002, selon les prévisions publiées, mardi, par l'OCDE, qui estime néanmoins qu'il y aura un redressement à 3 % en 2003. L'OCDE revoit ainsi fortement à la baisse ses prévisions de mai, qui étaient de 2,6 % pour 2001 et 2,7 % pour 2002.

■ La France a enregistré en septembre un excédent de ses transactions courantes en nette baisse, à 1,9 milliard d'euros, après 4,4 milliards d'euros en août, selon les données corrigées des variations saisonnières publiées, mardi, par le ministère français des finances et la Banque de France.

■ GRANDE-BRETAGNE : les finances publiques britanniques ont dégagé un excédent de 5,908 milliards de livres sterling (9,847 milliards d'euros) en octobre, contre un déficit de 3,84 milliards de livres en septembre (chiffre révisé), a indiqué, mardi, l'Office national des statistiques.

■ La Grande-Bretagne a enregistré en septembre un déficit commercial de 2,247 milliards de livres sterling (3,745 milliards d'euros), après un déficit de 3,389 milliards de livres en août, a annoncé mardi l'Office national des statistiques.

■ ITALIE : le Fonds monétaire international (FMI) a révisé son estimation de la croissance pour l'Italie, prévoyant une hausse de 1,2 % en 2002, au lieu de 2 % précédemment, en raison surtout du ralentissement économique mondial et des répercussions des attentats aux Etats-Unis, a annoncé, mardi, FMI. L'estimation de croissance pour 2001 reste de 1,8 %.

■ La hausse des prix à la consommation en Italie en novembre a été estimée, mardi, entre 2,3 % et 2,4 % sur douze mois, d'après les prix relevés dans un échantillon de grandes villes et selon les calculs des agences de presse italiennes Ansa et Radiocor.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55957	EURO	0,15245
DEUTSCHEMARK	1,95583	DEUTSCHEMARK	3,35385
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93627	LIRE ITAL. (1000)	3,38774
PESETA ESPAG. (1000)	1,66386	PESETA ESPAG. (1000)	3,94238
ESCUDO PORT. (1000)	2,00482	ESCUDO PORT. (1000)	3,27190
SCHILLING AUTR. (100)	1,37693	SCHILLING AUTR. (100)	1,41890
PUNT IRLANDAISE (100)	0,78756	PUNT IRLANDAISE (100)	3,32894
FLORIN NÉERLANDAIS (100)	2,20371	FLORIN NÉERLANDAIS (100)	2,97660
FRANC BELGE (100)	4,03399	FRANC BELGE (100)	1,62607
MARKKA FINLAND. (100)	5,94573	MARKKA FINLAND. (100)	1,10324
DRACHME GREC. (100)	3,40750	DRACHME GREC. (100)	1,92503

Hors zone Euro

Euro contre	20/11
COURONNE DANOISE	7,4455
COUR. NORVÉGIENNE	7,9125
COUR. SUÉDOISE	9,3660
ÉCARTS TCHÈQUE	33,1720
DOLLAR AUSTRALIEN	1,6941
DOLLAR CANADIEN	1,4044
DOLLAR HONGKONG	6,8820
DOLLAR NÉO-ZÉLAND	2,1255
FORINT HONGROIS	249,8800
LEU ROUMAIN	27692
ZLOTY POLONAIS	3,6152

Cours de change croisés

21/11 9h57	Cours DOLLAR	Cours YEN(100)	Cours EURO	Cours FRANC	Cours LIVRE	Cours FR.S.
DOLLAR	....	0,81133	0,88075	0,13427	1,41890	0,60412
YEN	123,25500	....	108,54500	16,55000	174,91000	74,45500
EURO	1,13540	0,92128	....	0,15245	1,61115	0,68600
FRANC	7,44770	6,04320	6,55957	....	10,56840	4,99970
LIVRE	0,70477	0,57180	0,62070	0,09465	....	0,42575
FRANC SUISSE	1,65530	1,34305	1,45780	0,22230	2,34870	....

Taux d'intérêt (%)

Taux 20/11	Taux j. j.	Taux 3 mois	Taux 10 ans	Taux 30 ans
FRANCE	3,25	3,26	4,69	5,18
ALLEMAGNE	3,32	3,33	4,55	5,10
GDE-BRETAG.	3,44	3,44	4,67	4,43
ITALIE	3,32	3,30	4,88	5,46
JAPON	0,03	0,02	1,36	2,40
ÉTATS-UNIS	2,03	1,94	4,80	....
SUISSE	1,85	2,05	3,08	3,74
PAYS-BAS	3,29	3,30	4,71	5,17

Matif

Cours 9h57	Volume 21/11	dernier prix	premier prix
Notionnel 5,5			
DÉCEMBRE 2001	13	90,85	90,83
Euribor 3 mois			
JANVIER 2001	NC	NC	NC

Pétrole

En dollars	Cours 20/11	Var. % 19/11
BRENT (LONDRES)	18,99	+1,28
WTI (NEW YORK)	17,72	....
LIGHT SWEET CRUDE	18,71	+5,47

Or

En euros	Cours 20/11	Var. % 19/11
OR FIN KILO BARRE	9900	-0,50
OR FIN LINGOT	9910	-1,69
ONCE D'OR (LO)	272,95	-11,09
PIÈCE FRANCE 20 F	57,90	-0,34
PIÈCE SUISSE 20 F	59	+0

VALEURS EUROPÉENNES

● KPN : le titre de la société néerlandaise KPN Telecom s'inscrit en baisse de 10,30 %, à 5,4 euros, lors des premiers échanges, mercredi 21 novembre, à Amsterdam. KPN avait annoncé avant l'ouverture une perte trimestrielle de 231 millions d'euros et une augmentation de capital de 5 milliards d'euros.

● MAN : le groupe de camion allemand a vu son action baisser de 1,97 %, à 22,45 euros, mercredi à Francfort, après avoir annoncé un bénéfice de 68 millions d'euros, en baisse de 86,7 %, pour les neuf premiers mois de l'année. Le groupe, très affecté par la chute des ventes, a annoncé la suppression de 6 000 emplois d'ici à la fin de 2002.

● BASF : les actions du groupe pharmaceutique allemand perdent 1,04 %, à 42,75 euros, à Francfort mercredi, alors que la Commission européenne menace de lui infliger une amende record de 350 millions d'euros pour entente illicite sur les marchés des vitamines.

● ALITALIA : le cours de l'action de la compagnie aérienne italienne restait stable, à 1,09 euro, mardi à la clôture de Milan. Alitalia a annoncé la suppression de 3 500 emplois, soit 15 % de ses effectifs.

21/11 9h55

Table of stock prices for the AUTOMOBILE sector, including companies like AUTOLIV SDR, BASF AG, and BMW.

BANQUES

Table of stock prices for the BANQUES sector, including companies like ABBEY NATIONAL, ABN AMRO HOLDING, and ALL & LEICS.

CONSTRUCTION

Table of stock prices for the CONSTRUCTION sector, including companies like ACCIONA, ACESA R, and ACS.

PRODUITS DE BASE

Table of stock prices for the PRODUITS DE BASE sector, including companies like ACERLARIA, ACERINOX R, and ALUMINIUM GREC.

CHIMIE

Table of stock prices for the CHIMIE sector, including companies like AIR LIQUIDE, AKZO NOBEL NV, and BASF AG.

CONGLOMÉRATS

Table of stock prices for the CONGLOMÉRATS sector, including companies like D'ETEREN SA, GBL, and GEVAERT.

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Table of stock prices for the TÉLÉCOMMUNICATIONS sector, including companies like EQUANT NV, ATLANTIC TELECO, and BRITISH TELECOM.

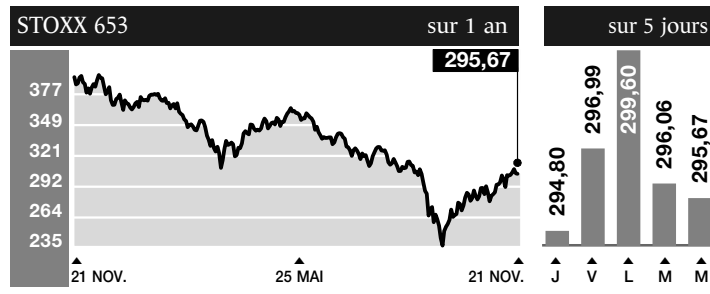


Table of stock prices for various companies in the STOXX 653 index, including NH HOTELES, NXP, and P & O PRINCESS.

ALIMENTATION ET BOISSON

Table of stock prices for companies in the ALIMENTATION ET BOISSON sector, including ALLIED DOMECO, ASSOCIAT BRIT F, and BBAG OE BRAU-BE.

PHARMACIE

Table of stock prices for companies in the PHARMACIE sector, including ACTELION N, ALTANA AG, and AMERSHAM.

BIENS D'ÉQUIPEMENT

Table of stock prices for companies in the BIENS D'ÉQUIPEMENT sector, including ABB N, ADECCO N, and AGGREGO.

Advertisement for 'Le Monde ARGENT' featuring the headline 'Tous les week-ends faites un bon placement' and 'Le Monde Argent, un supplément du Monde en vente chaque samedi avec l'édition datée dimanche-lundi'.

Table of stock prices for companies in the ÉNERGIE sector, including UCB, WILLIAM DEMANT, and WS ATKINS.

ÉNERGIE

Table of stock prices for companies in the ÉNERGIE sector, including BG GROUP, BP, and CEPSA.

SERVICES FINANCIERS

Table of stock prices for companies in the SERVICES FINANCIERS sector, including 3I GROUP, ALPHA FINANCE, and AMVESCAP.

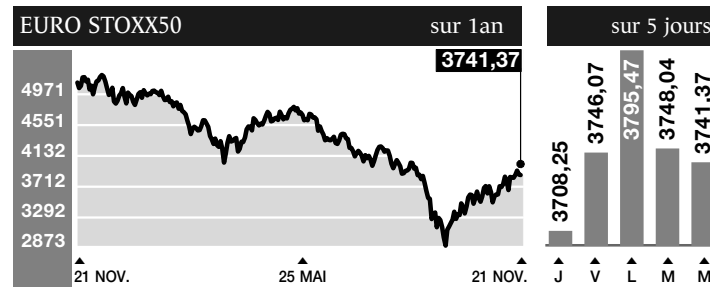


Table of stock prices for various companies in the EURO STOXX50 index, including SCHNEIDER ELECT, SEAT PAGINE GIA, and SEAT PAGINE GIA.

ASSURANCES

Table of stock prices for companies in the ASSURANCES sector, including AEGIS GROUP, AEGON NV, and AGF.

HAUTE TECHNOLOGIE

Table of stock prices for companies in the HAUTE TECHNOLOGIE sector, including AIXTRON, ALCATEL-A, and ALTEC.

MEDIAS

Table of stock prices for companies in the MEDIAS sector, including B SKY B GROUP, CANAL PLUS, and CAPITAL RADIO.

SERVICES COLLECTIFS

Table of stock prices for companies in the SERVICES COLLECTIFS sector, including ACEA, AEM, and BRITISH ENERGY.

BIENS DE CONSOMMATION

Table of stock prices for companies in the BIENS DE CONSOMMATION sector, including AHOLD, ALTADIS, and AMADEUS GLOBAL.

AMSTERDAM

Table of stock prices for companies listed on the Amsterdam stock exchange, including AIRSPRAY NV, ANTONOV, and CTAC.

BRUXELLES

Table of stock prices for companies listed on the Brussels stock exchange, including ARTHUR.

CODES PAYS ZONE EURO

Table listing the stock exchange codes for various countries in the Eurozone, such as France (FR), Germany (DE), and Spain (ES).

CODES PAYS HORS ZONE EURO

Table listing the stock exchange codes for countries outside the Eurozone, such as Switzerland (CH) and Norway (NO).

VALEURS FRANCE

● Le titre France Télécom a débuté, mercredi 21 novembre, en forte baisse de 7,65 %, à 45,25 euros. L'opérateur de télécommunications a annoncé une émission d'obligations, échangeables en actions existantes, d'un montant de 3,04 milliards d'euros à échéance 2005. L'opération, sursouscrite quatre fois, permettra d'écouler les actions rachetées à Orange en mars 2001 et de refinancer la dette, qui s'élève à 65 milliards d'euros.

● L'action Usinor a été suspendue en début de séance, mercredi, dans l'attente du verdict de la Commission européenne, en milieu de journée, sur le rapprochement du sidérurgiste français avec ses homologues Aceralia et Arbed.

● Le titre TotalFinalElf se négociait lors des premiers échanges, mercredi, en hausse de 1,92 %, à 149 euros. Le groupe pétrolier a annoncé un résultat net courant de 1,76 milliard d'euros pour le troisième trimestre, en baisse de 17 % par rapport à l'an dernier. Il a confirmé son objectif d'une hausse de 10 % de sa production d'hydrocarbure en 2002.

● L'action LVMH a débuté la séance mercredi en léger repli de 0,7 % à 46,97 euros. Bernard Arnault, PDG du groupe de luxe, a déclaré dans un entretien au Financial Times, qu'il n'excluait pas de sortir à terme de la distribution, qu'il juge extérieure à son cœur de métier.

PREMIER MARCHÉ

MERCREDI 21 NOVEMBRE Cours à 9 h 57
 Dernier jour de négociation des OSRD : 26 novembre

France	Cours en euros	Cours en francs	% Var. veille	Paiement dernier coupon(1)
ACCOR	37,50	245,98	-2,04	01/11
AFFINE	36,90	242,05	...	01/11
AGF	57,80	379,14	-0,34	06/06
AIR FRANCE C...	16,14	105,87	-3,93	24/09

AIR LIQUIDE	163	1069,21	+0,93	10/05	EURAZO	60,90	399,48	-0,25	26/04
ALCATEL A	20,36	133,55	-2,82	07/05	EURODISNEY	0,95	6,23	-1,04	30/09
ALCATEL O	9,66	63,37	+1,58	07/05	EUTURNEL	0,93	6,10	+1,09	05/07
ALSTOM	13,92	91,31	+0,22	30/07	FAURECIA	62,30	408,66	-0,32	05/07
ALTRAN TECHN	49,80	326,67	+1,48	02/07	F.F.P. (NY)	98,80	648,09	+0,41	14/06
ARBEL	3,58	23,48	-0,28	01/07	FIMALAC	39,34	258,05	+1,21	07/06
AREVA CIP	152,60	1000,99	+0,27	17/07	FINAXA	...	...	...	...
ATOS ORIGIN	79,90	524,11	-2,56	...	FONCLYON	26,70	175,14	+0,04	28/05
AVENTIS	81,25	532,97	+1,12	25/06	FRANCE TELECOM	45,69	299,71	-6,76	14/06
AXA	25,65	168,25	+0,39	14/05	FRANMAG	91,50	600,20	...	...
BACOU DALLOZ	84,15	551,99	+0,06	04/07	GALERIES LAF	144	944,58	-2,31	13/06
BAIL INVESTI	121	793,71	...	31/05	GAMMONT	32,50	213,19	-3,85	11/05
BAZAR HOT.V	...	...	...	05/06	GENCIA	84,15	551,99	+0,06	20/06
BEGHIN SAY	36,88	241,92	+0,19	...	GENERALE DE	15,30	100,36	-1,29	...
BIC	37,10	243,36	-0,40	15/06	GEOHYSEQUE	37,30	244,67	+0,81	12/07
BNP PARIBAS	99,15	650,38	-0,05	11/06	GFI INFORMAT	12,40	81,34	-3,13	25/07
BOLLORE	238,10	1561,83	+0,04	12/10	GRANDVISION	17,17	112,63	-0,87	31/05
BOLLORE INV	51,25	336,18	+0,97	26/06	GROUPE ANDRE	124,50	816,67	+4,62	31/05
BONGRAIN	42,20	276,81	+1,52	11/05	GROUPE GASCO	69,60	456,55	+0,14	30/05
BOUYGUES	36,67	240,54	+1,45	08/06	GROUPE PARTO	61,95	406,37	+3,08	10/04
BOUYGUES OFF	35,86	235,23	+0,17	31/05	GR.ZANNIER	80,20	526,08	...	...
B.P. (LA CI)	...	...	...	...	GUYENNE GASC	85,70	562,16	-0,23	07/06
BULL	1,10	7,22	-15,38	...	HAVAS ADVERT	9,14	59,95	-0,11	17/07
BURELLE (LY)	51,90	340,44	-0,10	12/06	HEMERY	103,20	676,95	+1,47	02/07
BUSINESS OBJ	38,49	252,48	-1,94	...	IMMOBILIAIRES	...	...	...	...
CANAL	3,70	24,27	+1,37	02/05	IMMOBANQUE	...	...	...	...
CAP GEMINI	74	485,41	-3,39	18/05	IM.MARSEILLA	3180	20859,43	-2,15	06/07
CARBONE-LORR	36	236,14	+2,42	09/05	INFORMAGES E	15,48	101,54	-3,25	...
CARREFOUR	58,20	381,77	+0,95	03/05	INGENICO	25,87	169,70	-2,38	03/07
CASINO GUICH	58,85	386,03	+1,29	11/06	ISIS	143,90	943,92	+0,63	...
CASINO GUICH	82,80	543,13	+1,10	11/06	JC DECAUX	11,55	76,76	+5	...
CASTORAMA DU	58,95	386,69	+0,77	11/06	KAUFMAN ET B	11,25	100,03	+1,13	01/06
CEGID (LY)	87,05	571,01	+0,17	20/06	KLEPPIERRE	108,50	711,71	+1,40	20/04
CEREO	28,90	189,57	-0,31	...	L'OREAL	76,95	504,76	+1,05	08/06
CERESTAR	30,87	202,49	-0,29	...	LAGARDE	102,90	674,98	+0,59	05/07
CFR.RECYCLIN	40,26	264,09	-1,80	30/03	LAGARDERE	46,15	302,72	-0,32	25/05
CGIP	34,25	224,67	-1,58	08/06	LAPYRE	46,50	305,02	-0,96	05/05
CHARGEURS	63	413,25	-0,40	20/07	LEBON (CIE)	51,70	339,13	+1,37	16/05
CHRISTIAN DI	34,29	224,93	-0,87	05/06	LEGRAND ORD	158	1036,41	...	...
CIC-ACTIONS	120,70	791,74	-0,08	06/06	LEGRAND ADP	...	...	...	...
CIMENTES FRAN	48,01	314,92	+0,23	20/06	LEGRIS INDUS	18,78	123,19	+0,70	15/06
CLARINS	59,95	393,25	-0,75	20/07	LIBERTY SURF	4,01	26,30	-6,74	...
CLUB MEDITER	46,40	304,36	-0,64	20/03	LOCINDUS	125,80	825,19	...	...
CNP ASSURANC	36,02	236,28	-1,29	15/06	LOUVRE	63,50	416,53	-0,78	11/06
COFACE	58	380,46	-1,19	14/05	LVMH MOET H	46,67	306,14	-1,33	05/06
COFLEXIP	156,40	1025,92	-0,70	...	MARINE WENDE	59,90	392,92	+1,53	30/11
COLAS	64,40	422,44	-0,31	29/05	MARIONNAUD P	50,70	332,57	+0,20	...
CONTIN.ENTRE	...	...	...	...	MAUREL ET PR	14,90	97,74	+4,20	31/03
CRED.FON.FRA	15,20	99,71	...	03/07	MAUREL ET PR	3,40	22,30	...	04/07
CREDIT LYONN	37,78	247,82	+0,40	09/05	METALEUROPE	3,40	22,30	...	04/07
CS.COM.ET.SY	8,56	56,15	-2,17	...	MICHELIN	38,86	254,90	+0,05	22/05
DAMART	79	518,21	+1,02	20/12	MONTUPET SA	11,30	74,12	...	30/06
DANONE	129,90	852,09	+0,23	06/06	NATEXIS BQ P	95,50	626,44	-1,34	05/06
DASSAULT-AVI	314	2059,70	-1,20	10/05	NEOST	33,51	219,81	-0,86	...
DASSAULT SYS	51,60	338,47	-1,71	25/06	NEXANS	16,41	107,64	-2,03	...
DEV.R.N.P-CA	14,90	97,74	...	18/06	NORBERT DENT	21,50	141,03	-3,33	06/06
DEVEAUX(LY)	63,20	414,56	...	02/07	NORD-EST	25,30	165,96	+1,28	12/06
DMC (DOLLFUS)	7,70	50,51	+1,32	20/06	NRJ GROUP	22	144,31	-3,93	15/03
DYNACTION	24	157,43	...	10/07	OBERTHUR CAR	7,87	51,62	+0,77	...
EIFFAGE	64,20	421,12	+0,55	30/04	OLIPAR	...	...	...	...
ELECT.MADAGA	22,60	148,25	...	...	ORANGE	9,91	65,01	-2,84	...
ELIOR	8,44	55,36	-5,17	23/04	OXYG.EXT-ORI	...	...	...	29/06
ENTENIAL(EX)	27	177,11	+0,75	06/06	PECHINEY ACT	52,10	341,75	-1,42	02/05
ERAMET	33	216,47	-2,37	15/06	PECHINEY B P	...	...	...	02/05
ESSILOR INTL	32,70	214,50	+2,16	21/05	PENAUILLÉ PO	32,50	213,19	-4,41	20/06
ESSO	80,60	528,70	+1,38	04/10	PERNOD-RICAR	76	498,53	-0,07	10/05
EULER	43	282,06	-3,37	02/05	PEUGEOT	50,05	328,31	+0,72	23/05

PINAULT-PRIN	148	970,82	-0,87	08/06	PLASTIC OMN	69,50	455,89	+0,65	22/05
PROVIMI	17,50	114,79	+1,74	...	PSB INDUSTRI	77,95	511,32	-0,06	01/06
PUBLICIS CR	28,21	185,05	-2,05	10/07	REMY COINTRE	24,36	159,79	+0,45	02/10
RENAULT	39,72	260,55	-0,08	05/06	RHODIA (LA)	10,97	71,96	-1,70	15/05
REXEL	62,50	409,97	+0,16	01/06	ROCHETTE (LA)	6,10	40,01	-3,17	15/05
ROUGIER	54,70	358,81	...	04/07	ROUGIER C	133,30	874,39	-0,15	04/05
ROYAL CANIN	49,90	327,32	+3,53	12/06	RUE IMPERIAL	...	...	...	06/06
SAGEM ADP	48	314,86	+3	10/07	SADE (NY)	...	...	...	12/06
SAGEM S.A.	62,80	411,94	+4,49	10/07	SAGEM S.A.	...	...	...	10/07
SAINT-GOBAIN	168,50	1105,29	+0,36	02/07	SANOFI SYNTH	74,75	490,33	+1,01	01/06
SALVAPER (NY)	49,90	327,32	+1,20	04/07	SCHNEIDER EL	50,50	331,26	-2,51	07/05
SANOFI SYNTH	74,75	490,33	+1,01	01/06	SCOR SVN	39,45	258,78	+0,90	02/05
SCHNEIDER EL	50,50	331,26	-2,51	07/05	S.E.B.	59,35	389,31	-0,25	08/06
SCOR SVN	39,45	258,78	+0,90	02/05	SEITA	45,56	298,85	-3,88	16/07
S.E.B.	59,35	389,31	-0,25	08/06	SELECTIBAIL	16,16	106	-0,25	31/05
SEITA	45,56	298,85	-3,88	16/07	SIDEL	50	327,98	-0,10	...
SELECTIBAIL	16,16	106	-0,25	31/05	SILIC	158,40	1039,04	+0,51	12/06
SIDEL	50	327,98	-0,10	...	SIMCO	75,80	497,22	+1	20/06
SILIC	158,40	1039,04	+0,51	12/06	SKIS ROSSIGN	13,47	88,36	+2,43	19/09
SIMCO	75,80	497,22	+1	20/06	SOCIETE GENE	63,85	418,83	-1,01	11/05
SKIS ROSSIGN	13,47	88,36	+2,43	19/09	SODEHO ALLI	44,50	291,90	-7,64	06/03
SOCIETE GENE	63,85	418,83	-1,01	11/05	SOGEPARC (FI)	...	...	...	04/07
SODEHO ALLI	44,50	291,90	-7,64	06/03	SOPHA	30,34	199,02	+0,03	18/05
SOGEPARC (FI)	...	...	...	04/07	SOPRA GROUP	42,94	281,67	-2,19	05/07
SOPHA	30,34	199,02	+0,03	18/05	SPR COMMUNI	66,95	439,16	-2,97	31/05
SOPRA GROUP	42,94	281,67	-2,19	05/07	SR TELEPER	21,52	141,16	-5,36	16/07
SPR COMMUNI	66,95	439,16	-2,97	31/05	SUCR.PITHIVI	...	...	...	26/09
SR TELEPER	21,52	141,16	-5,36	16/07	SUEZ	34,40	225,65	+1,93	09/05
SUCR.PITHIVI	...	...	...	26/09	TAITTINGER	...	...	...	05/07
SUEZ	34,40	225,65	+1,93	09/05	TECHNIP-COFL	136,30	894,07	+1,49	31/05
TAITTINGER	...	...	...	05/07	TF1	30,12	197,57	-2,24	31/05
TECHNIP-COFL	136,30	894,07	+1,49	31/05	THALES	39,19	257,07	+0,49	11/06
TF1	30,12	197,57	-2,24	31/05	THOMSON MULT	31,76	208,33	-1,82	...
THALES	39,19	257,07	+0,49	11/06	TRANSIL FINE	148,70	975,41	+1,71	29/05
THOMSON MULT	31,76	208,33	-1,82	...	TRANSICEL	35,35	231,88	-1,26	19/06
TRANSIL FINE	148,70	975,41	+1,71	29/05	UBI SOFT ENT	36,86	241,79	-3	...
TRANSICEL	35,35								

DISPARITIONS

André Lagarde

L'un des deux pères du « Lagarde et Michard »

COAUTEUR de la célèbre collection de livres scolaires de littérature « Lagarde et Michard », André Lagarde est mort, lundi 19 novembre, à son domicile de Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine), à l'âge de quatre-vingt-neuf ans. Il avait créé, avec Laurent Michard, décédé en février 1984, une série chronologique de six manuels scolaires qui ont été utilisés par plusieurs générations d'élèves et ont durablement marqué l'enseignement de la littérature au lycée, en privilégiant les œuvres des grands auteurs français au lieu de la traditionnelle histoire littéraire.

Né le 13 octobre 1912 à Touille (Haute-Garonne), agrégé de lettres, André Lagarde a enseigné de 1943 à 1969, notamment au lycée de Saint-Germain-en-Laye, au lycée Buffon de Paris puis au lycée Louis-le-Grand, avant de devenir inspecteur général de l'instruction publique en 1969. Après la guerre, avec son collègue Laurent Michard, alors comme lui enseignant au lycée de Toulouse, il avait proposé aux frères Bordas la création d'un nouveau manuel de littérature qui ajouterait à l'histoire littéraire, présentée siècle par siècle, des morceaux choisis des œuvres les plus importantes. Le but avoué était que ces extraits fassent découvrir et aimer la littérature aux écoliers. Il fallait aussi associer la littérature aux autres formes d'art, ce qui a favorisé la création d'ouvrages très illustrés, mêlant grands textes et grands tableaux.

Le succès fut immédiat. Le premier volume, consacré au Moyen Age, vit le jour en 1948, le XVI^e siècle suivit en 1949, le XVII^e siècle en 1951, le XVIII^e en 1953, le XIX^e en 1955 et le XX^e en 1962. Plusieurs éditions remaniées seront ensuite publiées jusqu'à la fin des années 1980, pour un tirage total de près de vingt millions d'exemplaires. Après mai 1968, le « Lagarde et Michard » dut affronter les critiques. Ses auteurs devinrent les prototypes du conservatisme culturel ; on contesta leurs choix, jugés trop académiques ; on reprocha à leur manuel de dégoûter les élèves de lire les livres en entier. Mais la contestation ne fit qu'à peine baisser les chiffres de vente... Et, il y a quelques semaines encore, André Lagarde préparait chez Bordas une nouvelle édition sur support numérique de sa collection.

Edouard Masurel

■ **ANDRÉ ANGOT**, député (RPR) du Finistère, conseiller général et maire d'Edern, est mort, lundi 19 novembre, des suites d'un cancer. Né le 28 avril 1947 à Saint-Sauveur-de-Pierrepont (Manche), docteur vétérinaire, André Angot s'était installé à Edern en 1972. Il est devenu le maire de cette commune proche de Quimper en mars 1983, conseiller général, élu du canton de Briec en septembre 1988 et député de la première circonscription du Finistère (Quimper), en mars 1993, en battant Bernard Poinant (PS). Il appartenait à la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale et avait été le rapporteur de la nouvelle loi sur l'équarissage, les farines animales et la protection des consommateurs face à la crise de la vache folle. Sa suppléante, Marcelle Ramonet (DL), première adjointe au maire de Quimper, Alain Gérard (RPR), le remplacera dans l'hémicycle jusqu'aux élections législatives de 2002.

NOMINATION

COOPÉRATION ET FRANCOPHONIE

Philippe Meunier a été nommé directeur du cabinet de Charles Josselin, ministre délégué à la coopération et à la francophonie. Il remplacera Dominique Bocquet qui devient conseiller auprès de Charles Josselin.

[Né le 19 octobre 1963, Philippe Meunier est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'ENA (1987-1989). Il a été notamment en poste à Bruxelles, auprès de l'Union européenne (1993-1997), à Nairobi (1997-2000) et à l'administration centrale du Quai d'Orsay. Depuis novembre 2000, Philippe Meunier était directeur adjoint du cabinet de Charles Josselin.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Graham WHITTINGTON et **Mara WORNAN** laissent à **Charlotte** l'honneur de présenter au Monde son frère **Daniel, Sami**, né le 14 novembre 2001, à Montélimar.

Yannick et Marie JANET-ROBERT ont la joie de fêter les deux ans de

Louise,

et d'annoncer la naissance de

Marguerite,

les 13 et 14 novembre 2001.

60, rue Lamartine, 63000 Clermont-Ferrand.

Décès

– Suzanne et Michel Panier, Maurice et Marcelle Benhamou, Max et Mireille Benhamou, Nelly Benhamou Et Pierre Oehlhaffen, ses enfants,

Michel et Ramora Panier, Stéphane et Nathalie Benhamou, Pierre-Henri et Annick Benhamou, Catherine et Alain Payen, Françoise Benhamou, Luc Benhamou, Célia et Bruno Sellam, Corinne et Alain Dromer, ses petits-enfants,

Et ses dix-sept arrière-petits-enfants, Les parents et alliés,

ont le grand chagrin d'annoncer le décès de

Mathilde BENHAMOU, née **SMADJA**,

survenu dans sa cent deuxième année.

Les obsèques auront lieu ce mercredi 21 novembre 2001, à 14 h 15, au cimetière du Montparnasse, Paris-14^e.

« *Ce peu profond ruisseau calomnie la mort.* » Stéphane Mallarmé.

Pierre BILLAUD, grand reporter à RTL,

nous a quittés, tué en Afghanistan dans l'exercice de sa mission pour faire connaître la vérité. Il a ainsi rejoint la longue liste des journalistes tombés pour que subsiste la démocratie et pour que chacun puisse vivre dans un monde libre.

Ses confrères et amis de RTL et des radios qui l'ont accueilli souffrent de son absence, mais sauront faire vivre sa mémoire.

Emmanuelle Robinson-Utrilla, sa compagne, M. et Mme Alain Billaud, ses parents, Marie-Noëlle Billaud-Dallay et Hélène Pradas, ses sœurs, Leurs conjoints et leurs enfants, Mme Utrilla et M. Fabre,

ont l'impossibilité de répondre individuellement à tous les témoignages de sympathie venus de divers horizons, remercient toutes les personnes qui se sont manifestées auprès de RTL ou d'eux-mêmes.

La voix de Pierre résonnera toujours dans nos cœurs. (Le Monde du 14 novembre.)

– Paris.

Hubert, Blandine, Marie-Faustine, Louis-Victor, Isabelle, Emmanuelle, Et leurs conjoints,

font part avec tristesse du décès, le 14 novembre 2001, de

Jacques BRIL,

leur père,

à l'âge de soixante-seize ans.

Se joignent à leurs parents, Céline, Xavier, Clara, Florent, Lucie, Olivier, Nicolas, Martin, Pierre, Clotilde et Anna-Caroline, ses petits-enfants.

– Franca Brunetti, Ses enfants et ses petits-enfants ont la douleur de faire part du décès de

docteur **Pier Maria BRUNETTI**,

survenu à Paris, le 17 novembre 2001.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 novembre, à 10 h 30, en l'église Saint-François-Xavier, 12, place du Président-Mithouard, Paris-7^e.

54, avenue de Breteuil, 75007 Paris.

– Gilbert Carsoux, son époux, Louise et Constantin, ses enfants,

Les familles Oppermann et Carsoux, ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Catherine CARSOUX,

survenu le 18 novembre 2001, à l'âge de trente-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 23 novembre, à 10 h 30, en l'église arménienne, 15, rue Jean-Goujon, Paris-8^e.

L'inhumation aura lieu à 11 h 45, au cimetière du Montparnasse.

– Didier et Régine Saco ont la tristesse de faire part du décès de leur mère,

Jacqueline CHARLES, née **LEREBOURG**.

Un moment de recueillement aura lieu jeudi 22 novembre 2001, à 10 h 30, en l'église Saint-Enogat, à Dinard.

46, quai des Célestins, 75004 Paris, 26, rue de Boussy, 94520 Mandres-les-Roses.

– M. Michel Delaye, son époux, Ses enfants et petits-enfants, Ainsi que sa mère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Michèle DELAYE,

survenu le samedi 17 novembre 2001, à l'âge de soixante-six ans.

Une messe aura lieu le vendredi 23 novembre, à 14 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de Versailles (Yvelines).

6, rue Louis-Haussmann 78000 Versailles.

– Suzanne Fenn, Karen Fenn et Jean-Bernard Curmi, Vincent et Marie Puig, Blandine, Alice et Marine Puig, Aline Puig, Eric Colart et Mathis Colart, ont la douleur de faire part du décès de

Gene FENN, photographe,

survenu à Paris, dans sa quatre-vingt-onzième année.

Un service en sa mémoire sera célébré ultérieurement.

K. Fenn, 9, rue de la Mairie, 92320 Châtillon.

– Jacques Gaborit, son mari,

Chantal Brand-Gaborit, Béatrice et Madjid Cherrared, Vincent et Sophie Gaborit, Paul et Marie Gaborit, ses enfants,

Gwénola, Donatien, Charles et Eléonore Brand, Lucille et Sanaa Cherrared, Sylvain et Anna Gaborit, Nicolas Gaborit, ses petits-enfants,

Mme Paule Panafieu, sa mère,

Mgr Bernard Panafieu, Marie-Odile et Gérard Jouanneau, Anne-Marie Panafieu, Jean et Monique Gaborit, Michel et Antoinette Gaborit, Maryvonne et Jacques Avril, son frère, ses sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, Michèle Beigert, Et toute la famille,

font part du décès, le 20 novembre 2001, à l'âge de soixante-quinze ans, de

Marie-Paule GABORIT, née **PANAFIEU**,

Elle a rejoint dans la paix du Seigneur sa fille,

Catherine,

décédée le 28 janvier 1969.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-François-de-Sales, à Nantes, le jeudi 22 novembre, à 15 heures. L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Sauveur, à L'Ile-d'Yeu, le vendredi 23 novembre, à 13 h 30.

94, rue des Agenêts, 44000 Nantes.

– Catherine Guignot, sa femme, Vincent et Caroline Guignot, Martin Guignot et Emmanuelle Jonis, Marie Guignot et Benjamin Guillot, ses enfants, Louna, sa petite-fille, Anne-Marie Guignot, sa mère, Ses frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces, Les familles Guignot, Roure, Aptel, Perrin, Moraine, Cessac, Boulanger, Rivet, Mouney, ont la grande tristesse de faire part du décès de

Raymond GUIGNOT, ingénieur général de l'Armement,

le 20 novembre 2001, à l'âge de cinquante-trois ans, des suites d'une sclérose latérale amyotrophique (maladie de Charcot). Il a affronté la maladie avec force et dignité et, jusqu'au bout, il a su apprécier la vie.

Les obsèques ont lieu le 22 novembre, à 11 h 30, en l'église de Grandrieu (Lozère), suivies de l'inhumation au cimetière de Grandrieu.

13, rue Ecoute-s'il-Pleut, 78960 Voisins-le-Bretonneux.

– Mme André Lagarde, son épouse, Marc et Danièle Besson-Léaud, ses enfants, Laurent, Patrick et Juliana, Christophe et Stéphanie, Claire, ses petits-enfants, Alice et Bastien, ses arrière-petits-enfants, Mme Laurent Michard, Les familles Roques, Bauchat et Carnière,

ont la douleur de faire part du décès de

M. André LAGARDE, inspecteur général honoraire de l'éducation nationale, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques, officier de l'ordre de Léopold II,

survenu à Neuilly-sur-Seine, le 19 novembre 2001, dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 23 novembre, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine, 90, avenue Achille-Peretti.

L'inhumation aura lieu le samedi 24 novembre, à 11 heures, au cimetière ancien de Royan, boulevard Clemenceau.

Ni fleurs ni couronnes.

28, rue Perronet, 92200 Neuilly-sur-Seine, 30, rue de Laâge, 17100 Saintes. (Lire ci-contre.)

– Françoise Masson, Laura Masson, Sophie Masson, Philippe Duamelle et leurs filles, Julien Masson, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Duncan M. MASSON,

survenu le 15 novembre 2001.

Les obsèques auront lieu à Montélimar (Drôme), le 21 novembre.

– Pierre Miscevic, son fils, Paulette Biolley-Miscevic, Jean-Louis Tempé, Toute sa famille et ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Milan MISCEVIC,

survenu dans sa soixante-seizième année.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 23 novembre 2001, à 14 h 45, en l'église serbo-orthodoxe de Paris, 23, rue du Simplon, Paris-18^e.

– Dominique Payen de la Garanderie, sa mère, M. et Mme Jean-Marc Angelloz, ses grands-parents, Ses oncles et tantes, Ses cousins et cousines, Et tous ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Catherine PAYEN de la GARANDERIE,

survenu le 18 novembre 2001, à l'âge de vingt-neuf ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le vendredi 23 novembre, à 9 heures, en la paroisse Sainte-Jeanne-de-Chantal, place de la Porte-de-Saint-Cloud, suivie de l'inhumation au cimetière du Montparnasse.

– Guy Seligmann, président, Et les membres du conseil d'administration de la Scam (Société civile des auteurs multimedia), ont la grande tristesse de faire part du décès de

Frédéric POTTECHER, auteur de radio et de télévision, lauréat du Grand Prix de la Scam pour l'ensemble de son œuvre.

Ils présentent à sa famille leurs plus sincères condoléances.

Scam, 5, avenue Vélasquez, 75008 Paris. (Le Monde du 15 novembre.)

– Edgar Soulié-Chevalley, Valérie et Cyril Robin-Soulié, Antoine et Sabine Soulié-Graff, Maxence et Arthur, Nicolas et Caroline Soulié-Basdevant, Arnaud et Marion Soulié-Daufresne, Grégoire, Théodore, Victor et Joséphine, Norbert et Rafaële Soulié-Mihura, Nathalie et Gérard Velter, Adrien, Tristan, Charles, Les familles Soulié, Réveillaud, Kriz, Kirch, ont la tristesse de faire part du décès le dimanche 18 novembre 2001, dans sa quatre-vingt-sixième année, de

Mme Ivan SOULIÉ, née **Odile RÉVEILLAUD**.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 24 novembre, à 11 heures, en l'église réformée de Neuilly, 18, boulevard d'Inkermann, à Neuilly-sur-Seine.

« *Mon âme, bénis l'Eternel.* » Psaume 103.

DEBARRAS integral, tous locaux, récupérations. **BIGUES BENNES** 01 49 95 95 42 Service rapide tous les jours

A G E N D A

BIJOUX

GENÈVE

Bijouterie-horlogerie

31, rue des Batignolles, 75017 Paris,

01-43-87-64-84.

Cessation d'activité

pour cause retraite.

Liquidation de son stock

du 19/11 au 31/12/01.

Bijoux or - 30 %

Montres - 20 % à - 30 %

Autorisation préfectorale

N° 2001-310-1 du 6/11/01.

– La Ciotat. Marseille.

Laurent et Corinne Teissier, Camille et Marie, Isabelle et Christophe Durand Teissier, Marine, Laure, Claire et François, Mme Annie Nicolai, M. et Mme Jean-Paul Teissier et leurs enfants, M. Roger Teissier et ses enfants, M. et Mme Michel Teissier et leurs enfants, Mme Madeleine Teissier, Les familles Teissier, Nicolai, Leonetti, Blasi, Pecout, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Henri TEISSIER,

survenu le 17 novembre 2001, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques religieuses ont eu lieu le lundi 19 novembre, en l'église Notre-Dame de La Ciotat (Bouches-du-Rhône).

Anniversaires de décès

– Le 22 novembre 1999.

Claude VEIL,

où es-tu ?

Souvenir

– Le Centre d'études des programmes économiques (CEPE), créé en 1957 rappelle à votre attention le souvenir de

Charles PROU,

décédé le 22 novembre 1991.

Cheville ouvrière de la création du CEPE, il le dirigea intellectuellement et paternellement pendant les trente premières années d'existence du centre. Il reste cher à la mémoire de ses nombreux anciens élèves.

Conférences

Société française de philosophie.

Professeur **Maurice Clavelin** :

« **Gallilée philosophe et mathématicien** », samedi 24 novembre 2001, à 16 h 30, Sorbonne, amphithéâtre Michelet, 46, rue Saint-Jacques, Paris-5^e.

Communications diverses

– **Centre communautaire de Paris : Forum de la paix.** Jeudi 22 novembre 2001, 20 h 30 : « **Les courants idéologiques de l'islam en France : entre politique et religion** » avec Michel Renard et Alexandre Del Valle. Lundi 26 novembre, 20 h 30 : « **Les passions judéo-arabes de la France** » avec Jacques Tarnero. Mercredi 28 novembre, 20 h 30 : « **Israël, l'Occident et le défi terroriste** » avec Alexandre Adler. Jeudi 29 novembre, 19 h 30 : « **La montée de la haine antisémite dans le monde arabo-musulman** » avec Alexandre Del Valle ; 21 heures : « **Israël, Palestine, retour à la case départ ?** » avec Frederic Enclat, Claude Lalloum, Robert Assaraf. Lundi 3 décembre, 19 h 30 : « **La rhétorique de l'antisionisme dans les médias** » avec Raphaël Draï ; 21 heures : « **L'image médiatique d'Israël : entre le réel et le fantasme** » avec Clément Weil Raynal. Mardi 4 décembre, 19 h 30 : « **L'antisionisme : nouvel opium des intellectuels européens ?** » avec Gérard Rabinovitch ; 21 heures : « **La place d'Israël dans la nouvelle géopolitique du Proche-Orient** » avec le général Pierre-Marie Gallois. Mercredi 5 décembre, 20 h 30 : « **Le refus d'Israël** » avec Elisabeth Chemla, Dominique Moïsi. Lundi 10 décembre, 20 h 30 : « **L'identité israélienne en question ?** » avec Michel Abitbol (Jérusalem), Jeffrey Adrew Barash (New York), Marcelo Dascal (Tel-Aviv). Mardi 11 décembre, 19 h 30 : « **De la mise en route d'Abraham, Jésus et Mahomet** » avec Alain Didier Weil ; 21 heures : « **Les juifs ont-ils un avenir en France ?** » avec Shmuel Trigano. Mercredi 12 décembre, 20 h 30 : « **Monde arabe et Islam : la stratégie du refus d'Israël** » avec Michel Gurfinkel. Centre communautaire de Paris, 119, rue La Fayette, Paris-10^e - (PAF). Tél. : 01-53-20-52-52.

Le Monde

Nord Sud EXPORT

CHINE

LE RETOUR SUR INVESTISSEMENT EST-IL POUR DEMAIN ?

MERCREDI 28 NOVEMBRE 2001 A PARIS

(Petit déjeuner/matinée de travail - 8 h 30-12 heures)

Nord Sud Export convie, avec *Le Monde*, les hommes d'affaire concernés par l'évolution économique et politique de la Chine à une matinée de travail avec des chefs d'entreprise et des banquiers investis dans ce pays ainsi que les meilleurs spécialistes du « risque-Chine ».

- Pourquoi la Chine peinera-t-elle à respecter ses engagements OMC dans un contexte de moindre croissance ?
- Où sont les risques financiers de ce pays ?
- La succession du tandem Jiang-Zhu est-elle écrite d'avance ?
- Le chômage et les inégalités croissantes sont-ils porteurs d'une déstabilisation politique ?
- Comment les investisseurs, petits et grands, s'adaptent-ils pour survivre ? Gagnent-ils leur vie ?
- Quel marché de consommation doit-on viser ?

Si vous vous posez ces questions, soyez des nôtres !

Ce séminaire « Entreprises » est une réunion payante

Renseignements et inscriptions auprès de Christelle TORRES et Nathalie LEFEVRE

Tél. : 01-44-97-55-35 - Fax : 01-44-97-55-36

E-mail : nse@lemonde.fr

SCIENCES Près de Grenoble (Isère), à Séchilienne, tout un pan de montagne menace de se rompre et de bloquer la vallée de la Romanche à cet endroit. ● LES SCIENTIFIQUES,

qui étudient le phénomène depuis quinze ans, ne peuvent dire quand et comment. ● UNE CHOSE EST SÛRE : le volume rocheux de cet éboulement pourrait représenter

l'équivalent de dix fois celui des Twin Towers de New York. Un vrai danger, car ces débris pourraient créer un barrage artificiel qui retiendrait les eaux de la Romanche.

● EN CAS DE RUPTURE, c'est la commune de Vizille et un complexe chimique de trois unités classées « Seveso » qui seraient aussitôt balayés. Les pluies de l'an dernier n'ont pas

arrangé les choses. La montagne avance toujours, mais les politiques hésitent à se lancer dans de grands travaux de prévention et réclament de nouvelles études.

Le risque d'éboulement de Séchilienne reste un casse-tête scientifique

En dépit de nombreuses études, le scénario du glissement de cette montagne située près de Grenoble et la date à laquelle il aura lieu demeurent incertains. L'appréciation du risque conditionne les mesures de prévention

GRENOBLE
de notre correspondante
Dix fois deux tours du World Trade Center de New-York. C'est le volume de l'éboulement rocheux, l'un des plus importants d'Europe, qui menace une vallée du sud de l'Isère. Sauf qu'ici, la catastrophe est annoncée depuis quinze ans. Tous les experts qui se sont succédé l'ont confirmé : la montagne s'effondrera. Quand ? En dépit des progrès réalisés dans la connaissance du phénomène, cette question est toujours sans réponse. Le scénario de l'éboulement n'est pas davantage connu. Tombera-t-il en une fois ou par paquets successifs et, dans ce cas, quel effet produira la chute d'une masse de matériaux, restée suspendue lors de la rupture

Un dispositif de surveillance permanent

Mis en place dès 1985 et complété au fur et à mesure, le dispositif de surveillance actuel permet d'ausculter le massif de façon continue et par tous les temps, grâce notamment à un radar récemment installé. Il se compose d'un réseau de mesure géodésique permettant d'enregistrer les variations de distance et d'un système de capteurs extensométriques mesurant les fractures les plus actives. Selon les experts, son fonctionnement garantit une alerte trois jours avant une phase de crise, permettant ainsi de gérer le déplacement des populations et la mise en sécurité des usines du complexe chimique.

initiale ? Les scientifiques ne se prononcent pas.

En revanche, les conséquences tant en vies humaines qu'en destructions de biens, ont été décrites maintes fois. Le risque principal est que, si la vallée venait à être obstruée, la Romanche, qui coule au pied du massif, formerait en amont une retenue telle que le village de Séchilienne serait tout ou partie englouti. Puis, sous la pression, ce barrage de débris finirait par céder et un mur d'eau de un à plusieurs mètres se lancerait dans la vallée.

Le compte à rebours a été calculé : cinq minutes pour détruire les captages d'eau de l'agglomération grenobloise, vingt minutes pour noyer la commune de Vizille, une demi-heure pour atteindre le com-

plexe chimique grenoblois avec ses trois usines classées Seveso remplies de chlore, d'hydrogène, et d'acide chlorhydrique. « Deux fois Toulouse », prédit Gilles Strappazon, maire de la commune de Saint-Barthélemy-de-Séchilienne qui a vu l'un de ses hameaux vidé de ses trois cents habitants et son école fermée, en application (la première en France) de la loi Barnier sur la prévention des risques naturels imminents.

Ce sont des chutes inhabituelles de blocs de pierre sur la nationale 91, qui avaient permis en 1985 de révéler le phénomène. Face à la menace pesant sur un itinéraire emprunté l'hiver par 20 000 véhicules pour rejoindre les stations de ski de l'Oisans, l'Etat avait réagi et, en moins d'un an, dévié la portion de route menacée, élevé une digue de protection et creusé un lit de secours pour la Romanche. Parallèlement, le versant était truffé de capteurs et la surveillance du site confiée au Centre d'études techniques de l'équipement (CETE) de Lyon.

Il fallut ensuite attendre dix ans et un nombre impressionnant d'études concluant toutes à un risque d'éboulement majeur pour que l'Etat consente à nouveau à mettre la main au portefeuille et construire une galerie de reconnaissance destinée à mieux cerner la faisabilité d'un tunnel de dérivation, tout en offrant accessoirement un conduit d'évacuation de la Romanche, « pas même capable d'absorber le débit d'une crue annuelle », ironise un habitant de la vallée.

La solution pourtant existe. Des études ont démontré depuis longtemps que la seule parade possible en cas d'obstruction de la vallée est la construction d'un tunnel hydraulique et d'un tunnel routier. Leur coût a même été chiffré (un peu moins de 1 milliard de francs) et le retour sur investissement calculé (deux ans environ).

C'est d'ailleurs sous réserve de l'engagement de tels travaux que les commissaires enquêteurs ont rendu en 1996 un avis favorable à



MEDIAPI

À droite, près de 3 millions de mètres cubes de terre et de roches menacent le village de Séchilienne.

la déclaration d'utilité publique (DUP) du projet d'expropriation. Cinq ans après, en guise du premier coup de pioche, le ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement a décidé de solliciter l'avis d'un collège d'experts internationaux, réunis sous la direction du président de la Société internationale de mécanique des roches, Marc Panet. Explication de Pascal Douard, délégué adjoint aux risques majeurs : « Un investissement de l'ordre de 1 milliard de francs mérite que l'on vérifie les hypothèses de départ. »

Or ces hypothèses ne sont pas infirmées, mais replacées sur trois échelles de temps qui autorisent tous les attermoissements. Le scénario le plus évident pour le « très court » (c'est-à-dire inférieur à un an) et « court terme » (compris entre un an et dix ans) est, selon les experts, la poursuite dans le futur

de ce qui a été observé au cours des siècles sur le site. En clair, des ruptures de masses rocheuses ou basculement n'excédant par un volume de quelques centaines de milliers de mètres cubes.

Toujours à court terme, ils jugent « également envisageable » l'éboulement en masse d'une zone qu'ils évaluent entre 2,2 et 2,6 millions de mètres cubes (alors que le Cete l'estime plutôt à 3,2 millions de m³), avec une extension possible qu'ils n'ont pas chiffrée, mais que le Cete a évaluée à 4 millions de m³, soit un total avoisinant les 7 millions de m³. Pour le reste, l'équipe du Cete dit être en accord avec le collège d'experts qui ont estimé les scénarios, conduisant à des volumes d'éboulement de 20 ou 25 millions de m³, « très improbables à court terme » et « peu probables à moyen terme ».

Les observations les plus récentes semblent témoigner toutefois d'une dégradation. Durant les douze derniers mois, les fractures, dans la zone la plus active, située dans la partie frontale du massif, se sont ouvertes de 19 à 98 cm. « Depuis 1985, date à laquelle a débuté la surveillance du site, de telles valeurs n'avaient jamais été atteintes », rapporte Laurent Effendiantz, responsable du site au Cete. Une corrélation a pu être établie avec les conditions hydroclimatiques.

Les données recueillies grâce à la station météo installée en 1992 ont révélé un excédent du taux de pluviométrie de 20 % depuis l'hiver 1998-1999. Au mois de septembre, la lame d'eau infiltrée dans le sol (résultat de l'addition entre la pluie tombée et la neige fondue, moins l'évapotranspiration) a atteint en septembre 1 921,6 cm, ce qui représente un des plus fortes valeurs enregistrées depuis la mise en service de la station. A titre de comparaison, elle était seulement de 13 cm en 2000. Cette accélération est confirmée sur le terrain par un certain nombre d'événements.

En janvier 2001, un éboulement de cent à plusieurs centaines de mètres cubes a provoqué la chute de blocs de pierre qui ont roulé jusque sur l'ancienne route pour finir

leur course dans le lit majeur de la Romanche. Quelques semaines plus tard, ce sont deux entonnoirs de plusieurs mètres de diamètre et de l'ordre d'une dizaine de mètres de profondeur qui se sont ouverts dans la partie la plus active. En avril, un nouvel éboulement a provoqué la chute de 500 à 1 000 m³ de blocs. L'équipe chargée de la surveillance du site juge en particulier inquiétant le fait qu'au fur et à mesure du basculement, des ouvertures se créent à l'arrière, qui sont comblées par des matériaux. Les pressions exercées sur la partie basse se faisant de plus en plus fortes, le risque est qu'à un moment elle soit trop sollicitée par rapport à ses caractéristiques, et se rompe. Le mouvement se déplaçant, les volu-

TROIS QUESTIONS À...

LOUIS ROCHET

1 En tant qu'ingénieur en géomécanique, vous suivez depuis quinze ans l'évolution du phénomène. Comment expliquez-vous l'incertitude qui continue de peser ?

L'incertitude est souvent perçue par le citoyen comme de l'ignorance. A tort. L'incertitude est constitutive des phénomènes naturels qui sont, par nature, aléatoires. La connaissance que l'on peut en avoir n'est pas réductible à une approche déterministe, mais relève, par essence, d'une approche de type probabiliste. Lorsqu'on parle d'un événement probable à court terme, cela ne veut pas dire qu'il va nécessairement se produire dans ce laps de temps. Cela signifie que c'est un risque dont il faut se préoccuper dans la décennie, c'est-à-dire qu'il va falloir bâtir des stratégies qui présentent le meilleur compromis entre les mesures de prévention et le coût social et économique de la catastrophe.

2 Les ouvrages de prévention actuels vous paraissent-ils adaptés ?

Tout dépend du niveau d'incertitude que l'on décide d'accepter. Si on souhaite se protéger contre un scénario de 500 000 m³ ? Les protections actuelles de première urgence, réalisées à l'époque, pour sécuriser la route, suffisent. Mais si l'on estime que l'enjeu est trop important et que l'on ne veut pas courir le risque d'une réaction trop tardive en cas d'évolution rapide vers la rupture de la zone la plus active, qui ne cesse de se dégrader au fil du temps, alors il convient de prendre des décisions. Pour autant, la construction d'un tunnel de dérivation n'est peut-être pas strictement indispensable dans l'immédiat. Il faudrait néanmoins que tout soit prêt pour le

réaliser, c'est-à-dire que les études soient financées, que les montages financiers soient arrêtés, que les marchés soient préparés. Ce serait une stratégie minimale, dont le financement reste encore très incertain.

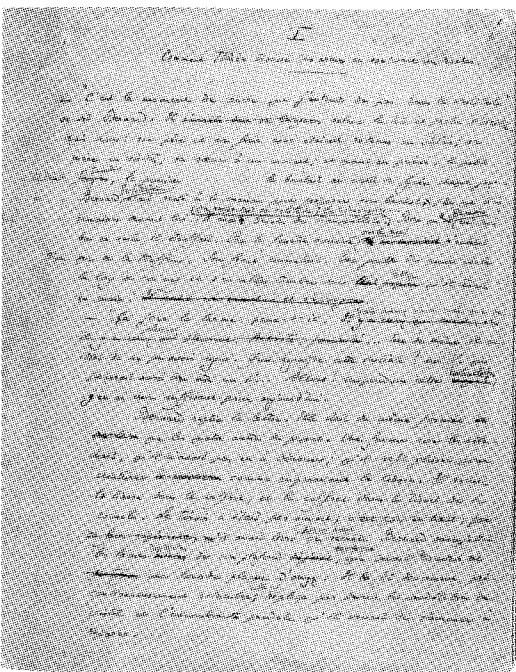
3 Selon vous, les pouvoirs publics profitent-ils de l'incertitude pour jouer la montre ?

Face à la perspective de devoir déboursier 1 milliard de francs, tous les arguments sont analysés. Il y a en outre un traumatisme hérité de l'exemple de La Clapière, dans les Alpes-Maritimes. Alors qu'une accélération avait pu faire craindre l'imminence d'un effondrement, il a été décidé de creuser une galerie de dérivation de la Tinée qui a coûté fort cher. L'évolution plus favorable du phénomène n'a pas confirmé cette crainte et l'éboulement en masse ne constitue plus aujourd'hui un scénario vraiment crédible. Au final, la décision est toujours politique. Le technicien peut donner un point de vue sur la crédibilité de tel ou tel scénario, mais il ne peut pas prendre la décision. Il faut néanmoins avoir à l'esprit qu'une décision, aujourd'hui, d'attendre, doit pouvoir être remise à plat demain.

N. C.

Propos recueillis par Nicole Cabret

Bibliothèque littéraire Charles Hayoit



André Gide, Les Faux-Monnayeurs manuscrit autographe

Vente à la Galerie Charpentier :
Jeudi 29 novembre à 18h
Vendredi 30 novembre à 14h30 et 18h
Samedi 1er décembre à 10h et à 14h30

Exposition
les 23, 24, 26 et 27 novembre
de 10h à 18h

Sotheby's
Galerie Charpentier
76, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris
01 53 05 53 05
www.sothebys.com



GAP

www.gap.fr

ARTELANO

Mobilier contemporain

VENTE AU DEBALLAGE

FINS DE SERIE - 2EME CHOIX

vendredi 23, samedi 24
et dimanche 25 Novembre.
de 10 h à 17h sans interruption
Autorisation préfectorale n° 2001/3537

ENTREPOT ARTELANO
4, rue de Kéfir Z.I. Senia
94310 ORLY ☎ 01.46.87.86.20

Sous la Réunion, l'île Bourbon

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION
de notre envoyé spécial

Île-fleur, île-femme, Négresse blonde, rose sauterelle, on a tout dit sur la féminité de la Réunion. Mais lorsqu'on y débarque pour la première fois, ces clichés prennent le relief sans pareil de la vie, acquièrent une nouvelle jeunesse, s'imposent. Dans un café dionysien de la rue piétonne, à l'ombre de la Grande Mosquée ou à celle du monument à Roland Garros (un créole, qui n'a rien à voir avec le tennis et tout avec l'aviation militaire), vous vous rendez finalement aux douces raisons du poète natif Leconte de Lisle, qui disait à son île :

« Au fond de tes fureurs, comme au fond de tes joies,

Ta force est sans ivresse et sans emportement ».

Malgré cyclones et volcans, la beauté naturelle de ces 2 500 km², tout en gorges, pitons, futaies, sable et cascades, n'a pas tourné la tête des insulaires, ni gâté leur caractère. Déjà, au XVIII^e siècle, Bernardin de Saint-Pierre vantait « les mœurs fort simples des habitants de Bourbon ». C'était alors le nom dynastique de cette possession française, qui ne devait prendre celui de « Réunion » que lors de la Révolution de 1789, pour célébrer « l'union devant les Tuileries des révolutionnaires marseillais et des gardes nationaux parisiens ». La tempérance bourbono-réunionnaise est due au moins en partie à un climat si clément et si sain qu'il frappa les premiers découvreurs de l'île,

Après ses pics, sa forêt et son lagon, le département français de l'océan Indien abat une nouvelle carte maîtresse : son patrimoine colonial, constitué surtout de « cases créoles » où s'élabora l'art de vivre

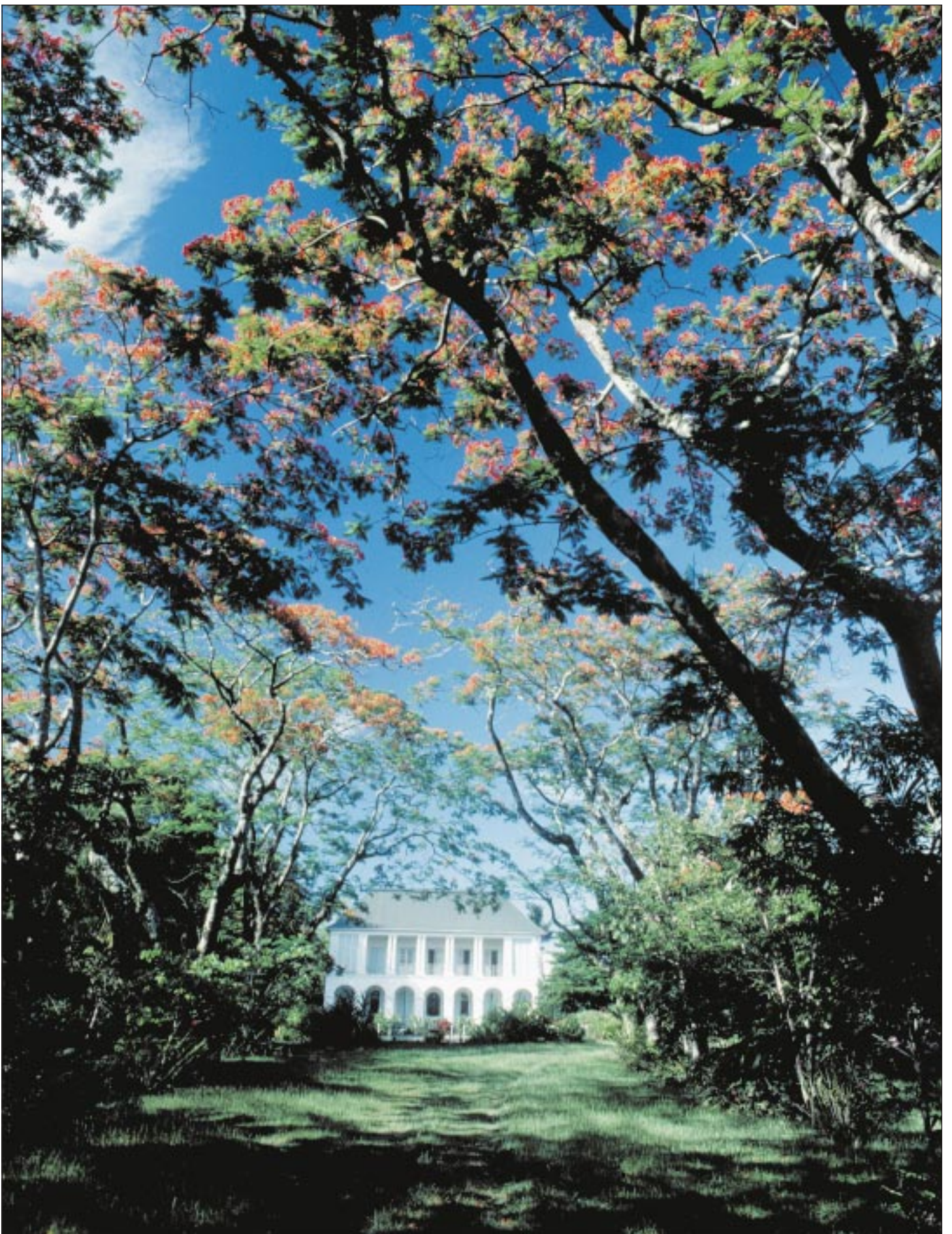
arabes ou portugais, au même titre que « l'absence de moustiques, mouches, puces et autres insectes fâcheux, une terre sans rats, ni serpents venimeux, ni virus tropical ».

La sagesse îlienne explique sans doute l'exploitation sans frénésie, jusqu'ici, des ressources touristiques de la Réunion, tranchant avec la fébrilité commerciale d'autres édèmes de l'océan Indien. Quelque 430 000 voyageurs ont visité en 2000 le département ultramarin, ce qui représente plus de la moitié du nombre de ses habitants. La Réunion n'envisage pas de recevoir plus de 500 000 touristes par an. La majorité des visiteurs actuels vient de métropole.

UN PATRIMOINE MÉCONNU

Après avoir attiré le chaland avec ses vertigineuses randonnées pédestres entre cratères rougeâtres et sylve vert-noir ; ses quarante kilomètres de plages hyalines à l'abri du lagon ; sa flore fruitière et légumière savoureuse, allant du chouchou avec brèdes à l'ananas nain Victoria en passant par la vanille Bourbon ; sa pêche en mer, du marlin noir aux dorades choryphènes bleutées et jaune poussin (*Le Monde* du 15 mars), la Réunion se prépare sans bruit à abattre un nouvel attrait, un nouvel atout. Elle le tâtait dans sa manche depuis un lustre ou deux, guettant l'essoufflement de l'anticolonialisme militant. Maintenant que la tendance penche plutôt vers un rééquilibrage des jugements politiques, comme le montre Jean de La Guérisnière dans son récent livre *Les Fous d'Afrique* (Seuil), la Réunion commence à sortir son patrimoine colonial.

Il est considérable et méconnu ; il va du Grand Siècle à la départementalisation (1946) ; il donne à l'île un poids artistique et historique inédit. Même la préfecture, à Saint-Denis, prend une tout autre importance, quand on regarde ce palais administratif résumant à lui seul trois ou quatre cents ans, de la Compagnie des Indes au général de Gaulle, *via* les bénéfiques



remueurs d'hommes, de plantes et de pierres que furent au siècle des Lumières le gouverneur La Bourdonnais et l'intendant Poivre.

LE PETIT ESCLAVE ET L'ORCHIDÉE

Sur les hauts de Saint-Gilles, on a ouvert au public, sous le nom un peu abusif de « Musée Villèle » – du patronyme du premier ministre de la Restauration qui passa dans cette demeure dont il épousa une fille –, l'« habitation Panon-Desbassays ». Achevée en 1788, bâtie

en lave et corail, sur un dessin emprunté aux architectures euro-hindoues de Goa ou Pondichéry, une des rares de ce style à la Réunion, cette grosse villa blanche ouvre maintenant un large panorama sur la vie aux Mascareignes, au temps du roi-sucre (184 moulins à cannes en 1830), des esclaves (le domaine comportait pour eux un hôpital où leurs descendants exposent des œuvres d'art afin d'exorciser le passé) et des cases aux lambrequins floraux de bois ou de tôle.

De ces cases-là, justement, qui peuvent être exiguës ou spacieuses (comme celle où naquit le futur premier ministre Raymond Barre, 15, rue de Paris), on peut en visiter maintenant une dizaine, la plupart en bois de natte et tamarinier ; que ce soit la maison Folio (1860), à Hell-Bourg, le ci-devant Aix-les-Bains local du XIX^e siècle, enfoncée dans son jardin-jungle tapissé d'orchidées et de fougères, où on attend qu'un membre de la famille Folio vienne vous chercher

pour vous montrer l'intérieur à la créole ou le kiosque à thé ; ou encore aux Colimaçons, la propriété Châteaueux, caparaçonnée de bardeaux et qui, vers 1850, fonctionnait autarciquement, fabriquant jusqu'à son cidre et ses fromages ; le parc abrite désormais un mini-empire botanique protégeant les végétaux indigènes menacés, tels le bois de senteur blanc ou bleu, ou le benjoin, sans parler du *Sidroxylon oxycantha* ou bois de fer, qui procure des charpentes

« Vengez-nous, saint Expedit ! »

Un peu partout, à la Réunion, au bord des routes, le regard est attiré par des oratoires ou chapelles (on en compte environ trois cent cinquante) tous peints en rouge sang, tous surabondamment pourvus de cierges, ex-voto, fleurs en plastique et écharpes écarlates. Ce sont des autels à saint Expedit, « légionnaire romain lapidé en Orient pour avoir refusé de renier sa foi ». Canonisé par la *vox populi*, ensuite oublié, ce personnage a mystérieusement resurgi dans les mers du Sud, à l'ère coloniale.

Aujourd'hui, outre les Mascareignes, il est toujours extrêmement populaire au Brésil et dans les Caraïbes. Le haut clergé réunionnais a tenté en vain d'abolir ce culte peu orthodoxe, puisque Expedit est réputé « saint vengeur et rapide, auquel on peut même demander de nuire à autrui »... Chassé des églises, Expedit s'est rattrapé à l'air libre, en occupant le terrain le long des chemins de l'ex-île Bourbon. Non loin du pic de la Fournaise, le saint dispose même d'une statue en soldat antique, brandissant une croix, tel un apôtre.

**EVA
SION**

Publicités

Compagnie Italienne de Tourisme

VENISE

Belle Evasion - 4 nuits
(Dimanche / Jeudi)

A partir de **394,50 € TTC**

Vol spécial Paris/Venise/Paris + transferts aller/retour place St Marc + logement base chambre double et petit-déjeuner.

Rens. et inscript. n° AZUR 08 10 00 70 70 dans toutes les agences de voyages

www.dtyvoyages.com - Email : dtyvd@dtyvoyages.com

directours

Voyager mieux. Dépenser moins.

MADERE

CROWNE PLAZA 5*

4J/3N **455 € TTC**

8J/7N **635 € TTC**

Vol régulier. Petits-déjeuners buffet inclus. Importantes réductions enfants. Départ province avec léger supplément.

www.directours.com

3615 Directours 12 21 51 (mi) et 01.45.62.62.62

AGENCE ouverte 6j/7 au 90 av. Champs-Élysées Paris 8e.

CUBA

Nous saurons vous rendre amoureux de la Grande Île

Programmes à thèmes, circuits à la carte, séjours balnéaires

Pour plus d'informations, brochure sur demande

"CUBA TROPICAL"

Tél. : 01 41 16 92 65 / Fax : 01 41 16 92 12

info@cubatropical.com

Pour marcher sur l'eau... pas besoin de croire aux miracles !

A Stockholm, ville entourée d'eau, le froid de l'hiver ménage une heureuse surprise : lorsque l'eau est gelée, toute la ville est offerte aux promeneurs. Laissez-vous surprendre, un prochain week-end, par cette ville pleine de charme.

Voyageurs en Europe : 01 42 86 17 20

*prix à partir de 290 € ou 1 902,28 F par personne, TTC. Valable jusqu'au 7 avril 2002.

Vol aller et retour sur SAS + 2 nuits dans un hôtel Scandic + carte "Stockholm Go There" =

290 €*

SAS SCANDIC Voyageurs STOCKHOLM It's there. Go there.

PROFESSIONNELS DU TOURISME, POUR COMMUNIQUER DANS CETTE RUBRIQUE APPELEZ LE : 01.42.17.39.63

Ressourcez-vous, marchez !

Madère, Mauritanie, Mali, Vietnam, Brésil, Ardèche remise en forme...

NOMADE Aventure

... plus de 200 randonnées à prix malins dans les îles, les montagnes et les déserts

visionnez nos diaporamas www.nomade-aventure.com / Brochure gratuite 01 46 33 71 71

VOLS DIRECTS

PAYS DOGON - MALI

Paris/Marseille/Mopti aller et retour à partir de **2741 F*** ou 417,86 € *hors taxes d'aéroport

Circuit à partir de **1495 F** ou 228 €

N° Indigo 0 820 830 255

0,11 € / 0,78 F TTC la minute

Point-Afrique

contact@point-afrique.com • www.point-afrique.com

SKI DE FOND & RAQUETTES

Promenades et détente - Haut-Jura (3 h Paris TGV)

Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme Comtoise du XVIII^e. Grand confort, ambiance conviviale. Table d'hôte, produits maison et régionaux, chambre avec salle de bains + wc. Tarifs selon période : tout compris (pension complète + vin au repas, moniteur et matériel de ski...).

03.81.38.12.51 - LE CRÊT L'AGNEAU - 25650 LA LONGEVILLE



PHOTOS ROSINE MAZIN

Page de gauche : la maison construite en 1860, à Bois-Rouge, pour Adrien Bellier, fondateur de la sucrerie. Ci-dessus : l'autel en plein air dédié à Saint Expédit.

incassables « mais ne fleurit que tous les deux cents ans... »

La tradition fromagère de Châteauneuf ne s'est pas perdue, se retrouvant maintenant dans le petit-takamaka, chèvre fabriqué par Jean-François Paul à Saint-Benoît, ou bien dans le fromage des Plaines au lait entier, sorti des pacages de la fromagerie de Bourbon, à Saint-Pierre. Si on sait que sur les hauteurs volcaniques de Cilaos, Christian Dijoux produit entre autres un « bras-sec rosé » fort honorable, on ne pourra plus discuter de la francité de l'île tropicale...

Un vieil habitant de Sainte-Anne estime, lui, que l'engouement pour le patrimoine colonial « n'est pas si nouveau que ça », et même « qu'il est né en 1969, lors du tournage ici par Truffaut de La Sirène du Mississippi avec Belmondo et Deneuve, un

film qui fit connaître à l'univers entier la façade tarabiscotée de notre église, dont on se moquait jusque-là... » Dans un autre coin de la Réunion, à Sainte-Suzanne – village qui ne doit rien à la martyre antique et tout à l'expression créole *Sintsisan*, « endroit libre » –, un jeune îlien pense que « la mode patrimoniale sera vraiment bonne quand elle prendra totalement en compte l'art de vivre et l'art créoles, c'est-à-dire tout ce qui vient des Blancs mais aussi l'ensemble de ce qui vient des Cafres ».

Et c'est vrai, par exemple, qu'est ridicule le monument modeste le naïf monument élevé en pleine nature non loin de la route, à Bellevue, sur les crêtes de Sainte-Suzanne, à l'enfant esclave Edmond Albius (1829-1880), inventeur en 1841 de la fécondation artificielle, ou plutôt manuelle, de la vanille ; une idée de génie qui enrichit notablement l'île, puis tous les vanilliers du monde, et qui, surtout, mit la saveur et l'odeur qui generis de cette délicate gousse d'orchidée à la portée du plus grand nombre.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Carnet de route

● **Accès.** Vols quotidiens directs Paris - Saint-Denis de la Réunion avec Air France (tél. : 0820-820-820), Corsair (0825-000-825) ou Air Lib (0825-805-805), à partir de 3 950 F (602 €) A/R. Pour appeler la Réunion, composer directement les dix chiffres du numéro, comme en métropole. En hiver, le décalage horaire est de trois heures de plus à la Réunion.

● **Hôtels.** Ouvert en 2000, de style néocolonial, l'ensemble hôtelier Les Villas du lagon, à Saint-Gilles-les-Bains, à 50 km de Saint-Denis, est la plus prestigieuse enseigne touristique de l'île. A partir de 6 790 F (1 035 €), vol compris, pour 5 jours en demi-pension. Réserver via un voyageur. A Trois-Bassins, le simple et tranquille hôtel-restaurant Goëlo ; demi-pension à partir de 270 F (41 €). Tél. : 02-62-24-67-48.

● **Voyagistes.** Tourinter, Lyon (tél. : 04-72-77-16-16), Sun Vacances (tél. : 01-49-29-60-00), Kuoni (tél. : 01-42-85-62-30), Nouvelles Frontières (tél. : 01-41-41-58-58) et Austral (tél. : 01-56-43-43-70) qui propose par exemple un « autotour » d'une semaine à partir de 1 241 € (8140 F) par personne en chambre double avec l'avion, l'hébergement dans des établissements de charme et une voiture.

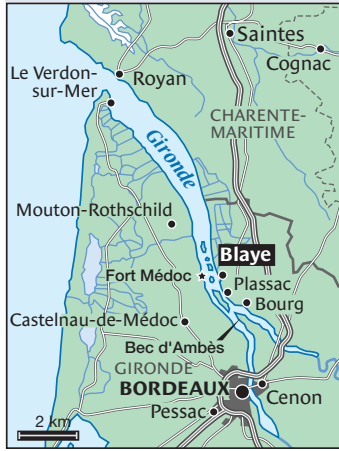
● **Sites.** Musée historique Villèle, à l'habitation Panon-Desbassayns, Saint-Gilles-les-Hauts ; tél. : 02-62-55-64-10. Musée Léon-Dierx, avec présentation (153 pièces sur 159) de la fameuse collection réunionnaise Ambroise-Vollard, du 7 décembre au 7 avril 2002 ; tél. : 02-62-20-24-82. Jardin botanique national de Mascarin, Les Colimaçons, Saint-Leu ; tél. : 02-62-24-71-30. Pavillon et jardin coloniaux Folio, Hell-Bourg ; tél. : 02-62-47-80-98. Maison de la Vanille, avec comptoir artisanal de vente, Saint-André ; tél. : 02-62-46-00-14.

● **Lectures.** *La Réunion*, d'Enis-Omar Rockel, Editions Orphie, la Réunion, 2001 (70 F, 11 €) ; en vente dans les hôtels et librairies de l'île, un guide culturel, historique et touristique. *Flurs et plantes de la Réunion et de Maurice*, de Th. Cadet, Editions du Pacifique, Singapour, 2001 (100 F, 15 €) ; en vente à la Réunion. *Chroniques des mers orientales*, de l'amiral Labrousse, Editions Economica, 2001 (196 F, 30 €). *La Collection Ambroise-Vollard du Musée Léon-Dierx*, ouvrage collectif coordonné par Jean-François Rebeyrotte, photos de Jacques Kuiten, coédition Somogy - Musée Dierx - département de la Réunion, 1999 (260 F, 40 €). *Cases créoles de la Réunion*, ouvrage collectif avec photos de Jean-Michel Ruiz et Cécile Tréal, Editions Plume - Flammarion, 2001 (199 F, 30 €).

● **Renseignements.** Comité du tourisme de la Réunion, 90, rue La Boétie, 75008 Paris ; tél. : 01-40-75-02-79, et www.la-reunion-tourisme.com

Week-end « au fil de la Gironde »

La Gironde doit s'aborder sans faconde. Cet estuaire, une vieille « dame » d'environ 20 000 ans, s'élançe sur plus de 80 km, entre son embouchure – au Verdon en Gironde ou à Royan en Charente-Maritime, tout dépend de la rive où on se situe – et le Bec d'Ambès, une presqu'île, à quelques kilomètres en aval de Bordeaux, point de rencontre entre Dordogne et Garonne. A certains endroits, l'estuaire prend des airs de Mississippi et tous les jours, ou presque, il roule des mécaniques : après l'embouchure, une vague se forme



avant de s'échouer plusieurs dizaines de kilomètres plus loin. C'est le mascaret : à marée montante, la masse d'eau de mer vient rencontrer l'eau douce pour former une vague. Les jours de grandes marées, elle peut atteindre deux mètres cinquante et fait le bonheur des surfeurs et autres amateurs de glisse. Installée sur un promontoire rocheux, la ville de Blaye offre un point de vue unique pour observer ce phénomène. Située à 45 km, à vol de héron, de Bordeaux et à 80 de Royan, le visage de cette bourgade de 4 500 habitants a été métamorphosé, à la fin du XVII^e siècle, époque à laquelle Vauban, à la demande de Louis XIV, y construisit une citadelle imposante. L'architecte ne s'est pas arrêté là : pour protéger Bordeaux et l'arrière-pays, il fit construire un autre fort sur la rive gauche, en face de Blaye, le Fort Médoc. Une troisième fortification devait parachever ce verrou militaire sur l'île Paté, entre les deux rives. Les îles de l'es-

tauaire – huit, toutes habitées à une époque ou à une autre – ont été le théâtre d'histoires cocasses, peuplées de personnages fantasques ou bizarres. Elle sont toutes privées à l'exception de l'île Nouvelle, qui se visite « à la carte ».

Dans les bars de Blaye, on vous raconte ainsi l'histoire de Roland, comte de Blaye, neveu de Charlemagne. Il aurait été inhumé dans l'abbaye Saint-Romain, aujourd'hui en ruines, au pied de la citadelle. Son sarcophage – ni certifié ni démenti – n'aurait pas bougé. Après la bataille de Roncevaux en 778, l'empereur lui-même aurait ramené la dépouille du chevalier. Des villages alentour conservent toujours des traces du passage de Charlemagne et de la présence de son neveu en ces terres.

de notre correspondante, Claudia Courtois

★ **Blaye est à 500 km de Paris.** Au sud, visiter Bourg-sur-Gironde, pittoresque village. Suivre la « corniche fleurie », le long de l'estuaire. S'arrêter à Plasac (trois villas gallo-romaines). Hôtel La Citadelle (tél. : 05-57-42-17-10) avec des chambres donnant sur l'estuaire et une bonne table. De Bourg, l'association Chacun sa mer (tél. : 05-56-50-00-42) propose des visites à la carte, de mai à fin octobre, en gabarre (embarcation traditionnelle). Le *Ville de Bordeaux* (tél. : 05-56-52-88-88) effectue des excursions, toute l'année, en fonction de la météo, de Bordeaux à Blaye. Croisière également toute l'année avec repas et escales sur l'*Alienor*, de Bordeaux (tél. : 05-56-51-27-90). Le *Viking*, petit paquebot fluvio-maritime (agence Sud Inter, tél. : 05-56-01-71-11), programme, d'août à octobre, une croisière de Bordeaux à Nantes avec Blaye et visite des vignobles. Lire *Le Fleuve impassible*, de Pierre Siré (L'Horizon chimérique), *L'Estuaire « rivière de Gironde »*, d'Anne-Marie Cocola et Eric Audinet (L'Horizon chimérique) et *L'Estuaire de la Gironde*, un guide pratique du Conservatoire de l'estuaire. Renseignements auprès de l'Office de tourisme de Blaye (tél. : 05-57-42-12-09) et du Conservatoire (tél. : 05-57-42-80-96).

A tous prix

■ **39 F, 6 € : de petits vade-mecum savants et avants** rendront service à ceux qui veulent donner à leurs week-ends des objectifs culturels. Rédigés par des spécialistes, ils donnent de quoi rêver avant, s'orienter pendant, et se souvenir après. *Villeneuve-lès-Avignon. Le fort Saint-André et la chartreuse du val de Bénédiction*, de Bernard Sourmia et Jean-Louis Vaysettes, et *Le Pont du Gard*, de Jean-Luc Fiches (64 p., 6 €, 39 F), sont les derniers titres de la collection « Itinéraires » aux éditions du Patrimoine (tél. : 01-44-61-20-00).

■ **A partir de 2 804 F (427 €) : un week-end en Navarre espagnole**, dans le désert des Bardenas, à deux heures de Bilbao (visiter le Musée Guggenheim), et qui offre des paysages tourmentés avec des sentiers à parcourir à pied ou en VTT. A Tudela l'hôte occupe un ancien palais du centre historique. Prix par personne, jusqu'au 31 mars, avec 3 nuits en chambre double et petit déjeuner, le vol Iberia, de Paris, et une voiture de location. Renseignements chez Voyageurs en Europe (tél. : 01-42-86-17-20 et www.vdm.com).



SAUVAGEZELLE 2001

Québec

l'hiver à bras ouverts

Bonjour!

www.bonjourquebec.com

➔ N°Vert 0 800 90 77 77

APPEL GRATUIT DEPUIS LA FRANCE TOUS LES JOURS DE 15 H A 22 H SAUF A PARTIR DES MOBILES



Ce Réveillon, je trinque à **BUDAPEST!**



Office du Tourisme de Hongrie
140, avenue Victor Hugo 75116 Paris
☎ 01.53.70.67.17. ☎ 01.47.04.83.57
E-mail : othon@club-internet.fr 3615 OTHONGRIE

Je souhaite recevoir une documentation (Ben à retourner à l'Office du Tourisme de Hongrie)

- sur le programme du Réveillon
- sur les Tour-Opérateurs
- sur le pays
- sur la capitale
- sur la gastronomie
- sur le thermalisme

Autres à préciser : _____

Num : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____

A l'issue du Tour européen, la France figure parmi les meilleures nations golfiques du continent

Une reconnaissance internationale que seul Jean Van de Velde avait acquise jusqu'alors

Les victoires de Thomas Levet et de Grégory Havret, respectivement au British Masters (juin) et à l'Open d'Italie (novembre), ont hissé la France

au niveau des meilleurs pays d'Europe continentale. Cela reste encore insuffisant, aux yeux de Bernard Pascasio, ancien numéro un français,

pour que le golf prenne son essor dans le paysage sportif français. Pour l'heure, la Fédération française de golf vient de fêter son 300 000^e licencié.

DE MÉMOIRE golfique française, jamais saison du Tour européen n'avait été si fructueuse : deux victoires, pour Thomas Levet et Grégory Havret, trois places de deuxième pour Jean-François Remesy, Raphaël Jacquelin et Jean Van de Velde, plus une brassée de « top ten », dont ceux d'Olivier Edmond, Marc-Antoine Farry et Christian Cevaer.

Jusqu'à présent, le plus grand exploit avait été celui de Jean Van de Velde, qui terminait second du British Open en 1999. Bernard Pascasio, ancien numéro un français, considère cet événement et la carrière de ce joueur comme déterminants pour le golf hexagonal, par l'écho médiatique et l'exemple qu'ils ont suscités : « De même que Severiano Ballesteros a dynamisé le golf en Espagne, Jean Van de Velde a fait beaucoup de bien au golf français. » De fait, grâce aux deux victoires de Thomas Levet et de Grégory Havret, vainqueurs respectivement du British Masters, au mois de juin, et de l'Open d'Italie, début novembre, la France s'est hissée au niveau des meilleurs pays d'Europe continentale, les nations britanniques étant évidemment au-dessus du lot.

La Suède et l'Espagne, malgré leurs pépinières, n'ont pas fait mieux, remportant également deux victoires. A la différence près que les représentants ibériques, José Maria Olazabal et Sergio Garcia, ont fait main basse sur les deux principales épreuves françaises du Tour européen, l'Open de France, qui se déroulait cette année à Lyon, et le Trophée Lancôme.

Seul Thomas Levet avait réussi à s'imposer sur ses terres, en

gagnant l'Open de Cannes, en 1998. Il est d'ailleurs à ce jour l'unique détenteur français de deux titres européens.

Les trois autres victoires nationales d'avant 2001 furent celles de Jean Van de Velde, qui ouvrait le palmarès au Masters de Rome en 1993, de Marc-Antoine Farry, trois ans plus tard à l'Open de Munich, puis, en 1999, de Jean-François Remesy, vainqueur au Portugal. Pour les autres nations du golf, ces victoires restaient anecdotiques.

GAGNER LE BRITISH OPEN

Il n'en sera plus de même dorénavant. La saison exceptionnelle de Thomas Levet et Raphaël Jacquelin, auteur chacun de cinq places dans les dix premiers, ponctuée par une 8^e place au championnat du monde par équipes la semaine dernière à Gotemba (Japon), leur a valu une reconnaissance internationale que seul Jean Van de Velde avait acquise jusqu'alors.

Même s'il considère ces résultats de très bon augure pour le futur, cela reste encore insuffi-

sant, aux yeux avisés de Bernard Pascasio, pour que le golf prenne l'essor qu'il mérite dans le panorama sportif national : « Il faudrait maintenant qu'un Français - de préférence un Basque ! - gagne l'Open britannique, l'un des quatre tournois majeurs. »

Mais, pour cet ancien joueur professionnel, basque, faut-il le préciser, qui a passé une dizaine d'années sur le circuit européen, les mentalités sont en train de changer : « Le fait que le quotidien L'Equipe ait décerné, en décembre dernier, le titre de champion de l'année à Tiger Woods a complètement changé la vision accordée à notre sport, a grandement contribué à lui donner une reconnaissance. On a parcouru beaucoup de terrain ces dernières années et je pense que, dans les dix ou quinze années qui viennent, nous arriverons à 1 million de golfeurs en France. »

ONZE SUR LE TOUR EUROPÉEN 2002

Pour l'heure, alors que la Fédération française de golf vient de fêter son 300 000^e licencié, onze golfeurs français participeront au

Tour européen pour la saison 2002. Parmi les huit qui évoluaient l'an dernier au plus haut niveau continental, seul Olivier Edmond a perdu sa carte.

Les autres seront rejoints par quatre nouveaux venus : Sébastien Delagrangue, qui a obtenu sa carte en se classant 6^e de l'ordre du mérite du Challenge Tour, et Christophe Pottier, Benoît Telleria et Nicolas Kalouguine, qui l'ont obtenue en terminant respectivement 2^e, 27^e et 33^e des épreuves de qualification, la semaine dernière, en Andalousie.

Du jamais vu : « Ils seront plus nombreux que les joueurs espagnols ! », se réjouit Bernard Pascasio. Cependant, malgré une couverture télévisée relativement importante, seuls les abonnés aux chaînes payantes que sont Pathé Sports, Eurosport, Paris Première ou Canal + auront le loisir de les suivre dans leurs futurs exploits. « Mais le jour viendra où l'Open de France ou l'Open britannique seront diffusés sur France Télévision. »

Jean-Louis Aragon

Grégory Havret, jeune premier du golf français

SUR LES GREENS du Westin Resort, à Taïwan, Grégory Havret s'appête à disputer la première épreuve du circuit européen de la saison 2002, qui commence jeudi 22 novembre. Ce sera le début de sa deuxième saison à ce plus haut niveau, et il aimerait la commencer aussi bien qu'il vient de terminer la première : professionnel seulement depuis fin 1999, il rempor-

taut, le 4 novembre, l'ultime épreuve de la saison, l'Open d'Italie. « Ça a été une grande expérience, tellement agréable, vraiment géniale à vivre, décrit le champion français. En même temps, c'était très dur de surmonter une telle pression ; c'est pour cela que c'est un grand bonheur, très proche de l'extase. Maintenant, il va falloir que je réponde présent, sinon on va dire

que ma victoire était un coup de chance. Je sais que je peux gagner, donc on a revu les objectifs à la hausse. » Ce « on » désigne l'équipe que forment le joueur et son entraîneur, Anne Le Coniat, qui jubile : « Je suis ravie qu'il ait gagné, bien sûr, mais surtout qu'il ait accédé à un tel niveau d'émotion, à de telles montées d'adrénaline. C'est comme une drogue que l'on a envie de retrouver et on n'a plus que ça en ligne de mire. »

RECHERCHE D'ÉQUILIBRE

Déjà auteur d'une 5^e place à l'Open de France, à Lyon début mai, et d'une 8^e place en Irlande, au mois de juin, Grégory Havret n'avait pourtant pour objectif cette année que de conserver sa carte du circuit. Ce résultat est bien la preuve que sa démarche, basée sur la recherche de l'équilibre et de la sérénité, porte ses fruits. A l'issue de l'épreuve lyonnaise, Anne Le Coniat expliquait la progression fulgurante de son poulain : « C'est l'équilibre qui permet d'avoir des résultats, et non, comme le pensent trop souvent les joueurs, les résultats qui donnent l'équilibre. »

S'il reconnaît que la très bonne saison d'ensemble des Français a joué un rôle dans sa victoire, Grégory Havret met surtout l'accent sur un autre facteur : « Une très bonne ambiance règne entre nous. Il y a concurrence, c'est sûr, mais elle est très saine. On se souhaite tous de très bien jouer et c'est vraiment sincère ; tous les joueurs m'ont appelé pendant et après le tournoi, en Italie. Cela vous pousse à vous surpasser. » Le 25 novembre, dernier jour de l'Open de Taïwan, Grégory Havret fêtera ses 25 ans.

J.-L. Ar.

Le FC Nantes est reparti du mauvais pied en Ligue des champions

A Porto, les Canaris ont été battus par Boavista (0-1)

LE FC NANTES-ATLANTIQUE s'est incliné (0-1), mardi 20 novembre, sur la pelouse du Boavista Porto, lors de la 1^{re} journée de la deuxième phase de la Ligue des cham-



FOOTBALL

équipe supposée être à sa hauteur alors que les deux autres formations engagées dans le groupe A ne sont rien de moins que deux récents vainqueurs de l'épreuve : le Bayern Munich (tenant du titre) et Manchester United (vainqueur en 1999).

S'ils veulent conserver une chance de se qualifier pour les quarts de finale, les joueurs de l'entraîneur Raynald Denoueix vont donc être condamnés à l'exploit, dès la prochaine journée, le mercredi 5 décembre, au stade de la Beaujoire, où ils recevront le Bayern Munich. Les Bavarois, eux, n'auront pas droit à l'erreur après le nul (1-1) qu'ils ont dû concéder, mardi soir à domicile, face

à Manchester United. A Boavista, les Nantais, et tout particulièrement leur gardien de but et capitaine, Mickaël Landreau, victime d'un rebond trompeur et d'un dégagement au poing malheureux, ont été surpris par un but du milieu de terrain bolivien Erwin Sanchez, à la 24^e minute. Les Canaris s'étaient rendus au Portugal avec pour objectif de ne pas prendre de but. Sitôt menée, l'équipe entraînée par Raynald Denoueix a été incapable de renverser la vapeur, comme c'est le cas depuis le début de la saison à chaque fois qu'elle encaisse un but.

« Ce n'est pas la meilleure des entrées en seconde phase. J'espère que dans les cinq prochains matches on retrouvera le même rythme qu'au premier tour », a déclaré Raynald Denoueix. Les Nantais s'étaient brillamment extirpés de leur groupe lors de la première phase, terminant en tête de leur poule, devant Galatasaray Istanbul, PSV Eindhoven et la Lazio Rome.

CHANGER DE JEU ?

L'indigence de leur football, mardi, a surpris jusqu'à l'entraîneur de Boavista, Jaime Pacheco : « Nantes n'est pas dans un bon moment. S'ils ne changent pas leur manière de jouer, ils vont avoir des difficultés », a lâché le technicien. Un commentaire que Raynald Denoueix a peu goûté. « S'il dit ça, c'est son problème. Boavista a eu quelques difficultés aussi. Je ne sais pas s'ils doivent changer leur jeu. Je ne me permets pas de le dire », a-t-il répondu.

Dans le groupe B, Galatasaray et l'AS Rome ont fait match nul (1-1), alors que le FC Barcelone a pris une option pour les quarts de finale en s'imposant à Liverpool sur le score de 3-1. Convalscence après son opération du cœur, Gérard Houllier, l'entraîneur français du club anglais, a regardé le match à la télévision.

F. P. (avec AFP)

RÉSULTATS

LIGUE DES CHAMPIONS

Deuxième tour, 1^{re} journée

● Groupe A	
B. Munich (All)-Manchester U. (Ang)	1-1
B. Porto (Por)-FC Nantes (Fra)	1-0
Classement : 1. Boavista Porto, 3 pts ; 2. Manchester United et Bayern Munich, 2 ; 4. FC Nantes, 0.	
● Groupe B	
G. Istanbul (Tur)-AS Rome (Ita)	1-1
Liverpool FC (Ang)-FC Barcelone (Esp)	1-3
Classement : 1. FC Barcelone, 3 pts ; 2. AS Rome et Galatasaray Istanbul, 1 ; 4. Liverpool FC, 0.	

DÉPÊCHES

■ **FOOTBALL** : en match aller de barrage pour la Coupe du monde 2002, l'Australie a battu l'Uruguay (1-0), sur la pelouse du Melbourne Cricket Ground, grâce à un penalty transformé par le défenseur Kevin Muscat, à la 78^e minute. Ce résultat place les « Socceroos » en ballottage favorable avant le match retour, dimanche 25 novembre, à Montevideo. En marge de cette rencontre, 20 personnes ont été blessées, dont 3 policiers, et 74 autres ont été arrêtées mardi à l'aube dans la capitale uruguayenne, lors d'incidents violents marqués par des scènes de vandalisme.

■ **VOILE** : Sill-Plein-Fruit, barré par Roland Jourdain et Gaël Le Cléach, a remporté la Transat Jacques-Vabre Le Havre-Salvador de Bahia dans la catégorie des monoques. Arrivé au Brésil le 20 novembre à 2 h 13, heure de Paris, le monoque de 60 pieds a effectué cette traversée à la moyenne de 10,92 nœuds (20,2 km/h). Ecover (Mike Golding et Marcus Hutchinson) et Casto-Darty-But (Nick Moloney et Mark Turner) ont pris respectivement les deuxième et troisième places de cette catégorie.

Le Monde

Avec Le Monde daté 23 novembre

Le Monde fait son numÉro



LE
NUMÉRO
SPÉCIAL
POUR
JONGLER
AVEC
L'EURO

EN VENTE EXCEPTIONNELLEMENT JUSQU'À LUNDI 26 NOVEMBRE - 10 F (1,52 €)

Une chambre en ville

de Jacques Demy

Suivi d'un débat
avec Benoît Jacquot

animé par

Jean-Michel Frodon (Le Monde)

35 F

Ciné club Le Monde

JEUDI 22
NOVEMBRE
20 H 30

LE CINÉMA DU PANTHÉON - 13 RUE VICTOR COUSIN 75005 PARIS

Passage pluvieux au nord

JEUDI. L'anticyclone des Açores connaît une faiblesse dans sa partie nord et laisse passer une perturbation associée à une dépression en mer Baltique. Le soleil résiste des Alpes à la Méditerranée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Pluies en matinée en Basse-Normandie. Plus faibles l'après-midi sur la Bretagne et les pays de Loire. Vent d'ouest à 50 km/h sur les côtes. Il fait de 10 à 13 degrés.

Ardennes, Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie. Pluies soutenues en matinée de la Haute-Normandie au Nord, à la Picardie et aux Ardennes; puis en s'affaiblissant, sur l'Ile-de-France et l'Orléanais. Eclaircies l'après-midi des côtes de la Manche à la frontière belge. Vent à 60 km/h en rafales. Il fait de 10 à 12 degrés au nord, 7 à 9 degrés au sud de la Loire avec gelées le matin.

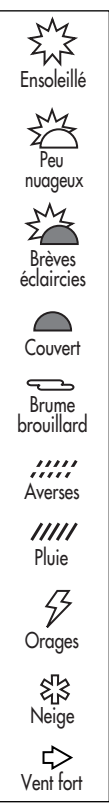
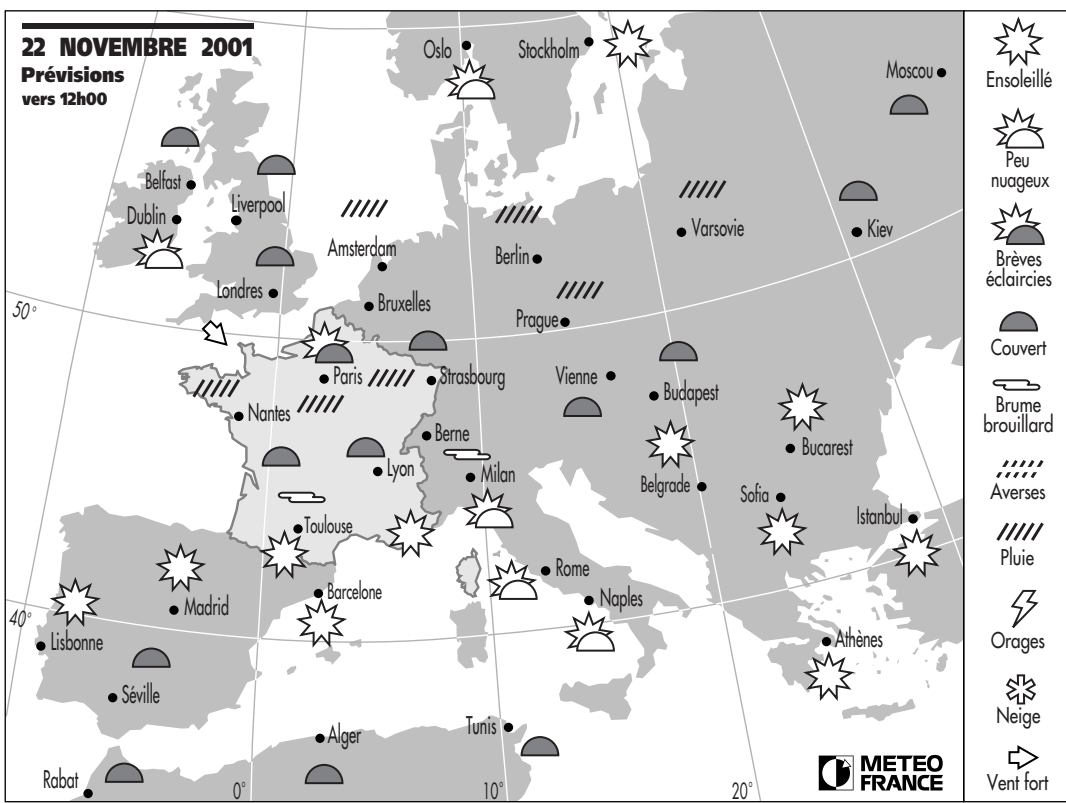
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Grisaillie parfois accompagnée de brouillard givrant dans le val de Saône

en matinée. Ailleurs, ciel gris mais ambiance plus douce. Pluie le matin de la Champagne aux côtes de Meuse et aux Vosges, puis sur le reste de la Lorraine et de l'Alsace l'après-midi, la Franche-Comté en soirée (neige au-dessus de 1 000 m). Vent à 60 km/h en rafales près de l'Allemagne. Températures de 5 à 10 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Beaucoup de grisaillie matinale parfois accompagnée de brouillard givrant en journée. Températures de 5 à 8 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Matinée froide avec quelques brouillards givrants en plaine et du soleil en montagne. Ciel bien chargé en journée et petites pluies en soirée au nord de Rhône-Alpes (neige à partir de 500 à 800 m). Il fait de 5 à 8 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Soleil splendide dans un ciel sans nuages. Fraîcheur matinale (gelées dans les terres) puis 11 à 17 degrés l'après-midi.



LE CARNET DU VOYAGEUR

FRANCE. Une convention a été signée entre Réseau ferré de France et le parc naturel du Luberon pour l'acquisition, par ce dernier, de l'ancienne voie ferrée Cavillon-Apt afin d'y aménager, avec l'aide du conseil général de Vaucluse, de l'Etat et de la région, une « véloroute » d'une trentaine de kilomètres qui achèvera l'aménagement de l'itinéraire touristique « Le Luberon à vélo ».

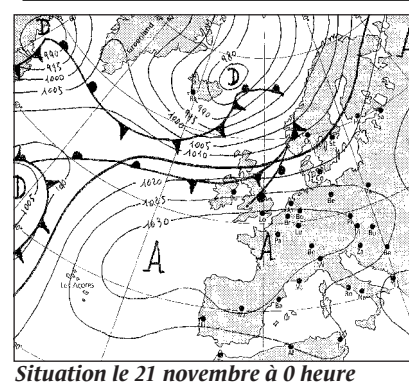
ESPACE. Parc à thème ludo-éducatif, la Cité de l'espace, à Toulouse, dynamise son site Internet (www.cite-espace.com), qui propose des renseignements sur les expositions, les animations et l'actualité spatiale, une visite virtuelle des lieux, une interactivité accrue, des infos pratiques (horaires, accès, tarifs), une série de circuits en Midi-Pyrénées entre la Cité et différents sites culturels et scientifiques régionaux, et une boutique virtuelle où l'on peut acquérir livres, CD-ROM et accessoires divers.

PRÉVISIONS POUR LE 22 NOVEMBRE 2001
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

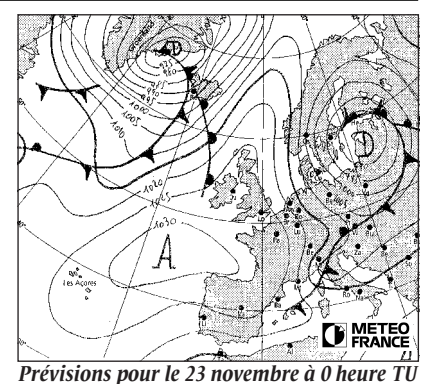
FRANCE métropole		FRANCE outre-mer	
AJACCIO	6/17 S	NANTES	-1/6 P
BIARRITZ	1/10 N	NANCI	6/17 S
BORDEAUX	-1/7 C	NANTES	2/11 C
BOURGES	-1/6 P	NICE	7/15 S
BREST	7/13 C	PARIS	4/11 P
CAEN	6/12 P	PAU	-3/8 N
CHERBOURG	6/13 P	PERPIGNAN	2/11 S
CLERMONT-F.	-4/5 C	RENNES	3/12 C
DIJON	-4/5 P	ST-ETIENNE	-3/7 N
GRENOBLE	-2/7 N	STRASBOURG	-1/7 P
LILLE	5/10 N	TOULOUSE	-3/7 C
LIMOGES	-4/4 C	TOURS	-1/9 C
LYON	-2/6 C	CAYENNE	23/31 P
MARSEILLE	2/11 S	FORT-DE-FR.	26/28 P
		NOUMEA	23/29 P

PAPEETE	24/29 C	KIEV	-6/5 C	VENISE	3/8 S	LE CAIRE	13/19 S
POINTE-A-PIT.	24/30 S	LISBONNE	8/16 S	VIIENNE	4/9 C	NAIROBI	15/24 S
ST-DENIS-RE.	21/26 S	LIVERPOOL	4/11 C	AMÉRIQUES		PRETORIA	16/28 S
		LONDRES	3/10 C	BRASILIA	18/25 P	RABAT	14/23 C
		LUXEMBOURG	1/6 P	BUENOS AIR.	17/28 S	TUNIS	13/21 C
		MADRID	1/11 S	CARACAS	25/31 S		
		MILAN	3/9 S	MONTREAL	3/7 S		
		MOSCOU	-5/0 C	NEW YORK	5/12 S		
		MUNICH	-1/5 C	SAN FRANCIS.	11/15 S		
		NAPLES	5/16 S	SANTIAGO/CHI	13/26 S		
		OSLO	-7/1 S	TORONTO	3/9 S		
		PARMA DE M.	9/15 C	WASHINGTON	1/15 C		
		PRAGUE	0/6 P	AFRIQUE			
		ROME	8/17 S	ALGER	13/20 C		
		SEVILLE	11/15 C	DAKAR	25/29 S		
		SOPIA	-1/7 S	VARSOVIE	23/26 C		
		ST-PETERSB.	-11/-3 C				
		GENEVE	-2/5 C				
		HELSINKI	1/3 P				
		ISTANBUL	5/7 S				

AMSTERDAM	5/11 P	BERNE	-5/5 C	CHICAGO	3/11 C	DUBAÏ	19/28 S
ATHENES	7/14 S	BRUXELLES	3/10 P	LIMA	17/19 P	HANOÏ	12/19 S
BARCELONE	8/12 S	BUCAREST	-3/7 N	MEXICO	9/21 S	BOMBAY	22/33 S
BELFAST	4/7 C	BUDAPEST	-3/6 C	MONTREAL	3/7 S	DJAKARTA	27/30 C
BELGRADE	1/6 S	COPENHAGUE	-1/6 S	NEW YORK	5/12 S	DUBAÏ	19/29 S
BELGRADE	0/7 P	DUBLIN	3/10 S	SAN FRANCIS.	11/15 S	HONGKONG	13/25 S
BELGRADE	0/7 P	FRANCFORT	1/8 P	SANTIAGO/CHI	13/26 S	JEKUSALEM	15/24 S
BELGRADE	0/7 P	GENEVE	-2/5 C	TORONTO	3/9 S	NEW DEHLI	12/28 S
BELGRADE	0/7 P	HELSINKI	1/3 P	WASHINGTON	1/15 C	PEKIN	2/16 S
BELGRADE	0/7 P	ISTANBUL	5/7 S	AFRIQUE		SEOUL	6/15 S
BELGRADE	0/7 P			ALGER	13/20 C	SINGAPOUR	25/31 P
BELGRADE	0/7 P			DAKAR	25/29 S	SYDNEY	14/20 C
BELGRADE	0/7 P			VARSOVIE	23/26 C	TOKYO	8/17 S



Situation le 21 novembre à 0 heure



Prévisions pour le 23 novembre à 0 heure TU

JARDINAGE

Des fleurs à l'intérieur de la maison pendant les mois d'hiver

C'EST quand l'automne est là, quand l'hiver pointe le bout de son nez par un matin givré, que nous prend l'envie d'admirer des fleurs à l'intérieur de la maison. Les fleuristes en ont d'ailleurs beaucoup plus à vendre que pendant l'été, qui voit le sacre des plantes vertes. Les orchidées à feuilles épaisses en forme de langue de chat (*phalaenopsis*) sont rangées comme à la parade, blanches, roses, mauves, unies ou striées, les cymbidiums à feuilles en forme de lame de couteau blanche, rose, vert chartreuse, ou cette nouvelle variété orange sombre, rien moins que splendide, les saint-paulias, les cyclamens, les bégonias « Gloire de Lorraine » avec leurs coloris si vifs et toniques, notamment des jaunes chauds et lumineux sont là qui attendent le chaland, avec les azalées de l'Inde si gracieuses avec leurs fleurs doubles aux pétales chiffonnés, au port si proche de celui d'un arbre majestueusement étalé. Laissez les petits rosiers en fleurs, là où ils sont : ils dépérissent en quelques jours et aucun truc ne peut les maintenir à l'intérieur.

Hélas ! Ces plantes fleuries sont parfois en plein courant d'air, posées à même le goudron du

trottoir, ce qui n'est pas le meilleur traitement à leur prodiguer. Passer de la chaleur humide des serres de production au camion de transport puis aux étals chauffés de Rungis, repartir vers les magasins, passer du chaud au froid puis du froid au chaud les abîme et hâte leur mort.

Les orchidées, par exemple, à l'exception notable des cymbidiums qui n'apprécient pas vraiment des températures supérieures à 15 degrés quand ils sont en fleurs - elles les font faner en deux ou trois semaines, quand ils tiennent

Eviter d'utiliser trop le sécateur

Les haies peuvent être taillées... si cela n'est déjà fait. Mais il ne faut surtout pas tailler maintenant les arbustes qui fleurissent au printemps ou les arbustes un peu fragiles au gel. Les premiers puisqu'ils fleurissent sur le bois de l'année précédente. Les seconds parce qu'il est nécessaire de les rabattre court si une période de froid intense venait à faire mourir une grande partie de leur ramure. C'est ainsi qu'il ne faut, par exemple, pas toucher maintenant au céanothe à floraison d'été, à l'oranger du Mexique, à l'arbre aux papillons et au lobelia et évidemment pas aux weigelia, forsythia, lilas, corète du Japon... comme on le voit trop souvent faire par les jardiniers de ville qui ont le sécateur aussi facile que certains ont la tronçonneuse un peu vive et massacent les arbres d'alignement pour des raisons qui parfois échappent aux jardiniers. Des amateurs pensent que la taille est bonne pour les arbres. C'est évidemment faux, sauf quand ils sont malades.

deux mois à des températures fraîches - voient leurs boutons sécher et tomber quand elles ont subi un coup de froid... Et un passage de quelques heures à une température inférieure à 10 degrés aggravée de courants d'airs, suffit à compromettre le complet épanouissement des *phalaenopsis*.

Les azalées sont si difficiles à conserver qu'elles peuvent mourir en deux jours à l'intérieur, perdant toutes leurs feuilles qui noircissent bien qu'elles soient convenablement arrosées. Pas de mystère : un

coup de froid suivi d'un passage brutal à une température supérieure à 20 degrés et à une atmosphère sèche leur est fatal plus d'une fois.

Une exception : les cyclamens, qui ne craignent pas les températures basses, voire les préfèrent, à tout prendre, aux intérieurs surchauffés. Voilà un bon mois que nous en avons installé sur l'appui extérieur d'une fenêtre plein nord qui donne sur une cour si bien protégée du vent qu'une broméliacée y a passé les deux hivers derniers sans souffrir le moins du monde de températures basses... qui ne sont, quand même pas, allées jusqu'à la gelée. Il faisait 3 degrés l'autre matin et ils étaient (et sont toujours) splendides, opulents, et leur floraison est éclatante, comme leur feuillage vert marbré de gris. A l'intérieur, ils seraient décatés depuis longtemps. Mais parmi les plantes fleuries de saison, le cyclamen est une exception. S'ils ne gèlent pas, ils seront encore en fleurs au printemps prochain. Qui dit mieux ?

Toutes les autres devront être achetées chez un fleuriste sérieux qui ne les expose pas dehors en plein vent, et surtout pas achetées par une journée trop froide. Il en va de même de certaines plantes vertes

et de certains arbustes à fleurs d'extérieur. Nous avons vu un beau pied de mimosa des quatre saisons (*acacia retinoides*) vendu à même le trottoir. Il est en fleurs, et il est tentant de l'acheter. Stop ! Voici le prototype même de l'arbuste gélif à n'acheter qu'au printemps quand tout risque de gelée sera passé.

Passer du chaud au froid, puis du froid au chaud, les abîme et hâte leur mort

Ce mimosa pousse très vite ; bien planté sur un balcon, vers avril-mai, il fleurira tout l'été et triplera de volume en une saison. Au moins en aura-t-on profité... quand rien ne dit que celui qui serait acheté maintenant passera ce premier hiver.

Quelques règles ne seront pas inutiles à respecter si une envie de plante fleurie vous prenait. Evitez donc d'acheter toute plante d'intérieur à fleurs présentée dans la rue,

d'acheter un jour où il fait très froid, quand il gèle par exemple. Et, systématiquement, demander que la plante, particulièrement les bégonias, les azalées et les orchidées, soit bien enveloppée de façon qu'elle ne souffre pas après leur sortie de chez le fleuriste.

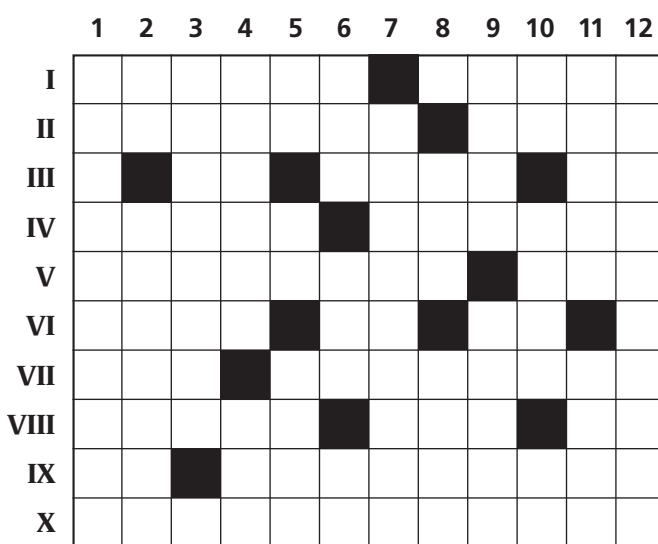
Arrivé à la maison, faire tremper les pots d'azalée et de bégonia dans de l'eau jusqu'à saturation de la motte, les placer près d'une fenêtre... mais loin d'un radiateur et de préférence dans une pièce pas trop chauffée et n'arroser les azalées qu'en immergeant le pot dans l'eau : leurs racines sont si serrées que l'eau glisse autour quand on mouille la terre par le dessus. Les orchidées ne seront surtout pas arrosées la première semaine. Il faut attendre que le substrat dans lequel elles poussent (écorces de pin, bouts de polystyrène expansé, tourbe ou laine de roche) soit sec. Et ne pas laisser d'eau dans la soucoupe. Les vaporiser chaque jour avec de l'eau dégoudrie et de préférence pas chlorée. Un truc, tirer l'eau du robinet la veille de façon que le chlore s'évapore. Elles craignent beaucoup moins le calcaire qu'on ne le dit.

Alain Lompech

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 01 - 275

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr



HORIZONTALEMENT

I. Pièce de charpente. Assemblage dans la charpente. - II. Il passe en coup de vent. Infection rapportée des tropiques. - III. Personnel. Coule en Afrique. Début octobre. - IV. Vieux et difficile à monter. N'est plus souvent à la traîne. - V. Comme une petite voie en campagne. Affluent du Rhône. - VI. Tentas. Romains que l'on retrouve en Italie. Gaz rare. - VII. Circule chez les Nippons. Prend les affaires en mains. - VIII. D'un

auxiliaire. Trois points sur quatre. Doubé dans le tutu. - IX. Habitudes. Evitez de les approcher quand elles sont fraîches. - X. Remise dans son ensemble.

VERTICALEMENT

1. Ne vient jamais les mains vides. - 2. Laisse le choix. Superficielle et sans aucun intérêt. - 3. Pousse au grattage. - 4. Un toit misérable. Est passé de la pharmacie à la compétition. - 5. On les retrouve partout. Préposition. Aux quatre coins de la carte. - 6. Grave

si elle est forte. Agréable s'il est léger. Dans Paris. - 7. Pas très regardant. - 8. Prise en connaissance. Des bulles dans la Botte. - 9. Décoration académique. Châtiment à la russe. - 10. Eclat de rire. Ne coule plus. Coule doucement. - 11. En Nouvelle-Zélande. Grandes eaux. - 12. S'arrange pour passer la brosse dans le bon sens.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 01 - 274

Horizontalement

I. Chétif. Obèse. - II. Hameçon. Amon. - III. Alertées. - IV. Set. Enfileur. - V. Si. Grêlée. CA. - VI. Encre. Id. Dés. - VII. Celé. Fe. Nids. - VIII. Allergie. - IX. Ormeau. Magie. - X. Upérisations.

Verticalement

1. Chasse-clou. - 2. Haleine. Rp. - 3. Emet. Clame. - 4. Ter. Grêler. - 5. Ictère. Lai. - 6. Foène. Feus. - 7. Néflier. - 8. Sied. GMT. - 9. BA. Le. Niaï. - 10. Emue. Diego. - 11. SO. Ucéé (déçu). In. - 12. Encrassées.

BRIDGE

N° 1971

LA RENTRÉE INESPÉRÉE

L'Ecosais Hugh Kesley a publié cette donne intéressante où Sud, après les deux premières levées, connaît les mains d'Est-Ouest.

♠	9 4 3	♠	D 10 7
♥	8 2	♥	R 10 5 4
♦	V 7 3	♦	A R 9 4
♣	V 10 7 6 2	♣	A 9
♠	A R V 8 6 5 2		
♥	A		
♦	D 5		
♣	R D 5		

Ann : N. don. N.-S. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
-	1 SA	1 SA	contre
3 ♥	3 ♥	4 ♥	4 ♣...

Ouest entame la Dame de Cœur, Sud prend avec l'As sec et tire l'As de Pique, mais Ouest défausse un Cœur. Comment Sud joue-t-il pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ?

Réponse

Le problème est de monter au mort pour faire l'impasse à Pique, car Est laissera passer si Sud joue Roi et Dame de Trèfle. Toutefois, si l'As de Trèfle est second en Est, il devra prendre au deuxième tour, mais sa coupe à Trèfle, au troisième tour, empêchera la rentrée du Valet de Trèfle. Mais il y a une possibilité : Est peut sortir de sa main une fois en jouant Cœur, car, s'il jouait Carreau, il donnerait la main au mort avec le Valet de Carreau.

Conclusion : le déclarant ne doit pas toucher aux Trèfles mais commencer par jouer la Dame de Carreau ! Est prendra avec le Roi de Carreau et jouera Cœur, qui sera coupé. Alors Sud peut jouer la Dame de Trèfle (ou le Roi) qu'Est doit laisser passer pour que le Valet de Trèfle ne soit pas une rentrée. Ensuite, Sud continue Trèfle pour donner la main à Est, qui prend, mais qui n'a plus de carte de sortie à Cœur (car le mort courait). Il ne lui reste donc qu'à tirer l'As de Carreau et à continuer Carreau pour le Valet, la reprise inespérée qui permet de faire l'impasse à Pique...

LES JEUX DE L'ESPRIT

Tous les ans se déroule, à Cannes, un festival de bridge pendant les Jeux de l'esprit. En 1996, une Cannoise et Barbaroux remportèrent le mixte. Voici une donne qui contribua à leur victoire.

♠	8 4	♠	7 5
♥	A 3 2	♥	5 4
♦	7 5	♦	10 8 4 3 2
♣	A 9 8 5 4 3	♣	R 10 7 2
♠	RV 9 6 3		
♥	10 8 6		
♦	ARD		
♣	DV		

Ann. N. don. Pers. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
-	1 SA	1 SA	1 SA
1 ♠	2 ♥	1 SA	1 SA
2 ♠	3 ♣	1 SA	1 SA
1 SA	1 SA	1 SA	1 SA

Ouest a entamé l'As de Carreau et a rejoué le 6 de Cœur (pour empêcher une coupe du mort). Sud a pris avec le 9 et a joué Carreau pour ouvrir la coupe du mort. Ouest a pris du Roi et a rejoué atout. Grâce à quel stratagème Barbaroux a-t-il gagné TROIS CŒURS avec une levée de mieux ?

Note sur les enchères

Nord n'étant pas assez fort pour dire « 2 Trèfles » sur « 1 Pique », car cette enchère aurait été forçant pour un tour, il s'est contenté de « 2 Cœurs ». Ensuite seulement, il a proposé les Trèfles.

Philippe Brugnon

MUSIQUE Le chef d'orchestre belge Philippe Herreweghe sera à Paris le 22 novembre pour le Festival d'art sacré en l'église Saint-Roch. Une représentation durant laquelle il jouera le

Requiem de Fauré dans sa version « de concert » (1900). ● **AU TERME** d'une tournée qui l'aura mené d'Utrecht à Londres, cette version sera enregistrée pour son label, Harmonia

Mundi, à Metz, les 23 et 24 novembre, douze ans après avoir enregistré la version originale (1893). ● **C'EST À** UTRECHT, aux Pays-Bas, que *Le Monde* a rencontré Philippe Herreweghe,

après son concert donné dans la salle à l'acoustique peu réverbérante du Centre Vredenburg. ● « **JE DIRAIS d'une formule que ce soir c'était un Requiem "en bouteille", et qu'il sera**

bientôt "en carafe", il va "s'ouvrir" », explique le chef d'orchestre, dont les musiciens cherchent encore l'identité de cette version « symphonique », qui demeure assez austère et intime.

Philippe Herreweghe réenregistre Fauré et aborde Debussy

Au terme d'une tournée qui le mène d'Utrecht à Londres en passant par Paris, le 22 novembre, et Metz, le chef d'orchestre belge enregistre de nouveau le « Requiem » de Fauré, dans sa version « de concert » (1900), cette fois avec des instruments anciens

LE CHEF D'ORCHESTRE et de chœur Philippe Herreweghe (né en 1947) s'est installé à Paris à la fin des années 1970. Il y a beaucoup travaillé, jusqu'à ce que sa carrière l'entraîne souvent assez loin de la capitale, pour des concerts et tournées à l'étranger, à la tête de ses propres formations (la Chapelle royale, le Collegium vocale de Gand, l'Orchestre des Champs-Élysées) ou d'orchestres symphoniques, dont le Philharmonique des Flandres, dont il est le directeur musical. Avant que la tournée actuelle qu'il donne de la version « de concert » (1900) du Requiem de Gabriel Fauré ne s'arrête à Paris, le 22 novembre, Le Monde a rencontré Philippe Herreweghe à Utrecht.

A l'issue de cette série de concerts, qui le mène aussi à Birmingham et Londres, une nouvelle version discographique du Requiem paraîtra chez Harmonia Mundi, enregistrée lors de deux concerts donnés à l'Arsenal de Metz.

« Vos rapports avec la musique française ont la réputation d'être conflictuels. Pourtant, après vingt ans de collaboration avec le label Harmonia Mundi, chez qui votre premier disque était consacré à Henry Du Mont, vous enregistrez pour la seconde fois le Requiem de Fauré... »

« Il y a une musique française et une musique allemande et une musique allemande. J'aime Bach mais je le crois supérieur à Telemann, de la même manière que je crois Debuss-

sy et Fauré largement au-dessus de certains parmi leurs contemporains. En fait, c'est mon rapport avec la musique baroque française qui a souvent été le plus discuté. J'ai contribué, je crois, avec la Chapelle royale, dont c'était la mission originelle, à faire connaître les répertoires du grand motet français et j'y ai pris énormément de plaisir. Cependant, j'ai cinquante-trois ans, et les goûts changent, le rapport au répertoire se modifie. Depuis quelques années, ma carrière a pris d'autres directions, à la tête de l'Orchestre des Champs-Élysées, avec lequel j'ai joué et enregistré Beethoven, Mendelssohn et Schumann, et désormais avec des formations comme les Philharmoniques de Berlin et Vienne, le Gewandhaus de Leipzig ou le Concertgebouw d'Amsterdam, que je dirige de plus en plus.

« Je ne renie rien, je continue d'adorer un petit motet de Schütz ou une cantate de Bach, mais le fait de diriger les symphonies de Bruckner à la tête de l'Orchestre philharmonique des Flandres, dont je suis le directeur musical, m'a ouvert des horizons nouveaux. Avec Bruckner ou Bach, j'ai des images pleines la tête ; avec Lully, j'ai l'impression qu'on m'impose un décorum dont la musique n'est que la bande-son. Pardonnez-moi de forcer le trait, mais c'est ainsi que je le ressens aujourd'hui.

« Votre "problème" ne serait-il pas votre rapport difficile à l'opéra en général ? »



JOOST VAN DEN BROEK

Le chef d'orchestre belge Philippe Herreweghe dans la salle du Centre Vredenburg d'Utrecht, le 19 novembre.

« J'aime beaucoup de partitions lyriques, mais il se passe à l'opéra trop de choses étrangères à la musique, trop de choses qui ne sont liées qu'au "paraître". Je ne suis pas un être débordant et "tripal", et à l'opéra, ce sont des qualités indispensables pour passer la rampe. Mon collègue et ami René Jacobs a ça dans le sang. Cela ne veut pas dire que je n'aime pas

les voix, mais la vocalité qui me touche et que je tente d'obtenir de mes chanteurs n'est pas celle pratiquée à l'opéra. Peut-être cette attitude vient-elle de ce que je n'ai pas eu de grandes expériences avec les metteurs en scène.

« J'ai par exemple beaucoup aimé travailler avec Jean-Claude Berrutti, mais je dois dire que les plus belles expériences de scène se

sont passées avec les chorégraphes et les danseurs. Le travail et la vision d'une Anne-Teresa de Kermaecker, par exemple, sont d'une profondeur et d'une exigence à laquelle j'adhère totalement.

« Justement, à propos d'"extériorisation", j'ai été surpris d'entendre ce soir un Requiem de Fauré "symphonique" qui demeure pourtant assez austère et intime... »

« L'exécution de ce soir est liée à l'acoustique des lieux et au fait que la radio enregistrerait. Mais à Saint-Roch, à Paris, dans une acoustique plus large, il y a de fortes chances pour que je le dirige de façon différente. Je dirais d'une formule que ce soir, c'était un Requiem "en bouteille", et qu'il sera bientôt "en carafe", il va "s'ouvrir". »

« Vous serez le premier à utiliser le véritable latin gallican pour un enregistrement du Requiem de Fauré... »

« En tant qu'étranger, le latin "à la française" ne m'est pas naturel. Mais le musicologue Jean-Michel Nectoux m'a convaincu. Il a en sa possession le premier enregistrement complet du Requiem, en 1930, où cette prononciation est employée. Or le chef qui le dirige l'avait souvent joué du vivant du compositeur. C'est donc une expérience valide. De surcroît, la couleur des voyelles est en effet différente, plus claire, plus consubstantielle à cette musique. »

« Vous vous lancez dans les Nocturnes de Claude Debussy,

redessinées par les couleurs claires des instruments "anciens" de l'Orchestre des Champs-Élysées... »

« Debussy est un monde nouveau pour moi en tant que chef. Il y a mille questions : quel tempo pour Nuages ? Celui de Boulez est infiniment plus rapide que celui de Piero Coppola dont j'ai écouté les enregistrements en 78 tours. Et ce trait de cor anglais, comment l'analyser lorsqu'on lit que c'est une sirène de bateau entendue par Debussy sur la Seine qui l'aurait inspiré ? Les Sirènes doivent-elles être fluides, évanescences ou fermes et charnelles ? J'expérimente, mais j'aime la définition des couleurs que donnent ces instruments. En tout cas, ces expériences approfondissent mon rapport à cette musique. »

« Approfondissez-vous toujours Bach ? »

« Diriger Bach est une expérience incroyable que je renouvellerai jusqu'à la fin de ma vie. Cette musique est d'un tel niveau qu'on ne s'en lasse jamais. Mais, sans vanité, j'oserais dire que j'y ai moins à apprendre aujourd'hui que dans un répertoire comme Bruckner ou Debussy, où je me sens très en dessous de la musique que j'ai à servir et dont les textes sont, à chaque moment d'étude ou d'exécution, un véritable défi que je dois relever. C'est cela qui me fait avancer aujourd'hui. »

Propos recueillis par Renaud Machart

Un « Requiem » peut en cacher un autre

UTRECHT

de notre envoyé spécial

Douze ans après avoir enregistré la version originale (1893) du Requiem op. 48 de Gabriel Fauré, Philippe Herreweghe s'apprête à en graver la version la plus courante, dite « de concert » (1900). Si le musicologue Jean-Michel Nectoux avait depuis quelques années mis au point une édition scientifique, mais inédite, de cette version que Herreweghe enregistrait en 1988, il n'avait jamais sous-estimé pour autant la version de 1900, couramment jouée depuis dans l'édition Hamelle, hélas criblée de fautes. Après quelques années d'atermoiements, Hamelle s'est enfin décidée, en 1994 puis en 1998, à faire paraître une édition scientifique, signée Nectoux, de chacune des versions.

Quelques jours avant de donner ce Requiem façon 1900, et musicologiquement irréprochable, à Paris puis à Metz, où il va être enregistré lors de deux concerts, les musiciens cherchent encore l'identité de cette version « symphonique ».

Certes l'acoustique peu réverbérante de la grande salle du Centre Vredenburg d'Utrecht n'incite pas aux épanchements, ce 19 novembre, mais il semblerait que le chef n'ait pas considérablement modifié, en douze ans, sa conception de l'œuvre, qu'il ne gonfle

d'aucun pathos inutile et dirige dans des tempos assez allants. Le chœur est merveilleux de plasticité, et le latin « gallican » – et non « à la romaine », tel qu'imposé par la réforme de 1904 – donne à la couleur générale une tonalité plus claire, plus française.

Johannette Zommer hésite un peu entre l'enfant soprano et la voix de femme, tandis que le baryton allemand Stephan Genz trouve une belle couleur, douce et tamisée, pour chanter ses deux interventions. Mais est-on dans l'expression attendue de deux chanteurs s'exprimant en dehors du contexte de l'Église ?

On souhaiterait qu'Herreweghe, par ailleurs étonnant et inattendu dans les Nocturnes pour orchestre de Claude Debussy, joués en première partie avec des couleurs franches et des lignes claires, confère un souffle peut-être plus ample à ce Requiem non liturgique, comme il l'avait fait naguère, à la tête de l'Orchestre du Concertgebouw d'Amsterdam (*Le Monde* du 28 octobre 1997), dans la version... originale de cette tendre « berceuse des morts »...

R. Ma.

★ Même programme au Festival d'art sacré, église Saint-Roch, à Paris, le 22 novembre à 20 h 30. Tarif unique 7,5 € (50 F). Tél. : 01-44-70-64-10.

Vingt ans d'une fructueuse collaboration chez Harmonia Mundi

DERNIER LABEL français de dimension internationale en activité, Harmonia Mundi célèbre vingt ans de collaboration avec le chef belge Philippe Herreweghe. En quatre lustres, le fondateur du Collegium Vocale, à Gand (en 1971), et de la Chapelle royale, à Paris (1977), y aura enregistré près d'une centaine de disques en ne faisant que quelques rares infidélités à la maison née à Saint-Michel, en Provence, et devenue arlésienne : un crochet par Erato pour sa première Armide de Lully, en 1982, puis quelques disques, avec le Collegium Vocale, chez Virgin Classics.

Depuis quelques années, l'ensemble des forces que dirige Herreweghe est sous contrat d'exclusivité chez Harmonia Mundi : les chœurs et orchestres de la Chapelle royale et du Collegium Vocale de Gand, l'Orchestre des Champs-Élysées, une formation symphonique jouant sur instruments anciens les répertoires classique, romantique et moderne.

Même le Quatuor Turner, composé des chefs de pupitre de son orchestre – dont son épouse, la violoncelliste hollandaise Ageet Zweis-

tra –, « roule » pour Harmonia Mundi. Un premier disque, consacré aux grands motets de Henry Dumont, enregistré en 1981, annonçait une myriade de parutions d'autres grands motets (Rameau, Lully, Lalonde, Charpentier, Gilles, Campra, etc.), mais c'est surtout dans la musique de Jean-Sébastien Bach qu'Herreweghe allait d'abord s'imposer. Après une Passion selon saint Matthieu retentissante, et désormais légendaire, à Pâques 1980, à Saint-Etienne-du-Mont, à Paris, diffusée par France-Musique en direct, Herreweghe enregistrait une première version, suivie d'une première Passion selon saint Jean.

SEIZE TITRES À PRIX D'AMI

Quinze ans après, il réenregistre les deux Passions et livre, cet automne, une nouvelle mouture de la Saint Jean (dans sa seconde version de 1725). Le catalogue Harmonia Mundi comprend aussi la Messe en si, les Motets, et de très nombreuses cantates, toutes des têtes de discographie.

Une place de plus en plus importante est laissée au répertoire romantique (Beethoven, Mendelssohn, Schumann, avec l'Orchestre des

Champs-Élysées, qui fête ses dix ans), et l'on trouve même dans cette discographie des « curiosités » comme le Pierrot lunaire de Schoenberg, la Medeamaterial de Pascal Dusapin, le Requiem de Sandro Gorli...

Pour fêter ces vingt ans d'heureuse et fructueuse collaboration, Harmonia Mundi met à disposition, pour un temps et une édition limitée, seize titres à prix d'ami, parmi lesquels quelques cantates, les Motets de Bach, la Missa solemnis de Beethoven, le Requiem de Brahms, celui de Gilles, Le Chant de la Terre, de Mahler, dans la version Schoenberg-Riehn, la Gran Partita de Mozart, les deux messes à cappella de Monteverdi, un disque Purcell, le Berliner Requiem de Kurt Weill. On y apprendrait presque l'histoire de la musique ; en tout cas, on y prendra la mesure d'un chef dont la manière, parfois qualifiée de « distante », se voit, tel que pour un vin, bonifiée par les ans.

R. Ma.

★ Edition Herreweghe : 16 CD Harmonia Mundi séparés en édition limitée.



SPEDIDAM

Les droits de l'interprète

COLLOQUE SUR L'AVENIR DES DROITS DES ARTISTES-INTERPRÈTES

La SPEDIDAM (Société de Perception et de Distribution des Droits des Artistes-Interprètes de la Musique et de la Danse) organise, le 3 décembre 2001, un colloque sur les droits de propriété intellectuelle des artistes-interprètes de la musique et de la danse ouvert à ses adhérents et à différents organismes professionnels.

Ce colloque sera organisé autour du thème suivant :

« Les nouveaux supports, les nouveaux modes d'exploitation : quels droits et quelle gestion pour les artistes-interprètes. »

Après une présentation de la situation de la propriété intellectuelle faite par Monsieur François LUBRANO, Président de la SPEDIDAM, les intervenants pressentis sont les suivants :

- Monsieur Jean-Luc BENNAHMIA, Conseiller municipal de Noisy-le-Grand
- Monsieur Jack RALITE, Sénateur et Maire d'Aubervilliers, représentant les Etats-Généraux de la Culture
- Monsieur Hervé RONY, Directeur Général du SNEP
- Monsieur Jacques TOUBON, Ancien Ministre de la Culture
- Monsieur Henri WEBER, Sénateur de la Seine-Maritime
- Monsieur Xavier BLANC, Directeur des Affaires Juridiques et Internationales de la SPEDIDAM

Ce colloque se tiendra le **3 décembre 2001 de 14h à 19h** au Théâtre Saint-Georges - 51, rue Saint-Georges, 75009 Paris (M° St-Georges)

POUR TOUTE INFORMATION, TÉLÉPHONER À LA SPEDIDAM AU 01 44 18 58 88

Don McCullin, toute une vie en noir

Rétrospective, à la Maison européenne de la photographie, à Paris, des œuvres de celui qui fut reporter sur tous les champs de bataille

PHYSIQUEMENT, il n'a pas changé. Toujours ce beau visage, ce regard bleu épuisé par le désastre. Dans ses mots, il n'est plus le même. En 1992, le photographe britannique Don McCullin est l'invité des Rencontres d'Arles. En 1993, il expose au Centre national de la photographie et bénéficie d'un Photo Poche (éditions Nathan, n° 53). Il y a quelques jours, ses images de guerre étaient à vendre au Salon Paris Photo (galerie Hamiltons).

McCullin est aujourd'hui présenté sur les cimaises de la Maison européenne de la photographie (MEP). Cette consécration tranche avec son obsession d'il y a trente ans, quand il voulait publier dans le *Sunday Times Magazine* et nulle part ailleurs, faire en sorte que, avec des photos d'enfants agonisants, les quatre millions de lecteurs vomissent leur œuf à la coque durant leur breakfast dominical. Il disait : « Je hais l'art, je veux que mes images puent un peu. »

Chypre, Vietnam, Irlande du Nord, Biafra, Cambodge, Ouganda, Liban : McCullin a « couvert », en photojournaliste, les conflits des années 1960-1982. Son esthétique noirce à outrance – « c'est ma colère » –, pénible pour l'œil, pleine de cadavres décomposés, était sans nuance. « Je veux être le photographe de guerre le plus dur, le plus cru, le plus violent qui soit. » C'était l'époque où il croyait que ses photos pouvaient changer le monde. Elles ont surtout contribué à bâtir sa légende.

McCullin le sait. « Je croyais au témoignage. J'étais naïf. Ça change quoi d'aller au Rwanda ? Dans un monde dominé par les intérêts personnels et l'argent, les gens continuent à couper les bras des enfants. » Il ajoute : « Je hais mes photos de guerre. Avoir fait ce métier si longtemps est la honte de ma vie. » Voir des piles de cadavres déglingue un bonhomme. Prendre conscience que les photographies sont de peu d'utilité transforme

leur auteur en « voyeur obscène ». Il continue de tirer sa photo la plus célèbre : un enfant albinos mort de faim au Biafra juste après la prise de vue.

Il a assisté à des exécutions, a attendu la sienne au Biafra, se souvient du bruit d'un corps qui s'écroule, a été maintes fois blessé ou donné pour mort, a échappé, à la nage, aux Khmers rouges, a été roué de coups et laissé agonisant pendant treize heures dans l'Ouganda d'Idi Amin Dada, a vu « gicler le sang entre [ses] cuisses » au Cambodge, des balles se sont logées dans son boîtier. Il est vivant parce qu'il est « dur au mal ». Ses mots sont « discipline, émotion, passion ». Rappeler ces faits de guerre entretient le mythe du reporter. Ça le gêne. « Je voudrais expliquer la lourdeur de ma culpabilité. » Il ne croit pas en Dieu.

DES ICÔNES ADMIRÉES

Comme pour Robert Capa, en vieillissant, ses images de guerre sont devenues des icônes admirées. Les exposer comme des œuvres d'art ? « Je suis mal à l'aise. Je ne suis pas un artiste. Je suis un musée parce que je n'ai pas le choix. Les journaux ne veulent plus montrer ce genre d'images. Si je pouvais, je les afficherais dans le métro, sur un bus, dans la rue. Pour qu'on ne les oublie pas. »

Sans doute pour se purifier, McCullin vit retiré du monde dans une ferme du Somerset, au sud-ouest de l'Angleterre, dans ces collines où s'est forgée la légende du roi Arthur. Quand nous lui avons rendu visite, il y a quelques années, sa porte était ouverte et son sourire généreux. Il vit seul. « Je n'ai jamais vu une femme rester longtemps avec moi. » Il ajoute : « Seul, tu n'as pas à t'excuser. » Il se parle à lui-même, attend des heures la bonne lumière pour photographier le paysage qui l'entoure. Toujours en hiver, par temps couvert. Chaque colline s'apparente à une tranche brumeuse. « C'est une fuite



DON MCCULLIN

« Chef de village, avec un stylo-bille dans le nez, qui se revendique cannibale », de Don McCullin, Irian Jaya (Indonésie), 1992.

pour me transformer en être humain décent. Je ne fais pas exprès si je transforme tout ce que je vois en guerre. »

Sa vie est réglée pour ne pas avoir le cerveau trop noir. « Je me lève à 6 heures, je bois une tasse de thé, je retourne au lit pour écouter la BBC ou je pars photographier l'aube, je pêche la truite dans une rivière. Je rejette le poisson. Je ne tire pas les photos le soir, ça m'angoisse. » Il vit entouré de 3 000 tirages de la guerre. « Leur énergie vibre dans la maison. » Les voir à la MEP accentue leur esthétique classique. La liste de ses influences le confirme : Stieglitz, Steichen, Fred Holland Day, Frederick Evans, Coburn, Sudek. « J'aime le pictorialisme », la photo qui ressemble à la peinture. Bill Brandt aussi, le grand Anglais dont il retient les tons crépusculaires et le climat social. « J'aime le passé dans la photo, pas l'avenir. »

Né en 1935, se qualifiant de « produit de Hitler », McCullin déteste l'école, rate ses examens parce qu'il est dyslexique, fréquent les bandes de voyous de Londres, puis découvre sa première photo publiée, à 18 ans, dans l'*Observer*. « Sans la photo,

j'aurais fini en prison pour crime. » Il est aujourd'hui célèbre dans le monde entier.

McCullin reste attaché à l'actualité. « Les images de l'Afghanistan sont de la non-information imprégnée de propagande. On m'a proposé d'y aller. Mon esprit est ailleurs. Mon énergie décline. Je peux travailler quatre heures par jour et non plus douze. Je dois protéger la dernière partie de ma vie en créant de la beauté. » Son passé le rattrape quand des jeunes lui écrivent, ils « croient que seule la guerre mérite d'être photographiée. Il y a d'autres injustices mais ils ne m'écoutent pas ». Il dit qu'il vient de découvrir « le corps parfait ». A 66 ans, Don McCullin réalise ses premières photos de nu.

Michel Guerrin

★ DON MCCULLIN. MEP, 5-7, rue de Fourcy, Paris-4^e. M^o Saint-Paul. Tél. : 01-44-78-75-00. Du mercredi au dimanche, de 11 heures à 20 heures. Jusqu'au 13 janvier. Catalogue : textes de Harold Evans et de Susan Sontag, éd. MEP et Jonathan Cape, 296 p., relié, 60 € (393,57 F) ou broché, 50 € (327,98 F).

Kat Onoma et la mémoire du val d'Argent

Avant de partir en tournée, le groupe de rock a donné trois concerts sur ses terres haut-rhinoises

SAINTE-MARIE-AUX-MINES (Haut-Rhin)

de notre envoyé spécial

La chapelle blanche de Saint-Pierre-sur-l'Hâte surplombe un vallon encaissé. De sombres forêts de conifères emplissent l'air vif de leurs fragrances. Ce décor de gravure romantique ne résonne habituellement que du bruit d'un torrent. Fin septembre, s'échappent de la petite église les échos d'un blues altier et voluptueux. Enfant de ce coin d'Alsace, le groupe Kat Onoma est venu donner trois concerts « à la maison », dans le cadre d'un petit festival, baptisé C'est dans la vallée, que les musiciens ont monté dans la ville toute proche de Sainte-Marie-aux-Mines, avec l'aide de l'association Hiéro Colmar. Avant de reprendre la route avec leurs camarades, pour une tournée qui passera par Paris, le 26 novembre, Rodolphe Burger (guitariste et chanteur) et Pascal Benoît, dit Costa (batter), les régionaux de l'étape, se sont replongés dans une histoire qui a façonné un des plus originaux groupes de rock français.

Le chanteur de Kat Onoma s'est longtemps persuadé que sa musique n'avait d'autres racines que celles qu'il s'était inventées. La mythologie rock avait nourri ses fantasmes. Son amour des Stones, de Gene Vincent, des Trojans ou du Velvet Underground avait fini par se styliser en un blues ténébreux, lors de la création du groupe au milieu des années 1980. D'abord anglophones, les chansons de Burger se sont confrontées ensuite à la langue française d'auteurs contemporains comme Pierre Alféri, Olivier Cadot, Oscarine Bosquet, Eugène Savitzkaya ou Anne Portugal. Cette année, après deux disques en solo, le vocaliste retrouvait Kat Onoma pour un cinquième album éponyme (*Le Monde* du 24 mars 2001), sommet de leur discographie.

« INTERNAT PUNITIF »

Ces chants crépusculaires n'avaient-ils pour origine qu'une passion exportée d'Amérique et de Grande-Bretagne ? C'est en 1968, à Sainte-Marie-aux-Mines, que Burger, onze ans, et Costa forment leur premier groupe de rock. Ville minière au XVII^e siècle, chef-lieu du val d'Argent, Sainte-Marie s'est convertie au XIX^e siècle dans l'industrie textile. Aujourd'hui, cette petite cité aux couleurs délavées ne semble toujours pas remise de la crise qui la faucha au milieu des années 1960. « J'ai connu ce moment où la population a diminué de moitié, se souvient Rodolphe Burger. La ville a alors été plongée dans un état d'hébétéude économique et psychologique qui la marque encore. Ce vide, cet abandon nous laissaient une marge de manœuvre. Nous organisons par exemple des concerts dans un cinéma qui venait de fermer. L'académie de Strasbourg avait aussi ouvert là un internat punitif. Ces mauvais élèves avaient de bons goûts musicaux ; ils se procuraient à Lon-

dres des 45-tours et avaient même des guitares électriques. »

Mais, en grandissant, le fan de rock ne pensera plus qu'à fuir les ruines culturelles de sa ville natale. Un périple universitaire (le chanteur fut un temps prof de philo) et sa rencontre avec les autres musiciens de Kat Onoma – Philippe Poirier (guitariste), Guy Bix Bickel (trompettiste), Pierre Keyline (bassiste) – le mènent à Strasbourg, Bâle et Paris. Par le biais d'un héritage, le groupe reviendra pourtant de nouveau ancrer sa musique dans le Haut-Rhin. L'égée par un oncle Burger, une grande bâtisse, surnommée « la ferme », se transformera en un grand local de répétition, pôle de création obligé avant chaque enregistrement.

DISQUE EN PATOIS

C'est aussi là qu'en 2000, Rodolphe Burger et l'écrivain Olivier Cadot ont conçu le mini-album *On n'est pas indiens c'est dommage*, tout entier consacré au patois welche pratiqué par les habitants des vallons environnants. Enregistré lui aussi à la ferme, *Kat Onoma*, le dernier disque du groupe, a également bénéficié de l'acoustique réputée de la chapelle voisine de Saint-Pierre-sur-l'Hâte, notamment pour les cordes. « *Ian Caple, notre producteur, a craqué pour l'endroit au point de vouloir revenir avec les Tinderssticks. Enfant, je venais souvent dans cette chapelle. J'ai été heureux que mon père, qui aimait venir et écouter des concerts classiques, ait assisté à cet enregistrement. »* Raymond Burger repose aujourd'hui dans le petit cimetière qui entoure l'église.

Pour Kat Onoma, le festival C'est dans la vallée est une façon de redonner un peu de vie à une ville qui s'anime surtout pour la Bourse des minéraux et la Fête du tissu. Des bars ont programmé des groupes régionaux (Manson's Pop, Moon Palace), une ancienne banque a accueilli le concert du compositeur Fred Poulet, le bâtiment délabré de la Société industrielle et commerciale a été mis en scène par un ami plasticien, l'Italien Salvatore Puglia. Les trois concerts de Kat Onoma, accompagné par l'altiste Gérard Tempia Bondat et le violoncelliste Fred Deville, consacraient l'événement.

Devant l'autel, dont les fondations datent du XVII^e siècle, famille, amis d'enfance, fans avertis se seraient sur les bancs, seulement éclairés par la lueur des cierges et des chandeliers. Ce spectacle rock en clair-obscur vibrat d'une émotion particulière. Comme si cette musique bleue comprenait enfin ce qu'elle devait à cet environnement.

Stéphane Davet

★ Kat Onoma : le 21 novembre à Amnéville ; le 23 à Alençon ; le 26 à Paris (Bataclan) ; le 27 à Clermont-Ferrand ; le 28 à Toulouse ; le 30 à Toulon ; le 1^{er} décembre à Nice.

A Nantes, le congrès de l'art contemporain a tourné en rond

1 400 INSCRITS, dont un millier assistaient aux tables rondes dans le grand auditorium de la Cité des congrès de Nantes. Le chiffre de participation au 3^e congrès interprofessionnel de l'art contemporain (Cipac) crève le plafond. Près de deux fois plus qu'à Tours lors des deux premières éditions. Il faut croire que son sujet touchait des cordes particulièrement sensibles : l'artiste, sa profession, ses droits, son statut social.

De nouvelles formes et de nouveaux moyens de production sont apparus, et la pluridisciplinarité des pratiques induit de nouvelles économies publiques et privées, et rapproche la production des arts visuels du spectacle vivant, de l'audiovisuel et des médias. A ces flottements des frontières il faut ajouter les porosités entre l'institution, le marché, l'apparition et le développement des lieux alternatifs, des « friches ». Les journées des 15 et 16 novembre devaient tourner autour de l'inadaptation des régimes sociaux, fis-

caux et juridiques actuels, face au devenir multiforme de la profession qu'exercent désormais les jeunes créateurs.

Dans un tel contexte, on ne s'attendait pas à entendre parler de la commande publique du 1 % des constructions, qui aurait encore besoin d'être revue et corrigée. Mais il y avait du syndicalisme dans l'air, en particulier chez les sculpteurs, qui se sont plaints de ne pas être dans les tables rondes. Dans l'ensemble, les revendications sont restées floues, ou personnelles et corporatistes : il n'y a pas une profession d'artiste, mais des professions, et chercher à donner à l'artiste plasticien un statut d'intermittent du spectacle ou de chercheur doit pouvoir se justifier, mais pas tout le temps. Des thèmes intéressants ont donné lieu à des échanges médiocres, chacun y allant de ses petites obsessions ; les interventions étaient en partie orchestrées pour la venue de la ministre de la culture et de la communication, Catherine Tas-

ca, qui n'a rien promis et est restée commodément vague.

Est-ce pire que promettre et ne pas tenir, comme Catherine Trautmann au Cipac de Tours ? En tout cas, une fois de plus, c'est l'image d'une création en France qui n'arrive pas à se penser autrement qu'en termes d'assistée qui en est ressortie. L'impression de tourner en rond s'est trouvée confortée par une sorte d'idée fixe : le très négatif rapport Quemin sur la représentation des artistes français à l'étranger (*Le Monde* du 9 juin), en présence du sociologue dont le travail a encore été contesté au plus haut niveau, de Guy Amsellem, directeur de la délégation aux arts plastiques, du ministère de la culture et de la communication, à Olivier Poivre-d'Arvor, directeur de l'AFAA (Association française d'action artistique) du ministère des affaires étrangères. On l'avait, l'objet fédérateur !

Geneviève Breerette

Le regain en demi-teinte du cinéma grec

La quarante-deuxième édition du Festival de Thessalonique a offert une diversité géo-esthétique unique

THESSALONIQUE de notre envoyé spécial

En 1995, une importante rétrospective du cinéma grec a eu lieu à Paris, organisée par le Centre Pompidou et programmée par Michel Démopoulos, directeur du Festival de Thessalonique. Dans la préface du catalogue accompagnant cette manifestation, ce dernier, constatant le délabrement de l'infrastructure cinématographique dans son pays, laissait cependant espérer un renouveau. Sept années ont passé depuis sans qu'à l'horizon n'apparaissent d'autres signes que ceux lancés par le vieux maître solitaire Theo Angelopoulos, dont le dernier film, *L'Eternité et un jour*, a remporté la Palme d'or à Cannes en 1998.

Le Festival de Thessalonique, dont la quarante-deuxième édition s'est tenue cette année du 9 au 18 novembre, présente traditionnellement l'ensemble de la production cinématographique nationale de l'année. Cela aura été l'occasion de

constater l'indéniable embellie du cinéma grec, qui est passé de 2 à 3 % de parts de marché au début des années 1990, à plus de 15 % en 2000.

Un des signes les plus éclatants de cette reconquête a eu lieu en 1999, avec l'incroyable succès de la comédie *Safe Sex*, de Michalis Repas et Thanassis Papatthassiou, qui a attiré un million et demi de spectateurs et battu *Titanic*. Soutenu par le Centre du film grec, structure étatique créée en 1981, la production nationale a littéralement explosé cette année, avec 35 films présentés, contre 20 en 2000.

Pour réjouissants qu'ils soient, ces chiffres masquent difficilement deux principaux problèmes : l'essoufflement de la tradition cinéphilique et la faible qualité des œuvres. Dépourvu d'écoles qui puissent instaurer sa transmission, partagé entre des comédies populaires difficilement exportables et un cinéma d'auteur qui ne parvient tou-

jours pas à porter ses fruits, le cinéma grec semble condamné, si rien ne change, à rester cantonné dans ses frontières. Un atelier international, organisé par le Centre du film grec au cours du festival, devait débattre de cette question ainsi que des moyens de promouvoir plus spécifiquement les films grecs à l'étranger. La plupart des grands pays d'Europe en étaient absents...

LA POÉSIE DE STAVROS TORNES

C'est contre cette situation décevrante que lutte le Festival de Thessalonique, installé aux quatre vents de la zone portuaire, et devenu depuis environ dix ans le pôle cinéphilique de la Grèce. Face à l'absence de cinémathèque nationale et à une politique de distribution soumise à la loi du marché (parmi les 250 films sortis en salle cette année, 193 viennent de Hollywood, 35 d'Europe et 18 de Grèce), la programmation du festival offre une diversité géo-esthétique unique,

dont ses quelque 70 000 spectateurs profitent avec voracité.

Depuis une rétrospective dédiée au renouveau du cinéma argentin jusqu'à un riche panorama du cinéma d'auteur international, en passant par une compétition axée sur les premiers films (*Tirana année zéro*, de l'Albanais Fatmir Koçi, ayant ravi l'Alexandre d'or), plus de 150 longs et 40 courts métrages ont été présentés. L'un des moments les plus forts et les plus émouvants a été la rétrospective consacrée au cinéaste grec Stavros Tornos. Né dans la banlieue d'Athènes en 1932, mort en 1988, Tornos est l'auteur d'une œuvre météorique, qui compte huit courts et cinq longs métrages, réalisés entre 1963 et 1987. Largement méconnus hors de Grèce, vilipendés dans ce pays du vivant de leur auteur, ces films poétiques et révolutionnaires s'inscrivent dans le sillage d'un Pasolini ou d'un Glauber Rocha. Exilé durant quinze ans en Italie, Tornos n'aura cessé de

remettre en scène son pays dans son cinéma, entre la croyance primitive du mythe, le mystère de l'icône et la raison politique. Sans doute impossible à tenir, ce pari de cinéma est du moins à méditer par tous ceux qui, en Grèce, font aujourd'hui profession de filmer.

Jacques Mandelbaum

galerie jan krugier, ditiesheim & cie

Zoran MUSIC oeuvres de 1947 à 2001

jusqu'au 15 janvier 2002

Catalogue sur demande

Lu-ven 14h-18h, sam 11h-17h Grand-Rue 29-31, Genève tél. 022 310 57 19

DÉPÊCHES

■ CINÉMA : A ma sœur ! a été interdit dans l'Ontario, au Canada, après sa sortie à Toronto. Le Bureau de la revue des films de la province de l'Ontario a rejeté le film de Catherine Breillat parce qu'il présente des scènes sexuellement explicites dans lesquelles apparaissent des mineurs. La cinéaste juge cette interdiction « incroyablement inquiétante », estimant que son film est un regard sur la complexité de l'éveil à la sexualité chez deux adolescentes.

■ ShinCine Films, une maison de production sud-coréenne, veut ressusciter à l'écran la star du kung-fu, Bruce Lee, mort en 1973, grâce à la technologie numérique. Elle permettra de recréer sa voix et de le faire jouer avec des acteurs vivants dans un film qui s'appellera *Dragon Warrior*. La société coréenne affirme avoir obtenu l'accord des héritiers de Bruce Lee.

■ FESTIVAL : Les Rendez-vous de l'histoire resteront à Blois (Loir-et-Cher), un accord ayant été trouvé entre le maire Nicolas Perruchot (UDF) et l'association organisatrice, qui voulait déplacer le festival à Tours. – (AFP.)

Ecrire des images en Corée

A Paris, le Musée Guimet accueille une vaste collection de peintures et de paravents des XVIII^e et XIX^e siècles

NOSTALGIES CORÉENNES, Musée des arts asiatiques-Guimet, 6, place d'Iéna, Paris-16^e. Tél. : 01-56-52-53-45. Du mercredi au lundi, de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 14 janvier 2002. De 3,51 € à 5,34 € (de 23 F à 35 F). Catalogue sous la direction de Pierre Cambon et de Lee U-fan, RMN éd., 218 pages, 42 € (275,50 F).

Pour ceux qui ne voient pas dans les arts occidentaux l'alpha et l'oméga de la création plastique, il est urgent de courir au Musée Guimet. Une exposition permet d'y découvrir tout un pan d'une culture asiatique méconnue en France : celle de la Corée. Que l'on assimile trop souvent à un prolongement légèrement provincial de la culture chinoise, matinée d'un zeste de japonisme. Or, s'il est vrai que le pays du Matin Calme est placé entre ces deux empires, s'il est incontestable qu'une notable partie de la culture coréenne est redevable à la Chine, les pièces exposées place d'Iéna nous en montrent toute l'originalité.

Le choix de ces peintures sur papier ou sur soie tient à l'œil d'un artiste coréen, Lee U-fan, qui a rassemblé ces œuvres dispersées en Corée, au Japon, en Europe et aux Etats-Unis, bien avant qu'elles ne soient convoitées. Lee U-fan, dont la Galerie du Jeu de paume a présenté le travail en 1997, a accepté de dépo-

ser sa collection au Musée Guimet. Ces peintures et ces paravents (plus de cent pièces) ont été réalisés entre le XVIII^e siècle et le début du XIX^e siècle, à une époque où la Corée était strictement fermée au monde occidental, dont elle n'avait connaissance que par le biais de la Chine. Une Chine où la dynastie mandchoue Qing remplaçait celle des Ming depuis 1644 et dont les arts étaient en passe de se stéréotyper dangereusement.

En Corée, où la peinture dite contemplative est la seule digne d'être regardée, les lettrés contraignent discrètement aux rigoureux préceptes néo-confucianistes : ils ouvrent une sorte de domaine privé où certains d'entre eux donnent libre cours à leur fantaisie. Dans ces œuvres destinées aux pièces les plus intimes de la maison, ils n'hésitent pas à transgresser les conventions qui régissent les genres dont ils se réclament officiellement. Ici, les canons de la peinture chinoise y sont comme dynamités de l'intérieur.

VIBRATIONS ABSTRAITES

La couleur, souvent acide, stridente, est introduite comme par effraction dans les compositions traditionnellement vouées à la seule encre. Le paysage, évocation philosophique, devient réaliste, mais ce réalisme est lui-même perverti. Sous leurs pinceaux, les montagnes se réduisent à des vibrations abstraites



Chaek'kori, détail central de l'un des huit panneaux d'un paravent, couleurs sur papier, époque Choson, XIX^e siècle.

qui semblent sortir d'un sismographe et se transforment ainsi en architectures quasi futuristes.

Plus étonnantes encore, ces compositions – entre natures mortes et vanités – où les piles de livres entassés sur des étagères, cadrés de biais, jouent un rôle considérable. Ici, sur un thème décoratif venu d'Occident, le détail à la chinoise devient l'objet essentiel de l'œuvre. Une série de savants déséquilibres visuels contribuent à brouiller sa perception. Les pleins et les creux sont placés sur le même plan, les fausses perspectives basculent dans une sorte de cubisme, redoublé par des effets de papiers collés. La mystique chinoise devient ici un pur graphisme où l'abstraction décorative, instable, mobile, le dispute au conceptuel. L'utilisation de la calligraphie est symptomatique. Bien sûr les grands caractères reproduits sur les paravents signifient « loyauté », « savoir » ou « fidélité », les maîtres mots du néo-confucianisme en cours. Mais, sous un style

faussement naïf, ces calligraphies sont détournées, jusqu'à représenter un animal ou un végétal. Les variations sur le tigre ne sont pas moins étonnantes. Les plus radicales se bornent à reproduire sur la feuille, en gros plan, le pelage tacheté de l'animal. Le même traitement est appliqué aux dragons, dont les formes sont dissoutes dans des paysages géométriques ou des nuages stylisés. Quant aux poissons et aux crustacés, ils sont dignes d'un Max Ernst.

Pourtant, cette Corée intime ne renie ni son héritage confucéen, ni ses réminiscences chamaniques, ni son goût traditionnel de la nature. Elle les adapte à des compositions semi-imaginaires qui se mêlent dans une étrange confrontation, parfaitement maîtrisée. On peut noter qu'au moment où la Corée et le Japon renouent avec l'invention et la fraîcheur, la Chine des Qing s'engluait dans ses codes périmés.

Emmanuel de Roux

A Colmar, le peintre Jost Haller sort de l'ombre du XV^e siècle

JOST HALLER, LE PEINTRE DES CHEVALIERS, Musée d'Unterlinden, 1, rue d'Unterlinden, 68000 Colmar. Tél. : 03-89-41-89-23. Du mercredi au lundi, de 10 heures à 17 heures, jusqu'au 16 décembre. De 3,81 € à 5,34 € (de 25 F à 35 F). Catalogue par Philippe Lorentz, Musée d'Unterlinden / Les Quatre Coins Edition, 224 p., 33,54 € (220 F).

L'histoire de la peinture occidentale peut-elle encore receler des découvertes ? Voilà deux siècles que qu'une armée d'historiens d'art et de conservateurs traquent l'« artiste inconnu » : le gibier se fait rare. Il est pourtant possible d'en débusquer un, répondent Philippe Lorentz et Sylvie Lecoq-Ramond, qui exposent au musée d'Unterlinden de Colmar les œuvres d'un parfait inconnu, Jost Haller, surnommé par eux « le peintre des chevaliers ». Le corpus de ce peintre, actif dans l'Alsace du XV^e siècle, est encore mince. Il est d'ailleurs entière-

ment rassemblé à Colmar : six panneaux de bois et une quarantaine d'enluminures, découvertes dans un livre d'heures appartenant à la Bibliothèque nationale de France. Il ne manque que la grande peinture murale qui orne l'église Saint-Thomas à Strasbourg, intransportable.

Son œuvre la plus marquante est un grand panneau de format horizontal qui représente une scène hétéroclite : à gauche, saint Jean-Baptiste prêchant devant le Christ, à droite, un saint Georges piéton terrassant le dragon. Le déroulé d'un paysage assure l'unité de cette étrange composition, détenue par le musée d'Unterlinden depuis la Révolution française. Ses couleurs acides (la vierge en rouge vif sur fond d'herbe verte) et son réalisme pointilleux (les traits du chevalier et les détails de son armure) dénotent son origine germanique, tandis que le traitement des drapés avoue une influence flamande.

Une Crucifixion, sur fond doré, sobre et rigoureuse, un peu gauche, a été achetée par le musée alsacien à un collectionneur de Weimar,

deux ans avant l'ouverture de l'exposition. Elle a été attribuée à Jost Haller par Philippe Lorentz. Là encore, le drapé du manteau de saint Jean rappelle l'art flamand. Viennent ensuite les quatre éléments du retable des chevaliers teutoniques, conservés à Sarrebruck – un parallèle de la venue au monde du Christ et de la vie de saint Jean-Baptiste – avec ses couleurs à la fois sombres et vineuses, relevées d'acide. Il faut noter le panneau de la très remarquable décapitation du dernier prophète. Une brute aux traits inquiétants, au regard halluciné, offre la tête de saint Jean-Baptiste à une séduisante Salomé vêtue d'une robe violette.

VITRAUX, GRAVURES, SCULPTURES

Quarante-cinq miniatures du livre de prières de Lorette d'Herbeville, une dame de Metz, ont été attribuées à Jost Haller en 1995. Elles sont un peu décevantes par leur stéréotype. On remarque cependant un vigoureux saint Onuphre, en homme sauvage, armé d'une massue, qui déambule d'un pas élastique dans un curieux paysage. Pour compléter cet ensemble numériquement assez mince, une série d'œuvres « influencées » par Jost Haller ont été rassemblées, peintures, vitraux, gravures, sculptures. Parmi ces dernières, un formidable saint Sébastien de bois, élégamment déhanché, portant une brassée de flèches d'un air délagé, la chevelure sortant en volutes de son bonnet, drapé dans un manteau aux plis savamment agencés.

Si les découvertes constituent la légende dorée de la peinture, Jost Haller fait partie des miraculés – de plus en plus rares. Le puzzle a commencé à se mettre en place il y a vingt ans, après les sévères analyses stylistiques et les plongées dans les archives de Strasbourg, de Metz et de Sarrebruck opérées par l'historien d'art Charles Sterling et poursuivies par Philippe Lorentz. On connaissait en effet le nom de Jost Haller, plusieurs fois cité comme

un artiste important, ayant pignon sur rue dans la haute vallée du Rhin. Mais on ne pouvait mettre en face de ce nom aucune œuvre.

Que celles-ci aient entièrement disparu n'était pas étonnant : cette région fut à l'époque de la Réforme le théâtre de luttes sanglantes qui s'accompagnèrent d'innombrables destructions d'œuvres d'art. « L'iconoclasme qui sévit [en Alsace] entre 1524 et 1530 a pratiquement anéanti les fruits de l'activité féconde de plu-

Un héritage hélas peu encombrant

Le nom de Jost Haller apparaît plusieurs fois, au XV^e siècle, dans les archives de plusieurs villes situées de part et d'autre du Rhin. Une première mention est faite à Strasbourg en 1438, à la suite d'une querelle qui s'élève au sein de la corporation des peintres et des orfèvres. En 1444, face à la menace des Armagnacs conduits par le futur Louis XI, il est désigné parmi les mobilisables de sa profession. En 1448, on le trouve à Metz, où il travaille à la polychromie d'un monument : la croix du Pont-aux-Loups. En 1453, il réalise, dans la même ville, le décor de la chapelle Sainte-Ursule des carmes. Entre-temps, Jost Haller a été engagé par la famille de Nassau-Sarrebruck. En 1466, il se fait construire une maison à Sarrebruck. En 1472, il reçoit une gratification de blé. Il meurt avant 1485. Un certain nombre d'œuvres sont mentionnées dans les archives. Leurs traces ont été perdues.

sieurs générations », note Philippe Lorentz. Rappelons que l'œuvre d'un Matthias Grünewald, longtemps actif dans la région – c'est l'auteur du fameux retable d'Issenheim, trésor du musée d'Unterlinden – se résume aujourd'hui à sept tableaux et à une quarantaine de dessins. Celle d'un Martin Schongauer, autre artiste visible à Colmar, serait aussi peu abondante s'il n'avait laissé une centaine de gravures.

E. de R.

SORTIR

PARIS

Mali Kow

Une exposition conçue comme un voyage le long du fleuve Niger – Bamako, le pays dogon, le désert... –, à la rencontre de la diversité des identités qui composent le Mali : vingt-trois ethnies à la recherche d'un avenir collectif dans une société traversée par les questions du pouvoir et de la citoyenneté. Des œuvres d'artistes contemporains sont mises en regard de la tradition culturelle – objets patrimoniaux, fétiches et statuaires. Le parcours s'achève à Paris avec les Maliens de la diaspora. Cette exposition est la première d'une série intitulée « Un monde fait de tous les mondes », qui se propose de mettre en évidence les processus de transformations culturelles et les nouvelles identités générées par l'affrontement et l'hybridation des valeurs de la modernité et de celles héritées d'une histoire et d'un système économique, social et religieux particulier. Parc de La Villette, Pavillon Paul-Delouvrier, 211, avenue

Jean-Jaurès, Paris-19^e. M^o Porte-de-Pantin. Jusqu'au 24 février. De 14 heures à 18 heures, du mercredi au vendredi ; de 14 heures à 19 heures, les samedi et dimanche. Tél. : 01-40-03-75-75. 35 F.

Voyages en marionnettes
La huitième Biennale de Voyages en marionnettes du Val-de-Marne à Fontenay-sous-Bois déroule depuis le 12 novembre sa cohorte de spectacles illustrant les différents styles de l'art de la marionnette avec des compagnies originaires de France, d'Espagne et de Belgique. Le Barcelonais Jordi Bertran manipule des lettres en mousse métamorphosables en lutins facétieux ; sous la houlette d'André Parisot, la compagnie La Boîte noire se confronte aux interprètes de l'ensemble musical Fa 7 pour raconter en sons et gestes les aventures de *La Seconde perdue* ; quant à la compagnie Hubert Jappelle, elle se frotte au Procès de Kafka.

VIII^e Biennale, Voyages en marionnettes, Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne). Jusqu'au 9 décembre. Tél. : 01-48-76-59-39. De 30 F à 90 F.

GUIDE

CINÉMA-FESTIVAL

Regards croisés sur des frontières méconnues : celles qui déracinent, banissent ou condamnent à la clandestinité.

Carte blanche au cinéaste Samir Abdallah. *El Batallet-Femmes de la Medina*, documentaire de Dalila Ennadre (France, 2000) suivi de *Quand les hommes pleurent*, de Yasmina Kassari (Belgique, 1999). Les projections seront suivies d'une rencontre avec Samir Abdallah et Dalila Ennadre et d'un buffet aux saveurs orientales. Romainville (Seine-Saint-Denis). Le Trianon, Cinéma intercommunal, Romainville - Noisy-le-Sec, place Carnot. 21 heures, le 23. Tél. : 01-48-45-68-53. 25 F.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE, ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGE

Carcérales

Textes, dessins et photographies. Autant de témoignages d'artistes qui ont eu un jour envie de « franchir le mur » – René Fregni (écrivain), Charles Gouvenet (peintre), Yves Jeanmougin (photographe) – et de détenus de la maison d'arrêt des Baumettes et du Centre de détention de Salon-de-Provence « pour se raconter, raconter l'autre, partager et ne pas oublier ». L'exposition est accompagnée d'un livre (éditions Parenthèses Métamorphoses, 184 F) qui rassemble en un « travail commun » toutes les étapes de ces rencontres derrière les barreaux. Marseille (Bouches-du-Rhône). Friche de la Belle de Mai, 41, rue Jobin. Du 22 novembre (à partir de 18 h 30) au 22 décembre. De 15 heures à 18 heures, du mardi au samedi. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places de certains des spectacles vendues le jour même à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Cyrano de Bergerac d'Edmond Rostand, mise en scène de Jacques Weber. MC 93, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. A partir du 22 novembre. 20 h 30, du mardi au samedi ; 15 h 30, le dimanche. Tél. : 01-41-60-72-72. De 52,48 F à 144,31 F. Jusqu'au 23 décembre.

Monsieur farce ou des Oh ! et des Ah ! d'Olivier Chapuis, mise en scène de Jean Boillot. Cartoucherie-Théâtre de la Tempête, route du Champ-de-Manœuvre, Paris-12^e. M^o Château-de-Vincennes. A partir du 22. 20 heures, du mardi au samedi ; 16 h 30, le dimanche. Tél. : 01-43-28-36-36. De 60 F à 120 F. Jusqu'au 22 décembre.

Un captif amoureux de Jean Genet, mise en scène de Mustapha Aouar. Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 157, rue Saint-Martin, Paris-3^e. M^o Rambuteau. A partir du 22 novembre. 21 heures, du mercredi au samedi ; 17 heures, le dimanche. Tél. : 01-44-54-53-00. 70,50 F et 91,80 F. Jusqu'au 23 décembre. Hilary Hahn (violin), Nathalie Zhu (piano)

Œuvres de Brahms, Bach, Mozart, Saint-Saëns.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, Paris-8^e. M^o Alma-Marcéau. 20 heures, le 22. Tél. : 01-49-52-50-50. De 32,80 F à 360,78 F. Sayed Chanchify, Ahmed Bayoumi Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, Paris-5^e. M^o Jussieu. 20 h 30, le 22. Tél. : 01-40-51-38-14. 80 F, 100 F.

François Breut Olympia, 28, bd des Capucines, Paris-9^e. M^o Opéra. 20 heures, le 22. Tél. : 01-47-42-25-49. De 160 F à 200 F.

Algérie : un toit pour Bab el-Oued Concert de solidarité organisé par Beur-FM avec le soutien de nombreuses associations. Y participeront : Cheb Mami, Takfarinas, Amina, Cheb Aziz, Cheb Tarik, le groupe Hanini, les Zemigres, Malika Domrane, Massa Bouchafa, Farid Gaya, Taoues... Les bénéficiaires de ce concert seront intégralement reversés aux familles touchées par la catastrophe d'Alger.

Zénith, 209, avenue Jean-Jaurès, Paris-19^e. M^o Porte-de-Pantin. Tél. : 01-42-08-60-00. 100 F.

RÉGIONS

Orchestre national de Montpellier Œuvres de Jarre. Maurice Jarre (direction).

Montpellier (Hérault). Opéra Berlioz-le Corum, esplanade Charles-de-Gaulle. 20 h 30, le 23 ; 17 heures, le 25. Tél. : 04-67-60-19-99. 91,83 F et 150,87 F.

Manon de Massenet. Stéphane Cardon (direction), Nicolas Joel (mise en scène). Toulouse (Haute-Garonne). Théâtre du Capitole, place du Capitole. 19 h 30, les 23, 27, 28 et 30 novembre et le 4 décembre ; 15 heures, le 25 novembre et les 1^{er} et 2 décembre. Tél. : 05-61-63-13-13. 206,63 F et 511,65 F.

Catone in Utica de Vivaldi. Jean-Claude Malgoire (direction), Gildas Bourdet (mise en scène).

Tourcoing (Nord). Théâtre municipal, place du Théâtre. 20 heures, le 23 ; 15 h 30, le 25. Tél. : 03-20-70-66-66. 157,43 F et 229,58 F.

Joao Fiadeiro, Chris Haring Armentières (Nord). Le Vivat, place Saint-Vaast. 20 heures, le 23. Tél. : 03-20-77-18-77. 98,39 F.

DÉPROGRAMMATION

Leontina Vaduva remplacera en alternance avec Jia Lin Zhang la soprano Inva Mula dans le rôle-titre de Manon, opéra de Massenet, pour les représentations des 23, 25, 28 novembre, 1^{er} et 4 décembre au Théâtre du Capitole de Toulouse. Tél. : 05-61-63-13-13.

LA VERITE SUR L'ISLAM

avec Pierre CHUVIN Gabriel MARTINEZ-GROZ et Lucette VALENSI

MERCREDI 5 DECEMBRE à 18H

à

LA LIBRAIRIE DES

puf

49, Bld St Michel PARIS 5^e-tél 01 44 41 81 20

Hommage à

Boris Kochno
1904-1990

Mavra
Le Fils prodigue
Les Sept Péchés capitaux
du 26 novembre au
11 décembre 2001
Palais Garnier

France musiques **FIP** arte

0 892 69 78 68
www.opera-de-paris.fr

Théâtre de la Ville PARIS

AUX ABESSES THEATRE JUSQU'AU 24 NOV. création

La Promise
XAVIER DURRINGER

Ça frappe, ça tranche, ça donne à penser, ça émeut

31 RUE DES ABESSES, 18^e
01 42 74 22 77

Ecoutez... et entrez dans la légende !

NOSTALGIE
La Légende

Retrouvez toutes les fréquences sur 3615 NOSTALGIE ou au 08 36 68 05 05... nostalgie.fr

Les jumeaux d'anthologie

par Pierre Georges

IL S'APPELAIT, nous l'appellions Trompette. Il portait blouse grise, et la craie blanche qui en maculait les manches en faisait la tenue léopard d'un Topaze montant bravement à l'assaut des pitons d'ignorance. C'était dans une autre vie. Et même dans un autre siècle, du côté des années 50 finissantes.

Trompette embouchait invariablement son instrument, une voix bien nasale et cependant claironnante. Et du haut des cimaises, car à l'époque l'autorité se haussait du col, tombait la phrase que tous nous attendions, dans l'hilarité potache de la routine et le fatalisme de l'ordre des choses : « Mesdemoiselles, messieurs, vous voudrez bien ouvrir votre Lagarde-et-Michard, page... ».

Lagarde et Michard, ah ! les sagouins, les tortionnaires ! A la fois les phares et balises de tant de belles jeunesses. Pour dire si la vie était simple en ce temps-là, nul n'aurait osé sortir sans cet indispensable instrument de navigation à vue pour océan littéraire. C'eût été impensable, l'acte d'insoumission totale. Lagarde-et-Michard, cet agrégat de jumeaux, ces jumeaux d'agrégés, exerçaient un empire sans partage. Ils régnaient sur nos maîtres, donc sur leurs élèves. Et ils régnaient sur nos lettres, duellistes d'anthologie en leur roux-combaluzerie d'ascenseur pour la littérature.

Il n'y avait pas à sortir de là. Le Littré pour dictionnaire. Le Gaffiot pour le latin. Le Bailly, dit-on, pour le grec. Et le Lagarde-et-Michard pour la littérature française à travers les siècles. Roulez jeunesse ! A tel point qu'on ne leur connaissait pas de prénoms, à ces siamois, pas plus qu'on ne savait leur belle et

savante amitié, sans doute en auraient-ils dit « parce que c'était lui et parce que c'était moi ».

Il nous aura fallu attendre leur mort, celle du premier, lundi, et celle, antérieure, du second, en 1984, pour savoir que l'un se prénommaient André, l'autre Laurent. En fait la mémoire et un peu de nostalgie leur feraient attribuer plutôt des prénoms et pseudos de substitution. Lagarde-et-Michard, c'était et cela restera, pour quelques millions de survivants, Paul et Virginie, Tristan et Iseult, Abélard et Héloïse, Racine et Corneille, Montaigne et La Boétie, Rousseau et Voltaire. Et tout ce que l'on voudra dans l'appel inépuisable des siècles littéraires français.

Il n'aura pas fallu attendre leur mort par contre, pour que la contestation gronde et que leur empire vacille sous les coups révolutionnaires contre leur littérature établie. 1968 passa par là qui voulut leur peau et d'une certaine manière la peau des manuels. Au motif que le savoir qui y était recensé procédait d'un ordre réactionnaire et directif autant que régalién, nettement attentatoire aux libre choix et goût de la littérature. Lagarde-et-Michard c'était donc, aux yeux des procureurs, de la pédagogie petite-bourgeoise, une manière de dictature vaguement cuistre d'étalage de l'érudition tenant lieu d'enseignement pour tous.

Foutaises ! D'eux, au-delà des modes et des temps, et des souffrances à s'y retrouver jadis dans les explications de textes, on sait avoir retenu, outre le goût des livres, une chose : que la littérature n'est rien sans l'histoire de la littérature pour nous ouvrir ce monde.

Les autorités françaises embarrassées après l'expulsion vers l'Algérie de Mohamed Chalabi

Le militant islamiste, incarcéré à Alger, faisait l'objet d'une condamnation à mort, selon ses avocats

FALLAIT-IL expulser Mohamed Chalabi ? Devant les informations reçues d'Algérie sur le sort du militant islamiste, les autorités françaises reconnaissent leur embarras. Expulsé par les autorités françaises le 9 novembre, M. Chalabi a été mis en examen et incarcéré, dimanche 18 novembre, à la prison d'El-Har-rach, ancienne « maison carrée », située à 10 kilomètres au sud d'Alger, au terme de onze jours de garde à vue. Le gouvernement français avait pourtant indiqué, le 9 novembre, que Mohamed Chalabi « ne faisait l'objet d'aucune condamnation pénale en Algérie ». Il avait assuré que l'ancien responsable du réseau de soutien au Groupe islamique armé (GIA) en France, incarcéré en 1996 et condamné en 1999, par le tribunal de Paris, à huit ans de prison pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », ne courrait donc aucun risque dans son pays d'origine, en dépit des alertes lancées par son avocate, Isabelle Coutant-Peyre.

L'annonce de son inculpation a été faite, lundi 19 novembre, par le parquet général près la cour d'appel

d'Alger. Il est soupçonné de « création et d'appartenance à un groupe terroriste armé, en vue de commettre des crimes de dévastation et de destruction », a précisé le parquet général, dans un communiqué. Mais surtout Mohamed Chalabi faisait l'objet d'une « condamnation criminelle par contumace pour crimes terroristes et subversion », a précisé le parquet. Selon ses avocats, c'est même la peine de mort que les tribunaux auraient prononcée contre lui. A ce titre, la police algérienne avait délivré un mandat d'arrêt international à son encontre.

POURSUITES PÉNALES.

Comment le gouvernement français a-t-il pu ignorer de tels faits ? Le 14 mai, M^e Coutant-Peyre avait pourtant demandé au ministère de l'intérieur d'assigner son client à résidence, précisant qu'il ne pouvait retourner en Algérie, « compte tenu des risques encourus pour sa vie ». Le 7 novembre, l'avocate diffusait un communiqué dénonçant la rétention de son client à Marseille et précisait qu'il était « condamné à mort en Algérie ». Le lendemain, la Ligue des

droits de l'homme mettait également en garde Daniel Vaillant en évoquant « les poursuites en Algérie » dont fait l'objet M. Chalabi. En vain.

Contacté, le ministère de l'intérieur français déclare « s'interroger sur la façon dont M. Chalabi est mis en examen à l'issue de son audition au parquet général » et assure « suivre de près cette affaire ». Au Quai d'Orsay, on reconnaît qu'il est « pré-occupant de découvrir qu'il y a des poursuites pénales », mais on assure avoir fait le travail de vérification. Quant à la chancellerie, elle ne souhaite faire aucune déclaration.

Une position officielle qui cache un sentiment : celui d'avoir été floué par les autorités algériennes. Selon une source proche du dossier, le ministère de l'intérieur aurait demandé aux autorités algériennes, via son correspondant à Alger, si M. Chalabi était exposé à des poursuites pénales. Alger aurait assuré qu'il ne faisait l'objet ni d'une condamnation pénale ni d'un mandat d'arrêt. Le service d'Interpol aurait été consulté pour vérification de l'existence d'un mandat d'arrêt international : rien encore. Le jugement par

contumace n'était par ailleurs pas connu des services du ministère de la justice. La procédure d'expulsion a donc suivi son cours « normal » : interpellation au domicile, transfert au centre de rétention de Marseille, confirmation par le juge et embarquement à bord d'un avion en partance pour Alger.

Selon son avocat à Alger, M^e Mahmoud Khelili, la condamnation frappant Mohamed Chalabi aurait été prise en 1993 par une cour spéciale, créée au lendemain du coup d'Etat. Absent à l'audience, le militant aurait été condamné à mort par contumace. Depuis son incarcération, Mohamed Chalabi « se porte bien », assure toutefois M^e Khelili. Malade du diabète, il prend régulièrement son insuline et « n'est pas maltraité ». Pendant les onze jours de garde à vue, la Sécurité militaire aurait cependant tenté de lui faire avouer les crimes reprochés lors du procès de 1993.

Sylvia Zappi

Lire aussi notre éditorial page 16

L'ancien PDG de Moulinex reconnaît avoir « failli »

LES PREMIÈRES LETTRES de licenciement des trois mille cinq cents salariés de Moulinex sont arrivées mardi 20 novembre. Le courrier des deux administrateurs judiciaires du groupe repris en partie par SEB était accompagné d'un mot de Patrick Puy, l'ancien PDG de Moulinex reclassé dans la structure dirigeante du nouveau groupe, qui a surpris les destinataires. « Le 21 novembre 2001, écrit Patrick Puy, la société Moulinex aura cessé d'exister. (...) Chacun fera le maximum pour que tous, un jour, reprennent le chemin de l'usine ou du bureau. Je reconnais que j'ai partiellement failli à ma tâche, puisque je n'ai pas su convaincre les uns et les autres de remettre de l'argent quand il le fallait. »

Ce mercredi 21 novembre, les délégués syndicaux centraux devraient signer l'accord définitif concernant le plan social de reprise par SEB. Thierry de la Tour d'Artaise, PDG de SEB, a rencontré, mardi 20 novembre, une délégation intersyndicale de l'usine d'Alençon. « Nous avons noté l'engagement de SEB d'examiner la viabilité de certains projets de maintien d'activité sur le site d'Alençon, en sous-traitance », a indiqué un délégué. Les salariés d'Alençon doivent à nouveau se réunir ce mercredi pour décider de lever définitivement le blocage des ateliers. - (Corresp.)

« Le Monde » fait son « numéro » dans un cahier spécial de 28 pages

LA RÉDACTION DU QUOTIDIEN s'est mobilisée pour proposer, jeudi 22 novembre (nos éditions du vendredi 23 novembre), un voyage extraordinaire au pays de l'euro. Ce supplément pédagogique, réplique exacte du Monde, décline les enjeux et les débats suscités par l'arrivée de la monnaie unique sous forme de billets et de pièces le 1^{er} janvier 2002. Toutes les rubriques habituelles sont présentes ainsi que nos pages Enquête, Analyses, Dossier, Débats et Histoire. Ce Cahier spécial est vendu avec le quotidien 10 francs et restera en vente jusqu'au mardi 27 novembre.

Les Français estiment que « l'Europe manque de leadership »

A UN MOIS DU LANCEMENT, lors du sommet de Laeken en décembre, de la Convention chargée de préparer une future constitution européenne qui serait adoptée en 2004, Jacques Chirac et Lionel Jospin disposent désormais d'un état des lieux de l'opinion publique française sur l'Europe. Tour à tour le président de la République puis le premier ministre, mardi 20 novembre, ont reçu le rapport sur le débat qu'ils avaient conjointement lancé en avril dernier, conformément aux décisions du sommet de Nice, pour demander aux Français de s'exprimer sur leur vision de l'Union européenne. Ce rapport miroir va être remis à la présidence belge de l'Union. Il dégage, selon les conclusions du groupe de rapporteurs dirigé par Guy Braibant, une aspiration pour « davantage d'intégration », mais le sentiment que « l'Europe manque de leadership ».

Quand on a un point commun,

on s'entend

mieux.

Avec l'euro, plus de 300 millions d'Européens partagent la même monnaie. Une monnaie commune, c'est aussi une communauté d'intérêts. C'est un atout pour mieux nous entendre et mieux nous faire entendre.

L'euro, pour être plus forts ensemble.





■ Rony Brauman
page II

■ Mario Bettati
page III

■ Sylvie Brunel
page III

■ Robert Redeker
page IV

■ Jean Clair
page IV

■ Daniel Bensaid
et Willy Pelletier
page V

■ Edgar Morin
pages VI et VII

■ Noam Chomsky
page VIII

GUERRE ÉCLAIR, DOUTE PERSISTANT

ET maintenant ? Et demain ? Le 11 septembre, il n'a pas fallu une heure à des terroristes résolus pour faire vaciller les Etats-Unis et une partie du monde. Passé le temps de la stupeur est venu celui de la guerre. Elle aura été beaucoup plus rapide, dans sa première phase tout au moins, qu'on ne l'avait d'abord supposé. Elle aura été sans surprise quant au choix du champ de bataille : l'Afghanistan, alors aux mains des talibans, pays-sanctuaire d'Oussama Ben Laden et de ses affidés. A l'aveuglante conviction des premiers jours – du jamais vu qui ne pourrait engendrer que remises en question radicales – succédait alors la lancinante répétition d'un genre de guerre déjà vu, frappant la population d'un pays meurtri, avec son lot trop classique de « dégâts collatéraux ». Ce sont ces bégaiements de l'histoire du monde qu'analysent, interrogent ou dénoncent, plus ou moins radicalement, les intervenants de ce cahier spécial du *Monde*.

Au cœur de ces questions ou de ces accusations : les Etats-Unis, leur dialectique singulière de la force et du droit, leur morale à géométrie variable, leurs buts de guerre incertains ; leurs alliés aussi, du moment ou de toujours, et leur autonomie souvent toute relative aux côtés de l'impérialisme « grand frère » nord-américain ; enfin les « soigneurs » d'un monde malmené, organisations humanitaires et ONG diverses, en particulier. Juristes, intellectuels, humanitaires, tous s'accorderaient volontiers sur la fin souhaitable de la pièce : sortir dans les meilleures conditions du désordre mondial. C'est bien le seul point de convergence. Le temps le plus long serait-il celui du doute, du malaise, de l'angoisse ?

Michel Kajman



Humanitaires, ONG : quand

Ils sont de plus en plus requis, suppliés, sommés de panser les plaies, de nourrir les affamés, de remédier au sort cruel qui frappe les populations les plus déshéritées, les plus malmenées, les plus déchirées. Mais jamais les humanitaires n'ont autant été regardés, soupçonnés, critiqués : trop engagés ? Pas assez ? Faussement neutres ? Cautions inconscientes ou cyniques du machiavélisme des puissants ? Dans la froidure afghane, l'ardent débat renaît



Des mots magiques aux cruelles désillusions

par Rony Brauman

JE le dis d'emblée : la bruyante sollicitude affichée par l'Europe et les Etats-Unis pour les Afghans au cours de ces dernières semaines a quelque chose d'exaspérant, voire de désespérant.

Certes, on ne s'offusquera pas que des convois de vivres et de médicaments reprennent le chemin de ce pays, qu'ils soient militaires ou civils. Dès lors que des gens qui en ont besoin pourront se soigner et s'alimenter, peu importe qui fournit cette aide. D'ailleurs, lorsque des médecins militaires soignaient et vaccinaient des enfants vietnamiens pendant la guerre du Vietnam, on ne le leur reprochait pas, ayant bien d'autres critiques à leur opposer. De même, lorsque les Soviétiques, pendant la guerre des années 1980, installaient des équipes médicales dans la région de Mazar-e-Charif ou ailleurs, nul ne se souciait de leur chercher noise, au moins sur ce plan.

Le souci que les uns et les autres tentaient ainsi de démontrer pour des populations que par ailleurs ils bombardaient massivement ne trompait personne, bien au contraire. Y voir une preuve de compassion humanitaire, c'était s'exposer au ridicule ou au soupçon, passer pour un jobard ou pour un exalté. Ce genre d'action portait un nom, c'était de la propagande, ou plutôt de l'« *action psychologique* » pour reprendre la formule prisée par les états-majors. Chacun savait à quoi s'en tenir, l'essentiel étant ailleurs.

Il est vrai que c'était au temps de la guerre froide, avec sa logique de camp retranché et de partage bipolaire d'un monde qui, depuis lors, a changé. Avec l'implosion du communisme en Europe et la fin du veto automatique au Conseil de sécurité, les guerres, les dictatures et les massacres n'ont pas disparu mais les engagements militaires sous label international se sont multipliés à une cadence inédite dans l'histoire. La notion d'« *intervention militaro-humanitaire* » s'est rapidement imposée comme l'un des symboles du nouvel ordre mondial.

La Somalie en fut le premier laboratoire et c'est dans ce cadre que l'on vit des soldats, mandatés par l'ONU au nom de l'humanitari-

Rony Brauman

Médecin, écrivain et cinéaste, Rony Brauman est âgé de cinquante et un ans. Ancien militant maoïste, il s'est engagé dans la médecine humanitaire et a été président de Médecins sans frontières (MSF) de 1982 à 1994.

re, ouvrir le feu sur des civils. Devant cet événement, le mouvement humanitaire se divisa, comme il s'était déjà divisé auparavant dans toutes les situations où se posait la question de son implication dans des actes de violence et plus généralement de sa subordination à la logique d'un quelconque pouvoir politique.

Certains tenaient ces violences pour de malheureux accidents de parcours, non significatifs et au fond négligeables. D'autres (dont moi, on l'aura sans doute compris) refusaient de laisser l'humanitaire glisser vers une telle logique de « dommages collatéraux ». Bien que dans une configuration différente, la question s'est à nouveau posée lors de la « guerre humanitaire » du Kosovo et de l'intervention américaine en Afghanistan et cela en dehors de tout jugement a priori sur le bien-fondé de celles-ci.

L'enjeu est de taille, si l'on attache quelque importance à l'action humanitaire. Si l'on pense, en d'autres termes, que cette forme d'action peut être autre chose que l'habillage ou le supplément moral de la loi du plus fort et qu'elle ne se résume pas à quelques louables et fugitives distributions de biens et de services.

Lors de la guerre du Kosovo, la branche canadienne de CARE, une organisation humanitaire d'origine américaine, a signé avec son gouvernement un contrat aux termes duquel elle recrutait des « volontaires » chargés de collecter des renseignements sur le terrain, sous couvert d'action humanitaire. Il s'agissait, compétence oblige, d'anciens militaires devant remplir une mission qu'il faut bien appeler par son nom : espionnage.

Pour les responsables de CARE-Canada (organisation non gouvernementale) – je ne doute pas de leur sincérité – cette décision n'in-

tervenait pas en rupture de leurs principes, mais dans leur continuité. Elle ne relevait pas de l'abus de confiance mais de leur engagement au service des droits de l'homme, donc de la démocratie, que leur gouvernement défendait, justement, en Yougoslavie. Cette position ne manque pas de logique, dès lors que l'on approuve le principe du mélange entre politique et humanitaire. Si les humanitaires se considèrent comme des supplétifs des gouvernements, rien ne s'oppose à ce qu'ils en deviennent les agents d'exécution, quelle que soit la tâche qui leur est alors confiée. Il faudra qu'ils en assument, le cas échéant, les conséquences.

Lorsque, dans une démarche du même ordre, George W. Bush et Tony Blair appellent les ONG à former une « *coalition militaro-humanitaire* » pour lutter contre le terrorisme au nom de la démocratie, ils sont à l'évidence dans leur rôle de chefs d'Etat en guerre. Le 26 octobre, Colin Powell soulignait l'importance de cette mobilisation lors d'une allocution destinée aux ONG : « *J'ai clairement fait savoir à mon personnel ici [au département d'Etat] et à tous nos ambassadeurs dans le monde que nous devons avoir les meilleures relations avec les ONG, qui sont un tel multiplicateur de forces pour nous, une part tellement importante de notre équipe de combat.* »

Aux Etats-Unis comme en Grande-Bretagne et en France, certains refusent cet enrôlement, d'autres en défendent le principe. A la fin du XIX^e siècle fut développée une « *théorie des interventions d'humanité* » pour justifier l'ingérence militaire des nations européennes dans les sociétés « *barbares* » situées au « *bas de l'échelle des civilisations* ». Si cette invocation renouvelée du « *fardeau de l'homme blanc* » inspire effectivement une partie du mouvement humanitaire contemporain, une autre partie revendique au contraire de s'en démarquer clairement.

« *L'humanitaire n'a jamais été séparé de la politique* » (Michael Barry dans *Libération* du 6 novembre), du simple fait qu'il a partie liée avec la violence collective. Conflits, exodes, famines, violen-

ces guerrières, violences sociales forment le cadre et la trame de son action. Rien ne saurait être plus politique. On peut d'ailleurs en dire autant du journalisme ou de la justice, qui sont tout autant inséparables du politique : en déduira-t-on qu'ils doivent se plier à sa logique ?

Ce constat ne ferme donc pas la question de savoir quel rapport l'humanitaire entretient avec les acteurs politiques. Au risque de lasser, je rappelle donc une évidence : l'impartialité, autrement dit le refus de choisir entre « bonnes » et « mauvaises » victimes est le fondement même de l'humanitaire moderne. L'humanitaire est impartial ou il n'est pas et c'est bien pour cela qu'il doit être indépendant de tout pouvoir politique.

L'impartialité, autrement dit le refus de choisir entre « bonnes » et « mauvaises » victimes, est le fondement même de l'humanitaire moderne

Il ne s'agit nullement d'opposer une quelconque « vertu » de l'humanitaire au cynisme de la politique, de situer l'un au sommet d'une échelle de valeurs pour mieux disqualifier l'autre. Cette posture avantageuse, toujours tentante lorsqu'on prétend parler au nom des victimes, doit être radicalement récusée sous peine de sombrer dans un néo-poujadisme moral indéfendable et stérile.

Ce qui est en jeu ici, et qui est plus exigeant, c'est de distinguer des registres d'action, des ordres de responsabilités différents. Ce qui fait la force de l'humanitaire est aussi ce qui en fixe la limite : le refus du sacrifice. La préservation de la vie humaine est son unique horizon, sa seule légitimité. Cela

implique parfois d'entrer en tension, voire en conflit, avec le pouvoir politique, comme cela a été le cas avec les talibans ainsi qu'avec les moudjahidins, pour ne parler que de l'Afghanistan.

Comment comprendre pourquoi les démocraties occidentales s'accommodent de la violence terrifiante exercée contre les Tchétchènes par l'armée russe, quand, au même moment, on se scandalisait de celles que les troupes de Milosevic infligeaient aux Kosovars ? Comment comprendre l'intérêt soudain pour le sort des femmes en Afghanistan alors que ceux qui s'en offusquent aujourd'hui soutenaient le régime taliban il y a encore quelques semaines ? Comment comprendre pourquoi la « situation humanitaire » dans ce pays préoccupe tant ceux qui, pendant la guerre soviétique (un million de morts, cinq millions de réfugiés et autant de personnes déplacées), semblaient ignorer les atrocités qui y étaient perpétrées ?

L'heure est à nouveau au déploiement de forces armées à vocation humanitaire en Afghanistan. Puisqu'on ne sait trop bien quelle mission précise leur confier et puisque, apparemment, les alliés des Etats-Unis doivent démontrer leur engagement, ils vont « *sécuriser* » l'aide humanitaire. Mais les mots magiques, les concepts enchantés ne viendront pas à bout de la réalité complexe de ce pays saccagé physiquement et moralement par plus de vingt ans de guerre. Ils n'exposent qu'à de cruelles désillusions.

La guerre que mènent les Américains vise à interdire toute sanctuarisation de réseau terroriste en Afghanistan, en détruisant le régime taliban et il est hautement probable qu'ils y parviendront à court terme.

Ensuite, vraisemblablement, viendra le problème de la crise qui se développe au Pakistan, attisée et amplifiée par la présence de combattants islamistes vaincus dont une partie voudra sans doute se reconvertir dans d'autres djihad. Les priorités politiques évolueront avec la situation. Quel nouveau maître politique, quelle nouvelle victoire démocratique les éventuels humanitaires coalisés chercheront-ils alors ?

des plaies mal refermées



Dieu, que ces guerres sont saintes !

par Daniel Bensaïd et Willy Pelletier

Le nouveau siècle a peut-être vraiment commencé le 11 septembre. Mais, contrairement à Jean Baudrillard, qui voit dans les attentats du 11 un « événement absolu » (*Le Monde* du 3 novembre), Balzac affirme dans *César Birotteau* que « les événements ne sont jamais absolus ». L'événement absolu, c'est le miracle. Il n'appartient pas à l'histoire, mais à la théologie. L'événement selon Baudrillard est bel et bien miraculeux qui « défie toute forme d'interprétation ». Dans un monde prosaïque et profane, l'événement a un avant et un après. Il s'inscrit dans une trame de conditions et de circonstances logiques.

La déraison même a ses raisons. Ce serait se rassurer à bon compte que s'octroyer le monopole de l'intelligence, en excluant Ben Laden ou Al-Qaïda de la rationalité (comme le fait Jean-François Revel) ou en les enfermant dans le cercle maudit de la « folie furieuse » (comme le fait Chirac). Comprendre n'est pas justifier. Il s'écrit ces temps-ci beaucoup d'âneries. L'effort consenti pour les comprendre n'implique en rien de les justifier.

La violence d'un monde que Bush senior promettait, il y a dix ans à peine, réconcilié, apaisé et bien ordonné ne naît pas du cerveau de Ben Laden ou de quiconque. Elle pousse et prolifère sur l'inégalité et l'injustice dont, année après année, les rapports de l'ONU sur l'indice de développement humain démontrent qu'elles ne cessent de s'accroître, non seulement entre pays du Nord et du Sud, mais au sein des pays dits riches et entre les sexes. L'opulence des uns a pour contrepartie l'exploitation et l'oppression des autres. On ne fera pas reculer la violence sans s'attaquer à ses racines. Il n'y a pas en la matière de raccourci magique.

Nos gazettes et nos antennes sont pleines de considérations savantes sur la crise de l'ordre westphalien et sur le déclin des Etats nationaux comme forme dominante de la politique moderne. Ce diagnostic pêche souvent par extrapolation hâtive.

Daniel Bensaïd

Enseignant à l'université Paris-VIII, Daniel Bensaïd est philosophe. Il est dirigeant de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) dont il est considéré comme le théoricien. Il est signataire de l'Appel dit des 113 contre « la croisade impériale ».

Mais s'il vaut pour les vieux Etats-nations européens, il vaut *a fortiori* pour les Etats tardifs et fragiles issus de la décolonisation qui n'ont eu ni le temps ni les moyens d'unifier des peuples, de consolider un espace public, de donner consistance à une société civile. Estropiés à la naissance par une insertion dépendante dans le marché mondial et percus de plein fouet par la mondialisation marchande, ils sont voués à une crise convulsive dont on entrevoit deux issues effrayantes possibles : ou bien la chute dans une quête généalogique des origines, avec pour résultat l'ethnisation de la politique et les fantasmes purificateurs ; ou bien la fuite en avant dans des espaces géopolitiques élargis dans lesquels la communauté confessionnelle console des légitimités nationales introuvables.

Dans des régions du monde où les frontières résultent dans une large mesure des occupations et des partages coloniaux, la « communauté des croyants » rassemblée par une foi transnationale donne une réplique inquiétante mais point illogique à la construction de « l'Europe-puissance » dont se gargarisent nos gouvernants, ou au grand marché des Amériques sous hégémonie des Etats-Unis.

Le fondamentalisme islamique n'a pas le monopole de cette (re)confessionnalisation de la politique. La provocation d'Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées paraît délibérément sur cette dynamique : il préfère à l'évidence l'affrontement religieux entre l'Etat juif et le fonde-

ment islamique au conflit politique avec un mouvement palestinien laïque sur les droits sociaux et politiques égaux pour tous les citoyens de la région. Ces turbulences politiques et territoriales sont partie prenante du nouveau partage du monde requis par la mondialisation impériale.

L'affaiblissement des Etats-nations et la négation des souverainetés populaires ont pour corollaire inévitable la remise en question de la définition weberienne de l'Etat en tant que monopole de la violence organisée. Il serait illusoire de croire qu'une circulation sans frontières des capitaux et des marchandises pourrait aller sans une circulation sans frontières de la violence et sans une dissémination de ses acteurs non étatiques. Et tout aussi illusoire d'imaginer que la privatisation généralisée de la production, des services, de l'information, du droit, du vivant, du savoir, de l'espace, puisse pas aboutir aussi à une privatisation de l'exercice de la violence, d'autant que les techniques de l'armement s'y prêtent.

L'escalade militaire, policière et sécuritaire de la part des puissances dominantes apparaît alors comme la contrepartie nécessaire du libéralisme marchand. Les projets ahurissants en cours de discussion au Parlement européen et le néo-keynésianisme militaire américain en sont la preuve flagrante : comme l'écrit Ulrich Beck (*Le Monde* du 10 novembre), le libéralisme conquérant bascule à son tour dans le passé des illusions. Dommage que feu François Furet ne soit plus là pour le voir.

La crise des Etats-nations va de pair avec une déstabilisation des catégories autour desquelles s'organise la pensée politique depuis les révolutions des Lumières : celles de souveraineté, de peuple, de représentation, de frontières, de citoyen, d'étranger. Les débats récurrents sur les sans-papiers, la crise du politique, les apories démocratiques de la construction européenne en sont l'illustration quotidienne.

Willy Pelletier

Sociologue (université de Picardie), Willy Pelletier est le coauteur de la note de la Fondation Copernic « Medef : la refondation antisociale ».

Dans les conflits récents, les buts de guerre paraissent de plus en plus flous, si ce n'est indéfinissables : capturer Ben Laden, renverser le régime taliban, imposer un nouvel ordre impérial en Asie centrale ou contrôler durablement les routes du pétrole ? Dans son discours du 20 septembre, George W. Bush a répondu qu'il s'agissait ni plus ni moins que d'éradiquer le terrorisme.

Dès lors, le nom initial de l'opération, « Justice sans limites », n'apparaît plus comme un malencontreux lapsus. Contre un ennemi insaisissable et protéiforme, dont la misère du monde ne cesse de reconstituer les forces, la guerre serait en effet illimitée : « Notre guerre contre le terrorisme commence par Al-Qaïda, précisa Bush junior, mais elle ne se termine pas là. Elle ne se terminera que lorsque chaque groupe terroriste capable de frapper à l'échelle mondiale aura été repéré, arrêté, et vaincu. » A la Saint-Glinglin, ou lorsque les poules auront des dents.

Dans cette guerre sans limites, la proportion entre les fins et les moyens n'a plus de sens. Au nom de la pureté des fins (la « guerre éthique » chère à Tony Blair !), tous les moyens sont bons. Le discours de Bush l'annonçait sans détour : cette guerre « pour comprendre des frappes spectaculaires diffusées à la télévision », mais aussi « des opérations secrètes, secrètes jusque dans leur succès ». Dans cette guerre de l'ombre sans témoins, tous les coups seront donc permis. Passant de la « mondialisation heureuse » à la béatitude atomique, Alain Minc (*Le Monde* du 7 novembre) pousse la logique jusqu'au bout en approuvant

résolument le bombardement de Hiroshima.

Etant donnée la disproportion des forces et des moyens, la sainte alliance impériale remporte des victoires militaires, mais au prix de quelles bombes politiques à retardement ? A quelle échelle temporelle se mesurent les victoires et les défaites dans l'histoire ? En réalité, la terreur aérienne, aveugle aux populations civiles, est parfaitement ajustée à la guerre illimitée sans objectifs déclarés. Qui veut cette guerre veut son engrenage. La doctrine militaire américaine officielle de la « guerre asymétrique » s'inscrit dans cette logique où le droit international est dissous dans la morale du plus fort, où la guerre n'est plus vraiment la guerre, mais une croisade (ce lapsus non plus n'était pas gratuit) séculière de la civilisation contre la barbarie, une simple descente de police internationale pour châtier des délinquants. C'est pourquoi les gouvernements engagés dans ces opérations punitives se dispensent désormais de débats et de votes parlementaires : pas de guerre, pas de déclaration de guerre, pas de crimes de guerre ! Ni vu ni connu !

La notion de terrorisme au singulier recèle bien des incertitudes et des approximations. Pour les autorités d'occupation allemande, les fusillés de l'Affiche rouge furent des terroristes. Pour les autorités britanniques en Palestine, Begin et Shamir furent des terroristes. Pour les gouvernants français, les combattants de l'indépendance algérienne furent des terroristes. Pour Milosevic, ce furent les combattants albanais et, pour Poutine, les combattants tchétchènes.

S'il faut une définition, celle qui figure dans les manuels militaires de l'armée américaine n'est pas la plus mauvaise. Le terrorisme y est officiellement défini comme « l'usage calculé de la violence contre des civils à des fins d'intimidation et de coercition pour atteindre des objectifs politiques, religieux, idéologiques, ou autres ». En toute rigueur, cette définition s'applique parfaitement à la guerre coloniale menée par l'impérialisme français en Algérie, aux interventions américaines occultes en Amérique latine, à la guerre « de basse intensité » en Amérique centrale (malgré la condamnation formelle du tribunal de La Haye). Elle ne justifie en rien les crimes du 11 septembre, mais elle révèle la symétrie cachée de la guerre asymétrique. Si nous condamnons ces attentats, ce n'est pas seulement pour des raisons dites morales, mais pour des raisons indissociablement morales et politiques. L'un ne va pas sans l'autre, contrairement à ce que veut croire Monique Canto-Sperber (*Le Monde* du 4 octobre) qui fait de Ben Laden un fils spirituel de Saint-Just et de Trotski. Ce dernier a-t-il fourni « la justification du terrorisme » en soutenant « le caractère absolu de la fin poursuivie et l'indifférence aux moyens » ? Trotski demande au contraire : « La fin qui justifie les moyens suscite aussitôt la question : et qu'est-ce qui justifie la fin ? » Car, « dans la vie pratique comme dans le mouvement historique, la fin et les moyens changent sans cesse de place ».

Noriéga, Pol Pot, Ben Laden, les talibans furent hier les créatures et les moyens de la politique impériale. Ils sont devenus, par un renversement dialectique exemplaire, les fins de la guerre illimitée contre le terrorisme, avant de redevenir, s'ils ne sont pas trop usés par ce jeu de tourniquet, les moyens de nouvelles fins ! Il n'est pas étonnant que cette morale à géométrie variable ait besoin d'appeler en renfort les certitudes d'une morale éternelle dont Trotski soulignait avec perspicacité qu'elle « ne peut se passer de Dieu » : « Nous savons que Dieu n'est pas neutre », déclare en effet George W. Bush.

Les attentats du 11 septembre n'ont rien d'un fait d'armes anti-impérialiste. Ils n'augmentent pas la confiance des peuples en leur propre force émancipatrice. Ils ne font pas avancer d'un pouce la cause des femmes afghanes, bien au contraire. Ils dressent des opprimé(e)s les un(e)s contre les autres. Ils favorisent la grande coalition impériale qui laisse les mains libres à Poutine en Tchétchénie et aux bureaucrates chinois contre leurs opposants. Ils facilitent le chantage au terrorisme des dirigeants israéliens et renforcent la pression sur la résistance palestinienne pour l'acculer à de nouvelles concessions. Ils introduisent des germes de division dans le mouvement contre

la mondialisation capitaliste en plein essor depuis Seattle, Porto Alegre, Gênes. Ils donnent prétexte à un renforcement des dispositifs liberticides et à la relance (annoncée bien avant le 11 septembre) de la course aux armements.

Le fondamentalisme religieux n'est pas la forme enfin trouvée de l'émancipation sociale, et Ben Laden ou le mollah Omar ne sont en rien ses nouveaux champions. Après les désillusions et les défaites du XX^e siècle, ils incarneraient plutôt un « anti-impérialisme des imbéciles », tout comme l'antisémitisme a pu constituer naguère le « socialisme des imbéciles ».

Mais, pour échapper à l'engrenage de la croisade séculière et du djihad, il ne suffit pas d'administrer aux damnés de la terre des leçons de morale. Quelle espérance d'avenir peuvent nourrir des populations condamnées à végéter dans des camps ou à survivre dans des ruines ? Pourquoi n'iraient-elles pas chercher au ciel le salut qu'elles n'attendent plus sur terre ? Peut-on recommander aux millions de réfugiés afghans ou palestiniens de construire leurs syndicats et d'élire sagement leurs députés comme s'ils vivaient dans une société décente et policée ?

Pour combattre cette désespérance à la racine, il faut certes s'attaquer, ainsi qu'en convient le récent Prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, à la pauvreté, aux inégalités, à la dette du tiers-monde, aux crimes sociaux de l'ordre mondial. Ce sera long, sans doute. En revanche, certaines réponses politiques peuvent être rapides. Et d'abord réparer l'injustice faite aux Palestiniens.

Il serait illusoire de croire qu'une circulation sans frontières des capitaux et des marchandises pourrait aller sans une circulation sans frontières de la violence et sans une dissémination de ses acteurs non étatiques

La crise internationale ne se réduit certes pas à la question palestinienne, mais elle en constitue une pièce maîtresse, de même que la levée de l'embargo sur l'Irak. C'est d'ailleurs ce que reconnaissent malgré eux les intellectuels des *Temps modernes* quand ils focalisent toute l'attention sur la question israélienne.

Quant aux crimes, comme le disent les manifestants antiguerre américains, c'est affaire de justice internationale, non de vengeance. Encore faudrait-il que cette justice ne soit pas à sens unique et que les Etats-Unis, qui devraient rendre compte de bien des crimes de guerre, y soient également soumis. Célébrant la « supériorité absolue de la démocratie », Alain Minc n'est guère éloigné, bien qu'il s'en défende, de Berlusconi et du « choc des civilisations ». Cette démocratie sans adjectifs est tout aussi abstraite que le terrorisme au singulier de Baudrillard. Il y a, dans l'histoire, des formes et des métamorphoses démocratiques. La démocratie grecque eut l'esclavage comme condition et comme part maudite. Les démocraties occidentales ont le colonialisme, le pillage et la domination des peuples païens.

Ni Trotski, ni Rosa Luxemburg, ni Guevara n'auraient pu concevoir les attentats criminels du 11 septembre, car la logique de la lutte des classes brise les paniques identitaires et les appartenances grégaires. Elle défait les réflexes de clochers et de chapelles. Elle interdit tout acte prenant aveuglément pour cible d'autres opprimés. A vouloir nier ou refouler la lutte des classes, on a la guerre des ethnies et des religions, les guerres saintes et le choc des barbaries.

La solution alternative est du côté du nouvel internationalisme profane des résistances à la mondialisation marchande. C'est une voie étroite. Il n'y en a pas d'autre.

Société-monde contre terreur-monde

par Edgar Morin

Shakespeare est l'un des nombreux auteurs invoqués par Edgar Morin dans son dernier livre, *L'humanité de l'humanité* : « Nous sommes de l'étoffe dont sont faits les rêves ». Après plus d'un demi-siècle de brassage incessant des connaissances, ce penseur foisonnant évoque ici les conditions propres à nous éviter de devenir de l'étoffe dont sont faits les cauchemars

« *Le contraire de la violence n'est pas la douceur c'est la pensée* »
(Etienne Baulieu, auteur romand)

UNE question de vocabulaire, tout d'abord. **Terrorisme.** La notion de terrorisme est valable pour l'internationale djihadiste Al-Qaïda qui agit par attentats et meurtres de masse sur des populations civiles, mais elle est fort réductrice quand elle s'applique aux formes violentes de résistances nationales privées de moyens démocratiques pour s'exprimer. Ainsi le terme utilisé par les nazis pour les résistants européens fut-il réducteur, comme appliqué par Poutine à la résistance tchétchène, qui comporte évidemment une branche terroriste, mais ne peut s'y ramener. La violence d'Etat qui frappe un peuple en même temps que ceux qui lui résistent est elle-même une violence de terreur.

Al-Qaïda constitue un stade nouveau du terrorisme. La mondialisation techno-économique a permis une mondialisation terroriste, se transformant dans et par cette mondialisation en menace mondiale.

Islamiste. Le terme islamiste est riche de malentendus. Désignant en principe tout croyant en l'islam, il est devenu, pour bien des Occidentaux, synonyme de fanatique. Trop proche d'islamique (notion qui désigne ce qui relève de l'islam), il risque de se contaminer en fanatisme et terrorisme. De fait, l'islamisme, quand il comporte le retour au Coran et l'application de la charia, comporte un rejet de la civilisation occidentale, y compris le libéralisme politique et la démocratie. Mais il n'implique pas de lui-même guerre sainte et terrorisme, bien qu'on puisse glisser de l'islamisme au djihadisme. Une contamination analogue affecte le terme de fondamentaliste (qui n'est pas en lui-même agressif).

Quant à l'internationale djihadiste d'Al-Qaïda, il s'agit d'une déviance religieuse hallucinée à laquelle on ne saurait réduire l'islam. Mais le mot islamiste, tel qu'il est usuellement employé dans les médias occidentaux, réduit tout islamique à un islamiste et tout islamiste à un terroriste potentiel, ce qui empêche de percevoir le visage complexe de l'islam.

Toute erreur de pensée conduit à des erreurs d'action qui peuvent aggraver les périls que l'on veut combattre. Il faut penser dans leur complexité non seulement l'islam mais aussi les Etats-Unis, Israël, la mondialisation elle-même, en reconnaissant les contradictions incluses dans chacun des termes.

Les Etats-Unis sont la plus ancienne démocratie du globe, ils constituent une société ouverte et par ce trait désormais vulnérable. Ils ont sauvé l'Europe occidentale du nazisme, ils l'ont protégée de l'URSS qui était loin d'être un tigre en papier. Ils ont secouru des peuples islamiques en Bosnie et au Kosovo. Les Etats-Unis ne sont pas responsables de la guerre meurtrière Irak-Iran, de la terreur en Algérie, de tous les conflits interarabes. Leur culture ne se réduit pas au

Edgar Morin
Né en 1921, Edgar Morin est sociologue. Cherchant à articuler des éléments tirés d'un grand nombre de disciplines, il est considéré comme le penseur de la complexité. Il vient de publier (Seuil) le cinquième et avant-dernier tome de *La Méthode*, son œuvre maîtresse, en chantier depuis 1977.

McDo ni au Coca-Cola, mais elle s'est montrée créatrice dans la science, la littérature, le film, le jazz, le rock, et l'Amérique s'euro-péanise autant que l'Europe s'américanise.

Mais ils constituent une puissance impériale dominatrice par l'armement et par l'économie. Leur démocratie ne les empêche nullement de soutenir des dictatures quand leur intérêt le commande. Leur humanisme comporte une tache aveugle d'inhumanité : ils ont pratiqué des bombardements de terreur sur les villes allemandes, puis les hécatombes de Hiroshima et Nagasaki. Les bombardements continus de l'Afghanistan révèlent un autre terrorisme frappant des populations civiles victimes, non seulement de bombes ou de missiles lancés de trop haut et de trop loin, mais de la peur et de la famine qui les contraignent à l'exode. Sensibles à la souffrance des 5 000 victimes du World Trade Center, ils sont insensibles aux désastres humains que leurs bombardements infligent aux populations afghanes. Ils sont

S'il est vrai que la domination de l'Occident fut la pire de l'histoire humaine, il faut dire aussi que tous les constituants de l'émancipation des asservis sont nés au sein de l'Occident

inconscients de la contradiction que comporte la terreur de leurs bombardements antiterroristes.

Les deux tours orgueilleuses étaient à la fois hyper-réelles et hyper-symboliques ; elles étaient l'incarnation et le symbole de la richesse, de la puissance américaines, de son capitalisme et de sa démocratie, de sa domination et de son ouverture ; la statue de la Liberté était devenue une allégorie ancillaire. Leur écrasement a creusé un trou noir incommensurable en notre vision non seulement de Manhattan mais aussi du monde. Pour certains, c'est une blessure infligée à l'impérialisme américain et au capitalisme, pour d'autres qui s'en angoissent c'est une brèche ouverte dans la démocratie et la

civilisation ; ces deux vérités antagonistes sont complémentaires.

Certes, les Etats-Unis suscitent dans le monde misérable des aspirations, dont celles à y émigrer, ainsi que d'innombrables desirs d'entrer dans leur civilisation ; ils inspirent respect et obéissance à leurs vassaux, et le sentiment de solidarité occidentale demeure puissant en Europe. Mais en même temps la contemplation de leur richesse et prospérité, du sein du manque et du dénuement – dans ce monde misérable –, suscite une immense frustration. Leur domination provoque d'innombrables humiliations, un complexe d'infériorité technique (monde Sud), un complexe de supériorité culturelle (Europe) qui l'un et l'autre éveillent l'animosité.

Le mal-développement dont ont souffert tant de nations est attribué au sur-développement économique américain. L'extrême dénuement alimentaire, médical auquel sont réduites d'immenses populations désarmées devant épidémies et sida nourrissent ressentiments à l'égard des populations hyper-nourries, hypersoignées de l'Occident et surtout des Etats-Unis. Là où il y eut d'antiques et glorieuses civilisations qui se sentent aujourd'hui amoindries ou menacées, le monde américain suscite allergies, inimitiés, agressivité.

Les conséquences néfastes de la libéralisation du marché mondial, l'accroissement des inégalités, les crises économiques multiples aggravent les animosités.

Dans les esprits où a régné ou règne encore la vulgate marxiste-léniniste, le modèle du socialisme « réel » s'est certes effondré (sans qu'ils en aient jamais mesuré la pourriture), mais la conviction que le capitalisme et l'impérialisme américain sont le mal absolu demeure. Ils ont gardé la satanisation de l'Amérique, foyer du capitalisme et de l'impérialisme, ignorant que le communisme soviétique fit pire que le capitalisme, ignorant les vertus de la démocratie et les vices du totalitarisme, ignorant que l'impérialisme américain est moins atroce que les impérialismes passés, notamment soviétique.

Ainsi, l'ensemble des ressentiments issus des parts les plus diverses de la planète suscite une haine fantastique et parfois fantasmagorique des Etats-Unis coupables de tous les maux de la planète. Maîtres du monde (ce qu'ils ne sont que partiellement), on les rend responsables des maux du monde (ce qu'ils ne sont qu'encore plus partiellement).

Les Etats-Unis sont ainsi considérés comme le mal suprême et actuel du mal occidental, de cet Occident qui s'est déchaîné sur la planète à partir du XVI^e siècle, l'a conquise, colonisée, exploitée, et a génocidé des populations entières. Toutefois, ici encore, il est nécessaire de maintenir ensemble deux vérités opposées. S'il est vrai que la domination de l'Occident fut la pire de l'histoire humaine dans sa durée et son extension planétaire, il faut dire aussi que tous les constituants de l'émancipation des asservis sont nés et se sont développés au sein de l'Occident, et ont permis l'émancipation des colonisés

quand ceux-ci se sont emparés des valeurs humanistes ouest-européennes : droits de l'homme, droits des peuples, droits à la nation, démocratie, droits des femmes. On peut même dire que le retard d'une grande partie du monde à intégrer la démocratie, les droits humains, le respect des droits des femmes est une des causes de l'état périlleux du monde actuel.

L'islam ne saurait être lui non plus réduit à une vision unilatérale. L'histoire nous a enseigné clairement que la tolérance religieuse fut du côté de l'islam à l'égard des

La conduite de Sharon est non seulement mauvaise, elle conduit Israël au suicide à terme, même si ce suicide s'accompagne du feu d'artifice des deux cents têtes nucléaires israéliennes

chrétiens et des juifs tant en Andalousie que dans l'Empire ottoman. L'islam fit naître la plus grande civilisation du monde au temps du califat de Bagdad. Or la nostalgie du passé glorieux, au sein d'un présent infortuné, sous le poids de dictatures corrompues policières ou militaires, après l'échec du développementalisme, du socialisme, du communisme, l'absence d'espoir dans le progrès et dans un futur occidentalisé, tout cela suscite un retour aux racines religieuses de l'identité.

De plus, la formidable frustration s'intensifie en humiliation et rage devant la quotidienne humiliation et répression endurée par les Palestiniens, l'injustice subie (deux poids deux mesures en Israël-Palestine), tout cela dans l'impuissance des Etats arabes, vassalisés ou non. Le soutien inconditionnel accordé par les Etats-Unis à Israël conduit à considérer Israël comme l'instrument de l'Amérique et à faire de l'Amérique l'instrument d'Israël, et plus largement des juifs. Cette identification aggravée par le « sharonisme » est fatale à l'Amérique comme à Israël.

Dans la situation actuelle, la frustration, le ressentiment, la nostalgie d'une grande civilisation passée, ressuscitent le rêve de l'Oumma, grande communauté islamique transnationale, et font d'un milliard de musulmans un vivier mondial où peuvent se recruter les djihadistes. Pour toute une jeunesse, du Maghreb au Pakistan, Ben Laden est un superman de la foi qui a décapité les têtes d'une Babel qui était en même temps Sodome et Gomorre ; c'est un annonciateur de la rédemption de l'islam, de la résurrection de l'Oumma, du retour du califat. Un nouveau messianisme est né, dont on

ne peut encore mesurer le développement.

Toutefois, en sens inverse, il y a de multiples aspirations vers le meilleur de la civilisation occidentale contemporaine : les autonomies individuelles, les libertés politiques, le droit à la critique, l'émancipation de la femme. La vraie bataille se livre dans les esprits d'un grand nombre d'islamiques, dont beaucoup veulent à la fois sauvegarder leur identité, le respect de leurs traditions et l'accession à des possibilités et droits dont jouissent les Occidentaux. La victoire sera à ceux qui sauront faire la synthèse entre l'identité culturelle et la citoyenneté planétaire.

Nation refuge, émancipatrice de juifs mais spoliatrice de Palestiniens, menacée d'extermination à sa naissance par ses voisins arabes mais devenue militairement plus puissante qu'eux, toujours incertaine de sa survie mais opprimant le peuple palestinien de plus en plus cruellement, Israël tend à lier son existence à une domination qui exacerbe la haine arabe ; il hésite à s'engager dans la voie aléatoire qui lui permettrait une insertion au Moyen-Orient en reconnaissant un Etat palestinien dans les frontières de 1967. Au cours de l'ultime Intifada notamment, les héritiers des juifs, qui ont subi 2 000 ans d'humiliations et de persécutions, sont devenus des persécuteurs capables de ghettoïser les Palestiniens, d'exercer la responsabilité collective sur familles et civils, bref de faire des Palestiniens des humiliés et offensés comme le furent leurs ancêtres.

La question israélo-palestinienne est devenue le cancer non seulement du Moyen-Orient, mais des relations Islam-Occident, et ses métastases se répandent très rapidement sur la planète. L'intervention internationale pour garantir la naissance, l'existence et la viabilité d'un Etat palestinien est devenue d'une urgence vitale pour l'humanité.

Au cours de la dernière décennie, une société-monde a, à demi, émergé ; elle a sa texture de communications (avion, téléphone, fax, Internet) déjà partout multi-ramifiée ; elle a son économie de fait mondialisée, mais où manquent les contrôles d'une société organisée ; elle a sa criminalité (mafias, notamment de la drogue et de la prostitution) ; elle a désormais son terrorisme.

Mais elle ne dispose pas d'organisation, de droit, d'instance de pouvoir et de régulation pour l'économie, la politique, la police, la biosphère. Il n'y a pas encore la conscience commune d'une citoyenneté planétaire.

La mondialisation du terrorisme constitue un stade de réalisation de la société-monde, car Al-Qaïda n'a ni centre étatique ni territoire national, il ignore les frontières, transgresse les Etats, et se ramifie sur le globe ; sa puissance financière et sa force armée sont transnationales. Elle dispose, mieux que d'un Etat, d'un centre occulte mobile et nomade. Son organisation utilise tous les réseaux déjà présents de la société-monde. Sa mondialité est parfaite. Sa guerre religieuse est une guerre civile au sein de la société-monde.

LA TRIBUNE DES LECTEURS

PACIFISME OU DÉFAITISME

Les quelques hommes politiques et autres pétitionnaires qui s'opposaient aux actions ciblées et à la stratégie des alliés en Afghanistan se sont bien trompés : ils avaient prévu un enlèvement comme du temps des Soviétiques dans ce pays, et le pays est en bonne voie de libération, ils avaient prédit une guerre de religion, un conflit de civilisation entre l'islam et la chrétienté, et, les populations arabo-musulmanes sont restées relativement calmes, ils avaient envisagé une catastrophe humanitaire, et, l'on apprend que des réfugiés sont de retour dans certaines provinces, ils avaient prévu une riposte terroriste à la riposte américaine, « la riposte à la riposte », avec des attentats dans le monde entier, et rien ne s'est produit. (...)

Qu'il faille peser les éventuelles conséquences d'une intervention militaire est une chose, que l'on prenne prétexte d'improbables conséquences pour se réfugier

d'arrière l'inaction et le déshonneur, cela n'est pas normal. Au moment où les combattants de l'Alliance du Nord demandaient aux alliés d'intensifier leurs bombardements sur les lignes talibanes, certains hommes politiques contestaient l'intérêt de ces bombardements. Sans ces actions ciblées, le front afghan serait resté aussi immobile que depuis cinq ans, les talibans régneraient sur Kaboul et les terroristes continueraient leur entraînement sur leurs bases en Afghanistan.

André Sillam, Noisiel (Seine-et-Marne)

LA GUERRE ET LES CIVILS

Les attentats du 11 septembre aux Etats-Unis ont peut-être montré la fragilité de la distinction entre civils et militaires dans la nouvelle forme de guerre que nous vivons. Chaque citoyen, dès lors qu'il participe à la santé économique de son pays, est aussi un soldat dans la mesure où il approuve et sert

tacitement la position et la politique économique de son pays dans l'économie globale, et donc, les injustices de la globalisation (...). Les « Etats terroristes » ont compris cela, alors qu'aux yeux des « Etats victimes » d'attentats l'attaque des civils constitue une ignominie. Mais ne s'agit-il pas là d'une hypocrisie ? (...). Le terrorisme rappelle aux nations riches et démocratiques leur vulnérabilité.

N'est-ce pas cela qui est terrorisant : la prise de conscience et l'expérience douloureuse de notre vulnérabilité alors que nous nous étions accoutumés à cette idée terrible : la vulnérabilité, c'est pour les autres ? Dès lors, l'éradication du terrorisme se pose comme une entreprise des forts visant à priver les faibles de la seule arme vraiment dangereuse, et malheureusement efficace, dont ils disposent. Mais n'est-ce pas les forts eux-mêmes qui les ont poussés à cette extrémité ? (...) Ne faudrait-il pas rappeler aussi que l'intégrisme religieux trouve

dans la misère économique un terreau favorable à sa prolifération ?

Mathieu Schultz, courriel

FEMMES D'AFGHANISTAN

Ce qu'on appelle l'Alliance du Nord n'a pas de programme politique ou social, et le manque d'un tel projet fut à l'origine de l'anarchie qui a régné à Kaboul entre 1992 et 1995, avec les violents et les meurtres que l'on sait, faisant des dizaines de milliers de victimes. L'arrivée des talibans au pouvoir a fait chuter massivement les meurtres et les violents, certes avec des méthodes punitives très sévères mais avec l'aval de la population qui cherchait d'abord et surtout la stabilité et la sécurité. (...) L'extrémisme social des talibans ne s'est jamais manifesté, ni par un encouragement au viol ni par aucune tolérance de celui-ci.

Tristement, l'Alliance du Nord, aujourd'hui encouragée à reprendre son « pou-



RITA MERCEDES

Cette machine de terreur sans frontières, ramifiée dans le monde entier, nourrie d'immenses frustrations et désespoirs, animée par une foi hallucinée, a soudain révélé un pouvoir dévastateur où la violence meurtrière d'une barbarie fanatique a pu utiliser les avancées les plus raffinées de la barbarie technique. La lutte contre Al-Qaïda ne relève pas d'une guerre (toujours entre nations) mais d'une police et d'une politique. Or, en bombardant l'Afghanistan, on transforme une métaphore de guerre en réalité de guerre (Max Pagès) et on fait les victimes d'une guerre, cela au détriment d'une action adaptée à la lutte contre un ennemi planétaiement ramifié, laquelle nécessite une action planétaire commune autrement plus complexe.

Livrée à elle-même, la dynamique issue du 11 septembre multiple et aggrave les risques.

Le risque économique. L'interdépendance propre au marché mondialisé détermine une fragilité, aggravée par l'absence de vrai système de régulation ; une crise généralisée, devenue envisageable, serait le bouillon de culture de nouvelles dictatures, voire de totalitarismes, comme le fut la crise de 1929. Plus largement, l'interdépendance de tout ce qui constitue l'ère planétaire fragilise le destin même de la planète.

Le risque hystérique. La menace permanente et multiforme sur les Etats-Unis, le déchaînement de l'antiaméricanisme ne peuvent que favoriser des surexcitations

hystériques qui exacerbent les manichéisations et satanisations réciproques.

Le cancer israélo-palestinien s'aggrave ; ses métastases seront irrémédiables s'il n'y a pas solution rapide au conflit. L'onde anti-israélienne devenue à la fois antisémite et antiaméricaine ressuscite les visions médiévales européennes des juifs buveurs de sang d'enfant, pollueurs des esprits et des corps (répandant le sida), œuvrant perfidement à dominer le monde.

La conduite de Sharon est non seulement mauvaise, elle conduit Israël au suicide à terme, même si ce suicide s'accompagne du feu d'artifice des deux cents têtes nucléaires israéliennes qui détruiraient une grande partie de l'humanité arabe. L'incapacité des Etats-Unis, des nations européennes, des Nations unies à imposer une intervention militaire internationale entre les combattants, séparant les deux territoires selon les frontières de 1967, conduirait à une catastrophe historique d'une ampleur inouïe.

Sous l'effet de l'onde de choc benladéniste, on peut envisager la décomposition en chaîne des régimes islamiques en place, au profit non de la démocratie, mais du fanatisme religieux.

Enfin le risque nucléaire, bactériologique, chimique, qui planait de façon stratosphérique au-dessus de la planète est devenu visible, pressant, urgent.

Le XX^e siècle a vu se nouer l'alliance entre deux barbaries, l'une

de destructions et massacres venus du fond des âges historiques, l'autre intérieure à notre civilisation, venue du règne anonyme et glacé de la technique, d'une pensée qui ignore tout ce qui ne relève pas du calcul et du profit. Le benladénisme constitue une nouvelle alliance entre les deux barbaries. Cela dit, il ne faut pas nous cacher qu'il y a une barbarie incluse dans notre civilisation, que celle-ci produit des forces de décomposition et de mort, et qu'à notre hyperdéveloppement scientifique et technique correspond un sous-développement mental et moral. Toutefois, cette civilisation dispose encore de deux vertus irremplaçables : laïcité et démocratie, même si cette dernière est atrophiée.

Les Etats-Unis et plus largement l'Occident oscillent entre deux voies : celle de la folie, à terme catastrophique et celle de la sagesse, difficile et aléatoire.

La voie de la folie est celle de la croisade, de la diabolisation, du manichéisme aveugle (car il y a du mal dans le bien mais aussi du bien dans le mal) et, développant l'hystérie de guerre, elle est la voie des massacres de masse de part et d'autre. Par contre la conscience des périls peut être un coup de fouet pour aller dans la voie de la sagesse. La voie de la sagesse comporte la prise de conscience capitale de l'intersolidarité humaine et de la communauté de destin planétaire. Plus que le « nous sommes tous américains », nous sommes tous enfants et citoyens de la Ter-

re, et, en même temps, des Etats-Unis devrait s'élever un « nous ne sommes pas qu'américains ».

Elle comporte la conscience que non seulement, comme le rappelait Paul Valéry, après la première guerre mondiale, les civilisations sont mortelles, mais aussi que l'humanité planétaire est mortelle. Elle comporte la conscience qu'au-

La voie de la sagesse comporte la prise de conscience capitale de l'intersolidarité humaine et de la communauté de destin planétaire

jourd'hui la seule alternative à la démocratie est la haine. Car rien d'autre que la chaîne ne peut triompher dans la destruction de la démocratie.

Elle comporte la reconnaissance de ce principe éthique minimum : on n'aura jamais un monde noble par des moyens ignobles.

Elle comporte la conscience que l'édification d'une société-monde est devenue vitale ; seule une société-monde peut répondre à une terreur-monde. D'où la nécessité de

dépasser l'idéologie économistique qui donne au marché mondial la mission de réguler la société-monde, alors que c'est la société-monde qui doit réguler le marché mondial.

Le nouveau type de guerre nécessite un nouveau type de paix. Il comporte la nécessité de déclarer la paix à l'islam en déclarant la guerre au terrorisme, afin de séparer radicalement les fanatiques hallucinés de l'ensemble des islamiques. Ce qui nécessite le plus rapidement possible l'établissement d'une paix équitable au Moyen-Orient.

Une politique confédérale planétaire doit se substituer à une politique impériale. Outre la Chine, l'Inde, l'Europe, l'Amérique latine, il importe que se constituent de grands ensembles confédéraux qui deviendraient les grandes provinces de la planète, notamment un grand ensemble arabo-islamique renouant en termes contemporains avec le califat.

Une politique de la civilisation est la seule riposte à la guerre des civilisations. Concrètement, un plan Marshall pour les zones de pire misère de la société-monde ; entre autres une mobilisation massive de la jeunesse des pays aisés pour venir en aide sur place aux pays déshérités ; une agence mondiale des médicaments et soins médicaux pour les populations incapables d'en assurer les frais.

Enfin, le nouveau type de guerre nécessite un centre mondial de lutte contre-terroriste adéquatement ramifié.

La politique américaine a commencé en zigzag entre folie et sagesse, entre guerre impériale et guerre confédérale, entre régression de conscience et prise de conscience. Après ce zigzag entre les deux voies, l'intervention massive et continue en Afghanistan va vers la mauvaise, mais la seconde demeure possible.

Le temps de répondre au défi de la complexité planétaire est venu : il faut reconnaître les ambivalences et contradictions présentes dans tous les champs et tous les camps, il faut reconnaître les relations et rétroactions entre le tout et les parties.

Nous sommes sommés de mener en chacun de nous un grand combat spirituel. L'esprit humain porte en lui les pires des maux, ceux de l'incompréhension, de l'aveuglement, de l'illusion, de la folie. Mais il porte aussi la possibilité de rationalité, de lucidité, de compréhension, de compassion.

Dans l'état barbare actuel du monde, il n'est pas de solution actuelle qui serait vraiment vertueuse.

Il faut à la fois éviter le pire et aller dans la bonne direction : vers la société-monde et la terre-patrie.

Peut-être faudra-t-il avancer encore plus vers l'abîme pour qu'il y ait un véritable sursaut de salut, pour que la société-monde s'actualise en société des nations et des cultures unies contre la mort. A condition de n'y point sombrer, la catastrophe devient l'ultime chance.

LA TRIBUNE DES LECTEURS

voir » (ou son anarchie), pourrait faire beaucoup régresser la condition des femmes si l'on s'en tient à son comportement récent et à ce qui s'est passé quand elle contrôlait Kaboul.

Ce n'est pas en proposant d'imposer brusquement les modes vestimentaires occidentales qu'on arrivera à améliorer la situation des femmes dans ce pays très peu moderne. Il faut une action d'enseignement et d'intégration de très longue haleine...

Yasser Taima, Los Altos, (Californie)

CONSTATATION

Les Américains ont demandé à Bayer de réduire drastiquement le prix des médicaments contre le charbon. (...) Si je me souviens bien, les Etats-Unis ont soutenu les grands laboratoires pharmaceutiques contre l'Afrique du Sud et le Brésil à propos de la production bon marché de

médicaments anti-sida. Une nouvelle fois, ils nous démontrent qu'une seule idéologie les anime : leur égoïsme sacré...

Robert Vernet, courriel

ISLAM ET RÉPUBLIQUE LAÏQUE

Les médias se sont donné pour mission, depuis un mois, de nous présenter l'islam comme une religion ouverte, libérale, tolérante, bref comme une religion sympa. Sans doute agissent-ils ainsi par mauvaise conscience postcoloniale et amitié pour les musulmans de France : ce sont là deux mobiles très honorables mais qui n'autorisent pas à utiliser tous les moyens, y compris ceux de la mauvaise foi, pour maintenir une vision enchantée. Ainsi, le renforcement de la pratique religieuse chez les musulmans français nous est-il présenté comme une excellente chose. Toute critique rationnelle de l'islam dit modéré est assimilée à du racisme antiarabe ou, pis, à

du racisme anti-pauvres. Quant aux 18 % de jeunes musulmans français qui se font une idée positive d'Oussama ben Laden, ce sont des « tchatteurs » pleins d'humour.

L'islam doit être soumis au même régime, c'est-à-dire au même regard critique, que toutes les autres religions. (...) Notre régime de séparation (celui de 1905, dont on espère que le centenaire sera célébré avec éclat) ne vise pas à protéger les intérêts des croyants mais à mettre à égalité les croyants et les incroyants. Un des droits fondamentaux de l'homme, qui est aussi du reste une des conditions du progrès scientifique, est le droit à l'hérésie, à la dissidence et à l'incroyance (...). Dans un pays libre, aucune intimidation ne saurait valoir contre ce droit fondamental - et les autorités britanniques l'ont admirablement défendu en protégeant sans faille l'écrivain Salman Rushdie lorsque sa tête fut mise à prix, en février 1989.

Le fait que l'islam soit pratiqué en France par des populations injustement humiliées ne rend pas moins interrogeable ou critiquable la religion qui est la leur. Les musulmans sont des individus, qui doivent bénéficier de toutes les libertés individuelles, y compris celle de ne pas croire. (...) Les musulmans qui nous entourent ont très exactement les mêmes qualités et les mêmes défauts, les mêmes droits et les mêmes devoirs que les chrétiens, les juifs, les agnostiques et les athées. Ce que je n'admets pas, c'est la démission de l'intelligence face aux religions, l'intimidation discrète, l'autocensure paresseuse ou prudente. (...)

Pierre Albertini, courriel

LES COMMENTATEURS ET LA GUERRE

L'ensemble des médias nous a docilement expliqué que la stratégie militaire

des Etats-Unis était inapte, incohérente et totalement inefficace, qu'elle provoquait beaucoup de victimes civiles, qu'elle rejetait la population dans les bras des talibans.

Aujourd'hui, on découvre que cette stratégie était à la fois bien conçue et efficace, qu'elle a produit un effondrement rapide des talibans et de ses alliés et que dans la majorité des cas la population s'est soulevée et a accueilli en libérateurs l'opposition armée.

On peut alors se poser sérieusement la question de la désinformation induite par l'a priori antiaméricain qui semble guider la majorité des commentateurs. Ce traitement partisan de l'information, sous prétexte d'affirmer son indépendance d'esprit, cette façon de se faire le porte-parole de la propagande du camp réputé adverse, me semble particulièrement pervers.

Georges Spitzer, Saint-Cloud (Hauts-de-Seine)

Cette Amérique qui n'apprend rien

par Noam Chomsky

DEUX crimes monstrueux ont marqué le début du nouveau millénaire : les attentats terroristes du 11 septembre et la riposte à ces actions, qui a sans doute fait beaucoup plus de victimes innocentes. Les atrocités du 11 septembre sont partout considérées comme un événement historique, et cela est absolument vrai. Mais il faut bien comprendre en quoi.

Ces crimes représentent peut-être le plus dévastateur tribut humain instantané qui ait jamais été payé, si ce n'est en temps de guerre. Le mot « instantané » ne doit pas être négligé : c'est hélas une réalité que les crimes sont loin d'être inhabituels dans les annales de la violence qui ne relève pas de la guerre. Les suites n'en sont qu'une des innombrables illustrations.

La raison pour laquelle « le monde ne sera plus jamais le même » après le 11 septembre, pour reprendre l'expression communément utilisée aujourd'hui, est ailleurs. Les dimensions de la catastrophe qui a déjà eu lieu en Afghanistan, et ce qui peut encore arriver, ne sont que conjectures. Mais nous savons bien sur quelles projections les décisions politiques s'appuient. Et, à partir de là, imaginer où va le monde. Or le monde suit des chemins qui ne sont pas nouveaux.

Dès avant le 11 septembre, des millions d'Afghans ne survivaient – à peine – que grâce à l'aide alimentaire internationale. Le 16 septembre, le *New York Times* révélait que Washington avait « exigé [du Pakistan] la suppression des convois transportant une grande partie des approvisionnements en nourriture et autres produits de première nécessité destinés à la population civile d'Afghanistan ».

Il n'y a pas eu de réaction, semble-t-il, aux Etats-Unis ou en Europe à l'annonce qu'un nombre considérable d'êtres humains allaient être livrés à la famine et à une mort lente. Dans les semaines qui ont suivi, le premier journal de la planète a informé que « la menace de frappes militaires contraignait au départ les organisations humanitaires internationales et compromettait les programmes d'assistance ». « La vie là-bas ne tenait qu'à un fil, dit un humanitaire évacué. Et ce fil a été coupé. »

Le Programme alimentaire mondial de l'Organisation des Nations unies ainsi que d'autres associations ont pu effectuer quelques expéditions de nourriture début octobre, mais il a fallu suspendre les livraisons et la distribution à cause des bombardements, et ne les reprendre que plus tard à un rythme très ralenti. Ces organisations ont condamné « sans appel » les largages aériens américains, « instruments de propagande » à peine déguisés. Le *New York Times* rapportait, sans commentaire, que le nombre des Afghans dépendant de l'aide alimentaire allait augmenter de 50 % du fait des bombardements, et représenter 7,5 millions de personnes.

Autrement dit, la civilisation occidentale établit ses plans en formant l'hypothèse qu'ils risquent de conduire au massacre de plusieurs millions de civils innocents – non pas les talibans, mais leurs victimes. Le chef de la civilisation occidentale repoussait une fois de plus avec mépris les offres de négociation des talibans et leur demande que soit fournie une preuve crédible qui justifierait les exigences de capitulation. Son comportement a été considéré comme raisonnable et juste, peut-être même héroïque.

Le rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation a plaidé auprès des Etats-Unis l'arrêt des bombardements qui mettent « la vie de millions de civils en danger », renouvelant l'appel du haut-commissaire chargé des droits de l'homme, Mary Robinson, qui avait mis en garde contre une catastrophe de type rwandais. Ces deux appels ont été rejetés, comme l'ont été ceux des principales associations humanitaires. Rien, ou presque, n'a été dit de cela.

L'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) avait fait savoir fin septembre que plus de 7 millions d'Afghans étaient



DANIEL MAJA

Noam Chomsky

Linguiste américain de notoriété mondiale, professeur au Massachusetts Institute of Technology (MIT), Noam Chomsky est né en 1928. Il est plus connu encore comme l'incarnation, depuis plusieurs décennies, d'une pensée critique radicale qui ne ménage ni les Etats-Unis ni les formes diverses de pouvoir et de domination. Viennent de paraître de lui : *11/9 Autopsie des terroristes* (Le Serpent à plumes) et un livre d'entretiens, *Deux Heures de lucidité* (les arènes).

menacés de famine si l'envoi des aides ne reprenait pas immédiatement et si les risques d'une action militaire n'étaient pas écartés. Après le début des bombardements, la FAO a mis en garde plus sérieusement encore contre une catastrophe humanitaire, et fait savoir que les bombardements avaient interrompu les semailles qui assurent 80 % des réserves en céréales du pays, de sorte que les conséquences de la guerre seront

Dans le cas de l'Afghanistan, si une enquête est menée, tout ce qui arrive sera attribué à d'autres causes – la sécheresse, les talibans –, mais surtout pas à ceux qui consciemment et à dessein ont accompli des crimes dont ils savaient qu'ils allaient tuer en grand nombre des innocents

encore plus sévères l'an prochain. Aucune information n'a été donnée à ce sujet. Ces appels restés lettre morte se sont trouvés coïncider avec la Journée mondiale de l'alimentation, également passée sous silence, de même que l'accusation du rapporteur spécial des Nations unies selon lequel les riches et les puissants avaient amplement les moyens, mais pas la volonté, de mettre fin à ce « génocide silencieux ».

Les frappes aériennes ont, selon la presse, transformé les villes en « cités fantômes », les systèmes d'alimentation en eau et en électricité ayant été détruits – une forme de guerre biologique. A 70 %, la population aurait fui Kandahar et Herat, le plus souvent pour la campagne, où en temps ordinaire de dix à vingt personnes sont quotidiennement tuées ou estropiées par les mines terrestres. Ces chiffres ont à présent terriblement augmenté.

Les opérations de déminage par

les Nations unies ont été interrompues, et les bombes américaines qui n'ont pas explosé ajoutent au danger, en particulier les redoutables éléments dispersés par les bombes à fragmentation, beaucoup plus difficiles à éliminer. On ne connaîtra pas le sort de ces malheureux, on ne cherchera même pas à le connaître, si l'on s'en réfère au passé. Les enquêtes approfondies sont réservées aux conséquences des crimes imputables à des ennemis officiels. Alors, on comptabilise comme il convient non seulement les morts immédiats mais le nombre infiniment plus grand des victimes des politiques qu'on condamne. Pour nos propres crimes, si tant est qu'il y ait enquête, les critères sont tout autres. On ne tient pas compte des conséquences.

Dans le cas de l'Afghanistan, si une enquête est menée, tout ce qui arrive sera attribué à d'autres causes – la sécheresse, les talibans –, mais surtout pas à ceux qui, consciemment et à dessein, ont accompli des crimes dont ils savaient qu'ils allaient tuer en grand nombre des innocents.

Ne s'en étonneront que ceux qui ignorent tout de l'histoire récente.

Il est donc naturel que ces événements ne suscitent que peu d'intérêt ou d'inquiétude, ni même ne vaillent la peine qu'on en parle.

Les crimes du 11 septembre marquent effectivement un tournant dans l'histoire : non par leur dimension, mais par le choix de leur cible. Pour les Américains, c'est la première fois depuis que les Britanniques ont incendié Washington en 1814 que le territoire national fait l'objet d'une attaque, ou même d'une menace.

Inutile de passer en revue ce qu'il est advenu de ceux qui se sont opposés ou ont désobéi au cours des siècles qui ont suivi. Le nombre des victimes est considérable. Or, pour la première fois, les canons ont été pointés dans la direction opposée. Là est le changement historique. C'est d'ailleurs aussi vrai, peut-être plus encore, de l'Europe. L'Europe a subi de terribles destructions, mais dans des guerres internes. Les puissances européennes, en revanche, ont conquis une grande partie du monde, pas très poliment. A quelques rares exceptions, leurs victimes de l'étranger ne les ont pas agressées. Le Congo n'a pas attaqué ou dévasté la Belgique, ni l'Indonésie les Pays-Bas, ni l'Algérie la France. La liste est longue et les crimes sont affreux. Rien d'étonnant, donc, que l'Europe ait été choquée par les atrocités du 11 septembre.

Mais si ces événements marquent un changement dans les affaires du monde, il n'en va pas de même de leurs suites. Les Etats-Unis et d'autres dirigeants de la planète ont souligné à juste titre qu'affronter le monstre terroriste ne serait pas de courte durée, que c'était une mission de longue haleine. Il faut donc soigneusement considérer les mesures qui peuvent être prises pour réduire ce qu'on a appelé en haut lieu « le terrible fléau du terrorisme », une calamité que propagent les « adversaires dépravés de la civilisation » dans un « retour du monde moderne à la barbarie ». Et pour cela, bien entendu, commencer par identifier cette calamité et les éléments dépravés qui renvoient le monde à la barbarie.

L'anathème n'est pas nouveau. Je citais, en effet, le président Ronald Reagan et son secrétaire d'Etat, George Shultz. L'administration Reagan est entrée en fonctions il y a vingt ans en déclarant que la lutte contre le terrorisme international serait au cœur de la politique étrangère des Etats-Unis. Ces responsables ont répondu au fléau en organisant des campagnes de terrorisme international d'une dimension et d'une violence sans précédent, ce qui a même valu aux Etats-Unis une condamnation de la Cour internationale de justice pour « usage illégal de la force » et entraîné une

résolution du Conseil de sécurité appelant tous les Etats à observer la législation internationale. Ce à quoi les Etats-Unis ont mis leur veto, votant également, seuls avec Israël (et à une unique occasion avec le Salvador), contre de telles résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies.

L'injonction de la Cour internationale de justice de mettre fin au terrorisme international et à ses crimes, et de verser de substantielles réparations, a été rejetée avec mépris par toute la classe politique ; c'est même à peine si l'on a parlé de ces votes. Washington a réagi immédiatement en intensifiant la guerre économique et terroriste. L'ordre officiel a également été donné à l'armée mercenaire de s'en prendre à des cibles non militaires, ce qu'on appelle les *soft targets* – des civils sans défense –, et d'éviter le combat, comme elle a pu le faire grâce au contrôle américain du ciel et à un matériel de communication sophistiqué fourni aux forces terroristes agissant à partir de pays voisins.

Ces ordres ont été considérés comme légitimes aussi longtemps que les critères pragmatiques étaient satisfaits. Un commentateur de premier plan, Michael Kinley, considéré comme le porte-parole de la gauche dans les discussions générales, affirmait qu'il ne suffisait pas de rejeter les justifications du département d'Etat sur les attaques terroristes de cibles civiles : une « politique sensée » doit « répondre favorablement à l'analyse coût-bénéfice », écrivait-il, une analyse des « quantités de sang et de malheur répandues, ainsi que des chances qu'en émerge la démocratie ». La démocratie au sens où l'entendent les élites occidentales, une interprétation que les pays de la région illustrent très clairement.

Il va de soi qu'on a le droit de conduire l'analyse et de poursuivre le projet si les tests ont été passés avec succès. Et les tests ont bien été passés avec succès. Quand le Nicaragua a finalement cédé sous l'assaut de la superpuissance, les commentateurs, toutes opinions respectables confondues, ont loué l'efficacité des méthodes adoptées pour « ruiner l'économie et mener par procuration une guerre longue et meurtrière jusqu'à ce que les populations locales épuisées renversent elles-mêmes le gouvernement dont on voulait se débarrasser », à un coût « minimal » pour nous, laissant les victimes « à leurs ponts détruits, à leurs centrales électriques sabotées et à leurs fermes dévastées », ce qui a donné au candidat américain « une chance de gagner » et de mettre fin à « la pauvreté des habitants du Nicaragua » (*Time Magazine*). Nous sommes « unis

dans la joie » à ce résultat, proclamait le *New York Times*, fier de cette « victoire du fair-play américain », comme il le titrait.

Le monde civilisé a été de nouveau, voilà quelques semaines, « uni dans la joie » lorsque le candidat des Etats-Unis a effectivement remporté le scrutin après les sévères avertissements de Washington quant aux conséquences d'un échec électoral. Le *Washington Post* a expliqué que le vainqueur avait « centré sa campagne sur le rappel au peuple des difficultés économiques et militaires de l'époque sandiniste » – c'est-à-dire la guerre terroriste et l'étranglement économique organisés par les Américains, qui ont ravagé le pays.

Pendant ce temps, le président américain nous a instruits de la « seule loi universelle » : toute forme de terreur et de meurtre « représente le mal » à moins, naturellement, que nous n'en soyons les agents.

L'attitude qui prévaut en Occident à l'égard du terrorisme se révèle très clairement dans la réaction à la nomination de John Negroponte au poste d'ambassadeur des Nations unies dans la « guerre contre le terrorisme ». A l'actif de Negroponte, notons la fonction de « consul » qu'il occupa dans les années 1980 au Honduras, où il dirigea sur place la campagne terroriste pour laquelle son gouvernement a été condamné par la Cour internationale de justice et par le Conseil de sécurité. Aucune réaction apparemment. Même Jonathan Swift serait sans voix.

J'évoque le cas du Nicaragua tout simplement parce qu'il est incontesté, compte tenu du jugement des plus hautes instances internationales ; incontesté, du

En pratique, le terrorisme est la violence commise contre les Etats-Unis – quels qu'en soient les auteurs

moins, parmi ceux qui ont un minimum d'engagement en faveur des droits de l'homme et de la législation internationale. On peut évaluer l'importance de cette catégorie au nombre de fois où ces questions élémentaires sont ne serait-ce que mentionnées. A partir de ce seul exercice, on tirera de sombres conclusions pour l'avenir si les idéologies et les centres du pouvoir existants imposent leur loi. Le cas du Nicaragua est loin d'être l'exemple le plus extrême.

Pendant les seules années Reagan, les Etats terroristes financés par les Etats-Unis en Amérique centrale ont fait des centaines de milliers de morts, torturés et mutilés, ils ont laissé des millions d'estropiés et d'orphelins, et quatre pays en ruine. Au cours de ces mêmes années, les exactions commises dans une Afrique du Sud soutenue par l'Occident ont tué un million et demi de personnes et causé 60 milliards de dollars de dommages. Sans parler de l'Asie du Sud-Est, de l'Amérique du Sud et de beaucoup d'autres régions.

Cette décennie n'a d'ailleurs rien qui la distingue des autres. C'est commettre une grave erreur d'analyse que de dire du terrorisme qu'il est une « arme du pauvre » comme on le fait souvent.

En pratique, le terrorisme est la violence commise contre les Etats-Unis – quels qu'en soient les auteurs. On aura du mal à trouver à cela une exception dans l'histoire. Et puisque les puissants décident de ce qui fait l'histoire, ce qui passe au travers du filtre est le terrorisme des faibles contre les forts et leurs clients.

Ce texte est un extrait de la Lakkawala Memorial Lecture prononcée le 3 novembre à Delhi (Inde). Traduit de l'anglais (Etats-Unis) par Sylvette Gleize. © Noam Chomsky.